





SAN FRANCISCO  
PUBLIC LIBRARY

REFERENCE BOOK

*Not to be taken from the Library*











# HISTOIRE DE FRANCE,

DEPUIS LES GAULOIS JUSQU'A LA MORT DE  
LOUIS XVI;

PAR ANQUETIL,  
DE L'INSTITUT ET DE LA LÉGION D'HONNEUR.

NOUVELLE EDITION,

*REVUE ET CORRIGÉE.*

TOME QUATRIÈME.

PARIS,  
LECOINTE ET DUREY, LIBRAIRES,  
QUAI DES AUGUSTINS, n° 49.

M D CCC XXII.

\*944

Am79  $\frac{4}{5}$

78369

HISTOIRE  
DE FRANCE.

---

BRANCHE DES VALOIS.

PHILIPPE VI, DE VALOIS,

AGÉ DE 34 ANS.

[1328] « LA monarchie, dit Mézeray, agrandie sous le règne de Charlemagne, possédoit les deux tiers de l'Europe. Sous Lothaire et Louis-le-Fainéant, elle n'avoit plus que la ville de Laon et quelques châteaux. Depuis Philippe-Auguste jusqu'à ce règne, elle s'étoit puissamment relevée; mais ensuite elle commença à tomber. Les batailles de Crécy et de Poitiers, les dangereuses intrigues du

Navarrois , le peu de conduite de Charles VI, et les discordes sanglantes des maisons de Bourgogne et d'Orléans , la poussèrent jusqu'à son déclin , et firent que l'Angleterre jouit des beaux jours pour un temps. »

Voilà donc ce que nous avons à décrire pendant cinq règnes qui composent cent trente-trois années. Des trahisons , des assassinats , des guerres sanglantes , des défaites honteuses , un roi captif , un autre frappé de démence , le royaume en proie à toute la fureur des factions , une marâtre , contente de perdre le sceptre et la couronne , pourvu qu'elle les arrache à son fils ; l'Eglise troublée comme l'Etat , et au milieu de cet horrible confusion , des actions héroïques , des prodiges de fidélité et de valeur , qui tiennent du miracle ; des lois sages nées du sein du désordre , et dans le gouvernement une révolution favorable aux peuples. Tel est l'aperçu des événemens qui lient les règnes de Philippe de Valois , de Jean II , de Charles V , de Charles VI et de Charles VII , et qui pourroient faire la matière d'un drame dont les passions des princes seroient le nœud.

Pendant la grossesse de la reine Jeanne , Philippe , fils de Charles de Valois , oncle des trois derniers rois , et lui-même cousin de ces princes , prit la régence , comme il avoit été réglé par Charles-le-Bel mourant. Isabelle ,

reine d'Angleterre , sœur des trois derniers monarques , se présenta pour l'obtenir , elle disoit que son sexe ne devoit pas la priver de cet honneur , puisque l'histoire fournissoit beaucoup d'exemples en France de régence déferées à des princesses. Mais les dernières dispositions de Charles-le-Bel , son frère , prévalurent , et Valois fut reconnu régent dans une assemblée des principaux seigneurs du royaume.

Il gouverna, pendant l'intervalle de la grossesse de sa cousine , avec la circonspection d'un homme qui n'est pas encore le maître. Plusieurs affaires importantes se présentèrent, entre autres le procès de Robert, réclamant toujours le comté d'Artois contre Mahault, comtesse de Bourgogne, sa tante. Au lieu d'une décision, Philippe négocia entre les parties une transaction qui laissoit des espérances au prince , dont l'amitié et les talens lui avoient déjà été utiles , et alloient encore lui être nécessaires. Ce moment arriva quand la reine Jeanne , dont le régent attendoit l'accouchement avec anxiété , mit au monde une fille.

Alors parurent de nouvelles prétentions , non pas d'Isabelle , mais d'Edouard III son fils , roi d'Angleterre. Il envoya des ambassadeurs pour réclamer la couronne de France. Ils furent entendus à Paris, dans une grande

assemblée, qui prit le titre d'*états-généraux*. Les députés anglois reconnoissoient qu'en vertu de la loi salique Isabelle étoit exclue du trône ; mais ils soutenoient que l'exclusion des femmes, portée par cette loi, ne s'étendoit pas à leur postérité masculine ; qu'à la vérité la mère d'Edouard n'avoit personnellement aucun droit à la couronne, mais qu'elle donnoit à son fils le droit de proximité qui le rendoit habile à succéder, en qualité de mâle, et comme neveu des trois derniers rois, dont Philippe de Valois n'étoit que cousin, qu'ainsi la couronne ne lui appartenoit comme au plus prochain hoir mâle. Leur plaidoyer fut long, savant pour le temps , très-droit comme on peut en juger par cette phrase qui le termine : « Faites élection d'un prince qui vous sera obligé de la dignité que vous lui conférerez , et prenez bien garde de le choisir généreux , libéral , qui se ressouvienne que vous l'avez fait et non reçu , et qui partage avec vous , sans ingratitude et sans orgueil , la puissance que vous lui donnerez. »

Ces flatteries et ces promesses firent en effet de l'impression sur quelques esprits , mais Robert d'Artois , qui s'étoit déjà distingué dans cette lice quand Isabelle demanda la régence , repoussa avec fierté ces insinuations adulatrices. Il étoit bon François alors. « Il ne faut pas , dit-il aux ambassadeurs qui pro-



diguoient l'or et l'argent, il ne faut pas de récompenses pour nous amener à notre devoir. Vos présens et vos offres ne servent qu'à faire connoître vos mauvais droits. Les François n'ont pas l'âme mercenaire, et si, comme on le leur conseille, ils se vendoient eux-mêmes, ils deviendroient esclaves. C'est pourquoi, sans espérer autre chose de Philippe qu'une sage et bonne administration, nous le reconnoissons tous pour le roi de France, vrai et légitime héritier du feu roi Charles, d'heureuse mémoire; nous lui prêtons serment de fidélité et d'obéissance, nous vouons notre sang et nos biens à son service, et nous sommes prêts, quand il lui plaira, de l'accompagner dans l'église de Reims, où nos rois reçoivent l'onction de l'huile céleste, et d'y porter nos vœux et vos prières pour le bonheur et la prospérité de son règne. »

Robert traita aussi à fond le point de droit. Il observa qu'Edouard, ne représentant qu'une femme, ne pouvoit tirer d'elle un droit qu'elle n'avoit ni ne pouvoit avoir; et que cette proximité, qu'il faisoit tant valoir, étant fondée sur celle de sa mère, *ne pouvoit assavouer ni sentir que chose féminine*, par conséquent exclusive du trône. Cette harangue emporta tous les suffrages. Philippe fut reconnu par une acclamation générale. Il partit quelques jours après pour Reims, où le sacre se fit avec

beaucoup de solennité. La fête dura quinze jours. Le monarque y reçut le nom de Fortuné; parce que, né du second fils de Philippe-le-Hardi, il parvint au trône par le défaut de postérité mâle de trois rois issus de l'aîné. Edouard, invité au couronnement comme duc et pair de Guienne, ne s'y rendit pas. Ce prince, quoique jeune, sentit vivement le refus qu'il éprouvoit, et en conserva profondément le souvenir. On apercevoit déjà en lui le développement des talens militaires et politiques qui l'ont rendu si funeste à la France.

Philippe de Valois étoit âgé de trente-quatre ans, et avoit un fils nommé Jean, qui en comptoit dix-huit. Ses trois prédécesseurs portoient le titre de rois de Navarre : Louis-le-Hutin parce qu'il étoit fils de Jeanne, femme de Philippe-le-Bel, héritière de ce royaume avant son mariage. Jeanne, fille de Louis-le-Hutin, resta en bas âge sous ses deux oncles, Philippe-le-Long et Charles-le-Bel. Ils portèrent tous deux le titre de rois de Navarre, comme héritiers masculins de leur mère, et autorisés d'ailleurs par les conventions qu'ils firent avec le tuteur de la jeune princesse, au sujet des dédommagemens qu'ils lui accordèrent pour les droits qu'elle pouvoit avoir à l'héritage de son père. Le nouveau monarque n'avoit pas les mêmes titres à cet

héritage. Il rendit le sceptre à sa jeune cousine , et l'envoya avec Philippe , comte d'Evreux , son époux , petit-fils comme lui de Philippe-le-Hardi , se faire reconnoître par les états de Béarn, assemblés à Pau. Edouard y présenta des protestations généalogiques ; mais elles n'eurent pas plus de succès que celles de Paris. Le roi de France retint , de la succession des aïeux de Jeanne , les comtés de Champagne et de Brie , comme fiefs masculins qui , faute d'hoirs mâles , revenoient de droit à sa couronne. Cependant il donna aux deux époux en présent , ou comme dédommagement , les comtés d'Angoulême et de Mortain , une somme une fois payée , et des rentes à prendre sur son domaine.

Les Flamands se remontrèrent au commencement de ce règne travaillés comme à l'ordinaire par des dissensions qui attirèrent chez eux les armes de la France. Ils n'aimoient point Louis, dit de Nevers et de Crécy, leur comte , et s'étoient , en grand nombre , déclarés contre lui dans un procès avec ses oncles , qui lui contestoient ses états. Ils l'avoient même mis en prison. Le roi lui fit rendre la liberté, et appela la cause de son vassal au parlement de Paris. Cette cour adjugea le duché au neveu. Il restoit dans le cœur des Flamands un levain d'animosité. Elle éclata à l'occasion des impôts qu'ils prétendirent ex-

cessifs, et levés avec trop de rigueur. Ils se révoltèrent. Le duc implora le secours du roi. Les chevaliers françois, ducs, comtes, barons, les hommes d'armes, tous en qualité de gentilshommes, répugnoient à cette guerre. Ils réputoient au-dessous d'eux d'aller combattre *an ramassis* d'artisans, de petits marchands, de pêcheurs, la populace des villes et les vagabonds des campagnes. Ils ne voyoient ni gloire ni profit à acquérir par la victoire. Philippe, au contraire, regardoit comme fort important de punir la révolte, de crainte que ses propres sujets, enhardis par l'exemple, n'en prissent aussi l'habitude. Dans un grand conseil, qu'il présida lui-même, il fit résoudre la guerre et donna un grand éclat aux préparatifs. Il alla prendre avec pompe l'oriflamme à Saint-Denis, et partit à la fin d'août, malgré les représentations de ses meilleurs généraux, qui croyoient la saison trop avancée pour aller porter la guerre dans un pays que la fraîcheur de la fin de l'été et les pluies de l'automne alloient rendre impraticable, surtout à la cavalerie, qui faisoit alors la force des armées.

Loin que l'arrivée des François inspirât de la crainte aux Flamands, une espèce d'enthousiasme les saisit. Ils allèrent en foule se ranger sous les drapeaux populaires, qu'ils croyoient ceux de la liberté. Il paroît que la

noblesse de Flandre prit peu de part à cette guerre. Les impôts ne tomboient pas sur elle. Son orgueil laissa ces troupes bourgeoises se défendre comme elles pourroient contre les François. Le peuple, incapable de se modérer, bravoit par des chansons et des épigrammes insultantes l'armée brillante de Philippe. Quand il arriva auprès de Cassel, il vit sur les tours un étendard où étoit peint un coq, et ce distique en gros caractères :

Quand ce coq chanté aura,  
Le roi Cassel conquérera.

Le corps des Flamands, tout d'infanterie, étoit retranché sur une hauteur près de la ville, et, malgré le premier enthousiasme populaire, il étoit bien inférieur en nombre et en forces aux François. Outre de gros bataillons d'infanterie tirés des communes de Picardie, de Normandie et de Champagne, le monarque comptoit sous ses drapeaux dix-sept mille gens d'armes, et on croit qu'en totalité l'armée de France étoit de deux tiers plus forte que celle des Flamands. Nonobstant cette disproportion, ceux-ci, renonçant à l'avantage de leur position, demandent la bataille en plaine. C'étoit de leur part une ruse pour surprendre les François. La bataille fut accordée et fixée à deux jours de là. L'usage étoit que pendant ces intervalles convenus on cessât toute hos-

tilité, et on vivoit réciproquement dans une espèce de sécurité qui rendoit peu sévère sur la discipline. Un des chefs des Flamands, nommé Zennequin, marchand de poissons, avoit remarqué cette négligence en allant vendre lui-même sa denrée dans le camp des François. Il avoit observé qu'on y faisoit de longs repas, que la soirée surtout et une partie de la nuit se passoient en danses et en concerts ; mais aussi qu'on se dédommageoit le jour, et que le sommeil saisissoit presque toute l'armée vers l'heure de midi. Zennequin juge que la sécurité occasionnée par la trêve ne fera qu'augmenter cette négligence. En conséquence, il conçoit le hardi projet d'enlever le roi et tout son quartier.

Le jour de Saint-Barthélemy il partage son armée en trois corps, ordonne à l'un de marcher paisiblement, *sans point de noise*, droit au quartier du roi de Bohême, qui tenoit l'avant garde ; à l'autre de s'avancer avec le même silence contre la bataille, qui étoit aux ordres du comte de Hainaut ; Zennequin lui-même, à la tête du troisième, entre dans le camp à deux heures après midi sans faire le cri de guerre, perce jusqu'au quartier du roi. Ceux qui le voient passer le prennent pour un renfort des communes voisines. Un chevalier, nommé Renaud de Lard, dans cette persuasion, les gronde amicalement de ce qu'ils

viennent troubler le sommeil de leurs amis : un coup de javelot qui le renverse mort à terre est toute la réponse. Aussitôt commence le massacre dans les tentes, et sur tous ceux qui en sortent. De grands cris s'élèvent et parviennent jusqu'au pavillon du roi. Un dominicain son confesseur est le premier qui l'avertit du danger. Le monarque croit que la peur trouble l'imagination du bon moine, et plaisante de sa frayeur ; mais les avertissemens se multiplient, l'ennemi force, renverse tout, et est à la vue. Le roi veut se faire armer, il ne se trouve personne assez adroit pour lui rendre ce service. Les clercs de la chapelle y suppléent comme ils peuvent. Le voilà à cheval. Il veut fondre sur l'ennemi ; Miles de Noyers, garde de l'oriflamme, le retient au moment où il alloit être enveloppé s'il se fût avancé, et sans doute tué ou pris. Ce chevalier lève l'étendard royal, l'agite en signe de détresse ; il est aperçu ; la cavalerie arrive autour du prince ; les Flamands sont cernés, enfoncés, taillés en pièces et foulés aux pieds des chevaux. « Aucun ne recula, dit Froissard, tous furent tués et morts l'un sur l'autre, sans yssir de la place dans laquelle la bataille commença. » On fait monter leur nombre à treize ou quatorze mille hommes restés sur le champ de bataille.

Cassel fut pris, rasé et réduit en cendres.

Les autres grandes villes se rendirent, on en enleva des otages pour la sûreté des amendes, et le plat pays fut ravagé. Partout on abattit les fortifications dont les mécontents pouvoient se prévaloir pour une autre rébellion. Plus de dix mille des mutins furent condamnés à mort par ordre du comte et exécutés dans l'espace de trois mois, la plupart tourmentés par d'affreux supplices. Ensuite Philippe, en présence des principaux seigneurs, dit au duc : « Beau cousin, je suis venu ici sur la prière que vous m'en avez faite. Peut-être avez-vous occasionné la révolte par votre négligence à rendre la justice que vous devez à vos peuples, c'est ce que je ne veux point examiner pour le présent. Vous m'avez occasionné de grandes dépenses, j'aurois droit de prétendre à des dédommagemens, mais je vous tiens quitte de tout. Je vous rends vos états soumis et pacifiés, gardez-vous bien de nous faire retourner une seconde fois pour pareil sujet : si votre mauvaise administration m'obligeoit de revenir, ce seroit moins pour vos intérêts que pour les miens.

Valois rentra en France couvert de gloire, disent les historiens. « Il fut moult prisé à honneur de cette entreprise, dit Froissard, et demoura en grant prospérité, et accrut l'état royal, et n'avoit eu oncques mais roi en France, si, comme l'on disoit, qui eust



tenu l'état pareil au sien. » De si heureux commencemens rehaussèrent la fierté naturelle du roi. Alors commença entre lui et Edouard le combat d'orgueil qui a causé tant de maux à la France.

[1329] Edouard n'avoit ni assisté au sacre de Philippe, quoiqu'il y fût invité, ni rendu son hommage pour la Guienne. Il différoit cette cérémonie, qui lui coûtoit d'autant plus qu'elle l'obligeoit de s'humilier devant un trône qu'il avoit prétendu occuper. Cependant les délais qu'il faisoit succéder les uns aux autres, sous des prétextes sans cesse renaissans, expirèrent enfin. Valois menaça de saisir toutes les terres que l'Anglois possédoit en France, s'il ne se déterminoit à remplir ce devoir, et fixa le temps, ainsi que le lieu, qui devoit être la ville d'Amiens. Edouard s'y rendit. A son arrivée, il s'engagea une contestation sur la qualité de l'hommage : seroit-il simple ou lige? Celui-ci lioit personnellement le vassal au souverain, et le soumettoit à toutes les peines de *foi mentie*, qui étoient la confiscation et la mort, s'il se permettoit quelque acte de rébellion contre son seigneur. Il est étonnant que cette question si importante n'eût pas été résolue avant la cérémonie.

Le roi d'Angleterre comparut dans la cathédrale; le roi de France l'y attendoit assis

sur son trône, superbement vêtu, la couronne en tête, entouré d'une cour magnifique, dans laquelle se trouvaient trois rois, ceux de Bohême, de Navarre et de Majorque; les ducs de Bourbon, de Bourgogne, de Lorraine, les autres princes du sang, les deux reines, veuves de Philippe-le-Long et de Charles-le-Bel, avec les princesses et leur brillante suite, les ministres et les plus grands seigneurs, tous debout autour du monarque. Quand celui d'Angleterre s'approcha, le grand chambellan lui commanda d'ôter sa couronne, son épée, ses éperons, et de se mettre à genoux sur un carreau qu'on lui avoit préparé. Cet ordre parut l'étonner: il s'étoit trop avancé pour reculer, il obéit; mais on remarqua sur son visage le dépit intérieur qu'il ressentoit d'une pareille humiliation devant tant d'illustres témoins. Quand il fut à genoux, le chancelier lui prononça la formule suivante: « Sire, vous devenez, comme duc de Guienne, homme-lige du roi mon seigneur, et lui promettez foi et loyauté porter. » Edouard refusa de répondre *voire*, selon l'usage, et prétendit qu'il ne devoit pas l'hommage-lige\*. On disputa; et enfin, sur la promesse que fit

\* Le vassal-lige étoit lié à son suzerain d'une obligation plus étroite que le vassal ordinaire: entre autres obligations, il lui devoit le service envers et contre tous, en personne, et à ses dépens.

l'Anglois de consulter ses archives quand il seroit retourné dans ses Etats , pour savoir précisément à quoi il étoit obligé , et d'envoyer lettres scellées de son grand sceau , qui expliqueroient quelle sorte d'hommage il devoit ; sur cette promesse, on consentit qu'il le rendît en termes généraux. A la formule rejetée le chancelier substitua celle-ci , peut-être préparée d'avance en cas de difficultés : « Syre , vous devenez homme du roi de France , mon seigneur ; vous reconnoissez tenir de lui la Guienne et ses appartenances comme pair de France , selon la forme des paix faites entre ses prédécesseurs et les vôtres , selon ce que vous et vos ancêtres avez fait pour le même duché à ses devanciers rois de France. » Edouard répondit *voire*. « S'il est ainsi reprit le chancelier , le roi notre syre vous reçoit , sauf ses protestations et retenues. » Le monarque françois dit *voire*, et baisa à la bouche du roi d'Angleterre, dont il tenoit les mains entre les siennes.

Ainsi finit cette superbe cérémonie ; elle mit la rage dans le cœur de l'Anglois , et lui fit jurer une haine immortelle au prince qui le traitoit avec tant de hauteur. Retourné dans ses états , il donna les lettres scellées de son grand sceau qu'il avoit promises en confirmation de son hommage , qui étoit effectivement l'hommage-lige. Les deux princes

ne montrèrent pas encore leur secrète antipathie ; au contraire, Edouard , désirant terminer quelques différends avec Philippe , au sujet de la Guienne , passa en France avec confiance , et y fut reçu avec les démonstrations d'une franche cordialité. Les deux monarques convinrent même d'un mariage entre le prince de Galles , encore au berceau , et une princesse de France qui n'étoit pas encore née. Vains simulacres d'amitié entre des princes dont l'un ne pouvoit s'empêcher d'envier la couronne qu'il croyoit lui être injustement ravie , et l'autre ne manquoit pas l'occasion de triompher de ses avantages sur son rival.

[1330] Après la guerre de Flandre , Valois s'appliqua au gouvernement : attentif à tout ce qu'il croyoit pouvoir contribuer au bonheur du peuple , établissant l'ordre dans les tribunaux , prévenant les crimes par de bonnes lois , donnant lui-même l'exemple des vertus , en les encourageant. Il lui étoit né un second fils ; son éducation devint pour le père un objet important ; il résolut d'en charger Bernard de Mareuil , maréchal de France , d'autant plus digne de cet emploi qu'il l'ambitionnoit moins. Pour s'en exempter , il alléguait l'obligation où il se trouveroit , s'il acceptoit , de quitter la charge de maréchal de France , dont les fonctions étoient alors jugées incom-

patibles avec les devoirs à remplir auprès du prince. « Si vous y pensez bien, lui dit le roi dans la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet, vous trouverez que nous faisons trop plus grand honneur de vous y mettre, que nous ne ferions de vous laisser maréchal... car il n'est oncques maréchal de France qui n'en laissât volontiers l'office, pour être li premier au frain de l'ainé fils du roi. » Il paroît que, pour remplir les fonctions de gouverneur du prince, Bernard fut obligé de quitter sa charge de maréchal de France.

Les monnoies, depuis qu'on avoit commencé à y toucher, étoient toujours une cause de dissension entre le souverain et les sujets; Philippe fixa le titre et le poids, de manière à faire espérer plus de solidité par la suite. Il y avoit des conflits perpétuels de juridiction, et souvent des contestations fort aigres entre le clergé et la noblesse; le roi entreprit de les terminer. Il indiqua une assemblée dans son palais, où se trouvèrent vingt-cinq archevêques ou évêques, beaucoup d'abbés et un grand nombre de seigneurs laïques, avertis d'apporter leurs titres.

Le monarque parut sur son trône, entouré des princes du sang, des pairs et barons du royaume et de ses ministres. Pierre de Cugnières, écuyer, conseiller du roi, fit les fonctions d'avocat général, et porta la parole.

Sa harangue roula tout entière sur les prétentions du clergé : il l'accusa d'appeler toutes les affaires à sa juridiction , sous prétexte, dit-il , que , n'y ayant pas d'acte juridique sans serment , il n'y en a par conséquent aucun qui ne tienne à la religion , et dont les juridictions ecclésiastiques ne doivent connoître. C'étoit là en effet la doctrine du clergé , émanée des principes de la cour de Rome. Comme celle-ci se disoit juge des rois , il n'y avoit pas , à son exemple , de tribunal ecclésiastique qui ne se crût supérieur à celui des seigneurs , et qui n'attirât à soi toutes les affaires.

Pierre Roger, archevêque de Sens, qui avoit été garde des sceaux , et qui depuis fut pape sous le nom de Clément VI, et Pierre Bertrandi, évêque d'Autun, orateur du clergé , ne nièrent pas que telle ne fût la doctrine du clergé. Ils tinrent que ce qui faisoit la solidité des contrats de mariage , des testamens et de beaucoup d'actes pour des intérêts particuliers , étoit le serment fait sous l'autorité de l'Eglise ; que l'exécution de ces actes n'étoit que l'accessoire de l'engagement religieux , et que l'accessoire devant suivre le principal , c'étoit non aux tribunaux laïques , mais aux tribunaux ecclésiastiques qu'appartenoient la discussion et le jugement de ces causes. En effet , c'étoit là le fond de la querelle. Les avocats, selon leur coutume, y mêlèrent beau-

coup de choses étrangères. Le plaidoyer de Cugnières fut aigre et virulent ; la partie de son discours qu'on pouvoit appeler dogmatique étoit en latin ; mais quand il en vint aux griefs , pour être mieux entendu des seigneurs laïques , il poursuivit sa harangue en françois , et n'y omit rien de ce qui pouvoit piquer et mortifier le clergé. Peut-être le fit-il repentir d'avoir laissé donner tant de publicité à cette affaire ; peut-être aussi un peu d'humiliation lui fut-elle utile , car il paroît que le monarque crut devoirs'abstenir de prononcer , dans la crainte que les sarcasmes de Cugnières contre les ministres de la religion ne fissent tort à la religion même. Ainsi trop d'ardeur dans les défenseurs d'une bonne cause lui est quelquefois nuisible. Philippe fit dire aux prélats : « Si vous corrigez ce qui en a besoin , le roi veut bien attendre jusqu'à Noël prochain ; si vous ne le faites pas dans ce terme , il y apportera le remède qui sera agréable à Dieu et au peuple. » Mais ce grand éclat se dissipa en fumée , et il ne fut plus parlé de cette affaire. Il résulta seulement de cet appareil *que l'appel comme d'abus* , qui étoit déjà exercé , devint une partie essentielle de notre jurisprudence.

[1331] Un autre séance royale aussi solennelle , mais qui intéressoit moins le peuple , attira par d'odieuses circonstances l'attention

du public. Les historiens s'étendent sur le procès de Robert d'Artois, parce que son résultat se lie aux malheurs de la France. Ce prince, quoique le comté eût été adjugé à sa tante Mahault, en portoit toujours le titre, et ne cessoit de jeter des regards de regrets sur ce riche héritage, qu'il prétendoit lui être injustement enlevé. Robert avoit un grand mérite; il étoit distingué par son habileté à la guerre et dans le conseil. On a vu qu'il avoit beaucoup contribué à faire obtenir à Philippe de Valois la préférence sur Edouard pour la couronne de France. Aussi le roi, dont il avoit épousé la sœur, l'estimoit singulièrement, se conduisoit par ses avis, de sorte qu'il étoit regardé comme son principal ministre. Mais toutes ces faveurs, le comté de Beaumont et d'autres belles terres qu'il avoit eues en échange de l'Artois, n'effaçoient pas en lui le désir de se le faire restituer. Il en parloit au roi jusqu'à l'importunité, et le pressoit sans cesse de faire revoir le procès. Philippe lui remontrait la difficulté et l'indécence même de faire encore retentir les tribunaux d'une affaire déjà jugée deux fois contradictoirement. « Encore, lui disoit-il, si vous aviez de nouveaux titres à produire, peut-être pourroit-on revenir sur la procédure. » Ce moyen, que le roi ne proposoit sans doute que comme un échappatoire, frappe Robert; il le saisit, et se met



à la recherche de titres auxquels il ne songeoit pas auparavant.

De quoi manque-t-on quand on a du crédit, de l'argent et de la mauvaise foi? Cependant il n'est pas certain que le comte d'Artois ait conçu, dès le commencement de son affaire, le projet déshonorant qui l'a perdu. Souvent on réalise dans son esprit ce qu'on désire ardemment, et on soutient ensuite comme vérité un mensonge utile. C'est ce qui arriva à Robert.

Son grand père Robert, comte d'Artois, tué à la bataille de Courtrai, avoit eu pour ministre de confiance Henri d'Irechon, évêque d'Arras. Une demoiselle de Béthune, nommée Jeanne de Divion, qui vivoit près du prélat, avoit reçu, dit-elle, de lui, au lit de la mort, un écrit concernant la succession du comté, qu'elle devoit remettre au petit-fils sitôt que le grand-père auroit fermé les yeux. L'intrigante Divion offre d'abord à la comtesse Mahault de lui rendre cet écrit, comme pièce qui pouvoit lui nuire dans son procès, si elle étoit connue. Repoussée par Mahault, elle le propose à la comtesse d'Artois, épouse de Robert, comme pièce utile. La princesse refuse; mais le mari, poursuivi par sa chimère, se laisse tenter, il veut voir l'écrit. C'étoit une lettre de l'évêque d'Arras, adressée à lui Robert, petit-fils du

vieux comte Robert. Elle commençoit par des excuses du prélat d'avoir célé pendant sa vie les droits du prince sur le comté d'Artois. Il lui demandoit pardon de sa négligence, et s'avouoit dépositaire d'actes qui furent faits alors, dont les doubles, disoit-il, enregistrés par-devers la cour, furent, par un de nos grands seigneurs, jetés au feu, et après ce fut plané le registre de la cour. » Or ces actes, dont la Divion disoit avoir été instruite de vive voix par l'évêque, étoient, selon elle, 1<sup>o</sup> le contrat de mariage de Philippe, père de notre Robert, par lequel le vieux Robert donnoit à son fils et à ses hoirs la propriété du comté d'Artois, au préjudice de Mahault sa fille; 2<sup>o</sup> la ratification de ce don après le mariage; 3<sup>o</sup> les lettres patentes de Philippe-le-Hardi, confirmatives des actes précédens.

[1331-32] On sent combien cette fable étoit mal tissue : la confidence d'un évêque à une demoiselle assez mal famée; ces titres enlevés par un grand seigneur qu'on ne nomme pas; les registres mutilés ou biffés sans qu'il reste trace de ces violences. Il n'y avoit que la représentation des actes qui pût couvrir l'invraisemblance. C'est à ce moment que le comte commence à se rendre coupable. Il engage, ou la Divion s'offre d'elle-même à fabriquer des pièces. Elle s'adjoint un ou-

vrier adroit, s'aide de sa servante et d'autres intrigans de tous états, que l'appât du gain lui associe. Ils réussissent assez à imiter l'écriture et les formes de la chancellerie; mais ils sont arrêtés par les sceaux. Dans l'impossibilité de les contrefaire, ils en détachent d'autres diplômes et les appliquent à ceux-ci. Robert, triomphant, annonce au roi qu'il a des titres. Le monarque, se défiant de la fourberie, fait comparoître la Divion. Après avoir bien tergiversé, elle avoue toute la manœuvre. Le comte dit que cet aveu lui a été arraché par la crainte, qu'il soutiendra ses titres, les armes à la main, contre quiconque les attaquera. Le roi, prenant ce défi comme adressé à lui-même, réplique plus fermement, et en fixant son beau-frère, que les titres sont faux, et qu'il fera punir les faussaires; et voilà, par cette menace, deux amis brouillés à la mort.

Robert, honteux de reculer, demande que l'affaire soit suivie. La cour des pairs est convoquée, et, afin qu'elle soit complète, le roi émancipe et déclare pair Jean, son fils aîné, duc de Normandie. Les pièces sont présentées; elles sont scrupuleusement examinées, et le résultat de leur examen fut que, le roi séant avec les pairs et les grands du royaume, il intervint arrêt qui déclare que les lettres produites par Robert d'Artois, comte de Beau-

mont, sont fausses, et qui ordonne qu'elles seront cancelées et dépiécées. Le procureur général demande alors au comte, qui étoit présent, s'il prétend encore user de ses lettres. Il se retire, consulte son conseil, rentre et déclare qu'il renonce à ses titres. Aussilôt l'arrêt est exécuté sous ses yeux.

C'est tout ce qu'il y eut de mortifiant pour lui ; car, pour ne pas compromettre le prince, on ne parla ni de la Divion ni de ses complices : mais ces ménagemens ne furent pas assez efficaces pour purger le cœur du malheureux comte du fiel dont il étoit gonflé. Il éclata en plaintes amères contre l'ingratitude de son beau-frère. Il paroît même qu'il tâcha de former une cabale à la cour, puisque le roi se crut dans la nécessité d'exiger de plusieurs seigneurs un nouveau serment de fidélité. Philippe, dans l'espoir de le faire rentrer insensiblement en lui-même, et par égard pour leur ancienne amitié, dissimula cinq mois les procédés du comte : à ce terme, il crut qu'il étoit temps de venger la majesté du souverain et l'autorité des lois également outragées. Il cessa en conséquence d'arrêter le cours de la justice, et fit reprendre le procès de la Divion et de ses complices.

[1332-34] Interrogés, ils ne manquèrent pas de charger le comte, comme auteur et instigateur du crime. Après une procédure

sévère, l'intrigante et sa servante furent condamnées à être brûlées vives et exécutées : l'ouvrier qui les avoit aidées fut trouvé étranglé en prison. Sans doute on crut devoir proportionner le supplice des femmes plutôt à l'importance qu'à la nature du délit. Il y eut beaucoup de personnes compromises, faux témoins, porteurs de parole, donneurs d'avis, intrigans de tout état, empressés, soit par intérêt, soit par vanité, à se mêler des affaires des grands : tous subirent différentes peines, les laïques, des flétrissures infamantes et des punitions corporelles ; les clercs, privation de leurs bénéfices et prison perpétuelle ; mais ces châtimens n'eurent lieu qu'après celui de Robert d'Artois.

Quand il sut ses complices mis en justice, il se cacha, erra de province en province, et de château en château, et passa enfin à Bruxelles. Cité à comparoître à la cour des pairs, il demanda des délais ; mais, malgré les passe-ports de sûreté qu'on lui fit parvenir, ces délais expirés, il ne comparut pas. Après un plaidoyer du procureur-général, qui rappeloit tous les incidens du procès, ce magistrat conclut à ce que « Robert d'Artois, comte de Beaumont, fût condamné en corps et en biens, c'est à savoir le corps mis et livré à la mort, et les biens confisqués et acquis au roi ; et qu'attendu son absence, il fût banni

du royaume de France. » Conformément à ces conclusions, le roi prononça l'arrêt de bannissement et de confiscation.

Le dépit, la rage d'être proclamé criminel et infâme à la face de la nation troublèrent la raison du proscrit, et lui inspirèrent les résolutions les plus désespérées. Il essaya d'attenter à la vie du roi, et soudoya des assassins, qui se mirent en route pour effectuer leur crime, mais qui, effrayés de son énormité, revinrent d'eux-mêmes sur leurs pas. Au défaut des hommes, Robert invoqua les enfers: il voulut ensorceler le roi, l'envouter, comme on disoit alors, c'est-à-dire, ainsi que nous l'avons déjà expliqué, piquer avec une aiguille une figure de cire représentant le roi, qui ressentiroit les blessures qu'on feroit à son image, et la mort même, si on la perçoit au cœur. Philippe employoit des moyens plus sûrs pour punir cet obstiné criminel. Il le poursuivoit d'asile en asile, empêchoit les princes voisins de le recevoir, en menaçant de la guerre ceux qui l'accueilleroient. Le duc de Brabant, chez qui le comte s'étoit retiré, vouloit le retenir, nonobstant la colère du roi, qu'il brava jusqu'à s'exposer à la guerre. « Ah ! lui dit Robert, à Dieu ne plaise que j'entraîne mon hôte dans ma disgrâce ! Vous avez donné généreuse preuve à l'amitié et à l'hospitalité plus que vous ne deviez. Il est

temps que vous rendiez à vos sujets la sûreté et le repos que mon malheur leur a ôté. Plût à Dieu que vous m'eussiez fermé votre pays ! vous l'auriez fermé à la guerre et à la désolation qui me suivent. Vous le savez : pour me chercher dans les antres et cavernes où je me cachois , ils ont mis le feu par tout le Hainaut et le Brabant. Il faut donc que je fuie la France et toutes les terres amies de ma patrie ; que je cherche un prince assez puissant pour me protéger ; et , puisque c'est mon destin d'attirer après moi les incendies , les meurtres et les saccagemens , je veux quelque jour retourner vers Philippe et lui rendre la pareille des pertes qu'il vous a fait souffrir pour l'amour de moi. » Après ces adieux , mêlés de tendresse et de menaces , il gagne un petit port , s'embarque et se jette entre les bras du roi d'Angleterre.

[1334] Edouard , qui avoit éprouvé ce que valoit d'Artois , lorsque l'éloquence de ce prince lui fit manquer la couronne de France , et lorsque depuis , à la tête des troupes françaises , Robert chassa de la Navarre les Anglois qui avoient voulu l'envahir , Edouard vit avec plaisir Philippe se priver d'un pareil appui. Il le reçut affectueusement , et lui donna le comté de Richemond , en échange des possessions qu'il quittoit. C'étoit une revanche de l'accueil obligeant que Philippe faisoit en

France à David Bruce , que l'Anglois venoit de précipiter du trône d'Ecosse. Ainsi ces deux monarques ne laissoient point perdre l'occasion de se montrer leur mutuelle malveillance. Personne n'ignoroit ces dispositions , et il n'y avoit pas de petit prince , point de seigneur voisin des deux états qui ne se mît à prix , et qui ne cherchât à se faire arrêter pour le moment où les deux rivaux ne manqueroient pas de se choquer. Le pape seul , Jean XXII , politique habile , avoit tâché d'amortir cette ardeur guerrière , qui s'enflammoit dans le secret , ou de diriger sur d'autres contrées le feu qui menaçoit d'embraser l'Europe. Il proposa une croisade ; Philippe l'accepta , et fit des préparatifs. Edouard ne s'y refusa pas , et leva aussi des troupes. Le prince françois offrit de partir si l'Anglois vouloit l'accompagner ; mais il savoit qu'occupé à rendre l'Ecosse tributaire , son adversaire n'abandonneroit pas cet avantage prochain pour des exploits incertains et éloignés. L'insulaire à son tour proposa de mettre en mer et de cingler vers l'Asie , lorsqu'il voyoit clairement que l'état de la France , où le comte d'Artois et ses partisans entretenoient des troubles , ne permettoit pas à Philippe de s'éloigner. Mais les deux monarques levèrent exactement les décimes accordées pour la croisade , dont ils ne s'occupè-



rent plus quand ils eurent l'argent dans leurs coffres. Cet argent leur servit, ainsi que les troupes, pour les entreprises qu'ils méditoient.

Le roi d'Angleterre commença l'assaut; ce mot convient à la lutte de ces deux princes, qui se conduisirent quelquefois en spadassins, se provoquant et se défiant l'un l'autre. Edouard prétendit qu'en recevant son hommage pour la Guienne et le Ponthieu on avoit promis de lui rendre quelques parties distraites, de temps en temps, de ces provinces. Il fit encore d'autres demandes de villes et châteaux isolés. « Demandez tout d'un coup la couronne, lui dit, à ce qu'on croit, Robert d'Artois. C'est le moyen d'engager les princes dont vous vous êtes procuré l'alliance de ne pas s'épargner dans les efforts que vous leur prescrirez; la cause qu'ils auront embrassée si ouvertement, il faudra qu'ils la soutiennent. Et moi, qui ai donné la couronne à Philippe, j'en serai bien plus propre, en vous saluant roi de France, à la faire tomber de sa tête pour la placer sur la vôtre. »

[1335-37] Edouard recevoit avidement ces espérances flatteuses : cependant il craignoit de trop hasarder en servant plus précipitamment qu'il ne convenoit la passion du comte. Il laissoit mûrir ses anciennes alliances et travailloit à de nouvelles : surtout il désiroit de s'attacher les Flamands, dont le pays lui ou-

vreroit des entrées en France , et lui présentoit un passage pour la retraite en Angleterre , en cas d'événemens fâcheux. Le duc de Flandre , peu docile aux avertissemens du roi de France , lorsque Philippe lui remit ses sujets soumis , les exaspera par de nouvelles exactions. La ville de Gand sa capitale , se révolta à l'instigation d'un brasseur , nommé Jacques Artevelle ou d'Artevelle. Le comte , au lieu de tenir tête à cet adversaire peu redoutable d'abord , s'enfuit en France. Le brasseur devint le maître de cette ville et des autres par la terreur qu'il sut inspirer. Il les parcouroit , escorté d'une troupe de scélérats déterminés. S'il rencontroit quelqu'un dont l'opinion lui étoit contraire , sur un signal convenu , trois ou quatre de ses gens se détachent de la troupe , alloient faire querelle à cet homme , et le tuoient sur-le-champ , ou il ameutoit le peuple , qui massacroit le suspect ; c'étoit assez d'avoir dit un mot contre lui pour être assassiné. Tous les gens fidèles au duc fuyoient , sans savoir où trouver d'asile. Un rebelle est peu difficile à gagner quand on lui montre des forces prêtes à le soutenir ; aussi Artevelle prêta-t-il volontiers l'oreille à la proposition que lui fit Edouard de le secourir ; il se dévoua entièrement au roi d'Angleterre , et s'engagea à lui ouvrir la Flandre , quand il lui plairoit de passer en France.

[1338] Cette alliance , par laquelle la Normandie étoit menacée d'une guerre voisine , qui pouvoit porter ses ravages bien avant dans le duché , émut les seigneurs normands. Ils prirent la résolution de prévenir ce fléau par la diversion d'une descente en Angleterre. Leurs ancêtres , disoient-ils , avoient bien pu conquérir le royaume sous le duc Guillaume , pourquoi ne se promettoient-ils pas le même succès sous Jean, fils aîné de Philippe, nommé à leur duché par son père ? Ils s'engageoient à fournir et à solder pendant douze semaines quatre mille hommes d'armes , qui continueroient même au-delà de leur service, moyennant que le roi s'engageroit de les payer. Les Normands firent ces propositions par une députation qui fut solennellement reçue à Vincennes. Peut-être avoit-elle été secrètement sollicitée par le duc Jean , qui n'auroit pas sans doute été fâché de se trouver à la tête d'une expédition aussi brillante ; mais elle n'aboutit qu'à quelques descentes partielles que les Normands firent sur les côtes d'Angleterre.

[1339] Mais Edouard ne s'en tint pas à de légères hostilités, toujours plus fâcheuses pour les peuples que décisives. Dans le grand différend qu'il avoit avec Philippe , ses mesures étant bien prises de loin , il éclata enfin , et envoya l'évêque de Lincoln demander la res-

titution de la couronne de France , et déclarer la guerre ; ses généraux en même temps attaquèrent et prirent des places en Guienne et en Saintonge , et lui-même traversa la Flandre et le Hainaut , et vint assiéger Cambrai. Son armée , grossie des troupes d'une multitude d'alliés , surtout d'Allemands , présentoit cent vingt mille combattans. La ville étoit bien fortifiée , munie de vivres et d'une bonne garnison ; elle donna le temps au roi de France de ramasser ses troupes. Elles n'étoient pas tout-à-fait si nombreuses que celles de l'Anglois ; les François ne comptoient que soixante mille fantassins , mais quarante-cinq mille gens d'armes , tous bien équipés et aguerris. Edouard menoit avec lui Robert d'Artois. Ce prince entra en Picardie , le fer et le flambeau à la main , ravagea la Thiérache , le Laonnois et jusqu'aux frontières de la Champagne , tant pour rassasier sa haine du spectacle des atrocités qu'il s'étoit promises en faisant ses adieux au duc de Brabant , que pour tâcher d'attirer son beau-frère à une bataille dans laquelle il trouveroit peut-être l'occasion de le combattre corps à corps et de l'abattre à ses pieds.

Peu s'en fallut en effet que la bataille n'eut lieu. Edouard , désespérant de prendre Cambrai , si bien défendu , avoit levé le siège. Il s'avança au-devant de Philippe. Les deux ar-

mées se rencontrèrent près de la Capelle, dans un lieu nommé Vironfosse. Elles n'étoient séparées que par un petit défilé. Voilà donc les deux rivaux en présence, dans la position qu'ils sembloient tous deux ardemment désirer. Edouard envoie demander la bataille; Philippe en fixe le jour au vendredi suivant. Mais convient-il de répandre le sang des chrétiens le jour que le Sauveur du monde a répandu le sien pour le salut des hommes? Ce scrupule affecte également les deux rois, et fait resserrer les épées et les lances prêtes à être ensanglantées. Il est possible que cette raison, qui certainement de nos jours ne suspendroit pas le choc de deux armées, ait été déterminante dans ce siècle. Les historiens anglois disent que Philippe n'osa attaquer Edouard, et rejettent sur le premier le blâme de la bataille manquée. Mais pourquoi l'Anglois ne passe-t-il pas lui-même le défilé? On croit qu'il craignit de s'y engager avec des troupes, à la vérité plus nombreuses, mais ramassées de tous pays, et dont il n'étoit pas sûr. Quant au monarque françois, on peut penser que dans cette occasion il suivit, comme il auroit dû toujours faire, l'avis de son conseil, qui lui représenta qu'une défaite livreroit ses états à son ennemi, pendant que celui-ci ne risquoit d'autre désavantage, s'il étoit battu, que de se retirer dans son île. Au

reste, quelle qu'ait été la cause de cette inaction, il est certain que jamais deux armées ne se trouvèrent plus voisines, plus prêtes à se charger, et que jamais elles ne s'éloignèrent plus tranquillement. Édouard décampa le premier, Philippe ne le poursuivit pas; il eut cependant les honneurs de la campagne, parce que ses généraux battirent les Anglois en Guienne, et qu'une flotte qu'il avoit mise en mer remporta sur celle d'Angleterre des avantages dont les François n'eurent pas longtemps le plaisir de se glorifier.

[1340] Édouard se retira en Brabant, et congédia une grande partie de son armée, surtout les Allemands, dont l'entretien lui étoit fort onéreux. Cette dépense lui donna l'idée de se faire une recrue de Flamands, qu'il pouvoit avoir à meilleur marché. Artois lui avoit procuré un traité de commerce avec les principales villes. Quelques bandes peu nombreuses, à la vérité, de soldats de ce pays, marchaient déjà sous ses étendards: le gros de la nation gardoit encore une exacte neutralité, mais conservoit toujours du ressentiment contre le roi de France, parce qu'il tenoit les places de Lille, de Douai et de Béthune, en nantissement de sommes qu'ils s'étoient engagés de payer après la défaite de Cassel. Ce prince eut la maladresse de demander dans ce moment le paiement de

ces sommes. « Vous ne les devez , dit Artois à ses compatriotes , vous ne les devez qu'au roi de France : reconnoissez pour tel Édouard ; non-seulement il vous en donnera quittance , mais encore il s'engagera à vous remettre les villes qu'on vous retient. » Le traité fut fait sur ce plan , et les Flamands prêtèrent serment de fidélité au roi d'Angleterre comme roi de France. On assigne à cette circonstance l'époque où les rois d'Angleterre ont pris le titre et les armes des rois de France.

Cette défection causa un grand embarras au monarque françois : non-seulement elle fournissoit à son rival des troupes de terre , mais encore elle le privoit lui-même d'une marine considérable , le seul moyen de fermer la France à Édouard , au moment où ce prince , qui étoit passé en Angleterre , en ramèneroit son armée. Cependant Philippe , en achetant des vaisseaux de tous côtés , surtout à Gênes , parvint à se composer aussi une flotte , qu'il opposa à celle d'Angleterre. Elles se rencontrèrent à la vue du port de l'Ecluse , et s'y livrèrent un combat qui en a pris le nom. C'est un des plus terribles qu'il y ait jamais eu entre les deux nations. Édouard y combattit en héros. Blessé d'une flèche à la cuisse , il ne cessa de donner ses ordres. Cependant , malgré la bravoure de ses cheva-

liers, l'habileté de ses marins, l'agilité de ses vaisseaux, plus faciles à gouverner que les lourdes caraqués soudoyées par Philippe, il auroit été battu, si les Flamands, qui restèrent d'abord spectateurs sur leurs barques, ne fussent venus à son secours. L'impétuosité de leur attaque décida la victoire pour les Anglois : elle fut complète. Les historiens les plus modérés font monter la perte des François de vingt-cinq à trente mille hommes, et celles des vaisseaux à quatre-vingt-dix, pris, coulés ou brûlés. Le monarque anglois entra triomphant dans le port de l'Écluse, et alla mettre le siège devant Tournai. Robert d'Artois, qui, dans l'occasion de faire du mal aux François, ne pouvoit rester inactif, alla assiéger Saint-Omer.

Rien n'égale les horreurs qui se commirent par les corps détachés de la grande armée pendant ces deux sièges. Au reste les excès d'atrocités étoient semblables de part et d'autre. Quoique les Anglois tinssent la mer en vainqueurs, les François, profitant de la faveur des brouillards et des vents, portoient le ravage et la désolation sur les rivages de leurs ennemis, qui, de leur côté, parcouroient les côtes de la Normandie la flamme à la main. Dans une descente ils réduisirent en cendres la ville de Tréport. Le duc Jean, dans la campagne précédente, en avoit donné



ou suivi le funeste exemple. Il avoit désolé le Hainaut, et « volèrent les flammèches, dit Froissard, jusqu'à Valenciennes. » Il avoit mis ensuite le siège devant une forteresse nommée Thiu-l'Evêque, château sur la Sambre, près de Cambrai, où il employa, dit-on, des canons et des bombardes. C'est la première fois qu'il en est parlé dans l'histoire. Pour la première fois aussi il se servit d'un moyen bien étrange, plus efficace que ces nouvelles machines, dont l'effet ne pouvoit être encore fort dangereux. Il fit lancer par des *engins* dans la place les corps des chevaux et autres animaux qui mouroient dans son camp; et l'infection causée par les cadavres força la garnison de capituler. Celles de Tournai et de Saint-Omer se défendirent si bien, qu'Edouard et d'Artois levèrent le siège, mais non sans une grande perte que leur fit éprouver le duc de Bourgogne à Montcassel. Ils étoient d'ailleurs forcés de réunir leurs troupes pour résister au roi, qui venoit les attaquer. Ces deux monarques se trouvèrent encore presque aussi près l'un de l'autre qu'à Vironfosse. Ils se défièrent, non à une bataille, mais à un combat singulier, dont le prix seroit la couronne de France; mais Philippe demandoit qu'Edouard mît en équivalent celle d'Angleterre. Cette réciprocité n'accommodoit ni l'un ni l'autre, et le défi en resta là. La proximité

des deux princes donna lieu à une négociation dont s'entremêlèrent les légats du pape et les princesses mères, sœurs, ou parentes des deux rois. Les conférences aboutirent à une trêve d'un an, que chacun signa dédaigneusement, comme s'il faisoit grâce à son ennemi; mais au fond ils en avoient chacun besoin: Edouard pour retourner dans son île, où les affaires d'Ecosse le rappeloient; et Philippe pour apaiser dans son royaume le mécontentement du peuple, que l'excès des impôts avoit porté en plusieurs lieux à la révolte. Les désordres que la guerre propage partout exigeoient aussi des réglemens de police, auxquels le roi s'appliqua avec zèle et succès. Il ne négligea pas non plus la partie politique du gouvernement: ses négociations enlevèrent au roi d'Angleterre des alliés importans, tels que l'empereur et les princes d'Allemagne, dont les états étoient comme une pépinière d'hommes où l'Anglois alloit chercher ses renforts. Il rassura aussi et gagna le comte de Hainaut, que la crainte avoit engagé sous les drapeaux d'Edouard. Enfin il pratiqua en Flandre des intelligences qui commencèrent à y diminuer le crédit et la puissance du brasseur Artevelle.

[1341] Au moment de la signature de la trêve, mourut sans enfans Jean-le-Bon, duc de Bretagne. D'un de ses frères décédé avant lui, nommé Guy de Penthievre, il avoit une

nièce appelée Jeanne-la-Boiteuse, qu'il maria à Charles de Blois, neveu par sa mère du roi de France, et le fit reconnoître par les états son successeur au duché. Cette inauguration se fit malgré les remontrances et les réclamations de Jean, comte de Montfort, autre frère de Jean-le-Bon, mais d'un second lit. Sa mère, Yolande de Dreux, fille de Béatrix, héritière de Montfort, avoit porté ce comté dans la maison de Bretagne. Montfort avoit épousé Jeanne de Flandre, fille du comte Louis de Nevers.

N'ayant pu, malgré ses importunités auprès de son frère, au lit de la mort, lui faire changer ses dispositions en faveur de sa nièce, Montfort s'empare des trésors du duc, gagne avec cet argent les principaux seigneurs, se rend maître des places fortes, et se proclame hautement duc de Bretagne. Persuadé que le roi de France ne manquera pas d'embrasser la cause de son neveu, il se pourvoit auprès du roi d'Angleterre pour en obtenir des secours en cas de besoin. On croit même qu'il lui fit secrètement hommage de son duché, et se reconnut son vassal. La cour des pairs, réclamée par le comte de Blois et son épouse, se saisit de l'affaire. Montfort fut sommé de comparoître : il se présenta avec une suite de quatre cents gentilshommes ; mais il disparut avant le jugement qui adju-

gea le duché à Jeanne-la-Boiteuse et à son époux.

[1342] Pendant les procédures , la guerre étoit déjà commencée en Bretagne entre les partisans des deux compétiteurs. Le roi de France envoya le duc de Normandie soutenir la cause de son *nèveu*, et le roi d'Angleterre fit passer des troupes au comte de Montfort. Ce seroit une histoire qui tiendrait du roman que de rapporter les prouesses des chevaliers bretons et françois pendant cette guerre : rencontres, surprises, défis d'un contre un, de trente contre trente, et davantage; tous combats à outrance; la terre jonchée de débris de casques et de cuirasses, de lances et d'épées, de morts et de mourans; des actes de férocité et des traits de générosité, tels qu'en présentent les annales de la chevalerie. Mais quelque éclatans qu'aient été les hauts faits des hommes, la palme de la gloire est restée à deux femmes, Jeanne-la-Boiteuse et Jeanne-la-Flamande.

La première, patiente dans l'adversité, ferme et courageuse dans les revers, gagnoit les cœurs par son affabilité et sa douceur; elle ne manquoit pas non plus de talens politiques et militaires qui commandent l'estime, mais elle eut moins d'occasions de les mettre en évidence que la princesse de Flandre, son antagoniste, dont les faits d'armes pourroient

illustrer des guerriers même célèbres. Montfort son mari fut fait prisonnier dès la première campagne, et envoyé dans la tour du Louvre. Alors tout le faix de la guerre tomba sur elle. Elle se retira dans la ville d'Hennebond. Le comte de Blois y mit le siège, persuadé que son mari étant dans les fers, si elle y tomboit elle-même, la guerre seroit bientôt terminée. Ce but et cette espérance donnoient une grande activité à ses efforts; la comtesse les repoussoit avec la même ardeur. Elle avoit accoutumé les femmes et les filles à être intrépides comme elle, à panser les blessés et à porter des rafraîchissemens aux combattans jusque sur la brèche.

A la bravoure du soldat, l'héroïne joignoit le coup d'œil du capitaine. Un jour, pendant un assaut, elle remarque qu'une partie de ceux qui étoient préposés à la garde du camp ennemi l'ont abandonné, ou par curiosité, ou pour se joindre aux assaillans. Elle prend trois cents cavaliers, se met à leur tête, sort par une porte opposée à l'attaque, fond sur le camp, renverse tout et y met le feu. Les clameurs de ceux qui sont surpris, leur fuite, et les flammes qui s'élèvent, rappellent les troupes de l'assaut, et le font cesser. Après ce succès, elle reprend le chemin de la ville, mais elle est coupée par un corps supérieur. Sans se déconcerter, elle ordonne à sa troupe

de se débander, et marque la réunion dans une ville voisine : quelques jours après, avec ses compagnons d'armes et d'autres qui s'y joignent, elle se présente devant les retranchemens des assiégeans, les force, et est reçue en triomphe dans Hennebond.

Le renfort qu'elle amène et sa présence renouvellent le courage des assiégés; mais aussi ils sont attaqués avec plus d'ardeur. Des machines plus fortes que celles qu'on avoit employées jusqu'alors ébranlent les murailles : elles menacent ruine, les brèches s'élargissent, les habitans s'intimident. Cédant à la crainte d'être emportés d'assaut, ils demandent à capituler. La comtesse de Montfort remontre en vain qu'elle attend à chaque instant du secours ; le peuple ne voit que le danger présent. Les assiégeans accordoient des conditions avantageuses; elles alloient être signées. Jeanne, livrée à la plus vive inquiétude, craignoit, espéroit, comptoit tous les momens. Dans son impatience, elle monte sur la tour la plus élevée, regarde, aperçoit des vaisseaux dans le lointain. Elle descend précipitamment, s'écriant : « Voilà le secours, enfans; nous sommes sauvés. » Elle court au port, reçoit les Anglois, fait une sortie avec eux, renverse les travaux, brûle les machines; les assiégeans se retirent en désordre, et Hennebond est délivré.

Mais le courage et l'habileté de la comtesse n'empêchoient pas le dépérissement de ses affaires. Le comte de Blois son concurrent étoit soutenu par toutes les forces de la France, tandis qu'Edouard, occupé de l'Ecosse, ne lui envoyoit que de foibles renforts. Elle va le trouver elle-même, se compose, avec sa permission, une petite armée de chevaliers d'élite, charmés de combattre sous ses ordres; et pour général, elle obtient le comte d'Artois, dont la haine pour le roi de France ne laissoit pas douter qu'il n'employât à lui nuire tout ce que la nature et l'expérience lui avoient donné de bravoure et de capacité.

[1343] La comtesse se met sur la flotte qui portoit ce renfort : elle étoit attendue sur les côtes de France par une escadre moins nombreuse, mais composée de vaisseaux plus forts. Il y eut un rude combat. Jeanne y paya de sa personne comme les plus braves chevaliers. Une tempête sépara les deux flottes, et rendit la victoire incertaine. Il paroît cependant que l'avantage fut pour les Anglois, puisqu'ils débarquèrent. Le comte d'Artois ne fut pas long-temps sans entrer en action. Il alla assiéger Vannes, et l'emporta d'assaut. Quatre chevaliers de la garnison, échappés au carnage, rassemblèrent un petit corps d'armée, et vinrent attaquer la ville, dont les brèches n'étoient pas encore réparées. Ils y

pénétrèrent malgré les efforts du comte, qui défendit courageusement sa conquête. Blessé dangereusement, et n'ayant pas de confiance aux chirurgiens françois, il se fit transporter en Angleterre, et y mourut. On dit qu'il exhorta Edouard à ne se pas désister de ses prétentions sur la couronne de France, et qu'il lui marqua les moyens de les faire valoir. C'étoit pousser le dépit, la haine et le désir de la vengeance au-delà du terme que la nature marque à toutes les passions. Le roi d'Angleterre lui donna des larmes; il perdoit un prince qu'il pouvoit ne pas estimer, à cause de son crime de faux, mais qui lui étoit utile. Les Anglois, qui le regardoient comme un innocent persécuté, lui marquoient les égards dus au malheur. Aussi se plaisoit-il au milieu d'eux. Sans doute il y a quelque consolation pour un coupable de vivre avec des personnes dont l'hommage d'admiration qu'elles rendent à ses qualités d'éclat le distrait des remords qu'excite en lui le cri de sa conscience.

La comtesse de Montfort ne perdit point à la mort de Robert d'Artois. Edouard prit sa place, et amena de puissans secours : la guerre se fit avec une nouvelle ardeur entre lui et Jean, duc de Normandie, que Philippe son père avoit mis à la tête de ses troupes. Ainsi la malheureuse Bretagne continua d'être ravagée par les deux partis. Leurs fureurs



furent enfin suspendues par une trêve que ménagèrent encore les légats du pape. Elle devoit aboutir à une paix qui seroit traitée sous les yeux du souverain pontife, dans un temps déterminé. Selon les conditions de la trêve, le comte de Montfort devoit être relâché et rendu à son épouse, en renonçant à ses droits sur la Bretagne; sur son refus de consentir à cette clause, il continua à être détenu. Deux ans après, il trouva moyen de s'évader, déguisé en marchand; mais il mourut la même année, laissant un fils nommé Jean, que sa mère envoya en Angleterre sous la protection du roi.

[1344] Celui de France, quelque temps avant la trêve, avoit fait une acquisition qui ne coûta pas de sang comme beaucoup d'autres, et fit une augmentation très-précieuse au royaume. Humbert II, possesseur du Dauphiné, n'avoit qu'un fils qui périt par accident. L'état affreux auquel la Bretagne étoit réduite par les prétentions des héritiers collatéraux lui fit craindre le même sort pour le Dauphiné. Il crut que la meilleure manière de préserver son peuple de ces malheurs étoit de l'unir à un état puissant, dans lequel il n'y avoit point de variations à redouter, et choisit la France sa voisine. Avec quelques pensions et d'autres stipulations utiles sa vie durant, Humbert exigea seulement que le fils

du roi, successeur immédiat de la couronne, portât dans la suite le titre de *Dauphin*. En 1349, Philippe de Valois acquit aussi, par achat, le comté de Montpellier sur don Jayme II, roi de Majorque, petit-neveu de Pierre III, roi d'Aragon, que les vêpres siciliennes avoient rendu maître de la Sicile. Don Jayme, dépouillé par Pierre IV son beau-frère, arrière-petit-fils de Pierre III, destina les fonds qu'il reçut à la recouvrance de son royaume : mais son expédition fut malheureuse, et lui-même y trouva la mort. La réunion du comté de Montpellier à la France acheva celle du Languedoc.

Dans ce temps fut établie la gabelle, mot saxon qui signifie tribut. Il avoit déjà été perçu, à différentes époques, quelques deniers sur le sel; mais Philippe de Valois est le premier de nos rois qui ait rendu cet impôt régulier, en forçant le peuple d'aller prendre le sel dans des greniers, et en donnant par conséquent à ce présent de la nature le prix qu'il jugeoit à propos d'y mettre. Pour cela le roi d'Angleterre l'appeloit l'auteur de la loi salique. C'étoit une allusion assez plaisante à l'avantage que Valois avoit tiré de la vraie loi salique, par laquelle il régnoit. Philippe fut sans doute excité à ce monopole par la nécessité de la guerre et peut-être par les acquisitions du Dauphiné, du comté de Montpellier,

et quelques autres, qui coûtèrent beaucoup d'argent. Ces acquisitions, quoique utiles, n'auroient-elles pas pu être renvoyées à des temps moins fâcheux? Il paroît que Valois eut le système, trop suivi depuis, non pas de proportionner la dépense à la recette, mais d'élever la recette à la dépense, système qui n'est raisonnable que lorsque la dépense est nécessaire. Mais son règne, malgré les malheurs dont il fut rempli, guerres perpétuelles, pestes, famines, fléaux de toute espèce, fut un règne de luxe et de magnificence. Le mariage de Philippe de France, second fils du roi, est célèbre par les fêtes qui se donnèrent, et par leur catastrophe.

Les princes et les grands seigneurs de France et des pays étrangers, appelés au tournoi, y vinrent en grand nombre. Les chevaliers bretons les plus renommés par leur naissance et leur bravoure s'y rendirent. Edouard, contre la teneur expresse d'une des conditions de la trêve, avoit débauché une partie d'entre eux, et notamment Olivier de Clisson, père de celui qui fut dans la suite connétable de France, et les avoit attirés secrètement du parti de Charles de Blois à celui de la comtesse de Montfort. Le roi en fut prévenu, et même il lui fut indiqué des moyens de s'assurer de leur correspondance. Sur ces documens, Philippe les fit arrêter avec quelques seigneurs normands du

même parti ; et , sans que leur procès ait été fait , du moins publiquement , puisqu'il n'en reste aucune trace , ils furent , au nombre de douze , conduits aux halles , exposés au pilori , décapités , leurs corps attachés au gibet , et leurs têtes envoyées en Bretagne , pour être attachées aux portes des principales villes.

[1345] Les historiens ont recherché les motifs d'une exécution si brusque et privée de toutes les formalités que les lois réclament en faveur des citoyens ; quelques-uns croient les avoir trouvés dans le secret dû à la délatrice des complots de ces seigneurs. Ils disent que Philippe de Hainaut , reine d'Angleterre , assez proche parente de Philippe de Valois , piquée de la préférence qu'Edouard son époux donnoit à la célèbre comtesse de Salisbury , envoya , pour le mortifier et se venger , révéler au roi de France les complots vrais ou supposés de ces seigneurs , et que Philippe , ne voulant pas compromettre la reine , mais certain des crimes de ces infortunés , se crut en droit de brusquer leur châtiment , sans garder aucune formalité de justice : d'autres attribuent les informations qui parvinrent au roi au comte de Salisbury même , et en vengeance des galanteries d'Edouard. Quoi qu'il en soit , Philippe gagna à cette conduite la réputation d'un despote ombrageux et cruel.

Edouard regarda ce massacre comme une injure personnelle qui lui étoit faite en haine de l'amitié que ces seigneurs lui portoient , et il en garda un profond ressentiment. Dans le premier mouvement de sa colère, il s'étoit cru autorisé à user de représailles sur les prisonniers françois qu'il avoit entre les mains , et il se seroit porté contre eux à cette injuste barbarie , sans les vives et pressantes sollicitations de Henri de Lancastre son cousin. Il se satisfit du moins en rompant la trêve.

On remarque qu'à cette époque Philippe de Valois devint triste , sombre, rêveur : soit que le changement de son caractère, jusqu'alors gai et ouvert , ait été une suite des remords que lui causa cette exécution ; soit que les aveux obtenus des condamnés lui aient fait connoître qu'il y avoit dans une grande partie du royaume, et même à sa cour, des mécontents dont il devoit se défier; soit enfin que l'opiniâtreté d'Edouard à prendre le titre de roi de France fût comme un fantôme menaçant attaché à ses pas, qui l'épouvantoit sans cesse.

Il auroit été fort avantageux pour l'Anglois d'avoir en Flandre encore plus de pouvoir que les intrigues d'Artevelle ne lui en avoient procuré. Le duc , chassé par le brasseur de Gand , étoit toujours réfugié en France. Edouard conçut le projet de lui substituer le prince de Galles son fils aîné ; Artevelle

s'apprêta à le seconder. Il se flattoit d'avoir assez d'empire sur l'esprit des Flamands pour les amener au dernier période de rébellion contre leur souverain. Sous prétexte de saluer le monarque arrivant d'Angleterre, il obtint des principales villes des députés, qu'il mena à l'Ecluse, où ce prince avoit débarqué. Edouard les reçut avec les démonstrations les plus affectueuses, auxquelles ils parurent très-sensibles. Le brasseur crut le moment favorable pour leur proposer le changement de souverain; mais les sollicitations et les menaces de leur perfide compatriote furent inutiles. Ils répondirent constamment : « Ce n'est pas à nous à déshériter notre duc. » Ils se retirèrent et allèrent porter chacun dans leur ville leur indignation contre l'auteur et l'instigateur de leur révolte. Son crédit commença à diminuer partout. Le traître resta près d'Edouard, pour prendre avec lui des mesures rigoureuses, au défaut des moyens conciliatoires qui lui avoient si mal réussi. Il crut devoir commencer par Gand, où étoit le siège de sa puissance. Il y introduisit cinq cents Anglois, et les suivit.

Mais son crédit y étoit déjà bien diminué. Il dut s'apercevoir aussi, aux regards de ses concitoyens, quand il retourna à Bruges, qu'ils étoient bien revenus de leurs préventions en sa faveur. Le peuple, assemblé sur

son passage, murmuroit tout haut. Ce ne fut qu'avec peine qu'il parvint à sa maison, à travers la multitude dont la contenance et les discours n'annonçoient rien que de sinistre. En entrant, il fait barricader portes et fenêtres; mais sa demeure est en un moment investie par la populace en fureur. Il paroît sur le balcon, et commence à haranguer. « Descendez, lui crie-t-on, ne nous sermonez pas de si haut. » Il cherche pour lors à s'échapper; mais toutes les issues étoient gardées. Il est arrêté, cruellement percé et déchiré par ce même peuple dont il étoit deux jours auparavant l'idole. « Leçon terrible, dit un historien, pour tout sujet rebelle et séditieux. » Ajoutons, leçon inutile. Les Flamands ne rompirent pas cependant leurs liaisons avec le roi d'Angleterre. Ils lui promirent de continuer à l'aider dans la guerre, et de ne point faire la paix avec leur comte que son fils ne prît alliance avec quelque une des princesses d'Angleterre.

Cette guerre, dont on s'occupoit comme inévitable, dans le temps même qu'on faisoit des trêves, qui devoient, disoit-on, conduire à la paix; cette guerre éclata bientôt, mais plus générale, plus atroce qu'elle n'avoit été. Elle ne se borna plus à la Bretagne, qui en fut cependant le prétexte. Edouard publia qu'il ne l'entreprenoit que pour venger les sei-

gneurs bretons décapités à Paris, où ils avoient été attirés par trahison, et mis à mort contre la teneur du traité de la trêve, qui stipuloit une sûreté générale tant que la suspension d'armes dureroit. A ce motif il joignit hautement la prétention à la couronne de France, usurpée par son injuste compétiteur, qu'il n'appeloit plus que Philippe de Valois. C'est le seul titre qu'il lui donna dans le défi envoyé pour déclarer la guerre.

Le principal théâtre des hostilités fut d'abord en Guienne. Jean, fils aîné du roi, et duc de Normandie, y commandoit avec des forces supérieures à celles des Anglois. Il attaquoit Angoulême, défendue par un brave capitaine nommé Norwich, qu'il avoit réduit à l'extrémité. Ce commandant se présente seul sur les créneaux, la veille de la fête de la Purification, et demande à parler au général françois. Le duc arrive au bas du rempart. « Vous voulez apparemment vous rendre, dit-il à Norwich? — Point du tout, répond celui-ci, mais sachant que vous avez, aussi bien que moi, grande dévotion à la sainte Vierge, j'ai pensé à vous prier de m'accorder une suspension d'armes, seulement pour la fête de demain, et qu'il ne soit permis ni à vos soldats ni aux miens de tirer l'épée l'un contre l'autre pendant ce saint jour. — Volontiers, » répond le prince, et on se retira.



Le lendemain, de grand matin, Norwich sort de la ville à la tête de sa garnison, avec armes et bagages; mais, arrêté aux avant-postes, il demande à parler au commandant du quartier. « Je ne suis pas venu, lui dit-il, pour me battre; mais, pendant ce jour de fête, que monseigneur le duc de Normandie m'a accordé, je suis bien aise de me promener hors de la place, où mes soldats et moi sommes enfermés depuis si long-temps. » On va rapporter ce propos au duc. Il sourit et répond : « Laissez-les passer, et contentons-nous d'avoir la ville. » C'est le seul trait d'humanité qu'on puisse raconter de cette guerre, qui se faisoit de part et d'autre avec la plus grande férocité. Outre les ravages et l'incendie des campagnes, les malheureux habitans des villes, qui avoient quelquefois, malgré eux, défendu leurs murailles, étoient passés au fil de l'épée, et ruinés de fond en comble par l'incendie de leurs maisons.

[1346] Les progrès du prince Jean en Guienne alarmèrent Edouard. Il leva une nouvelle armée, dans le dessein d'aller secourir cette province, mais, au lieu de descendre à Bayonne, comme il comptoit, la contrariété des vents et les retards qu'ils apportèrent à son expédition lui firent changer de dessein, et, sur les conseils de Geoffroy d'Harcourt, il débarqua en Normandie, qu'il

se mit aussitôt à ravager. Philippe, qui auroit dû se tenir prêt de tous côtés contre un ennemi aussi actif, n'avoit auprès de lui que quelque cavalerie, qu'il envoya à la défense de Caen, sous le commandement du comte d'Eu, connétable de France. Il espéroit que cette ville tiendrait assez long-temps pour qu'il pût rassembler une armée; mais elle fut prise à la première attaque par la mauvaise conduite ou par la trahison du connétable. Le pillage se fit méthodiquement pendant trois jours, et on chargea du butin plusieurs vaisseaux, qui portèrent ces dépouilles à Londres.

Edouard, ayant partagé son armée en deux corps, pour une plus facile exécution, l'un continua de ravager la Normandie, et poussa jusqu'au pays Chartrain; l'autre, à la tête duquel il se trouvoit en partant de Caen, ruina tout le pays entre l'Orne et la Seine, brûla Louviers et le Pont-de-l'Arche, et aboutit à Poissy. Il y fut rejoint par les pillards du pays Chartrain, qui, chemin faisant, mirent le feu à Saint-Germain, Nanterre, Ruel, Saint-Cloud, Neuilly, dont les flammèches voloient jusque dans Paris. Cependant Philippe, en appelant auprès de lui la noblesse de Picardie, de Champagne et de Bourgogne, et rassemblant les communes de ces provinces, s'étoit enfin procuré une armée. Son premier soin fut de garantir la ville de Rouen des

attaques qu'Edouard méditoit. Privé de ce passage, l'Anglois, malgré ses succès et la réunion de toutes ses forces, se trouvoit au milieu du royaume dans un état qui devenoit chaque jour plus critique. A l'effet d'en sortir, il cherche, le long de la Seine, quelque autre passage par lequel il puisse s'ouvrir ensuite un chemin dans le Ponthieu et la Flandre, pour de là regagner son île, s'il y étoit contraint : mais Philippe avoit fait rompre tous les ponts, et le peu de gués qu'il y avoit étoient bien gardés. Il observoit d'ailleurs l'ennemi sur la rive droite, et suivoit toutes ses marches. Ainsi pressé, le rusé Edouard fait parvenir à Philippe le faux avis qu'il est déterminé à tenter le passage près de Paris. Philippe repasse alors sur la gauche et s'établit à Antony ; mais, pendant que, bien retranché dans ce poste, il y attendoit le roi d'Angleterre, celui-ci s'avance rapidement sur Poissy, refait le pont, culbute les troupes tirées de la Picardie, qui résistoient, gagne le Beauvoisis, toujours pillant et brûlant, et se voit deux jours d'avance lorsque le roi se trouve en état de le poursuivre.

Mais ce n'étoit pas assez que d'avoir passé la Seine, il falloit traverser la Somme, dont les bords étoient garnis de soldats, et tous les ponts en puissance du roi. Edouard tenta successivement d'en forcer deux, mais ce fut en

vain , et il se trouva alors dans un danger imminent , entre une rivière profonde et fangeuse où l'on ne connoissoit pas de gué , et une armée plus forte que la sienne , dont il alloit être forcé de soutenir les attaques avec des troupes fatiguées d'une longue marche , et embarrassées de butin et de prisonniers.

On soupçonnoit cependant l'existence d'un gué. Edouard fait proclamer dans son camp une forte récompense pour celui qui le fera connoître. Un homme du pays l'indique audessous d'Abbeville , dans un lieu nommé Blanquetaque. Il étoit peu fréquenté , parce que la mer le couvroit pendant le flux. L'Anglois s'y présente à la mer descendante , et passe la rivière à la vue de dix mille hommes qui l'attendoient de l'autre côté. Selon quelques historiens , Godemard de Foi , qui les commandoit , fit de la résistance ; mais , abandonné par des soldats qui étoient des milices nouvellement levées , il se retira. Selon d'autres , Godemard étoit un traître qui livra lâchement le passage. Philippe arriva lorsque les derniers Anglois passoient ; il fit même des prisonniers : mais il ne put s'engager dans le gué , parce que la mer revenoit et le rendroit impraticable. Il retourna donc à Abbeville , où étoit le gros de son armée.

Ils'en falloit néanmoins de beaucoup qu'Edouard fût en sûreté. Le passage de Blanque-

taque lui avoit procuré l'avantage de n'être pas noyé dans les eaux de la Somme en cas de défaite, au lieu qu'à présent, n'ayant plus de rivière derrière lui, il pouvoit espérer, s'il étoit battu, de se sauver avec quelques débris de son armée; mais le combat paroissoit inévitable, parce que les François n'étoient qu'à trois lieues de distance, et qu'il n'y avoit pas de composition à attendre d'un ennemi plus fort et irrité. Aussi l'Anglois n'en demanda-t-il pas et ne songea-t-il qu'à vendre chèrement sa vie, en choisissant un poste avantageux. Il plaça son camp sur une éminence qui dominoit le village de Créci, d'où cette bataille a pris son nom.

Il est à remarquer que les deux roi se préparèrent à la bataille par les actes les plus sacrés de la religion, Edouard dans son camp, et Philippe dans Abbeville. Le monarque françois en fit sortir ses troupes à la pointe du jour, le samedi 25 août. Elles avoient trois lieues à faire pour atteindre l'ennemi. Des chevaliers expérimentés, que le roi envoya examiner la position des ennemis, la trouvèrent formidable, et ne purent s'en taire. Quoiqu'ils vissent au roi le désir pressant de livrer bataille, ils lui conseillèrent d'attendre au lendemain. « N'exposez pas, lui dirent-ils, vos troupes fatiguées de trois lieues de marche, sous un soleil déjà brûlant, à des sol-

dats frais , reposés , et parfaitement retranchés. — Mais , répondit Philippe , ils m'échapperont. — Non , répliquèrent-ils , et ils lui montrèrent le moyen de les retenir dans leur camp , en les inquiétant par de fortes escarmouches. Convaincu par leurs raisons , il ordonna de faire arrêter l'avant-garde qui marchoit déjà.

La plaine au bas de Crécy étoit couverte de soldats novices , ramassés de toutes les communes. Ils arrivoient persuadés que les Anglois ne pouvoient se défendre , et qu'ils n'avoient plus eux-mêmes qu'à tuer , et à piller le camp. Ils brandissoient leurs armes d'un air de triomphe et remplissoient l'air des cris : « A la mort , point de quartier ! » Tous les seigneurs vouloient commander , aucun n'entendoit obéir. Chacun à part se promettoit à soi seul l'honneur et les profits de la victoire. La première bataille , ainsi appeloit-on l'avant-garde , sur l'ordre de s'arrêter , fit halte. Le comte d'Alençon , frère du roi , qui commandoit la seconde , veut profiter de l'immobilité de l'avant-garde pour prendre la tête et avoir l'honneur de la première attaque. Il fait avancer ses bataillons. Un corps d'arbalétriers génois qui couvroit son front , soit crainte , soit lassitude , refuse de marcher : « Tuez cette ribaudaille qui vous embarrasse le chemin , » s'écrie d'Alençon. Sa cavalerie ,

lancée au milieu de ces fantassins , les rompt et les écrase. Les Génois , ainsi foulés , se prennent aux jambes de chevaux , renversent les cavaliers , et les égorgent avec les petits couteaux qu'ils portoient à leur ceinture.

C'est dans ce désordre que les François , se poussant les uns sur les autres , parvinrent , sans pouvoir s'arrêter , jusqu'auprès du prince de Galles , jeune homme de quinze ans , qui venoit d'être armé chevalier. Il n'y eut de vrai combat qu'autour de lui. Il se trouva en danger , et les seigneurs qui l'environnoient envoyèrent prier son père de venir à son secours : « Est-il à terre ou blessé , dit le roi ? — Non. — Retournez donc. Laissez à l'enfant gagner ses éperons. Qu'on ne me requière tant qu'il sera en vie , pour aventure qui lui advienne. Je veux que la journée soit sienne , et que l'honneur lui en advienne , et à ceux à qui je l'ai baillé en garde. »

Le roi de France , au lieu de se tenir ferme dans la troisième bataille ou l'arrière-garde , pour recevoir du moins les fuyards et assurer la retraite , se laissa emporter à son ardeur , et se jeta dans le fort de la mêlée. Son cheval y fut tué. Le comte de Hainaut le remonta. Quoique blessé à la gorge et à la cuisse , il ne vouloit pas quitter le combat. Le comte saisit alors la bride de son cheval , et l'entraîne malgré lui hors du champ de bataille.

Il n'avoit plus auprès de lui que cinq chevaliers. Vers minuit ils arrivent à Broie , château situé près d'Abbeville. « Qui vive ! » crie la sentinelle. — Ouvrez , répond le roi , c'est la fortune de la France. » Il se repose quelques momens , se rafraîchit et part pour Amiens, ne se croyant en sûreté que quand il y fut arrivé. Il y eut le lendemain un grand brouillard. Des communes qui venoient joindre l'armée françoise , ignorant l'échec de la veille , donnèrent dans des bataillons anglois et furent massacrées. Un écrivain contemporain dit qu'il périt , tant dans la bataille que dans la surprise du lendemain , trente mille François , entre lesquels se trouvoient douze cent seize , tant seigneurs que chevaliers , et onze princes. De ce nombre furent le comte d'Alençon , frère du roi , le principal auteur du désastre ; le comte de Flandre , le duc de Lorraine , et Jean de Luxembourg , roi de Bohême , qui étoit uni à Philippe par une double alliance , Charles son fils , depuis empereur , ayant épousé la sœur du roi de France , et Bonne sa fille , Jean , duc de Normandie , fils du même prince. Le roi de Bohême étoit aveugle : il voulut , malgré son infirmité , être mis au rang des combattans ; cinq chevaliers cédèrent à ses instances impérieuses , attachèrent les brides de leurs chevaux à celle du sien , et le menèrent au fort de la mêlée où



combattoit son fils : il frappoit, comme on dit, à tort et à travers. Le lendemain on le trouva couché mort sur le champ de bataille, avec ses chevaliers, et leurs chevaux encore liés par le frein les uns aux autres. « Je veux, avoit-il dit à ses chevaliers, faire encore un coup de l'épée : il ne sera pas dit que je serai venu ici pour rien. Me refuserez-vous l'amitié de m'accompagner ? » Quelle idée le vieillard obstiné et ses complaisans avoient-ils de la bravoure ? Le roi d'Angleterre accorda trois jours pour reconnoître et ensevelir les morts, et il assista en grand deuil avec son fils au service solennel qu'il fit faire pour les principaux. Beaucoup d'entre eux étoient ses parens. On dit que les retranchemens des Anglois étoient défendus par des canons, et que l'explosion et le feu de ces nouvelles machines contribua beaucoup à la défaite des François.

[1347] Après une si belle victoire, Edouard ne tenta pas de pénétrer en France. On en donne deux raisons : la première, qu'ignorant les succès de Philippe de Hainaut sa femme, qui faisoit la guerre en Ecosse, il ne voulut pas hasarder de voir dépérir en France, par ses exploits mêmes, une armée qui bientôt pouvoit lui être nécessaire dans sa propre île. La seconde est que le duc Jean accouroit de Guienne au secours de son père, et que les

débris de Créci , joints à l'armée victorieuse du fils de Philippe , pouvoient le rejeter dans le même embarras dont il venoit de se tirer si heureusement. Dans la circonstance où il se trouvoit , il crut plus prudent de se procurer une entrée libre en France que d'y tenter de vaines conquêtes. La possession de Calais étoit très-propre à remplir ses vues : située sur un des plus courts trajets de France en Angleterre , cette ville avoit souvent donné des inquiétudes aux Anglois, par la facilité qu'elle offroit pour un prompt passage. Le vainqueur y mena ses troupes. Comme elle étoit défendue par un brave chevalier nommé Jean de Vienne , à la tête d'une bonne garnison , Edouard, après avoir inutilement sommé le commandant , se détermina, plutôt que de risquer des attaques qui lui coûteroient beaucoup et peut-être sans succès , à prendre la ville par famine. Ce blocus pouvoit être long. Afin de fermer l'entrée à tous les secours , il fit ceindre le côté de la ville par où il eût pu en arriver , d'une autre ville bâtie en charpente , et couverte de chaume, pour loger ses troupes pendant l'hiver.

Valois, après sa défaite, avoit eu intention, avec les débris encore formidables d'une armée si nombreuse , de tenter une nouvelle action, mais, quand il le proposa, il ne trouva que froideur et découragement : il fut con-

traint, comme Edouard l'avoit prévu, de faire revenir de la Guienne Jean son fils, qui faisoit la guerre avec succès dans cette province. Ce prince n'en fut pas plutôt parti que les Anglois reprirent toutes les villes et les châteaux dont il s'étoit emparé. Pareille compensation alternative de succès et de revers avoit lieu en Bretagne; les deux partis y triomphoient successivement: celui de la comtesse de Montfort, l'héroïne d'Hennebond, après quelques avantages, surprit un poste important, nommé la Roche-de-Rien. Charles de Blois accourut pour le reprendre. Il y eut un combat sanglant. Charles y fut blessé, pris et mené en Angleterre. La place n'en revint pas moins ensuite entre les mains de Jeanne-la-Boiteuse son épouse, qui ne fuyoit pas plus les combats que Jeanne-la-Flamande son émule. Ainsi par la mort de Montfort et la captivité du comte de Blois, la guerre se trouva reposer sur deux femmes, pendant qu'une troisième, Philippe de Hainaut, reine d'Angleterre, jouant un rôle encore plus brillant que les deux autres, amenoit aux pieds de son époux le roi d'Ecosse, David de Bruce, fait prisonnier dans une bataille où elle commandoit.

Elle venoit d'arriver dans le camp, lorsque les habitans de Calais, pressés par une horrible famine, demandèrent à capituler. Il y

avoit lieu d'espérer un traitement humain , parce que Edouard , au commencement du siège , avoit laissé sortir les bouches inutiles , femmes , enfans , vieillards , au nombre de dix-sept cents , et leur avoit même fait donner de l'argent pour se conduire ; mais l'opiniâtreté des assiégés avoit changé son caractère ; depuis peu il avoit refusé cinq cents malheureux qui avoient sollicité la même faveur que les premiers , et que les assiégés et les assiégeans laissèrent également périr de faim et de misère entre le camp et la ville. Edouard alors ne vouloit entendre à aucune proposition : le gouverneur n'étoit pas fâché de ce refus , parce qu'il attendoit journellement du secours. En effet , Philippe avoit rassemblé une armée , que l'on dit de soixante mille hommes. Il vint jusqu'aux retranchemens des Anglois , les fit visiter : ils furent jugés inexpugnables. Selon l'usage , il envoya offrir la bataille au roi d'Angleterre. Edouard répondit : « Je suis ici pour prendre Calais : si Philippe de Valois veut combattre , c'est à lui de voir comment il pourra m'y contraindre. » Malgré les avis de ses généraux , Philippe s'obstinoit à vouloir risquer la bataille. Il fallut deux jours de remontrances et de prières pour l'engager à se retirer. Il céda , frémissant de dépit ; et les habitans , du haut de leurs murailles , virent , avec les convulsions

du désespoir, s'éloigner et disparoître le secours qu'ils avoient si long-temps attendu.

A leur prière, Jean de Vienne monte sur les créneaux, et fait signe de la main : Gautier de Mauny, nommé par le roi d'Angleterre pour conférer, approche. « Je ne demande autre chose, dit le gouverneur, sinon qu'on nous veuille laisser aller tous ainsi que nous sommes. — Jean, répond Mauny, nous savons une partie de l'intention de notre seigneur le roi. Ce n'est pas son entente que vous en puissiez aller ainsi, mais que vous vous mettiez tous à sa pure volonté, ou pour rançonner ceux qu'il lui plaira, ou pour faire mourir. » De Vienne répond qu'il se défendra jusqu'à la dernière goutte de son sang, plutôt que de se rendre à discrétion. Mauny va rapporter ces paroles au roi, le supplie de se relâcher, mais le trouve inexorable. « Vous pourriez avoir tort, lui dit hardiment Mauny, car vous donnez un mauvais exemple. » Il entendoit par là le droit de représailles, que l'inflexibilité du roi pouvoit autoriser en d'autres rencontres. Les seigneurs présens le comprirent, et joignirent leurs supplications aux instances de Mauny. « Hé bien, dit le monarque, que de la ville partent six des plus notables bourgeois, les chiefs nus, tous déchaux, la hart au col, les clefs du château et de la ville en leurs mains. D'iceux je ferai

à ma volonté, et le remanent je prendrai à merci ; c'est toute la grâce que je peux faire. »

Les Calaisiens attendoient leur arrêt dans la grande place. Six victimes à choisir entre leurs pères, leurs frères, leurs parens, leurs amis, quelle grâce affreuse ! A un morne silence de stupeur succédèrent des cris aigus, mêlés de sanglots et de gémissemens. Eustache de Saint-Pierre, un des principaux bourgeois, fait faire silence, et dit : « Grand méchef seroit de laisser mourir un tel peuple par famine ou autrement ; auroit grande grâce devant notre Seigneur, qui le pourroit garder. J'ai si grande espérance d'avoir pardon devant notre Seigneur, si je meurs pour ce peuple sauver, que je veux être le premier. » Ce noble dévouement est imité par Jean d'Aire son cousin. Deux de leurs parens, Jacques et Pierre Wisants, se joignent à eux ; et deux autres, dont malheureusement l'histoire n'a pas retenu le nom, complètent le nombre de six.

Le gouverneur les remet entre les mains de Mauny, le priant de les recommander à la miséricorde du roi. Ils sont admis, et présentent les clefs. Un silence de terreur régnoit dans l'assemblée : il n'étoit suspendu que par un murmure d'admiration pour la magnanimité de ces infortunés. Edouard promène sur eux un regard farouche : « Soit fait venir le

coupe-tête, s'écrie-t-il. » Les instances de ses généraux pour les sauver, les supplications mêmes de son fils demeuroident infructueuses, lorsque la reine, qui venoit d'être avertie, entre, se précipite aux pieds de son mari. Pendant qu'elle demande grâce, il se recueille, et, après un instant de silence : « Ah ! madame, dit-il, j'aimasse mieux que vous fussiez autre part que cy. Vous me priez si acortes, que je ne puis vous éconduire. Si les vous donne à votre plaisir. » Elle les emmène aussitôt, les fait habiller, ordonne qu'on leur serve à dîner, et les renvoie sous escorte avec chacun un présent. Les Calaisiens durent ainsi la vie au dévouement de leurs compatriotes ; mais ils perdirent tout le reste. Edouard les chassa de leur ville, et la fit repeupler par des Anglois. Ces malheureux furent reçus charitablement dans les villes voisines, et Philippe leur fit personnellement tout le bien que les circonstances où il se trouvoit lui permirent. Entre autres dispositions, il ordonna que tous les offices qui viendroient à vaquer dans ses terres leur fussent donnés exclusivement à tous autres, jusqu'à ce qu'ils fussent tous pourvus. On remarquera qu'entre les six dévoués, il n'est pas dit qu'il y eût aucun soldat de la garnison ; elle fut seulement faite prisonnière de guerre : ce qui confirme ce que nous avons déjà remarqué, que souvent les habitans,

forcés par leur garnison de se défendre, étoient punis d'une résistance involontaire.

Les deux dernières années de Philippe de Valois furent les plus malheureuses de sa vie. A la sollicitation du pape, et après plusieurs courtes trêves avec l'Angleterre, il en obtint une plus longue, qui se prolongea jusqu'en 1355, et qui le laissa respirer, mais qui abandonna à son vassal tous les honneurs et tous les avantages de la victoire. Calais resta à l'Anglois, avec un territoire bien arrondi, dont les coupures et les fortifications naturelles rendoient la ville inaccessible, et propre, par son port, à la destination qu'Edouard s'étoit proposée, de se préparer par là, en tout temps, une entrée facile en France.

[1348-49] La honte de la défaite de Créci, l'abattement de la nation, qui sembloit porter sur son front l'humiliation de son souverain, le poids des impôts d'autant plus accablant qu'ils n'avoient servi qu'à des malheurs, les cabales à la cour, et les troubles intestins donnoient à Philippe un maintien soupçonneux, effet des inquiétudes qui le tourmentoient. Alors la France éprouvoit encore les horreurs de la peste affreuse qui parcourut l'univers au milieu du quatorzième siècle. De la seule ville de Paris, encore fort rétrécie, puisqu'elle s'étendoit peu au-delà de ce qu'on appelle la Cité, des historiens con-



temporains disent qu'on porta en terre, pendant plusieurs semaines, cinq cents cadavres par jour. Les campagnes étoient dépeuplées; de la disette de cultivateurs naquit la famine. On accusa les juifs de cette mortalité; ils avoient, dit-on, empoisonné les fontaines pour faire périr les chrétiens : ils furent massacrés en plusieurs endroits.

On remarque que ces fléaux n'empêchoient pas le faste, le luxe, l'amour effréné du jeu, et toutes les habitudes perverses qu'amène la licence des mœurs, favorisée par un gouvernement affoibli. A ces désordres on peut joindre la secte des flagellans, troupes d'hommes et de femmes qui se disciplinoient et se flagelloient publiquement en expiation de leurs péchés. Ils parcouroient, nus jusqu'à la ceinture, les villes et les campagnes, modulant les coups de fouet dont ils se déchiroient sur les cantiques qu'ils chantoient. La débauche se mit facilement entre des personnes dont la nudité excitoit les passions plus que la douleur ne les amortissoit. Comme cette espèce de pénitence publique tenoit à la religion, le roi ne voulut pas la proscrire sans avoir consulté la faculté de théologie : de son avis, il défendit, sous des peines sévères, ces pratiques superstitieuses, qui se sont quelquefois renouvelées depuis.

Peu s'en fallut que le roi d'Angleterre ne

perdît sa conquête quelques mois après l'avoir faite. Il avoit mis dans Calais un gouverneur italien, Aimery de Pavie, qui se laissa gagner par Geoffroi de Charni, commandant pour le roi à Saint-Omer. A jour et signal convenus, et pour une somme stipulée, Aimery devoit recevoir dans la place un fort détachement de François. Edouard découvre le complot, promet à l'Italien sa grâce, à condition que, par une double trahison, paroissant fidèle à ses conditions, il attirera Geoffroi dans le piège. Avec cette certitude, le monarque part secrètement, accompagné du prince de Galles son fils, et d'une troupe d'élite, et débarque à Calais avec la même précaution. Geoffroi, à l'heure marquée, envoie son argent par cent hommes d'armes. Le traître commandant les reçoit dans le château comme pour le livrer, et ils sont faits prisonniers. Aussitôt Edouard sort sur Charni, qui s'avançoit avec le reste de sa troupe; quoique surpris il se défend vaillamment. Le roi, combattant comme un simple chevalier sous la bannière de Mauny son général, s'attache, dans la mêlée, à un chevalier françois nommé Eustache de Ribeaumont, et le défie. Celui-ci, ignorant par qui il étoit provoqué, frappe sans ménagement. Ce combat se faisoit à pied: deux fois le monarque tombe sur ses genoux. Il auroit été assommé sans la bonté de sse

armes. Ce duel se soutint long-temps. Pendant sa durée les François furent défaits et dispersés. Ribaumont, se voyant presque seul, recule de quelques pas, présente son épée à son adversaire et se rend prisonnier du roi, qu'il reconnoît alors.

Après avoir fait l'aventurier dans le combat, Edouard reprit le personnage de roi et de brave chevalier. Il admit les prisonniers à sa table, s'entretint familièrement avec eux, ne fit à Charni qu'un léger reproche, qui tenoit plus de la raillerie que de la réprimande, et loua le courage de tous les autres. *Le gentil prince de Galles les servit du premier mets.* Au second service, les convives françois se retirèrent par discrétion, et allèrent achever le repas sur une autre table dans la même salle. Quand il fut fini, le roi, s'adressant à Ribaumont : « Messire Eustache, lui dit-il, vous êtes le chevalier au monde que je visse oncques plus vaillamment assaillir ses ennemis, ne son corps défendre; ne trouvai oncques en bataille où je fusse, qui tant me donnât à faire, corps à corps, que vous avez aujourd'hui fait. Si vous en donne le prix et aussi sur tous les chevaliers de ma cour, par droite sentence. Adonc print le roi son chapelet (ornement de tête en forme de couronne), qui étoit bon et riche, et le mit, continue Froissard, sur le chef de monseigneur Eustache, et dit : Mon-

seigneur Eustache, je vous donne ce chapel pour le mieux combattant de la journée de ceux de dedans et de dehors, et vous prie que vous le portiez cette année pour l'amour de moi. Je sais bien que vous êtes gai et amoureux, et que volontiers vous vous trouvez entre dames et demoiselles; si dites partout où vous irez que je le vous ai donné. Si vous quitte votre prison, et vous en pouvez partir demain, s'il vous plaît. » Qui croiroit que cet acte, aussi généreux qu'aimable, fût du même homme qui, insensible à l'héroïque dévouement des six bourgeois de Calais, avoit donné l'ordre de les conduire à la mort, et qui, sous prétexte de venger les seigneurs bretons, avoit si cruellement incendié tous les pays qu'il avoit parcourus dans la campagne que termina la funeste bataille de Créci. Philippe désavoua le gouverneur de Saint-Omer; et cette entreprise, qui pouvoit renouveler la guerre, n'eut pas de suite.

[1349] La reine Jeanne de Bourgogne, recommandable par toutes les vertus civiles et chrétiennes, mourut de la peste qui la surprit dans ses exercices de piété auprès des pauvres frappés de la contagion. La duchesse de Normandie sa belle-fille lui survécut peu. Philippe voulut remarier son fils; il lui destina Blanche de Navarre, princesse de dix-huit ans, d'une beauté accomplie; mais, en la voyant,

il en devint amoureux, et l'épousa à l'âge de cinquante-six ans. Il donna à Jean son fils, Jeanne, comtesse de Boulogne, jeune veuve, mère de Philippe de Rouvres, dernier duc de la première branche de Bourgogne; et Jeanne de Bourbon, à Charles, dauphin, son petit-fils.

[1350] Philippe de Valois mourut de maladie dans l'année de son mariage, âgé de cinquante-sept ans, laissant Blanche, sa jeune épouse, enceinte. Près d'expirer, il appela quelques grands auprès de lui, et leur répéta les raisons qui avoient déterminé dans le temps les suffrages en sa faveur. Il enjoignit à ses deux fils, Jean et Philippe, duc d'Orléans, de ne jamais rien relâcher au roi d'Angleterre, qui paroissoit toujours disposé à soutenir sa prétention. Valois avoit désiré la couronne, il en sentit toutes les épines; mais il lui resta, en mourant, l'espérance que son trône s'affermiroit sous un successeur de quarante ans, célèbre par ses exploits militaires, qui avoit lui-même un fils en âge d'homme, et dont la prudence, vertu moins estimée alors que la fougue du courage, a été cependant plus utile au royaume.

Les historiens ne sont pas d'accord sur le caractère de Philippe de Valois : à juger par le châtiment des complices du comte d'Artois, par sa sévérité à l'égard du comte lui-même,

par la punition des Flamands, partisans d'Angleterre, et le massacre des seigneurs bretons attachés au comte de Montfort, on seroit porté à penser qu'il fut dur, inflexible, vindicatif, inexorable. Cependant quelques traits font croire qu'il n'étoit pas absolument dépourvu de la vertu d'indulgence ; mais il n'avoit ni la douceur ni l'affabilité des rois ses prédécesseurs. Les acquisitions dont il augmenta la France font honneur à sa politique. Il lutta à forces assez égales avec son rival dans l'art de faire des trêves et des traités de paix quand ils en avoient besoin , et de les rompre quand ils leur devenoient inutiles. On l'accuse d'imprévoyance de s'être laissé souvent surprendre par son ennemi ; mais il est clair que l'état habituel de ses finances lui laissoit rarement les moyens de faire des préparatifs. La perte de la bataille de Créci ne doit pas lui être imputée ; ce fut l'effet de la présomption chevaleresque , préférée alors à la discipline ; mais, s'il avoit eu le mérite d'un général, il auroit pourvu à la retraite. Il n'étoit pas , dans ce siècle , au-dessous de la dignité royale d'aller visiter les hôpitaux , de tendre de sa propre main l'aumône aux pauvres ; Philippe joignoit ces actes de bienfaisance aux exercices de la religion. S'il n'exprima point par des fondations son zèle pour la propagation des sciences, il honora de son

estime et de sa protection ceux qui les professoient. Ayant été mal élevé, il voulut que ses fils ne fussent pas privés de l'éducation qui lui avoit manqué; et il leur choisit de bons maîtres. Ce prince a fait preuve d'éloquence dans plusieurs assemblées; et, s'il paroît avoir trop aimé la représentation, peut-être la crut-il nécessaire dans un changement de dynastie, qui exige une démonstration de dignité pour attirer le respect et l'attachement des peuples.

Mézeray termine le tableau de ce règne par quelques traits dont le lecteur pourra faire l'application. Le luxe des habits, la danse lascive, la multiplication des procès étoient des vices communs à la cour, à la ville et dans les campagnes. On ne voyoit que jongleurs et farceurs, ce qui signifie un goût effréné pour les spectacles, tels qu'on pouvoit les avoir dans ce temps. Les sexes et les âges étoient également dissolus et sans pudeur, passionnés pour les changemens de mode. La bigarrure des habits les déguisoit chaque jour, de sorte qu'on auroit pris la nation pour une troupe de bateleurs et de fous. Nous omettons d'autres reproches non moins graves, et nous finirons par celui-ci, dans les termes mêmes de l'historien : « Les malheurs de la nation ne la corrigèrent pas; les pompes, les jeux et les tournois continuoient toujours. Les François

dansoient, pour ainsi dire, sur les corps de leurs parens. Ils sembloient se réjouir de l'embrasement de leurs châteaux et maisons, et de la mort de leurs amis. Durant que les uns étoient égorgés à la campagne, les autres jouoient dans les villes. Le son des violons n'étoit point interrompu par celui des trompettes, et l'on entendoit en même temps les voix de ceux qui chantoient dans le bal, et les pitoyables cris de ceux qui tomboient dans les feux ou sous le tranchant du glaive. »

## JEAN II,

AGÉ DE 40 ANS.

JEAN est appelé le *premier*, si l'on ne compte pas au nombre des rois de France Jean, fils posthume de Louis Hutin, qui ne vécut que huit jours. Il est nommé Jean II si on compte ce petit prince; mais, comme il n'y a eu depuis lui aucun de nos rois qui ait porté le nom de Jean, nous ne lui donnerons pas un titre de rang, mais celui de *bon*, qu'une certaine bonhomie, remarquable surtout dans ses adversités, lui a mérité.

Un prince qui prenoit le sceptre à quarante ans avec une réputation méritée d'habileté dans la guerre et d'expérience dans les



conseils , permettoit de grandes espérances à ses sujets : malheureusement elles furent trompées , et le règne de Jean est un des plus désastreux que l'histoire présente.

La trêve entre les François et les Anglois ne suspendoit pas les hostilités en Bretagne. Les deux nations , sous le titre d'auxiliaires , continuoient à y déployer les fureurs de leur animosité dans des combats sanglans. Tel fut celui qu'on a nommé *le combat des trente* , parce qu'ils étoient trente de chaque côté. Au moment de l'action , et sur le champ de bataille, le chef anglois Bembro demanda, sous quelque prétexte, à remettre la partie à un autre jour. Beaumanoir , chef des Bretons , répondit : « Nous ne nous en retournerons pas sans mener les mains, et savoir qui a plus belle amie. » C'étoit le langage de la chevalerie ; mais on combattit à pied, coutume qui commençoit à s'introduire , comme on l'a vu à la contre-surprise de Calais. Au fort de la mêlée , Beaumanoir, blessé et pressé par la soif , cria qu'on lui apportât à boire. « Bois ton sang , lui dit un de ses camarades , et ta soif se passera. »

Presque tous les Anglois restèrent sur le champ de bataille ; ceux qui respiroient encore furent égorgés ou assommés par les vainqueurs.

En général on remarque dans les guerres

de cette époque, même entre les chevaliers, une férocité bien éloignée de la courtoisie de leurs devanciers. Alors il y avoit comme une convention entre les ennemis les plus acharnés d'épargner les femmes, les enfans, les vieillards, et tous les gens sans défense; mais, depuis la rivalité de Philippe de Valois et d'Édonard III, il semble que les sujets se fussent pénétrés de l'animosité de leurs princes. Ils n'eurent plus rien de sacré, ne connurent plus ni pitié ni ménagement dans les exécutions militaires; ce qui fit de la France un champ de carnage et un vaste incendie.

On doit se souvenir que Philippe de Valois déshonora la fin de son règne par le supplice de plusieurs seigneurs bretons, sans forme de justice: Jean son fils commença le sien par une exécution aussi répréhensible dans sa forme. Le comte d'Eu, Raoul de Nesle, connétable de France, et en même temps comte de Guines, commandant à Caen lorsque le roi d'Angleterre prit cette ville en 1346, avoit été soupçonné de trahison et de collusion avec l'Anglois, qui l'emmena cependant prisonnier; mais la manière dont il étoit traité à Londres aggrava les préventions contre lui. Il y vivoit avec une grande liberté, admis à la cour, et traité plus en courtisan favorisé qu'en prisonnier. La permission d'aller en France ne lui étoit jamais refusée; il y venoit

souvent sous le règne de Philippe de Valois , tant , disoit-il , pour amasser l'argent de sa rançon que pour régler ses autres affaires. Au premier voyage qu'il se permit sous le roi Jean, il fut arrêté; et en quatre jours, interrogé, condamné et exécuté devant son hôtel de Nesle, où il eut la tête tranchée. Il ne parut en public aucune des procédures usitées en pareilles circonstances. On se contenta de répandre qu'il venoit en France en qualité d'émissaire du roi d'Angleterre , pour former des intrigues contre la tranquillité du royaume, et qu'il avoit lui-même avoué ces crimes. Ce fut sans doute pour donner un air de certitude à l'imputation que les ducs de Bourgogne, d'Armagnac, de Montfort, d'Athènes, et plusieurs autres seigneurs, assistèrent à l'exécution. Ce qui paroît probable, sans être prouvé, c'est que de Nesle étoit en marché avec Edouard pour lui céder , comme rançon , son comté de Guines , qui auroit fort augmenté les possessions d'Edouard auprès de Calais , au grand préjudice de la France. Le roi donna la charge de connétable à Charles d'Espagne, un des La Cerda réfugiés en France, et petit-fils de ce Ferdinand de La Cerda , gendre de saint Louis , dont les enfans réclamèrent en vain le royaume de Castille. Il gratifia du comté d'Eu Jean-sans-Terre , fils du fameux Robert d'Artois, et réunit le comté de Guines à la couronne ;

mais il ne le garda pas long-temps. Deux ans après l'Italien Aimery , qui avoit vendu Calais à Charni , et qui l'avoit conservé par une double trahison , s'empara de Guines par surprise , et porta ses vues sur Saint-Omer , où commandoit Charni , délivré de sa prison d'Angleterre. L'Italien fut pris dans son piège , et Charni , gratifié d'un pardon si généreux à Calais , fit inhumainement tirer à quatre chevaux son ancien complice en trahison. Le roi envoya demander raison à Edouard de la surprise de Guines pendant la trêve. Ce prince répondit ironiquement que les surprises de places n'étoient point défendues par les traités , témoin ce qui étoit arrivé à Calais , avec la seule différence que l'une avoit réussi , et l'autre non. Il se croyoit d'ailleurs bien autorisé à garder le comté de Guines en dédommagement de la rançon du connétable , dont le roi l'avoit privé par la mort du seigneur de Nesle.

[1351] Dans ces dispositions , il n'est pas étonnant que le roi d'Angleterre ne se soit pas rendu à Reims pour le sacre de Jean , auquel il devoit assister comme pair de France par son duché de Guienne. La cérémonie fut magnifique dans cette ville , et le retour à Paris accompagné de fêtes qui durèrent huit jours. Le nouveau roi tint un parlement , et arma ses deux fils chevaliers. Il créa ensuite

et célébra dans le château de Saint-Ouen, près de Paris, la chevalerie de Notre-Dame de la noble maison, qui s'est appelée l'*ordre de l'Etoile*, parce que le signe honorifique étoit une étoile dorée portée au fermail du manteau. La première nomination fut de cinquante chevaliers. Ce grand nombre ôta à l'ordre, dès le commencement, le prix que donne la distinction du choix. Il succéda, mais non pas immédiatement, à l'ordre de la Genette, que Charles-Martel avoit fondé dans le milieu du huitième siècle. Le défaut d'usage pendant les guerres civiles des deux premières races l'avoit aboli. La multitude des chevaliers et l'empressement à se parer de l'étoile firent que cet ordre cessa d'être une distinction honorable, et fut à la fin abandonné aux chevaliers du guet de Paris. Ainsi la Genette finit parce qu'on la négligea, et l'Etoile se termit parce que trop de gens l'obtinent.

[1352-53] Robert d'Artois, homme de génie, brave, éloquent, le conseil et l'ami de Philippe de Valois dont il avoit épousé la sœur, après les services essentiels rendus à ce monarque, devint, comme on l'a vu, son plus mortel ennemi, et fut une des principales causes des malheurs de la France. De même, Charles d'Evreux, fils de Philippe d'Evreux, cousin-germain du dernier roi, et de Jeanne de France, fille de Louis-le-Hu-

tin, monté sur le trône de Navarre à dix-huit ans, lors de la mort de sa mère en 1349, avec des talens qui auroient pu être très-utiles au royaume, en devint le fléau. Mézeray trace en trois ligne son caractère. « Il avoit, dit-il, toutes les bonnes qualités qu'une méchante âme rend pernicieuses : l'esprit, l'éloquence, l'adresse, la hardiesse et la libéralité. » Il étoit encore fourbe, perfide, cruel, vindicatif ; ce qui lui a mérité le surnom de *Mauvais*, sous lequel il est connu dans l'histoire. Le roi lui donna Jeanne, sa fille aînée, en mariage, et le combla de caresses et de présens ; mais pas assez pour rassasier son avidité et son ambition, et pour éteindre sa jalousie contre Charles d'Espagne de La Cerda, qu'il croyoit l'emporter sur lui dans la faveur de son beau-père, et auquel il envioit la charge de connétable, dépouille du malheureux Raoul de Nesle. « En effet, dit Villani, historien contemporain, le roi avoit pour ce seigneur un amour si singulier, qu'il préféroit ses conseils à ceux de tous les autres. »

[1354] Mais une autre cause nourrissoit encore l'antipathie du connétable et du roi de Navarre. Lorsque Philippe de Valois rendit à la mère de ce dernier l'héritage de Jeanne de Navarre son aïeule, il retint le comté de Champagne comme fief masculin dévolu à la couronne ; et, soit à titre de dédommagement,

soit comme acte de pure bienveillance, il donna à cette princesse divers domaines en Normandie et le comté d'Angoulême. Celle-ci, vers la fin de sa vie, avoit fait un échange de ce comté avec Philippe, moyennant les terres de Pontoise, d'Asnières et de Beaumont-sur-Oise. Mais le traité n'avoit point encore reçu son exécution, lorsque Jean, monté sur le trône, sans trop se mettre en peine de livrer l'équivalent, s'étoit mis provisoirement en possession du comté, et l'avoit donné en dot à son favori, à qui il fit épouser Marguerite de Blois, dame de l'Aigle, sa nièce à la mode de Bretagne.

Les deux Charles, de Navarre et d'Espagne, à peu près du même âge et également doués des avantages de l'esprit et du corps, étoient ainsi rivaux de faveur et de prétention. Ils eurent des altercations assez vives, dans lesquelles ils ne ménagèrent pas leurs termes : elles dégénérèrent en haine ouverte. L'Espagnol, qui connoissoit sans doute de quoi le Navarrois étoit capable, prit des précautions contre sa mauvaise volonté ; elles réussirent à Paris : le Navarrois n'y put effectuer le dessein qu'il tenta de faire assassiner son ennemi.

Il ne cachoit pas cette intention. Un de ses affidés, auquel il s'en ouvrit, lui demanda : *L'avez-vous défié ?* C'étoit dès ce temps la manière de terminer une querelle entre les

braves. Il répondit brusquement: *Il est tout défié*, et en effet il ne s'arrêta pas à cette formalité: mais, sachant que l'Espagnol alloit à l'Aigle, sans escorte, voir sa jeune épouse, il le fit investir; et des scélérats apostés l'assassinèrent dans son lit, avec des circonstances barbares qui arrachèrent des larmes au Navarrois lui-même quand il s'en fit faire le récit.

C'étoit son premier crime; mais, bientôt rassermi, il fit paroître devant lui ses complices, les loua, les remercia, leur promit qu'il les soutiendrait, et que jamais il n'accepteroit de lettre de pardon qu'ils n'y fussent compris. Il eut même l'audace d'écrire à plusieurs villes du royaume, et à la plupart des seigneurs et princes, pour justifier sa conduite, prétendant qu'il n'avoit fait que prévenir les mauvais desseins du connétable, et qu'il y avoit été forcé pour sa sûreté. Le duc de Lancastre, qui étoit alors en Flandre, ne manqua pas, à la nouvelle de cet événement, d'offrir au meurtrier le secours du roi d'Angleterre, si celui de France le poursuivoit. Il y eut même un traité dans lequel étoit stipulé le nombre d'Anglois qui seroient reçus dans les places de Normandie appartenantes au Navarrois, et qu'il se mit à fortifier.

Quand le roi connut l'assassinat commis en la personne du premier officier de la couronne, son allié et son favori, il s'abandonna à une



douleur si peu mesurée, qu'il passa quatre jours sans vouloir parler à personne. Beaucoup de courtisans, ceux surtout qui tenoient à la faveur, n'en furent pas si affligés. Après les premières démonstrations de tristesse, on commença à donner le tort à celui qui étoit mort. Il s'étoit, disoit-on, attiré son malheur par son orgueil et par des provocations insolentes. Le roi de Navarre, en apprenant ces dispositions, encouragea ses parens et ses amis, qui assiégèrent le roi, le poursuivirent, l'importunèrent de sollicitations. De ce nombre étoient trois princesses : Jeanne d'Evreux, tante du coupable, veuve de Charles-le-Bel ; Blanche d'Evreux sa sœur, veuve de Philippe de Valois ; et Jeanne de France son épouse, fille du roi. Le pape même envoya un cardinal intercéder pour un prince si jeune, qui promettoit de se corriger. En même temps un négociateur que le Navarrois fit partir pour la cour joignit aux instances des considérations politiques. Il remontra le danger qu'il y auroit de réduire au désespoir un prince qui possédoit en Normandie, et principalement sur les côtes, des villes et des forteresses dans lesquelles il pouvoit recevoir les Anglois. L'affaire du comte d'Artois n'étoit pas si éloignée qu'on ne dût encore s'en souvenir. Combien Philippe de Valois n'avoit-il pas attiré de maux sur la France en li-

vrant à toute la rigueur de la justice un criminel qu'un peu d'indulgence auroit pu ramener à son devoir. Prières et raisons , ces moyens déterminèrent le monarque à accorder la grâce que , dans les circonstances , il ne pouvoit guère refuser ; et il nomma le cardinal de Boulogne et le duc de Bourbon pour en régler les conditions avec le coupable. Elles furent telles qu'on les crut suffisantes pour sauver en apparence la honte d'un pardon forcé.

Sur l'assurance de l'obtenir , Charles se rend à Paris , et se présente au roi séant dans son lit de justice ; mais il s'étoit fait donner en otage le second fils de France pour sûreté de sa personne. Non-seulement ils'avoua l'auteur du meurtre du connétable ; mais il a eu , dit-il , pour l'ordonner , de bonnes raisons qu'il dira au roi , si sa majesté veut bien l'entendre : et au reste , ajouta-t-il , il n'a pas cru par cette action violer le respect qu'il lui porte. Après cette froide excuse « le nouveau connétable Jacques de Bourbon met la main au roi de Navarre du commandement du roi , » c'est-à-dire qu'il l'arrêta et le mena dans une chambre voisine. Les princesses se jettent alors aux pieds du roi , et implorent sa clémence. Après quelque résistance simulée , le monarque ordonne qu'on fasse entrer le coupable. Les deux reines vont le chercher. Il paroît

ramené par elles. Il n'est pas dit qu'il ait fait aucun acte d'humiliation ou de simple supplication. Il fut seulement obligé d'entendre une harangue du cardinal de Boulogne, faisant les fonctions de chancelier, qui fit à peine mention du crime, l'exhorta à se mieux conduire désormais, et finit par une de ces menaces dont un homme méchant et puissant, et qui dans ce moment obtenoit une grâce non méritée, dut être peu épouvanté : « Qu'aucun du lignage du roi, ou autres, dit le chancelier, ne s'aventure d'ors-en-avant de faire tels faits, comme le roi de Navarre a fait, car voirement s'il advient, quand ce seroit fils du roi qui le fasse au plus petit officier que le roi eût, si en sera-t-il fait justice, et a donc la cour départit. » Première impunité accordée au Navarrois, qui l'enhardit à d'autres crimes; car à peine avoit-il obtenu le pardon de celui-ci, qu'il se rendit coupable d'un autre.

[1355] Sur la nouvelle que les Anglois avoient eu des succès en Bretagne, il se mit à remuer dans toutes ses provinces, sans qu'on sût précisément son but. De Normandie il alloit en Bearn, de là en Navarre; ensuite il revenoit en Normandie. Il donna tant d'inquiétudes, que le roi fit saisir ses fiefs dans cette province; on fut près d'en venir à des hostilités. Apparemment le moment n'étoit pas encore favorable au roi de Navarre

pour faire éclater ses projets : il négocia , demanda pardon , ce qui lui coûtoit peu , entra en grâce , et revint à la cour.

Il profita de cette faveur pour arranger une entreprise dont le succès étoit capable de bouleverser le royaume. Charles , fils aîné du roi, n'avoit que seize ou dix-sept ans. A l'occasion de quelques mécontentemens ou refus qu'il éprouva , il fut aisé à son beau-frère , le plus adroit des hommes , de l'aigrir et de le pousser à des imprudences. Il lui remontra que son père ne l'aimoit pas , qu'il préféreroit ses cadets , qu'il se défioit de lui , et que jamais il n'en obtiendrait autorité ni grâce , s'il ne se mettoit en posture de se faire craindre. Il lui conseilla en conséquence de se retirer chez l'empereur Charles IV son oncle, et lui offrit cent hommes d'armes pour le conduire dans cet asile. L'escorte étoit prête , et attendoit le jeune prince à Saint-Cloud. En même temps une troupe , placée sur le chemin de l'abbaye de Grand-Pré en Normandie , épioit le roi , qui devoit y aller pour tenir sur les fonts de baptême un enfant du comte d'Eu. On présume mieux qu'on ne sait ce qui pouvoit arriver , quand le Navarrois auroit eu entre ses mains les deux premiers personnages de l'Etat. Le projet fut découvert et par conséquent manqua. Le roi se contenta de remontrer à son fils l'excès de

son imprudence de se livrer aveuglément au plus grand ennemi de l'Etat; et, pour lui ôter tout prétexte de mécontentement, il lui donna le duché de Normandie, et lui permit des'y retirer, et de fixer son séjour à Rouen. On trouve des lettres de grâce, dans lesquelles cette intention du dauphin de sortir du royaume et d'aller chez l'empereur est exprimée. Le roi y dit « qu'il tient son dit fils, et chacun de ceux qui devoient l'accompagner, pour excusés pleinement de tout ce qu'on lui a rapporté contre eux. » On prétend que ce fut le dauphin lui-même qui voulut être nommé dans ces lettres; mais le Navarrois crut qu'il suffisoit, pour sa sûreté, de n'être pas nommé inculpé, et Jean ne crut pas devoir aigrir son gendre dans les circonstances embarrassantes où lui-même se trouvoit.

Cependant la trêve avec l'Angleterre alloit expirer, et il étoit clair qu'Edouard méditoit une grande entreprise pour ce moment. Pour proportionner la défense à l'attaque, il falloit de l'argent. A cet effet, le roi Jean convoqua les états du royaume. Les historiens observent que ce sont les premiers qu'on doit appeler *états généraux*, parce que ce sont les premiers dans lesquels les *trois ordres* sont dénommés : ce qui paroît par cette clause du premier article convenu dans l'assemblée, « que ce qui seroit proposé n'auroit de validité

qu'autant que les trois ordres réunis y concourroient unanimement, et que la voix de deux des ordres ne pourroit lier ni obliger le troisième, qui auroit refusé son consentement. » Les mêmes historiens remarquent que le pouvoir reconnu au *tiers-état* par les deux autres, savoir, le clergé et la noblesse, jusqu'alors les seuls consultés dans les affaires du gouvernement, vient de ce que le principal but de ces assemblées depuis plus d'un siècle étant de trouver des fonds pour soutenir la guerre, il devenoit nécessaire, pour assurer la levée des impositions, d'avoir le consentement du tiers-état, qui en portoit le plus grand poids. Enfin, comme ce sont ces états tenus à Paris qui ont tiré le peuple de l'espèce de néant où il étoit retenu, il convient de faire connoître, par les réglemens qui en sont émanés, le système d'économie politique qui y présida, et qui a été souvent, dans les états suivans, quand le peuple a pu le faire observer, un rempart contre l'avidité fiscale et les déprédations ministérielles.

Les états décident qu'on opposera aux ennemis une armée de trente mille hommes d'armes, ce qui devoit former au moins un corps de quatre-vingt-dix mille combattans, auxquels se joindront les communes du royaume, toutes composées d'infanterie, qui sera beaucoup plus nombreuse que la cavalc-

rie. Pour les fonds nécessaires à la levée et à l'entretien de ces troupes, évalués à cinquante mille livres par jour à raison de trente sous environ par homme d'armés \*, on établira une gabelle sur le sel et une imposition générale de huit deniers pour livre sur toutes les choses comestibles et autres qui seront vendues, excepté les fonds d'héritage. C'est là l'origine de l'impôt indirect. Personne, roi, reine, enfans de France, princes du sang, n'en sera exempt. Les états se réservent le choix de ceux qui seront commis à la levée de cet impôt. Le roi, nonobstant la réclamation des courtisans et ministres, approuva cette réserve des états sur le choix des employés à la levée de l'impôt, et fit droit aux remontrances qui lui furent présentées sur plusieurs parties de l'administration. On doit remarquer les précautions sévères prises à l'égard des percepteurs et de l'emploi de l'impôt. Ces deniers sont uniquement consacrés aux dépenses de la guerre. Le roi ni ses gens ne pourront les toucher. Le monarque s'engagera à ne point employer ces sommes à d'autres usages; et, dans le cas où il donneroit mandement contraire, les préposés sont obligés, sous la foi de leur serment, de désobéir et de résister à toutes violences; et les procédures sur cet

\* La valeur du marc d'argent étoit alors le septième environ de ce qu'elle est aujourd'hui.

objet sont attribuées au parlement, exclusivement au conseil du roi, qui n'aura d'inspection que sur l'exactitude des comptes. Si l'impôt ne suffit pas à la dépense de l'armée, on se rassemblera dans un an pour y suppléer.

La déclaration que rendit le roi, le 28 décembre 1355, en conséquence des *plaintes et doléances* présentées par les états, fait connoître les vices qui régnoient dans les finances et dans les tribunaux de justice, et les vexations auxquelles le peuple étoit assujéti. Le taux, le titre des monnoies d'or et d'argent, leur refonte, les droits de monnoyage, les fonctions de ceux qui y seront employés, et les peines des prévicateurs, sont invariablement fixés : la moindre qu'ils pourront subir sera la destitution, et l'incapacité prononcée de posséder jamais aucune charge à l'avenir. Ce qu'on appelloit autrefois *droit de gîte*, si onéreux au peuple, est absolument aboli. Personne, ni le roi même, ne pourra exiger, blés, vins, vivres, chevaux, charrettes, lits, tables, sièges, ni meubles d'aucune espèce, qu'en payant le jour même, et au plus tard le lendemain; et les préposés à ces fournitures, qui ne satisferoient pas à cette obligation, seront punis comme voleurs et perturbateurs du repos public. D'ailleurs il sera permis de leur résister à main armée; et jamais le roi ne pourra revenir contre l'af-



franchissement de ces servitudes. Il s'engage aussi à ne jamais contraindre personne de lui prêter de l'argent; par conséquent point d'*emprunt forcé*.

Il ne sera pas permis de transférer sa dette à une personne plus puissante. Sans doute il y avoit déjà des gens coupables de l'infâme trafic de transiger sur la fortune des opprimés, espèce d'usure attribuée aux Lombards, ainsi appeloit-on les traitans. Toute affaire sera laissée à ses juges ordinaires; il n'y a que les officiers de la maison du roi qui pourront porter leurs causes au tribunal des requêtes de l'hôtel, mais seulement leurs causes personnelles. Les maîtres des eaux et forêts ne connoîtront pas des matières de pêche et de chasse dans les terres des seigneurs et prélats. C'est que comme la juridiction de ces officiers renfermoit les garennes, ils les multiplioient pour étendre leur autorité aux dépens de l'agriculture : aussi la même ordonnance prescrit la destruction des nouvelles garennes. Mais l'existence des maîtres des eaux et forêts prouve que, quoique la France fût encore couverte de forêts, on sentoit déjà la nécessité de pourvoir à leur aménagement. D'autres réglemens concernant la police des tribunaux font voir que de tout temps la justice a été entravée par la cupidité de ces suppôts subalternes, et que la chicane est un Protégé

qui revêt toutes sortes de formes, et que les lois les plus sévères comme les plus adroites ne peuvent saisir. Enfin le commerce et toute espèce de trafic sont défendus à tous juges, depuis le président au parlement jusqu'au dernierhuissier, et à tous les officiers attachés à la cour par des fonctions honorables, pour assurer, dit la loi, la liberté du commerce. Mais étoit-ce pourvoir à ses avantages que de le priver de l'activité des plus opulens et principaux capitalistes ? C'est peut-être ce règlement qui ajoutoit la honte d'une proscription législative au dédain que la nation, toute militaire, avoit déjà pour le commerce, qui l'a avili dans l'opinion des François, et qui en a empêché les progrès.

[1356] En acceptant l'impôt, le roi avoit prévu qu'il ne suffiroit pas pour les charges. Les états qui se rassemblèrent au commencement de l'année suivante le reconnurent et suppléèrent au *déficit* par une capitation générale, à laquelle furent astreints les princes du sang, le clergé et la noblesse. L'impôt fut fixé à quatre livres par cent livres de revenu, quarante livre au-dessous de cent livres et vingt au-dessous de quarante. Comme la noblesse y étoit comprise, le roi s'engagea à ne plus convoquer que dans un cas extrême l'arrière-ban, qui obligeoit les nobles à de grandes dépenses, et qui devoit cesser, puis-

qu'ils payoient le service personnel. La solde introduisit alors dans les troupes , touchant le complet , les fausses montres , d'autres fraudes , et des abus auxquels le roi Jean tâcha de remédier par des lois sages ; il s'engagea à supprimer les impôts nouveaux sitôt que la paix seroit faite , et à terminer la guerre le plus tôt qu'il pourroit.

C'étoit beaucoup au roi de s'être assuré une armée permanente , absolument dépendante de lui , au lieu des anciens corps éphémères , dont la durée et l'obéissance étoient mesurées sur la bonne volonté souvent bien incertaine des seigneurs qui les fournissoient. Mais il lui restoit à se débarrasser d'un ennemi intérieur , dont les intrigues pouvoient lui causer des inquiétudes très-alarmanes pendant qu'il combattroit l'étranger. Ce Charles , roi de Navarre , ce parent , ce gendre , cet assassin , cet artisan de complots , n'y avoit pas renoncé , malgré ses promesses.

Il s'en occupoit toujours en Normandie , où il avoit fixé son séjour auprès du dauphin , duc de Normandie. On ne sait quelles nouvelles entreprises il projetait , il n'est pas même prouvé qu'il en formât quelque une ; mais il tenoit une grande cour à Evreux , y attiroit les seigneurs normands , les gagnoit par des caresses. Les audacieux qui professoient une haine ouverte contre le roi et son

gouvernement étoient ceux qu'il honoroit de sa confiance la plus intime. La facilité qu'il avoit déjà trouvée à s'insinuer dans l'esprit de son jeune beau-frère lui faisoit espérer le même succès quand il en auroit besoin. Dans cette intention il le cultivoit assidûment. Les deux cours voisines se donnoient mutuellement des fêtes : on ne peut guère douter que le roi n'autorisât cette réciprocité , et n'y ait même excité son fils, pour y trouver un moyen de s'assurer contre la perfidie de son gendre.

Dans une de ces fêtes données à Rouen par le dauphin, au moment de la plus grande joie du festin , la porte s'ouvre ; le roi, qui avoit été secrètement introduit dans le château, paroît accompagné de son second fils, de son frère, des principaux seigneurs de sa cour, et d'une force armée imposante. *Que personne ne remue sous peine de mort*, s'écrie-t-il, et il va droit au roi de Navarre, qu'il saisit lui-même. Le comte d'Harcourt et trois autres seigneurs, ses principaux confidens, sont aussitôt arrêtés et chargés de chaînes. Le roi se met tranquillement à table. Après son repas il monte à cheval. Les prisonniers, le roi de Navarre excepté, sont placés dans un chariot. Le monarque les escorte lui-même à travers la ville avec toute sa suite, à laquelle le dauphin se joignit ; et, arrivé hors des murs, il leur fait trancher la tête en sa présence.

Le Navarrois fut transporté dans un château fort de Picardie. On commença, contre lui et contre ceux qu'on disoit ses complices, des informations qu'interrompirent les affaires plus importantes dont le roi fut alors occupé.

L'année précédente, au moment de l'expiration de la trêve, Edouard, roi d'Angleterre, avoit débarqué à Calais à la tête d'une armée, tandis qu'Edouard son fils, prince de Galles, débarquoit lui-même à Bordeaux; il avoit ravagé le Boulonnois et l'Artois, et s'étoit avancé jusqu'aux frontières de Picardie; mais il ne pénétra pas plus avant, parce que les succès des Ecossois, avec lesquels il étoit en guerre, le rappelèrent dans son île. Cette année il envoya à sa place le duc de Lancastre, prince de son sang, pour seconder les partisans du roi de Navarre, ces seigneurs que Jean avoit laissés échapper à Rouen. Ils levèrent en Normandie l'étendard pour le prisonnier; et, s'ils n'eurent pas des avantages bien marqués, ils tinrent en échec les troupes qu'on y envoya. De son côté le prince de Galles, qu'on appeloit aussi le prince Noir, à cause de la couleur de ses armes, ce jeune chevalier qui avoit gagné ses éperons à la journée de Créci, n'avoit pas démenti la gloire qu'il s'y étoit acquise. L'armée françoise qui lui étoit opposée avoit constamment

reculé devant lui. Il avoit ravagé tout le Languedoc , le Limousin , l'Auvergne , le Berri , et il donnoit presque la main à l'armée angloise qui étoit descendue en Normandie. Pour s'opposer à ses progrès alarmans , le roi de France marcha en personne contre lui avec cette armée florissante que les états venoient de lui donner.

Il s'en falloit bien que le prince de Galles fût en état de lutter contre lui. Son armée étoit composée , comme l'ont toujours été les armées angloises sur le continent , d'un noyau d'Anglois , et de soldats que la séduction et l'argent leur procuroient dans le pays où ils fixoient le théâtre de la guerre. Ici leurs auxiliaires étoient des Gascons ramassés dans la Guienne , lesquels , avec les insulaires , faisoient à peine , selon les historiens les mieux instruits , huit mille combattans , dont trois mille seulement étoient Anglois. Le prince , instruit que le roi avançoit contre lui , hésite entre deux partis , ou de regagner Bordeaux et la Garonne par la Touraine et le Poitou , et de se rembarquer s'il étoit pressé , ou de hâter sa marche pour joindre les Normands à travers l'Anjou et le Maine. Peut-être auroit-il pris ce dernier parti ; mais Jean ne lui en laissa pas le temps. Il l'enveloppa de son armée comme d'un grand filet , et , de poste en poste , le poussa jusqu'à un endroit nommé

Maupertuis, à deux lieues de Poitiers ; harassé, sans vivres et sans autre ressource qu'une position assez avantageuse, sur un monticule dans des vignes, où il pouvoit espérer de soutenir un premier choc pour se rendre à des conditions moins désavantageuses.

Lorsque les armées se touchoient, au moment que les François n'attendoient plus que le signal pour l'assaut, arrive de Poitiers le cardinal de Périgord, négociateur célèbre, chargé de propositions par l'Anglois. Jean ne voulut pas d'abord l'entendre ; mais le cardinal, à force de prières et de supplications, parvint à se faire écouter. Il lui remontra qu'il y auroit de l'inhumanité à contraindre tant de braves gens à s'égorger, pendant que, sans livrer bataille, il pouvoit obtenir tous les avantages d'une victoire complète. Le prince offre de rendre les villes et les châteaux qu'il a conquis, la liberté aux prisonniers et de ne point porter les armes contre la France pendant sept ans ; mais Jean exigeoit que le prince de Galles et cent de ses principaux officiers se rendissent prisonniers. « On ne me prendra que sur le champ de bataille, répondit le prince. — J'ai juré, dit le roi, de le combattre et de le faire repentir des horreurs qu'il vient de commettre contre mes sujets. » Cette altercation donna un jour et une nuit de répit aux Anglois ; mais ce

n'étoit pas un avantage pour eux : encore un pareil délai , et ils auroient été contraints , faute de vivres , de mettre bas les armes et de se rendre à discrétion. La fougue imprudente de Jean les tira en un moment de cette fâcheuse extrémité.

Le lundi 17 septembre , à la tête de ses hommes d'armes , il s'engage dans un chemin étroit entre des vignes bordées de haies. Son corps de six mille cavaliers étoit suivi de deux parcs placés en échelle. Les archers anglois , postés derrière les haies , ajustent à coup sûr cette troupe serrée dans le chemin , et qui ne peut s'élargir dans les vignes pleines de fossés et hérissées d'échalas. Les chevaux et les hommes blessés se renversent les uns sur les autres. Le second corps , qui vient au secours du premier , lui bouche la retraite. Le désordre se met partout. Jean Chandos , capitaine anglois , dont le nom est devenu célèbre , examinoit d'une petite éminence , à côté du prince de Galles , la forme que prenoit le combat. Il voyait le roi , aisé à reconnoître par sa cotte d'armes semée de fleurs de lis d'or , et , le montrant engagé dans le défilé , il dit au prince : « Allons , seigneur , la victoire est à nous ; adressons-nous au bataillon que le roi commande. Par vaillance il ne fuira pas. Ainsi , moyennant l'aide de Dieu et de saint Georges , il demeurera en notre pou-



voir.» Il fond à l'instant sur ce bataillon. Le roi se défend en désespéré. Une hache à la main, il effrayoit tous ceux qui osoient l'approcher. Philippe, son troisième fils, presque encore enfant, combattoit avec la même ardeur. Il se jetoit au-devant des coups qu'on portoit à son père, et fut blessé à ses côtés. Cette occasion lui a valu le nom de Philippe-le-Hardi. Le roi reçut aussi deux blessures au visage, parce que son casque étoit tombé dans la chaleur de l'action.

Cependant le gouverneur des enfans du roi, et Philippe, duc d'Orléans, son frère, jugeant convenable de tirer les jeunes princes d'un combat qu'ils crurent trop désespéré, le rendirent tel en effet, en entraînant avec eux la majeure partie des troupes. Le roi, que sa valeur avoit imprudemment engagé, mais que peut-être on auroit pu sauver encore, se trouva ainsi abandonné, sans espérance d'aucun secours. De tous côtés on lui crioit de se rendre; mais il craignoit de tomber entre les mains de soldats brutaux qui l'auroient maltraité. Il demandoit le prince de Galles. La fluctuation des combattans l'avoit entraîné d'un autre côté. Un gentilhomme françois, nommé Denis de Morbec, qu'un meurtre en combat singulier avoit forcé de quitter sa patrie, et que le besoin avoit mis à la solde des Anglois, s'approcha alors très-respec-

tueusement, et se fit reconnoître. Le roi lui tendit son gantelet et se rendit prisonnier. Morbec eut beaucoup de peine à le protéger contre les soldats, qui se disputoient l'honneur de sa prise, et se l'arrachotent pour avoir part à la rançon. Deux seigneurs anglois qui survinrent le délivrèrent des mains de ces furieux, ainsi que son fils et d'autres capitaines pris avec eux, et le menèrent à leur prince.

Le jeune Edouard reçut le monarque et son fils avec le plus grand respect, sans air de triomphe, et réprimant le rayon de joie que la victoire répandoit sur son visage. Le soir il se défendit avec politesse et modestie de s'asseoir à la table de « si grand prince et de si vaillant homme. » Il le consola, lui fit espérer un traitement modéré de la part de son père, employa, en lui parlant de sa disgrâce, les ménagemens délicats qui pouvoient en adoucir l'amertume. « Chier sire, lui disoit-il, quoique la journée ne soit pas vôtre, vous avez acquis la plus haute réputation de prouesse, et avez passé aujourd'hui tous les mieux combattans. Je ne le dis pas, chier sire, pour vous louer, car tous ceux de notre parti qui ont vu les uns et les autres, se sont, par pleine conscience, à ce accordés, et vous donnent le prix de la vaillance. » Les vainqueurs ne firent guère que des prisonniers de

distinction ; et , comme ils étoient les uns et les autres du même rang , « ils leur firent tant d'amour qu'ils purent chacun au sien. » Le prince amena le roi à Bordeaux. La fuite des François avoit été si précipitée , et les Anglois étoient en si petit nombre , qu'il n'y eut pas un grand carnage ; de sorte que le deuil ne s'étendit que sur les grandes familles. La prison du roi jeta la consternation dans tout le royaume ; mais une trêve de deux ans , obtenue par la médiation du pape , retint heureusement les Anglois dans l'inaction , et sauva la France.

Sitôt que le désordre avoit commencé dans l'armée françoise , ceux qui étoient chargés de la garde de Charles , dauphin , et de Louis son frère , avoient eu soin , ainsi qu'on l'a vu , de les tirer de la mêlée , et les avoient conduits à Paris à grandes journées. Eloigné , comme on l'étoit de prévoir un pareil malheur , aucune mesure n'avoit pu être prise pour y pourvoir , et un jeune homme de dix-neuf ans se trouva à la tête du royaume , sans aucune connoissance des affaires , ni certitude de la capacité et de la fidélité de ceux que leurs dignités ou leurs emplois appeloient au gouvernement. De lui-même , ou par leur conseil , le jeune prince convoqua les états généraux pour le mois d'octobre : mauvaise résolution dont il eut tout lieu de se repentir. Par la nécessité

des circonstances, il y eut des états dans le nord et dans le midi du royaume. Ceux de la partie méridionale de la France, nommée *Langue-d'Oc*, parce que *oui* s'y prononçoit *oc*, s'assemblèrent à Toulouse, sous la présidence du comte d'Armagnac, gouverneur de la province ; et le plus promptement possible, sans prétendre se faire valoir, ils votèrent une levée d'hommes et de deniers proportionnée à leurs moyens. En même temps ils défendirent les danses, les spectacles, les concerts, les fourrures précieuses, l'or, les perles et les diamans, jusqu'à ce que le roi fût délivré.

Il n'en fut pas de même des députés de la partie septentrionale de la France, nommée *Langue d'Oïl*, parce que *oui* s'y prononçoit *oïl*. Ils vinrent à Paris au nombre de huit cents. Etienne Marcel, prévôt des marchands, qui s'étoit rendu fameux dans les états du mois de mars, comme président du tiers, n'acquiesça pas moins d'autorité dans ceux-ci sous le même titre. Il se trouva d'abord investi de la confiance de la plus grande partie des députés du tiers, pour la résistance qu'il avoit souvent opposée au gouvernement quand il avoit été question d'établir des impôts. Son grand crédit lui attacha Robert Lecoq, évêque de Laon, homme d'esprit, parvenu à la prélature par l'intrigue, et servile adorateur de la fortune. Ceux qui lui ressembloient, toujours en assez

grand nombre dans ces sortes d'assemblées , se dévouèrent à ces deux hommes , et formèrent un groupe d'ambitieux prêts à tout faire , et dont les chefs espérèrent , non sans raison , pouvoir disposer dans le besoin.

On ne peut douter que , se voyant une grande autorité dans l'assemblée dépositaire de la destinée du royaume , les chefs et leurs principaux adhérens n'aient eu l'intention de s'emparer des places les plus éminentes du gouvernement. Il auroit été difficile de parvenir à ce but en gardant la forme de délibérer ordinaire , où les trois états étoient séparés , et où l'opposition d'un seul des deux premiers ordres auroit annulé les efforts des factieux qui dirigeoient le troisième. Il falloit donc , par quelque voie détournée , détruire l'effet de cette séparation qui , par la difficulté d'obtenir l'unanimité des suffrages , maintenoit les lois dans un état de stabilité aussi favorable à la chose publique qu'il étoit contraire aux vues et aux intérêts particuliers de ceux qui comptoient faire leur profit des changemens qu'ils cherchoient à introduire. C'est à quoi Marcel , Lecoq et leurs adhérens travaillèrent avec beaucoup d'adresse.

Le prévôt des marchands représenta que , dans une si nombreuse assemblée , il étoit presque impossible de traiter les grandes affaires qui devoient l'occuper , si elles n'étoient

classées auparavant de manière à préserver les délibérations de confusion. Il seroit important, dit-il, que les états obtinssent du dauphin la permission de nommer une commission qui feroit ce travail, et qu'elle fût prise dans les trois ordres. Le piège tendu aux états consistoit en ce que les matières, étant discutées d'avance, n'offriroient plus que des résultats à soumettre, non plus à la délibération, désormais inutile, de chacun des ordres, puisque leurs commissaires auroient coopéré au travail, mais à l'acceptation pure et simple ou au rejet de l'assemblée générale des états; assemblée où les factieux espéroient prévaloir à l'aide de la séduction, de la terreur et du nombre. Dupe de cet artifice, l'assemblée approuva cette demande. Elle fut présentée, et le dauphin consentit à l'élection des commissaires, au nombre de cinquante. Un parti formé dans une assemblée, quoique en minorité d'abord, l'emporte ordinairement sur la majorité, parce que celle-ci, insouciant, dissémine ses suffrages; au lieu que l'autre, entraîné par un intérêt commun, réunit les siens. Selon cette tactique, les cinquante commissaires, quoique tirés des trois ordres se trouvèrent presque tous du parti de Marcel. Le dauphin sentit pourtant le danger de ce comité, puisqu'il ne le permit qu'à

condition que des gens du conseil assisteroient à ses séances.

Trouver de l'argent, prendre des mesures pour la liberté du roi, c'étoit là le but de la convocation des états ; mais Marcel insinua qu'on devoit aussi s'occuper de la réforme du royaume, et fit commencer par cet objet. Les gens du conseil voulurent s'opposer à cette marche de la délibération ; on les en exclut, et les chefs de l'intrigue, n'ayant plus dans leur comité que des hommes séduits ou trompés, firent statuer que vingt-deux personnes qu'on nommeroit, qui avoient eu la confiance du roi dans la magistrature et les finances, seroient dépouillées de leurs emplois ; que le procès seroit fait à quelques-uns d'entre eux comme prévaricateurs, monopoleurs, causes des désordres, suites de leurs mauvais conseils ; que les biens des condamnés, quelle que fût leur peine, l'exil, la proscription ou la mort, seroient confisqués et vendus, pour la valeur en être employée à la délivrance du roi ; et qu'enfin vingt-huit membres tirés du corps des états composeroient le conseil du prince.

Robert Lecoq, comme organe de la commission, porta ces propositions à l'assemblée générale. Le dauphin en fut très-étonné, d'autant plus que beaucoup de députés, flattés de l'espérance vague de remplacer les pro-

scrits, paroisoient disposés à sanctionner par leurs suffrages la proposition du comité. « Et que donnerez-vous en récompense de ce sacrifice? dit le jeune prince d'un ton ému. — Une armée de trente mille hommes d'armes, répondit le prélat, et l'argent suffisant pour l'entretenir. » Mais, pour fixer et asseoir la quantité et le genre de l'imposition, il demanda que, du mois d'octobre, où l'on se trouvoit, l'assemblée des états fût continuée jusqu'à Pâques prochain; persuadé que, dans cet intervalle, lui et ses complices ne manqueroient pas de prétextes pour prolonger les états au-delà de ce terme, et peut-être, par succession de délais, parviendroient à les rendre permanens.

Le dauphin se retira sans rien décider, disant qu'il en communiqueroit à son conseil. Il y eut partage d'opinions. Ceux qui savoient qu'ils n'étoient point notés consentoient à la destitution des autres. Les proscrits s'en défendoient. Il paroît qu'on dut à la sagacité prématurée du jeune prince la résolution qu'il prit. Il manda à l'hôtel de Saint-Paul, où il demeuroid, une députation des états, déclara qu'il avoit écrit à son père, qu'il attendoit ses ordres, sans lesquels il ne pouvoit rien décider, et ordonna que, pendant cette attente, on s'abstînt de toute espèce de délibération. Plusieurs membres se retirèrent; leur



exemple en entraîna d'autres ; et , quand le prince vit le nombre des députés assez diminué , il commanda au reste de retourner dans leurs provinces , et les états finirent , au grand chagrin de Marcel et de ses conjurés.

C'étoit beaucoup d'avoir si adroitement éludé les premiers efforts de la faction ; mais il auroit fallu aussi soutenir cette démarche par une conduite ferme et indulgente en même temps , qui eût flatté les Parisiens et leur en eût imposé. Le dauphin , au lieu de rester au milieu d'eux , s'en alla à Metz consulter , disoit-il , l'empereur Charles IV son oncle ; le prévôt des marchands , au contraire , demeura à Paris , où il continua d'entretenir les bourgeois dans la persuasion où ils étoient qu'ils avoient en lui une protection assurée contre le monopole des impôts.

Avant son départ , le dauphin , qui avoit pris le titre de lieutenant-général , ordonna une refonte des monnoies. Cette opération pouvoit être avantageuse au point de tenir lieu de tout autre subside , et dispenser peut-être le prince de la nécessité de convoquer de nouveau les états généraux : mais elle étoit préjudiciable aux vues de Marcel , qui n'aspiroit qu'à se trouver au milieu d'une grande assemblée , dans laquelle , moyennant l'habitude qu'il avoit de manier les esprits de la multitude , il espéroit de parvenir plus aisément à

ses fins, qui étoient d'envahir le gouvernement pour lui et les siens. Il seina des préventions contre la monnoie qu'on commençoit à substituer à l'ancienne ; des gens apostés refusèrent de la recevoir, comme péchant par le poids et le titre. Ces refus occasionnèrent quelque tumulte. Sous prétexte de prévenir l'augmentation du désordre, le magistrat du peuple défendit le cours des nouvelles espèces, et il alla, à la tête d'une troupe séditieuse, à l'hôtel de Saint-Paul, faire confirmer sa défense par le prince Louis, second fils de France, que l'aîné avoit chargé du gouvernement en son absence.

A son retour de Metz, le lieutenant-général du royaume envoya Simon de Bussi, premier président, et d'autres personnes de marque, négocier avec le prévôt des marchands, et l'engager à ne point mettre d'obstacle à la circulation des nouvelles espèces. Marcel les reçut au milieu de son conseil, composé des membres de la commune de Paris. Pendant la conférence, il y avoit à la porte de la salle une troupe de forcenés de la basse populace, qui faisoient retentir l'air de cris et d'imprécations contre les négociateurs du dauphin. Leurs propositions ne plurent pas à ce chef audacieux. Se sentant en force, au sortir de la conférence, il fit cesser les travaux, ordonna de fermer les boutiques et de prendre

les armes. C'étoit se donner en un moment une armée d'enthousiastes furieux , prêts à tout faire. Tout menaçoit d'un bouleversement général. Le conseil du dauphin s'assemble à la hâte , et est d'avis de céder aux circonstances. Le prince supprime la nouvelle monnoie, et accorde aux séditeux ce qui avoit été la matière de la discussion orageuse de la commune, la destitution et la saisie des biens des officiers et des magistrats que Marcel indiqua. Les uns se sauvèrent précipitamment ; les autres, frappés de terreur , se dispersèrent de jour en jour , et laissèrent enfin le jeune prince privé de la meilleure partie de son conseil , comme Marcel le désiroit. Alors le dauphin ne put se dispenser de convoquer de nouveau les états , ou de les rappeler par forme de continuation.

[1357] La faction , qui vouloit dominer les états et s'en servir pour l'exécution de ses desseins , songea d'abord à deux expédiens : se procurer de l'argent , et se donner une force militaire. La force militaire se fit en autorisant chaque député à avoir pour sa sûreté quatre hommes armés. Cette distinction, qui flattoit la vanité des membres , produisit un corps d'environ quatre mille hommes , que leur réunion , sous des officiers que la faction nomma , rendoit propres à tout exécuter à la première réquisition. Quant à l'ar-

gent, il se présenta un moyen d'en avoir suffisamment pour le paiement journalier des affidés; ce fut d'établir un impôt destiné à la délivrance du roi. Les états le décrétèrent, et Marcel eut soin que la levée, la régie, la distribution se fissent par des gens dépendans de lui, de sorte qu'il avoit toujours entre les mains le gouvernail et la clef des événemens. Pour achever de paralyser l'autorité du prince, il lui fit refuser le titre de régent, jusqu'à ce qu'il eût atteint vingt et un ans, et obtint que son conseil fût formé de trente-six personnes, tirées par égale portion des trois ordres des états, et que l'évêque de Laon fût placé à la tête. Enfin, pour que ses plans ne pussent être contrariés par le parlement, par la chambre des comptes ou par quelque autre corps ayant le droit de traverser ses opérations, il obtint que leurs pouvoirs seroient suspendus pendant la durée des états. Cependant, comme il falloit une police et une apparence de gouvernement, la cabale dominante fit créer des tribunaux qu'elle remplit de ses créatures. Ceux qui furent pourvus de ces charges, s'ils n'avoient pas été d'abord entièrement dévoués à la cause de leurs bienfaiteurs, en devinrent les partisans zélés, afin de se perpétuer dans ces emplois, qu'on eut soin de rendre lucratifs.

Sur ces entrefaites un incident inattendu

sembla devoir déjouer toutes les manœuvres de la faction. Il arriva de Bordeaux une lettre du monarque captif, qui défendoit de lever l'impôt, parce qu'il étoit près de terminer un traité qui lui rendroit la liberté. Mais, sans se déconcerter : « Cet argent, dit Marcel, ne sera point pour le roi, puisqu'il n'en a plus besoin ; mais comme je suis averti que le dauphin rassemble des troupes qu'il veut faire entrer dans Paris, afin de se rendre maître des biens et de la vie des bourgeois, et les traiter à sa volonté, il nous vient fort à propos pour prévenir ses dangereux projets. » Sur ce simple avis, les Parisiens s'obstinent à payer la taxe, s'imposent le service militaire, font poser des chaînes aux coins des rues et des carrefours, voient de sang froid abattre leurs maisons dans les faubourgs pour en employer le terrain en fortifications, et prêtent eux-mêmes les mains à ce genre de démolition, qui, dix ans auparavant, et lorsque le roi d'Angleterre campoit à Poissy, avoit pensé occasionner une révolte.

La prospérité des factieux les éblouit. Ils ne mirent plus de bornes à leurs prétentions, ni de mesures dans leurs actions : le prévôt des marchands et ses principaux complices commandoient avec une autorité insolente. Point de police dans la ville ; nul égard que pour le bas peuple. Ses excès étoient ou to-

lerés ou inspirés. La multitude des commis à la recette de l'impôt en absorboit la plus grande partie ; le reste s'engouffroit dans le trésor de la faction , et servoit à la soutenir. Marcel s'étoit adjoint dix ou douze bourgeois nommés échevins , qui formoient une espèce de conseil indépendant des états. Il n'y avoit pas un de ces séditeux qui ne se crût bien au-dessus des députés. Les états , en effet , étoient comme captifs au milieu d'eux. Il n'y avoit de membres considérés que ceux du tiers. Ceux du clergé et de la noblesse s'étoient fait un système de circonspection ; ils se contentoient de ne pas se laisser entraîner par le torrent , sans s'y opposer , persuadés que cette puissance usurpée s'annéantiroit d'elle-même par ses excès , et que pour la détruire il n'y avoit qu'à la laisser insolemment triompher.

En effet , cette sorte d'inertie servit mieux le dauphin que n'auroit pu le faire une opposition violente. Le peuple , cessant d'être mis en action , parce qu'il n'y avoit plus de grands coups à frapper , cessa de s'intéresser à la faction. Le crédit de la cabale déclina au point qu'après avoir laissé ses agens dominer deux ou trois mois , le dauphin se vit en état de leur parler en maître. Il manda au Louvre Marcel et ses échevins , leur reprocha leurs intrigues , leurs complots , leur hardiesse à

s'ingérer dans les affaires d'état , leur défendit de s'en mêler désormais , les renvoya confus , et sortit aussitôt de Paris , comme l'abandonnant à son mauvais sort.

Si en effet le lieutenant-général du royaume s'étoit établi dans une autre ville , qu'il y eût appelé le parlement, les autres tribunaux , et tous les officiers attachés à l'administration et à la cour , que seroit devenu Paris privé de tous ces avantages de capitale ! Les Parisiens sentirent les suites de cet abandon ; ils députèrent au dauphin, le prièrent de revenir, lui promirent une soumission entière et de l'argent autant que ses besoins l'exigeroient, et que leurs facultés le permettoient. Le dauphin se laissa gagner , et revint imprudemment pour se retrouver encore entre les mains des factieux. Cependant les états , contrariés par l'échevinage , sans autorité ni considération, s'étoient dissous d'eux-mêmes : le jeune prince jugea à propos de les convoquer de nouveau pour le mois de novembre. Marcel , au lieu d'états généraux , auroit désiré pour cette fois qu'on lui adjoignît des représentans de trente ou quarante des principales villes du royaume , dont sans doute il auroit dirigé le choix , et qui feroient en faveur du dauphin , avec moins d'embarras , tout ce qu'il pouvoit attendre des états : mais le prince , averti du danger qu'il y auroit de remettre le

sort de la France entre les mains d'une troupe de factieux, ne donna pas dans le piège. Il fit partir les lettres de convocation. Le conseil municipal, déterminé à être encore, du moins pour quelque chose, dans les affaires de l'état, aux lettres de convocation du prince en joignit d'invitation aux villes les plus considérables : c'étoit se préparer des correspondances dont une faction habile sauroit profiter.

L'assemblée des états généraux étoit d'autant plus nécessaire que l'espérance de la délivrance du roi paroissoit s'éloigner. Soit que le traité dont Jean avoit donné avis au dauphin son fils n'eût été minuté que pour distraire le monarque dans sa prison ; soit que le roi d'Angleterre voulût le consommer lui-même, ou peut-être donner à sa nation le spectacle d'un roi de France dans ses fers ; par ces motifs, ou par d'autres, il ordonna qu'on lui amenât le prisonnier.

Le prince Noir étoit comme certain que les chevaliers gascons, qui avoient le plus contribué au gain de la bataille de Poitiers, ne souffriroient pas sans opposition qu'on leur enlevât le gage de leur victoire. Il les trompa sur le temps et le lieu du départ, et conduisit lui-même son prisonnier à Londres. La distance des lieux, qui ne permettoit pas au dauphin de recevoir journellement les ordres de son père, comme lorsqu'il étoit à Bordeaux,



lui fit prendre le titre de régent , qui lui donnoit plus d'autorité que celui de lieutenant-général.

Pendant que le roi de France voyoit river ses chaînes , le roi de Navarre brisoit les siennes. Il étoit enfermé depuis vingt mois dans un château sur la frontière de Picardie. Marcel demanda sa liberté aux états. Il n'est pas douteux qu'un courtisan aussi assidu , tel que devoit être le prévôt des marchands quand la cour étoit le chemin des grâces , ne s'y soit présenté au Navarrois , et n'en ait été remarqué ; deux hommes de leur caractère ne s'envisagent pas inutilement. Dans ce qui s'étoit passé jusqu'alors , Marcel avoit eu souvent occasion de reconnoître qu'il auroit eu besoin d'un homme audacieux , fort de ses possessions , de son rang et de ses alliances , pour l'opposer au dauphin. Or , personne ne convenoit mieux que le roi de Navarre , gendre du roi , doué des qualités les plus brillantes , possesseur de plusieurs provinces , propre à donner l'appui des armes au parti , forcené d'ailleurs dans le crime , et inaccessible aux scrupules. Sans doute une intelligence étoit établie entre eux par des voies secrètes lorsque le prévôt des marchands fit la démarche de vouloir intéresser les états à sa liberté. Mais cette requête ne fut pas même nécessaire , parce que des seigneurs de Normandie , parens ou amis de

ceux qui avoient été suppliciés à Rouen , attaquèrent le château où le prince étoit retenu , en rompirent les portes et l'enlevèrent.

Cette évasion n'étoit pas une absolution telle qu'elle lui auroit été nécessaire pour se montrer et agir librement. Il demanda un sauf-conduit au régent pour venir , disoit-il , se justifier. Le prince hésita long-temps de le donner, et parut ne l'accorder qu'aux pressantes sollicitations des mêmes princesses qui lui avoient obtenu sa grâce après l'assassinat du connétable ; mais il lui fut véritablement extorqué par les vœux des Parisiens , énergiquement prononcés et présentés par Marcel et Lecoq , qui avoient repris le timon du gouvernement, et par Pecquigny, qui avoit mis le prince en liberté. Sitôt que Charles-le-Mauvais en eut la jouissance , il ne tarda pas à justifier de plus en plus le surnom qu'il avoit déjà si bien mérité.

Dans toutes les villes par lesquelles il passa , il fit élargir les prisonniers , et les bénédictions de ces honnêtes détenus précédèrent leur libérateur à Paris , où il arriva entouré de cette noble escorte , qu'il renforça dans la capitale. A peine y fut-il entré qu'il indiqua pour le lendemain une assemblée dans le Pré-aux-Clercs , qui étoit le lieu de la promenade favorite des bourgeois ; ils s'y rendirent en grand nombre.

Placé sur le trône d'où les rois avoient coutume de regarder les joutes et les divertissemens du peuple, il adressa à la multitude un discours commençant par un éloge flatteur de la ville de Paris, qu'il appela la métropole du monde, invincible, inépuisable, capable de donner la loi à tout l'univers, et de ne la recevoir de personne. « Je vous remercie, dit-il aux Parisiens, qu'il appela ses sauveurs, du zèle que vous avez montré pour ma délivrance : » et à cette occasion il peignit sa détention des couleurs les plus noires. Que n'y avoit-il pas éprouvé ! Chaînes, cachots, menaces perpétuelles de la mort, et cela, parce que seul de tous les princes il avoit résisté à la mauvaise administration du roi Jean et de son conseil, et à leurs exactions sans cesse renaissantes. Et quelles exactions ! Des impôts exorbitans, qui réduisoient le peuple à la plus extrême misère, remplissoient les prisons de pauvres gens honorables, pères et mères de familles, veuves, orphelins, dont les lamentations montoient jusqu'au ciel. A ce récit, le bon prince s'attendrit, et laisse échapper des larmes ; les sanglots étouffent sa voix ; mais tout d'un coup il se ranime et lance des imprécations contre les perfides conseillers du roi. Puis, devenu plus calme, il insinue que, s'il s'agissoit de revendiquer la couronne, il lui seroit aisé, comme petit-fils de Louis Hutin, de prouver

que *ses droits étoient plus incontestables que ceux de qui que ce fût* ; qu'il ne la réclamoit pas cependant , parce que la tranquillité du peuple lui étoit plus chère et plus précieuse qu'un trône. « Mais du moins , ajouta-t-il , je vous aiderai de toutes mes forces à exterminer le monstre dévorant de la maltôte. Opposez vos généreux efforts à la servitude qui menace de vous opprimer ; soyez les libérateurs , les sauveurs de la patrie ; je n'épargnerai ni mes biens , ni mes amis , ni mon royaume , ni ma personne , pour vous assister dans une si noble entreprise. Jamais , s'écria-t-il en renforçant sa voix , non jamais je ne vous abandonnerai , je me lie irrévocablement à votre fortune ; et les tourmens de la prison que j'ai déjà soufferts pour votre défense n'ont fait qu'augmenter la résolution de mourir , s'il le faut , pour votre service. »

Ce discours , auquel le dauphin étoit présent , fut couvert d'applaudissemens ; l'air de persuasion que le roi de Navarre remarqua dans le peuple lui donna la hardiesse de faire au régent ses propositions. Indépendamment de l'absolution la plus honorable , il demanda qu'on lui restituât ses villes et fiefs de Normandie , qu'on lui payât les frais de la guerre , et que la mémoire des seigneurs exécutés à Rouen fût réhabilitée. Le régent répondit que

ce seroit insulter le roi son père et son conseil que de rejeter, par une rétractation solennelle, un blâme déshonorant sur ce qu'ils avoient fait. Quant à la restitution des villes et fiefs de Normandie, il dit que, par la confiscation, ces possessions avoient été réunies à la couronne dont elles faisoient partie; que les rendre, ce seroit violer l'intégrité du royaume, et qu'il ne devoit ni ne pouvoit s'y résoudre. Il refusa donc; mais le prévôt des marchands vint lui dire: « Monseigneur, contentez-le d'amitié, car il le faut ainsi. » Telle étoit la conclusion ordinaire des discours de Marcel. Tout fut donc accordé; et, pour qu'il ne manquât rien à l'opprobre du traité et à l'évidence palpable de la contrainte qui l'avoit souscrit, il fallut encore, à la recommandation du roi de Navarre, intimér l'ordre au prévôt de Paris de relâcher tous les prisonniers, larrons, voleurs de grands chemins, faux monnoyeurs, faussaires, ravisseurs de femmes, perturbateurs du repos public, assassins, sorciers, sorcières, empoisonneurs et autres coupables de crimes de semblable nature, dont le Navarrois ne rougit pas de dresser lui-même la liste infâme.

A peine a-t-il arraché le consentement, qu'il part pour Rouen. Il va lui-même détacher en cérémonie les corps des suppliciés qui étoient restés au gibet, leur fait faire des

obsèques magnifiques, et prononce devant une assemblée nombreuse leur oraison funèbre. La qualification de martyrs pour leur attachement au peuple et la protection qu'ils lui donnoient contre un tyran, ne fut pas oubliée. A l'égard des places de Normandie, où il comptoit entrer sans difficulté, quand il s'y présenta, les gouverneurs lui refusèrent les portes. Divers corps de troupes qu'avoit levés Geoffroy d'Harcourt, son zélé partisan, furent défaits, et lui-même resta sur le champ de bataille.

Ce Geoffroy d'Harcourt avoit figuré dès long-temps parmi les rebelles : contraint de quitter la France pour cause de duel, il s'étoit réfugié vers Edouard, auprès duquel il avoit acquis le funeste honneur de remplacer Robert d'Artois. Ce fut sur ses conseils, et à l'aide des domaines qu'il possédoit dans le Cotentin, que le prince anglois pénétra en France avant la journée de Créci. Mais, saisi de remords à la vue du champ de bataille et du corps de Jean IV, comte d'Harcourt, son frère, il abandonna le parti du vainqueur pour aller se jeter aux pieds du vaincu, et en implorer sa grâce, qui lui fut accordée. Rentré dans tous ses droits, il vivoit paisible dans sa patrie, lorsque Jean V, son neveu, s'étant laissé circonvenir par Charles-le-Mauvais, fut arrêté avec lui à Rouen, et décapité

sans forme de procès. A la nouvelle de la mort tragique du chef de sa maison, fils d'un père tué à Créci pour le service du roi, et qui y avoit été blessé lui-même, Geoffroy se crut dégagé de ses sermens. Libre désormais de tous remords, il associa son ressentiment à celui d'Edouard, rappela la guerre sur sa patrie, et prépara les nouveaux malheurs auxquels la France devoit être encore en proie, et dont lui-même fut la victime.

[1358] Mal accueilli en Normandie, le roi de Navarre revint auprès de Paris, et logea ses troupes dans les villages circonvoisins. On ne peut guère douter qu'il n'eût dessein de s'emparer du gouvernement au préjudice du régent, et peut-être ensuite de la couronne, si les circonstances tournoient à souhait. Marcel n'avoit d'autre parti à prendre que de le seconder, parce que, soit que le roi Jean revînt, soit que Charles, dauphin, son fils, régnât, s'il échappoit à leur vengeance, il ne pouvoit pour le moins se promettre aucune autorité; au lieu qu'il lui étoit permis de tout espérer d'un prince qui lui auroit obligation d'une fortune qui pouvoit aller jusqu'au trône. Le Navarrois avoit laissé percer ce désir, lorsque, dans son discours au Pré-aux-Clercs, il glissa quelques mots sur son droit à la couronne, qu'il s'abstenoit de faire valoir pour ne pas exciter des troubles; mais il comptoit

bien que ses partisans , et surtout le prévôt des marchands , ne seroient pas si modérés , et il ne se trompa pas. Marcel pensa qu'il falloit tout oser pour acquérir à son protégé le suffrage de la capitale , persuadé que son exemple seroit suivi par le reste du royaume.

Il y avoit deux partis dans Paris : celui du régent , le plus fort en honnêtes gens , et celui du Navarrois , le plus redoutable en nombre. Ne pouvant gagner le premier , Marcel résolut de le rendre perclus par la terreur. Il donna à ses partisans un signe ostensible pour se reconnoître entre eux. Par son ordre ils *mi-partirent leurs chaperons*, qui étoit la coiffure ordinaire, *de blanc couleur de France , et de rouge couleur de Navarre*. Ceux qui ne portoient pas ce chaperon furent d'abord insultés , et bientôt coururent risque de la vie. La première victime de la populace fut Jean Baillet , trésorier de France , qui fut tué , soupçonné d'être inventeur d'impôts. Le régent eut encore assez de force pour faire arrêter et pendre le meurtrier ; mais ce châtiement ne fit que rendre la sédition plus vive. Pierre d'Arcy , avocat-général , tâchant de l'apaiser , est massacré dans la cour du palais ; et Marcel , s'érigeant en vengeur de l'infortuné patriote attaché à la potence , prend avec lui une troupe des plus forcenés , se présente à la demeure du régent , pénètre



dans sa chambre , fait saisir Jean de Conflans , maréchal de Champagne , et Robert de Clermont , maréchal de Normandie , qui avoient arrêté et livré au supplice l'assassin de Jean Baillet , et les fait percer de coups auprès du régent. Leursang rejaillit sur le jeune prince. *En voulez-vous donc à ma vie ?* leur dit-il. *Non* , lui répond Marcel ; et , pour le rassurer , il lui met sur la tête son chaperon mi-parti , et se pare de celui du régent , comme d'un trophée , pendant toute cette journée. Pour en combler l'horreur , on oblige le prince et les états à reconnoître que tout ce qui avoit été fait , l'avoit été pour le bien du royaume.

Le prince , sans ressource dans une ville dont les bons habitans , en assez grand nombre , mais frappés de consternation , ne monstroient aucune énergie , se sauve à Compiègne et y appelle les états. Quelques membres intègres l'y suivirent ; les autres restèrent , sans crédit ni considération , sous la hache des séditeux , auxquels quelques-uns d'entre eux n'étoient pas absolument étrangers. Charles-le-Mauvais s'étoit tenu à Mantes pendant ces massacres , pour n'en point paroître complice ; mais , comme il lui importoit de paroître toujours partisan de la révolte et mécontent du régent , il lui envoya faire une provocation à Compiègne. Le chevalier Jean de Pecquigny vint avec appareil demander

au dauphin, de la part de son beau-frère, ses places et fiefs de Normandie, et quarante mille écus pour les bagues et joyaux qu'on lui avoit saisis en le faisant prisonnier à Rouen. « Si quelqu'un, ajouta en face l'envoyé, dit que le roi de Navarre n'a pas de son côté accompli toutes les promesses qu'il vous a faites, je lui en donnerai le démenti. » Le régent méprisa cette bravade.

Il ne désespéroit pas encore de reconquérir la capitale par la douceur et des conditions équitables. D'ailleurs il lui étoit très-important de ne point l'abandonner sans retour au Navarrois. Il y revint donc, rappelé sans doute par les habitans les plus raisonnables, et écouta des propositions, mais Marcel y étoit : le prince continua à être obsédé par un conseil tyrannique, et tous ses pas à être observés. Dès lors il ne pensa plus qu'à saisir l'occasion de se soustraire sans retour à l'esclavage, et il eut le bonheur de la rencontrer. Il en profita pour quitter encore une fois Paris, mais avec le dessein de n'y plus revenir qu'en maître. Charles-le-Mauvais, qui trouva la place libre, y rentra après son départ. Il avoit fait un traité avec le roi d'Angleterre. Quoique celui-ci fût mécontent de la prétention que le Navarrois avoit laissé apercevoir dans son discours du Pré-aux-Cleres, prétention qui croisoit les siennes, il crut cependant ne

devoir pas négliger l'occasion de nourrir les troubles en France. Il donna des troupes à ce rival, qui les plaça dans Paris comme une garnison de confiance, tant pour contenir l'intérieur que pour repousser les attaques pendant le siège dont Paris étoit menacé.

Marcel avoit aussi sa garnison, consistant en quatre mille hommes à peu près, qu'il employoit à remuer la terre autour de la ville, et qu'il payoit bien, moins pour l'ouvrage qu'ils faisoient que pour les avoir toujours sous sa main en cas de besoin. Comme ils étoient en grand nombre, et qu'ils travaillèrent à peu près un an, quoiqu'ils ne se fatiguassent pas beaucoup, ils creusèrent un fossé profond, et élevèrent un rempart depuis la rivière au-dessous de l'endroit où a été bâtie la Bastille, jusqu'à celui où la Seine atteint le lieu où a été construite la porte Saint-Honoré : de sorte que le Temple et le Louvre, deux forteresses qui menaçoient la ville, s'y trouvèrent renfermés. Ces mesures étoient prises contre le régent, qui avoit trouvé dans les états particuliers des provinces les secours qu'il sollicitoit en vain des états généraux, et qui, avec les troupes qu'il en avoit tirées, s'avançoit effectivement sur Paris.

La première expédition du régent fut la prise de Charenton, qui empêcha les denrées d'arriver par eau. Des corps, placés sur les

chemins et battant la campagne , arrêtoient aussi les vivres. Le roi de Navarre fit des sorties , se porta même un peu au loin pour dégager les chemins ; mais il fut toujours battu. Les Parisiens commencèrent à craindre la famine , et leur protecteur à appréhender les brusques attaques d'un peuple mécontent. Il laissa ses Anglois à Paris , comme plus propres que les bourgeois à soutenir les fatigues d'un siège , et se retira à Saint-Denis. De là il soutenoit le courage des Parisiens par l'espérance d'un prompt secours qui devoit lui arriver des provinces. Comme leur plus grande crainte étoit pour le pillage , il proposa aux plus riches de lui envoyer à Saint-Denis leur argent et leurs meubles les plus précieux , sur sa parole d'honneur de les rendre quand le danger seroit passé ; et ils s'y fièrent.

Pendant qu'il se nantissoit ainsi aux dépens des bourgeois , il négocioit lui-même avec le régent , pour lui et ses adhérens , et la levée du siège. On ne sait quelles conditions il obtint en faveur du prévôt des marchands , de son échevinage et consorts , mais certainement il ne les abandonna pas , puisqu'ils lui restèrent attachés. Quant au siège , le régent consentit à le lever , moyennant trois cent mille écus que les Parisiens donneroient pour la délivrance du roi. Cette capitulation ne leur plut pas. Ils trouvèrent mauvais que leur pré-

tendu protecteur disposât si libéralement de leur argent. « Pour être heureux avec le peuple , dit Mézeray , il ne faut toucher à sa bourse que pour la remplir. » Cette intention est bien rare : certainement personne ne l'eut jamais moins que le Navarrois. Cependant il se fâcha de ce que les Parisiens murmuroient et marquoient si peu de reconnoissance de ce qu'il appeloit son bienfait. Il retira aux ingrats sa protection et la garnison angloise. C'étoit livrer la ville sans défense à la discrétion du régent. La populace insulta les Anglois qui sortoient , et en massacra plusieurs. Marcel en fit mettre quelques-uns en prison pour les sauver , et les relâcha quelques heures après.

Une fois échappés de la ville , ces étrangers coururent la campagne , et se vengèrent sur les Parisiens hors des murs des mauvais traitemens de ceux du dedans. Les plus braves des Parisiens , outrés de voir tuer leurs compatriotes , ravager leurs champs , voler et incendier leurs maisons de campagne , demandèrent à sortir contre ces pillards assassins. Le prévôt des marchands , qui étoit encore maître du gouvernement , y consentit. Ils formèrent un corps de douze cents hommes bien armés. Dans cette troupe se trouvoient presque tous ceux dont Marcel redoutoit la haine contre ses machinations et sa personne ,

et l'attachement au régent. Il fait ses dispositions pour n'en avoir plus rien à craindre, partage ce corps en deux, prend le commandement de la moitié, bat tout le jour la campagne, et cherche les Anglois, qui étoient avertis, dans les endroits où on ne doit pas les trouver. L'autre corps au contraire, trompé par de faux avis et croyant surprendre, est surpris lui-même, tombe dans une embuscade près du bois de Boulogne, et est entièrement défait. Le premier rentre le soir harassé. A peine le quart du second regagne ses foyers, comptant plus de blessés que de sains; et le lendemain les débris de la troupe, allant enlever les corps de ses parens et de ses amis, rencontrent des ennemis frais, et laissent encore cent cinquante morts avec les autres.

Cette affreuse journée mit les principales familles en deuil. Le prévôt des marchands, au contraire, s'applaudissoit du succès de son exécration trahison, qui ne lui laisseroit que peu d'ennemis à combattre quand il joueroit le dernier acte de la tragédie qu'il méditoit. Le roi de Navarre avoit quitté la capitale, parce qu'il ne se croyoit pas en état de l'emporter sur le parti opposé; mais il rôdoit autour de la ville, ne quittant pas de vue la proie qu'il vouloit dévorer. Averti par Marcel de la diminution des forces de ce parti par la perte

qu'il venoit d'essuyer, il se rapprocha avec une troupe de quelques Anglois, mais surtout de ces bandits déterminés qu'il avoit dès le commencement attachés à son service.

Le dessein du prévôt des marchands n'est pas connu dans toutes ses parties. Il est certain qu'il s'apprêtoit à recevoir dans Paris le roi de Navarre la nuit du 31 juillet; et que n'avoit-on pas à craindre de ces scélérats autorisés à toutes sortes d'excès? Aussi dit-on qu'il devoit faire main basse sur tous ceux du parti contraire; hommes, femmes, enfans, personne n'auroit été épargné; et, au milieu des horreurs du carnage, des cris, des hurlemens des malheureux frappés et expirans, proclamer le Navarrois roi de France. Les ordres étoient donnés, les portes garnies d'hommes du complot destinés à recevoir les soldats du dehors; à la fenêtre des maisons qu'on vouloit épargner devoit paroître un linge blanc, et les conjurés étoient avertis de porter le même signe sur eux, afin de se reconnoître.

Mais il y avoit une contre-batterie, ou ignorée de Marcel, ou dont la connoissance, lui faisant juger qu'il étoit perdu sans ressource, le détermina à tenter les moyens extrêmes que nous venons de développer. Il n'auroit pas été prudent de recevoir le régent irrité, avec toute son armée, sans avoir au-

paravant assuré le sort des moins coupables. Le légat du pape, l'archevêque de Paris et la reine Jeanne se mêlèrent de cette négociation. Le régent consentit d'accorder une amnistie générale ; il n'en excepta que douze hommes, dont les noms restèrent dans le secret.

A minuit du 30 au 31 juillet, Marcel sort de chez lui ; il étoit observé. Simon Maillard et Pepin des Essarts, chevalier, le suivent sur le rempart, d'où il alloit ouvrir la porte Saint-Antoine au Navarrois. Ils l'attaquent de paroles ; la conversation s'anime ; et Maillard, qui étoit son parent, lui fend la tête d'un coup de hache. Aussitôt lui et son compagnon déploient la bannière royale, crient aux armes. Les bourgeois, réveillés par le tumulte, accourent en foule. Maillard ordonne aux premiers arrivés de s'assurer des complices du prévôt, déjà parvenus à la porte, et en envoie d'autres arrêter ceux qui s'avançoient vers elle pour introduire les Anglois. La terreur saisit les conjurés ; ils fuient sans se défendre. Ceux qu'on rencontre sont renfermés dans les prisons ou dans des maisons sous bonne garde. Dans la matinée, Maillard assemble le peuple aux halles. Il y raconte les forfaits de Marcel, montre le danger qu'il y auroit eu à ne s'en pas défaire sur-le-champ : mais pour ses complices, il fait adopter une espèce de forme judiciaire, et compose un tri-



bunal de bourgeois irréprochables : de leur avis , il condamne les prisonniers à la mort , et les fait exécuter sur-le-champ. Une députation part aussitôt pour Charenton , où étoit le régent , et le prie de rentrer dans la ville. Avant le soir tout y étoit tranquille , et la cour , à quelques jours de là , s'établit paisiblement au Louvre.

Les provinces se sentoient peu des anxiétés de la capitale ; cependant quelques-unes eurent aussi leurs fléaux. Dans un petit village , près de Beauvais , se manifesta une fureur maniaque , qui , semblable à une maladie contagieuse , infecta rapidement la Picardie , la Champagne et l'Île-de-France , et dont on ne put arrêter les fureurs qu'en détruisant les frénétiques. Des paysans , en sortant de vêpres , s'entretenoient dans le cimetière des malheurs du temps , de la captivité du roi , qui occupoit alors les esprits et affligeoit toute la France. « C'est , s'écria l'un d'entre eux , c'est la faute de ces grands seigneurs , de ces nobles , de ces chevaliers qui auroient dû le défendre jusqu'à la mort , et qui l'ont laissé prendre ? Et quels efforts font-ils pour le délivrer ? A quoi sont-ils bons ? qu'à tourmenter les pauvres paysans , accabler leurs vassaux de corvées , les ruiner , abuser insolemment de leurs femmes et de leurs filles. Pourquoi souffririons-nous davantage ces excès ? Ar-

mons-nous. Nous sommes plus nombreux qu'eux ; tuons, massacrons, anéantissons cette race maudite. » Les fléaux, les faux, les fourches, tous les instrumens de leur état servent d'armes à ces furieux. Ils attaquent un château du voisinage, embrochent le maître tout vif, le font rôtir, et forcent sa femme et sa fille de goûter de sa chair. On dit qu'ils se trouvèrent en peu de temps cent mille hommes rassemblés. Ils s'étoient donné un chef, qui prit le nom de Jacques Bonhomme, nom de dérision, par lequel la noblesse désignoit le paysan, et d'où est venu le nom de la Jacquerie. Tantôt réunis en corps d'armée, tantôt divisés en troupes, ils couroient le pays, saccageoient et brûloient. On compte dans l'arrondissement de ces trois provinces plus de cent châteaux détruits. Ils fouillèrent les bois où auroient pu se réfugier les gentilshommes, et les pousoient comme des bêtes fauves. Ceux-ci parvenoient quelquefois à se joindre ; et, couverts de leurs armures de fer, montés sur leurs grands chevaux de bataille, se précipitoient dans les bataillons de ces rustres, presque nus, les écrasoient et en faisoient un grand carnage. Tous ceux qu'ils rencontroient séparés de leurs troupes étoient, sans miséricorde, pendus au premier arbre.

Une bande s'avança jusqu'à Meaux. La populace de Paris, mendiens, porte-faix, gens

sans aveu , dont les capitales abondent , apprenant qu'il s'agissoit de piller , coururent se joindre à eux. La ville de Meaux renfermoit une partie de la cour des princes , les femmes et les filles des plus grands seigneurs , au nombre , dit-on , d'environ quatre cents , effrayées et tremblantes , ainsi qu'on le peut croire , à l'approche de ces brigands. Heureusement Jean de Grailli , capital de Buch , et le comte de Foix passaient près de Meaux , revenant d'une expédition lointaine. En braves chevaliers , ils offrirent leur services aux dames ; on juge qu'ils furent volontiers acceptés. Leur escadron , admis par une porte , sortit aussitôt par l'autre. « Le seul éclat de leurs armes éblouit et effraie cette canaille , dit Mézerai ; ils reculent , tombent les uns sur les autres. On les abat par monceaux , on les écrase , on les égorge comme des bêtes , si bien qu'il en périt ce jour-là plus de sept mille , tant tués que noyés. En une autre occasion , le régent , qui s'étoit mis à leur poursuite , en tua plus de vingt mille , et le seigneur de Couci en fit une telle boucherie dans ses terres , situées en Picardie et en Artois , qu'en peu de temps la France fut purgée de ces furieux. » Il n'y eut pas jusqu'au roi de Navarre , qui ne contribuât à leur destruction , malgré tout le profit qu'il sembloit devoir en retirer pour sa cause ; mais dans leurs massacres ils avoient eu la mala-

dresse de ne pas discerner quelques nobles qui étoient ses plus fidèles agens , et qu'il voulut venger. Quand on demandoit à ces malheureux pourquoi ils se permettoient ces ravages, ils répondoient que c'étoit comme un désir surnaturel qui les poussoit à détruire les nobles. Mais il n'y a rien de moins surnaturel au peuple que d'aimer à abattre tout ce qui est au-dessus de lui. Ceux qui le mènent connoissent bien ce principe , et le succès ne dépend que du bonheur de trouver un prétexte ; quelquefois un seul mot donne l'impulsion.

[1359] Telle avoit été l'adresse de Marcel , dont la mort laissa au régent le temps et la liberté de s'occuper plus assidument des autres affaires de l'Etat. Le roi , transféré en Angleterre , fut reçu très-honorablement. Edouard alla au-devant de lui. Tous les grands lui rendirent leurs hommages. On lui fit une entrée publique à Londres. Il étoit monté sur un cheval blanc. Son jeune vainqueur l'accompagnait sur un simple coursier noir. La suite ne répondit pas aux marques d'affection données d'abord. Quand on se mit à traiter d'affaires , Edouard proposa , pour première condition de la délivrance du monarque , que le prisonnier lui ferôit hommage de son royaume. Comme il l'avoit déjà obtenu du roi d'Écosse , il se flattoit que celui de France ne le refuseroit pas ; mais Jean indigné s'écria : « Plutôt

mourir que de rentrer dans mon royaume déshonoré ! » La négociation continua cependant , mais avec des alternatives de concession et de refus , dont Jean écrivoit les détails à son fils. Celui-ci étoit souvent obligé de garder pour lui seul les propositions que l'on débatoit , et sur lesquelles il auroit eu besoin de consulter. Son conseil n'étoit pas encore entièrement purgé des membres mauvais ou suspects que la faction lui avoit donnés. On ne remarque de disgrâcié que Lecoq , ce perfide évêque de Laon , qui encore n'éprouva pour toute punition que l'ordre de se retirer dans son diocèse.

Outre cette gêne dans l'exercice de l'autorité , le régent étoit toujours tourmenté par le Navarrois son beau-frère. Il conservoit à la cour des partisans qui l'excusoient et le soutenoient. Après avoir manqué son coup sur Paris , au lieu de se prêter aux avances officieuses du régent , qui , dans la circonstance de la trêve qui alloit finir avec l'Angleterre , auroit désiré gagner ce prince dangereux , il conclut un traité avec Edouard ; et , avec les secours clandestins de cet ennemi acharné , il se mit à ravager tous les pays limotrophes aux provinces qu'il possédoit. L'état où se trouvoit la France présente un tableau des plus affligeans. Guillaume de Nangis , auteur contemporain , pour en donner une idée , fait

cette peinture de la détresse du clergé, le corps le plus riche et le plus puissant du royaume. « On ne voyoit plus dans Paris et dans les autres grandes villes qu'abbés et abbesses, clercs et religieuses, occupés à chercher les moyens de subsister. Les prélats et autres grands bénéficiers qui auroient rougi de marcher en public sans un fastueux cortège d'écuyers, de chevaux et de domestiques, étoient alors dans l'humiliante nécessité d'aller à pied, suivis seulement d'un moine ou d'un valet, et de se contenter de la nourriture la plus frugale.

Dans le reste du royaume, ce n'étoient que factions dans les villes, divisions dans les familles, brigandage dans les campagnes. Les chefs des différens partis arrachotent les villageois de leurs charrues, enrôloient les paisibles citadins, les forçoient de marcher sous leurs drapeaux ou de se rédimier du service par argent; les chefs de ces bandes passotent alternativement du parti du régent à celui du roi de Navarre, selon la somme plus ou moins forte qu'on leur promettoit. Il se rencontroit aussi entre ces pillards des Anglois, qui sembloient préluder à la guerre qui alloit recommencer.

Le malheureux Jean voyoit de sa prison les préparatifs immenses qu'Édouard faisoit pour attaquer la France. Il crut prudent, dans cette extrémité, d'abandonner une partie pour sau-

ver le tout. Il conclut donc , sauf le consentement des états , un traité par lequel il cédoit au roi d'Angleterre , en pleine souveraineté , la Normandie , le Maine , l'Anjou , la Touraine , le Poitou , la Guienne , la Saintonge , Calais avec un territoire , les comtés de Montreuil , de Ponthieu , de Boulogne , de Guines , et la vicomté de Nanteuil. Dans ce traité le monarque anglois n'appeloit Jean que *Rex francus* , roi françois , et s'intituloit lui-même *Rex Francorum* , roi des François : distinction bizarre , dont il comptoit apparemment se faire un titre pour s'approprier la couronne.

Le régent convoqua à Paris les états , qui se composèrent des principaux de la noblesse , du clergé et des députés des grandes villes. Le traité y fut lu , discuté et rejeté tout d'une voix. On dit que Jean , dans sa prison , en fut surpris , et qu'il crut que ce refus venoit de l'ascendant que le roi de Navarre reprenoit sur son fils. Ce qui lui donnoit lieu à ce soupçon , c'est qu'en effet les deux beaux-frères commençoient à vivre en assez bonne intelligence. Le roi d'Angleterre conservoit un vif ressentiment de ce que le Navarrois , dans son discours du Pré-aux-Clercs , avoit donné à son droit , comme petit-fils de Louis Hutin , la préférence sur celui de l'Anglois , qui étoit plus éloigné d'un degré de la couronne . comme petit-fils de Philippe-le-Bel , et neveu

seulement de Louis Hutin son fils. En conséquence, il donnoit à ce concurrent ce qu'il falloit de secours pour n'être pas abattu, mais point assez pour qu'il triomphât. Le Navarrois sentit cette politique, et il ne crut pas que la sienne lui permît de contribuer à donner la moitié du royaume à un prince qui, avant de l'avoir, lui montroit déjà plus de malveillance que de bonne volonté. Ce motif l'avoit porté depuis quelques mois à conclure la paix avec le régent, paix d'ailleurs qui ne rendit point le calme à la France, parce que les pillards qui suivoient ses drapeaux continuèrent à la tourmenter sous les enseignes de Philippe son frère, et des Anglois; et parce que, artisan lui-même de troubles sans cesse renaissans, il ne fit que se choisir, pour ainsi dire, un poste plus commode pour consommer plus aisément ses noirceurs. D'accord alors avec tous les bons François, il rejeta le traité, et exhorta les députés à le renvoyer avec des marques d'indignation. Il offrit tous ses moyens de secours, ses troupes, son argent, et engagea le clergé, la noblesse et les villes, à se cotiser selon leurs moyens, et à accepter la guerre plutôt qu'une paix si honteuse.

Edouard marqua beaucoup de chagrin de voir ainsi ses espérances trompées: soit dépit, soit, comme il le publia, crainte de se



voir enlever son prisonnier par quelque coup de main , ainsi que cela fut tenté depuis par quelques chevaliers françois qui s'emparèrent même de Winchelsea , et qui brûlèrent cette ville , il le renferma dans la tour de Londres , pendant qu'il débarquoit en France avec une armée qu'on fait monter à cent mille hommes. Alors commença , de la part des François , un genre de guerre que la fausse idée qu'ils avoient de la bravoure leur avoit fait dédaigner jusqu'à ce temps. Le dauphin mit dans les principales villes de fortes garnisons , et abondance de provisions de toute espèce , ordonna que les habitans des pays menacés se retirassent dans les châteaux et dans les forteresses avec ce qu'ils pourroient emporter , défendit surtout à ses généraux de risquer une bataille , ou toute action qui pourroit être decisive , et abandonna la campagne à l'ennemi.

Edouard se promena en France sans trouver d'obstacles ; seulement son armée étoit observée dans sa marche , côtoyée et resserrée par des partis répandus sur ses ailes , qui la harceloient , et se retiroient quand elle faisoit mine de les attaquer. Il entra par l'Artois , prit quelques bourgades , des petites villes et des châteaux , leva des contributions sur le plat pays , et vint mettre le siège devant Reims. Son dessein , à ce qu'on croit , étoit

de s'y faire sacrer , persuadé que cette cérémonie aplaniroit les difficultés qu'il pourroit trouver à se faire déclarer roi de France. Afin de ne pas avoir les habitans trop contraires, il ménageoit la ville, et se contenta de la bloquer. Mais l'hiver arriva. Il fut contraint de lever le siège. Il s'enfonça en Champagne, rançonna la frontière de la Bourgogne, arriva par la Brie devant Paris et campa au Bourglà-Reine ; de là il envoya offrir la bataille au régent, qui étoit à Longjumeau. Le prince répondit, comme l'Anglois avoit fait devant Calais, qu'il étoit là pour défendre Paris ; qu'il le prît, s'il pouvoit.

Cependant le dauphin Charles étoit dans un moment de crise alarmante. Son beau-frère, réconcilié jusqu'à l'occasion de mal faire, ne voyoit pas sans un malin désir la situation de la France, qui lui offroit la possibilité ou de saisir la couronne ou d'en détacher à son profit quelques parties considérables. La vie du régent étoit un obstacle à son mauvais dessein. Depuis que le Navarrois s'étoit si hautement déclaré contre le démembrement du royaume, le dauphin l'avoit admis dans ses conseils, le consultoit, vivoit avec lui dans une espèce d'intimité, jusqu'à se traiter réciproquement. On dit que ce fut dans un de ces repas qu'il empoisonna son beau-frère. La dose ne fut pas assez forte pour tuer sur-le-

champ le convive , mais elle lui causa une maladie qui lui fit tomber tout le poil du corps et les ongles , et l'affligea d'une langueur qui abrégéa ses jours. Quelques-uns font remonter cette tentative à l'époque où Charles-le-Mauvais fut tiré de sa prison.

Le crime du poison n'est pas tout-à-fait prouvé ; mais il est probable par un autre semblable , arrivé quelques années après , et sur lequel les historiens n'élèvent point de doute. Le roi de Navarre étoit en marché pour des troupes avec un aventurier gascon , nommé Seguin de Baderol , qu'il désiroit attirer à son service. Il lui offroit des terres en Normandie : Seguin les vouloit en Gascogne et en plus grande quantité que le prince n'en prétendoit donner ; il s'obstinoit. « Le Gascon est trop cher , dit Charles à ses entremetteurs ; puisqu'il veut tant se faire valoir , qu'on s'en défasse. » Il l'invite à dîner. Baderol , après avoir goûté quelques mets , tombe , tourmenté d'horribles convulsions. Charles le regarde sans la moindre émotion , le fait transporter dans sa maison , où il meurt presque aussitôt , et le Navarrois continue tranquillement son repas.

S'il est incertain qu'il ait attenté à la vie de son beau-frère par le poison , il est presque assuré qu'il tenta le même crime par l'assassinat. Les meurtriers devoient être trois amis

de Marcel. Deux d'entre eux révélèrent le complot, et eurent ordre du régent de continuer à communiquer avec le Navarrois, afin de pouvoir mieux saisir et déjouer ses intrigues. Ses agens furent saisis; et, dès leur première confession, ils chargèrent le roi de Navarre. Lui-même s'avoua criminel, en fuyant aussitôt qu'il sut ses complices arrêtés; mais, quand ils eurent subi le dernier supplice, et qu'il ne craignit plus leur témoignage, il reprit courage, et envoya insolemment défier le régent comme lui ayant, par inimitié, imputé un crime dont il étoit innocent. Il joignit à son défi une déclaration de guerre, la recommença en Normandie, et effaça par cette action tout le mérite de la conduite qu'il avoit tenue, lorsqu'il fit rejeter le traité honteux proposé par le roi d'Angleterre.

[1360] Ce monarque resta une partie de l'hiver 1359 et tout le printemps 1360 autour de Paris; il s'y occupoit à piller et brûler les maisons de campagne des bourgeois, et à leur couper les vivres, afin de les forcer à se révolter contre le régent. En effet, il fallut à ce prince, tout jeune qu'il étoit, toute la sagesse et la fermeté qui a depuis caractérisé son règne, pour affermir les habitans contre les promesses et les menaces de l'Anglois, contre l'impatience des maux qu'ils souffroient, et contre les insinuations perfides des émissaires

de son beau-frère, qui l'accusoient d'indifférence pour leurs intérêts, et de ne pas vouloir les délivrer, lorsqu'il le pouvoit, par une bataille. Les murmures augmentoient. Le régent fut obligé de se justifier, et il le fit victorieusement dans un discours qu'il prononça, monté sur les degrés de la croix plantée dans la place de Grève, où le peuple étoit assemblé.

Édouard, ne pouvant attirer le régent à une action, ni subsister plus long-temps dans un pays ruiné, gagna la Beauce, d'où il comptoit passer en Bretagne, y refaire son armée pendant l'été, et revenir devant Paris. Il se flattoit que les mesures défensives que le régent avoit prises seroient précisément ce qui causeroit sa perte. « Ces grandes villes qu'il a si bien munies, disoit-il, ne peuvent subsister sans de fortes garnisons. Il n'a pas de quoi les payer; je les gagnerai en leur donnant les soldes arriérées, et leur en promettant encore davantage. La bourgeoisie, réduite par la famine, se mutinera, et la campagne se soumettra par la crainte du pillage. » Il concluait que la France, déchirée en lambeaux, ne pourroit se dispenser de le placer sur le trône, pour en réunir les pièces. Ce raisonnement n'étoit pas dénué de fortes probabilités. « La France, dit Mézeray, étoit à l'agonie, et pour si peu que son mal augmentât, elle alloit périr. »

Le monarque anglois avoit bien jugé la maladie par ses symptômes, et cette connoissance l'empêchoit de répondre aux propositions que le pape lui faisoit passer par ses légats. Il espéroit toujours que le retard feroit empirer le mal; mais plusieurs de ses conseillers, moins enthousiasmés que lui de son projet de régner en France, et de ses espérances, désiroient vivement qu'il se prêtât à un accommodement; entre autres le duc de Lancastre, son cousin, dont il estimoit la sagesse et les lumières, ne lui épargnoit pas les remontrances. « Quelquefois, lui disoit-il, en s'obstinant à tout avoir, on perd tout. Vous avez appris devant Reims que votre entreprise n'étoit pas si facile que vous pensiez. La France n'est pas si épuisée que quelque événement imprévu ne puisse la rétablir. Les fatigues des marches, de petits revers multipliés, une maladie contagieuse peuvent ruiner votre armée; les François alors, reprenant cœur (car de force, ajoutoit Lancastre, ils n'en manqueront jamais), vous enfermeront vous et vos enfans, et, de victorieux, vous rendront captifs. Et quand la fortune même vous assureroit la victoire, quels enseront les fruits? Vous avez quatre fils. La concorde est si rare entre les frères! Pouvez-vous vous flatter qu'ils resteront toujours d'accord? il ne faut qu'une guerre entre eux pour que la couronne,

qui vous aura coûté tant d'inquiétudes et de peines, retourne à ses premiers possesseurs, sans qu'il reste rien à votre postérité de votre brillante conquête. Croyez-moi, monseigneur, il y a plus de vertu à en affermir une médiocre, que de toujours battre un grand pays, sans songer au moyen de le conserver. »

Ce que Lancastre disoit à Edouard des accidens qui pouvoient en un instant détruire son armée lui fut démontré par un des phénomènes les plus effrayans de la nature. Pendant qu'il étoit devant Chartres, un orage épouvantable creva sur son camp. La pluie tomboit par torrens. La grêle, d'une grosseur prodigieuse, écrasoit les hommes et les chevaux. Les tentes, arrachées par des tourbillons de vent, étoient entraînées dans les ravines que formoit cet affreux déluge. Mille hommes d'armes et six mille chevaux périrent roulés et engloutis dans les eaux. On dit qu'Edouard se tourna vers l'église de Chartres, et fit vœu à la Vierge d'accorder la paix.

« Rarement, dit Voltaire avec son ton ironique, rarement la pluie a décidé de la volonté des vainqueurs et du sort des états. » Mais quelle pluie ! Froissard, auteur contemporain, souvent admis à la familiarité du roi d'Angleterre, a écrit que ce prince, depuis le traité, convenoit de l'impression que l'orage avoit faite sur lui. Il ne seroit point étonnant

qu'un pareil bouleversement, l'ouvrage de quelques minutes, ne lui eût tout à coup représenté la situation terrible où il se trouveroit au milieu de la France, si d'autres fléaux, montrés par Lancastre, venoient le frapper. Voltaire ne nie pas qu'il soit possible qu'Edouard n'ait été entraîné par ces réflexions. Ce n'est que l'acte religieux, dont on dit que la frayeur du prince fut accompagnée, qui le blesse, et qui fait convertir par l'écrivain moderne un orage épouvantable en une pluie ordinaire.

Quoi qu'il en soit du motif, le roi d'Angleterre nomma sur-le-champ des commissaires qui se réunirent à Bretigny, village à une lieue de Chartres, avec ceux que le régent envoya. Comme ils étoient sincères et de bonne volonté, le traité fut conclu en huit jours. On le rédigea au nom des deux fils des deux rois, le régent et le prince de Galles. Les historiens anglois, qui veulent couvrir les évasions dont Edouard se rendit ensuite coupable, et qui donnèrent lieu à de nouvelles guerres, disent qu'avant la signature chaque article étoit envoyé au régent, afin de l'examiner avec son conseil, mesure prudente et convenable; mais ils ajoutent que « ce prince s'étudioit à les mettre en des termes qui les rendissent susceptibles d'explications favorables quand la fortune auroit changé. » Sans doute ces précau-



tions ainsi que les intentions furent réciproques , et on peut croire que, si le dauphin prit des mesures pour être obligé de céder le moins possible , le roi en prit de son côté pour se donner le plus de droits qu'il pourroit.

Le traité de Bretigny fut signé le 8 mai. Il est composé de quarante articles sous quatre titres principaux; les concessions, les restitutions réciproques, les renonciations respectives, et la rançon du roi; 1° on accorde au roi d'Angleterre tout ce que le roi de France possédoit en souveraineté et en domaine dans le Poitou, la Saintonge, l'Agénois, le Périgord, le Querci, le Limousin, l'Angoumois, le Rouergue et le Bigorre; plus Calais, la terre d'Oye, le comté de Guines et des terres adjacentes, ainsi que les droits de suzeraineté sur les comtés de Foix, d'Armagnac et autres dont les terres étoient enclavées dans les provinces cédées; 2° le roi d'Angleterre et le prince son fils restitueront tout ce qu'ils ont ou pourroient prétendre dans la Normandie, la Touraine, le Maine, l'Anjou, la Bretagne et la Flandre; 3° Ces deux mêmes princes renonceront aux droits qu'ils prétendent sur la couronne de France, et sur les parties du royaume autres que celles qui sont concédées par le premier article; 4° on paiera pour la rançon du roi trois millions d'écus, savoir six cent mille à Calais dans quatre mois, et le

reste d'année en année, par six cent mille écus rendus à Londres, et pour sûreté du paiement on donnera quarante otages.

Les autres articles regardent des intérêts particuliers, comme ceux des ducs de Bretagne et de Flandre. Le roi d'Angleterre renoncera à l'alliance de ces deux princes, et le roi de France à celle du roi d'Écosse. Ils ne se mêleront en rien à la querelle de Charles de Blois et de Jean de Montfort, relativement à la possession de la Bretagne, que par voie amiable, et, s'ils ne peuvent réussir à les concilier, ils abandonneront les prétendants à leurs propres forces; l'hommage de la Bretagne, quel que soit l'événement, demeurant toujours au roi de France. Enfin si quelques princes, seigneurs ou autres non nommés, se permettent quelque chose contre la teneur de ce traité, les rois pour cela ne leur feront point la guerre, « mais avec leur pouvoir et celui de leurs amis, ils contraindront les rebelles de s'y soumettre au plus tôt; » article, comme on voit, qui pouvoit devenir un germe de guerre, et qui le fut. La forme dans laquelle devoient se faire les renonciations et cessions fut remise à une convention qui auroit lieu entre les deux rois, lorsque celui d'Angleterre ramèneroit celui de France à Calais. Leurs fils aînés signèrent le traité, et le confirmèrent par serment avec beaucoup

de solennité, le régent à Paris, en présence des commissaires anglois, et le prince de Galles à Louviers, en présence des commissaires françois. Il ne fut pas question, dans le traité, du roi de Navarre, mais seulement du prince philippe son frère, qui s'étoit laissé entraîner par lui à la guerre. Ses terres et celles de sa femme lui furent rendues avec pleine amnistie. La même grâce fut ensuite accordée au Navarrois, à la sollicitation du roi d'Angleterre, quand il ramena celui de France dans ses états.

Ils descendirent l'un et l'autre en octobre à Calais. Jean, après quatre ans de prison en Angleterre, resta encore quatre mois détenu dans cette ville, pendant qu'on expliquoit, changeoit ou réformoit quelques articles du traité de Bretigny. Le régent y venoit voir son père pour conférer. Dans ces occasions, on lui donnoit pour otages et garans de son retour deux fils du roi d'Angleterre. Il paroît qu'on ne s'accorda pas sur l'article des renonciations, ou du moins sur la rédaction de cette clause importante. Après des débats assez vifs, on convint que « dans dix mois, qui tomberont à la Saint-André 1361, les deux rois feront expédier leurs lettres de déclaration, et les enverront à Bruges; que cependant le roi de France surseoira d'user de son droit de souveraineté sur les terres qu'il cède. » On conjecture que cette forme dilatoire fut adop-

tée , parce qu'on ne put convenir de la formule de la renonciation d'Edouard à la couronne de France. Ce prince tenoit toujours à sa prétention. On ne voit pas qu'il ait jamais accompli cette condition si solennellement stipulée ; au lieu que Jean envoya de bonne foi à Bruges , dans le temps indiqué, la déclaration des cessions qu'il faisoit , à condition toutefois que le roi d'Angleterre en feroit autant relativement aux prétentions dont il devoit se désister. Du reste les deux monarques, dans leur dernière entrevue , se traitèrent fort honorablement. Ils jurèrent la paix sur les saints évangiles et sur une hostie consacrée , et s'embrassèrent avec les marques d'une véritable amitié. En relâchant son prisonnier , Edouard reçut pour garantie de la rançon quarante otages pris entre les princes du sang et les seigneurs des familles les plus illustres , et parmi lesquels se trouvèrent trois fils du roi et son frère , et de plus quarante-deux bourgeois des principales villes de France. Au moment de la séparation des deux princes , et suivant des conventions antérieures, dix de ces otages furent remis au roi Jean , et entre eux Philippe , le plus jeune de ses fils , qui avoit été fait prisonnier avec lui à Poitiers, et auquel, pour cette raison, il ne cessa de témoigner une prédilection particulière.

Jean , rentrant dans son royaume , alla

jusqu'à Boulogne à pied, pour accomplir un pèlerinage qu'il avoit promis à Notre-Dame de cette ville. Pour premier acte de son autorité il régla sa maison, en distribua les charges, ordonna la rentrée du parlement, que les troubles avoient dispersé, et reçut en grâce le roi de Navarre. Ce prince, qui avoit été compris au traité de Bretigny, vint se prosterner aux pieds de son beau-père, et promit, avec sa sincérité ordinaire, « qu'il lui seroit dorénavant bon, loyal et fidèle sujet et fils. » Les Parisiens reçurent le roi avec une magnificence et des démonstrations de joie qui touchèrent le cœur sensible de ce prince. A ces marques d'attachement ils joignirent des présents en meubles et bijoux, et mille marcs d'argent. Les prélats et les seigneurs se cotisèrent aussi. Ces sommes servirent au premier paiement de la rançon. On prit, pour effectuer les autres, deux moyens qui marquent que la détresse fait taire le cri de l'honneur ; 1<sup>o</sup> le retour des juifs, qui fut bien payé, mais qu'on regarda comme honteux, parce qu'il paroissoit rappeler avec eux la mauvaise foi dans le commerce, la fraude et l'usure qui les avoient fait chasser ; 2<sup>o</sup> le mariage d'Isabelle, dernière fille du roi, avec Jean Galéas-Visconti, premier duc de Milan. On ignore la dot que donna l'Italien, enrichi de pillages, pour s'allier à la maison de France, mais on

soupçonne que la somme fut très-considérable. Cet expédient, quoique nécessaire, déplut parce qu'on n'avoit pas encore vu les souches nobles se revivifier par l'engrais des finances. Il faut observer au reste qu'il n'existe aucune preuve que cette alliance ait été un marché.

[1361] Edouard ne tarda pas à envoyer des commissaires demander les provinces, villes et châteaux qui lui étoient cédés par le traité. Jean n'hésita pas de se mettre en devoir d'accomplir ses promesses; mais il trouva des obstacles auxquels il ne s'attendoit pas, et qui auroient dû lui plaire, s'il n'avoit pas préféré à ces avantages la fidélité à sa parole. Presque tous les possesseurs de fiefs, ainsi que les gouverneurs et les bourgeois des villes, indignés de ce qu'on dispoit d'eux et de leurs biens sans les avoir consultés, et de ce qu'on les demembroit de la France, à laquelle ils étoient attachés, s'étoient fortifiés, munis de bonnes garnisons, et refusèrent de recevoir les Anglois. Le roi employa auprès d'eux les exhortations et les prières. Il leur fit remontrer que de leur soumission dépendoit le repos du royaume, et que par leur opiniâtreté ils alloient le replonger dans une guerre qui acheveroit de le ruiner. Ils obéirent, dit Froissard, historien tout anglois, ils obéirent; mais ce fut bien *ennuys* (malgré eux). On cite aussi

la réponse des députés que les Rochellois envoyèrent au roi pour le prier de les dispenser de recevoir les Anglois. « Eh bien donc, sire, puisque, pour témoigner que nous sommes bon François, vous voulez nous contraindre à ne le plus être, nous reconnoîtrons l'Anglois des lèvres seulement ; mais soyez assuré que nos cœurs demeureront fermes en votre obéissance. »

Le dauphin et le conseil auroient désiré que le roi eût profité de cette répugnance, presque générale, pour se soustraire aux conditions les plus onéreuses du traité de Bretigny. Ils remontrèrent, ce qui étoit vrai, qu'Edouard, moins délicat, envahissoit sans scrupule tout ce qui étoit à sa bienséance, et qu'il se mettoit fort peu en peine d'être fidèle à sa parole quand il la trouvoit contraire à ses intérêts. C'est à cette occasion que Jean prononça cette parole, devenue maxime, trop rarement pratiquée : « Si la justice et la bonne foi étoient bannies du reste du monde, elles devroient se retrouver dans la bouche et le cœur des rois. »

Les garnisons qui sortoient mécontentes et mal payées des forteresses livrées aux Anglois, les étrangers, les Allemands surtout, qu'Edouard avoit appelés sous ses drapeaux et qu'il congédioit, n'ayant pas besoin d'eux, formèrent ce qu'on appela les *grandes compagnies*,

tous bandits et voleurs, qui se mirent à ravager la France, sous des capitaines hardis et expérimentés qu'ils se choisissoient eux-mêmes. Quelques-uns prirent le nom de *Tard-venus*, voulant dire que ceux qui les avoient précédés avoient moissonné; que pour eux ils ne faisoient que glaner. Le roi envoya contre une de ces bandes des troupes réglées sous le commandement de Jacques de Bourbon, comte de la Marche et connétable de France, deuxième fils de Louis, premier duc de Bourbon. Il essuya une déroute complète à Brignais, près de Lyon, et mourut dans cette ville de ses blessures.

Le chef de ces vainqueurs se faisoit appeler *ami de Dieu et ennemi de tout le monde* : accouplement bizarre de deux qualités incompatibles. Ils tournèrent vers Avignon, où le pape résidoit. Il publia contre eux une croisade. Loin de leur être nuisible, elle augmenta leurs forces, parce que les gens de guerre appelés par le pontife pour le servir, voyant qu'il ne les payoit qu'en indulgences, se jetoient dans les bandes, et encore plus *tard-venus* que les autres, ils se hâtoient de se dédommager. « Nous aurons, disoient-ils au rapport de Froissard, l'argent des prélats, ou ils seront haryés de la bonne manière. » Ces menaces étoient fort alarmantes pour la cour d'Avignon. Le pape appela à son secours



le marquis de Montferrat , capitaine très-renommé en Italie. Il vint et jugea qu'il seroit fort peu sage de se mesurer avec des audacieux qui n'avoient rien à perdre ; qu'il valoit beaucoup mieux tâcher de les gagner. Il y travailla. A force de grossir à leurs yeux le butin qu'ils feroient en Italie, le marquis les déterminâ à le suivre dans ce pays , après avoir touché une bonne somme d'argent qu'apparemment le sacré collège fournit. Ils aidèrent le marquis à remporter des victoires lucratives sur les Milanois.

Une autre bande gagna la Bretagne , où la guerre n'avoit jamais cessé. Il y furent attirés par la réputation du célèbre du Guesclin, gentilhomme breton, hardi, entreprenant, tel qu'il le falloit pour commander de pareils aventuriers. Le courage étoit l'apanage de cette famille, sans distinction de sexe ni d'état. Une religieuse, nommée Julienne, sœur de du Guesclin, que sans doute les ravages de la guerre avoient forcée de quitter son couvent, s'étoit retirée à Pontorson, auprès de la femme de son frère. Les Anglois entreprennent de surprendre cette forteresse; ils appliquent les échelles: déjà plusieurs étoient dressées, la religieuse saute du lit où elle étoit couchée auprès de sa belle-sœur endosse la cotte de mailles de son frère qui étoit attachée à la muraille, court sur le rem-

part, renverse les échelles et les hommes tout prêts à atteindre le parapet, rassemble la garnison, fait ouvrir les portes et poursuit les fuyards : ils se trouvent surpris entre elle et son frère qui revenoit d'une expédition dont les Anglois avoient eu avis, ce qui leur avoit fait tenter la surprise de Pontorson, dont ils savoient que du Guesclin seroit absent. Mais Julienne le suppléa et battit avec lui les échappés de l'escalade, dont le commandant fut fait prisonnier. La valeur, l'intelligence, la confiance du soldat, l'estime du roi, bon juge du mérite, élevèrent dans la suite Bertrand du Guesclin, simple gentilhomme, à la dignité de connétable de France.

Le roi ne manifestoit pas dans le gouvernement l'activité qu'on lui avoit connue avant sa prison : il ne portoit le sceptre que d'une main indolente. Le dauphin conserva toujours beaucoup de puissance, et on peut dire, à la louange du père et du fils, qu'on ne remarqua pas même de germe de mésintelligence entre le prince qui avoit véritablement régné et le monarque qui auroit pu montrer quelque jalousie de l'autorité qui restoit à l'ancien régent. Il jouit toujours du duché de Normandie, que son père lui avoit donné. Jean recueillit cette année le duché de Bourgogne, par la mort de Philippe de Rouvres, qui mourut âgé de seize ans, sans laisser de postérité,

et qui fut le douzième et dernier duc de la première maison de Bourgogne, issue du roi Robert. Ce retour à la couronne fut-il bien légitime ? C'est peut-être un problème à résoudre. Il fallut du moins faire taire et les lois sur les apanages, en ce qu'il existoit encore deux rameaux de la maison de Bourgogne, du nom de Sombernon et de Couches, et le droit de représentation, qui auroit porté l'héritage au roi de Navarre, Charles-le-Mauvais, petit-fils de l'infortunée Marguerite de Bourgogne, et petit-neveu de l'avant-dernier duc Eudes IV, aïeul de Philippe de Rouvres. Le roi allégua le titre de proximité, le seul qui pût lui être favorable, et qu'il possédoit effectivement, comme fils de Jeanne, sœur cadette de Marguerite, et comme neveu propre de Eudes IV. Quoi qu'il soit de son droit au duché, il en gratifia Philippe, son quatrième fils, qui, blessé à la bataille de Poitiers à côté de lui, fut le compagnon de sa captivité, et qui a été la tige de la seconde maison de Bourgogne ; il fut de plus déclaré premier pair de France. Le second fils du roi, Louis, étoit déjà pourvu du duché d'Anjou. De lui est sortie la seconde maison des rois de Naples, du nom d'Anjou. Jean, troisième fils du roi, étoit duc de Berri. Dans ce même temps furent réunis juridiquement à la couronne, et à l'effet de n'en être plus séparés,

les comtés de Toulouse et de Champagne. Les duchés de Bourgogne et de Normandie avoient été jugés d'une importance digne de leur faire partager une inaliénabilité aussi importante à la tranquillité du royaume ; mais la tendresse paternelle en décida autrement, et poussa le législateur à enfreindre lui-même la loi qu'il avoit portée.

[1362] Ces soins pour l'établissement des fils de France précédèrent un voyage que le roi fit à Avignon, et dont on ignora pour lors le motif. Le pape Innocent VI, pressé par le roi d'Angleterre, lui avoit accordé une dispense générale, par laquelle il lui étoit permis de marier Edmond, comte de Cambridge, puis duc d'Yorck, son quatrième fils, à telle de ses parentes qu'il voudroit, sans en désigner aucune. L'Anglois avoit eu un but très-important dans cette demande mystérieuse ; c'étoit de faire épouser à ce prince la princesse Marguerite, veuve de Philippe de Rouvres, et fille de Louis de Male, comte de Flandre, et son héritière, qui lui apporteroit des droits non-seulement sur son pays, mais encore sur l'Artois et sur le comté de Bourgogne, ce qui l'auroit mis dans la position de serrer la France au nord, ainsi qu'il le faisoit au midi. A Innocent VI venoit de succéder Urbain V. Le roi obtint de lui la révocation de cette dispense générale, et nommément

une défense à Edmond d'épouser Marguerite, sa parente au troisième degré. Evincé de ce côté, Edouard, pour procurer au moins une alliance utile au prince de Galles, qu'il venoit de déclarer souverain de la Guienne, marie Edmond à Isabelle, seconde fille de don Pèdre, roi de Castille, connu sous le nom de Pierre-le-Cruel. Jean fait aussitôt un traité avec Henri de Transtamare, frère naturel de don Pèdre, et qui lui disputoit la couronne. Henri s'engageoit à tirer de France et à prendre à son service les grandes compagnies, si onéreuses au royaume. En récompense, le roi promettoit au prétendant de Castille des terres rapportant dix mille livres de rente, si son entreprise tournoit mal, et si le mauvais état de ses affaires l'obligeoit de chercher un asile en France.

Pendant que Jean étoit à Avignon, arriva Pierre de Lusignan, roi de Chypre, qui étoit en guerre perpétuelle avec les Sarrasins d'Egypte. Il venoit demander des secours contre eux. Urbain s'enflamme d'un beau zèle et exhorte le roi de France à prendre la croix. Jean se souvient à propos que Philippe de Valois son père avoit promis le saint voyage. Comme surpris par la mort il n'a pas pu accomplir son vœu, le fils s'engage à l'acquitter, prend la croix, et la fait prendre aux seigneurs qui l'accompagnoient. Des his-

toriens insinuent que ce n'étoit pas tant en lui zèle de religion qu'espérance d'effacer par de brillans exploits la honte de la défaite de Poitiers.

Mais ce fâcheux événement lui laissoit bien d'autres peines d'esprit qui se renouveloient sans cesse. Les otages emmenés en Angleterre commençoient à se lasser de leur exil; les ducs d'Anjou et de Berri, fils du roi, les ducs d'Orléans et de Bourbon, et tous les autres, nobles et bourgeois, ne dissimuloient pas leur ennui et l'impatience qu'ils avoient de revoir leur patrie. Édouard profitoit de ces dispositions pour arracher à l'un une terre, à l'autre des châteaux; aux non possessionnés en fonds, des sommes à compte de leur rançon. Tout cela devoit être livré avant l'élargissement; de plus, tous ces rançonnés devoient faire en sorte d'obtenir du roi de France une décharge de tous les dédommagemens que devoit celui d'Angleterre, en vertu des diverses conventions auxquelles il différoit toujours de satisfaire. Or ces dédommagemens étoient immenses. Par le traité de Bretigny, il s'étoit obligé à retirer ses troupes des villes qu'il évacueroit, et de les payer, ce qu'il n'avoit pas fait. Ces troupes non soldées s'étoient répandues par toute la France, y avoient commis des désordres et fait des dégâts énormes, dont l'évaluation devoit servir de compensa-

tion pour le reste de la rançon du roi, si elle ne le surpassoit pas. On entra en négociation sur cet objet. Il y eut un traité. On n'en connoît point les clauses; mais vraisemblablement Édouard ne voulut pas qu'on y parlât de dédommagemens, quoique l'obligation qu'il vouloit imposer aux prisonniers d'en solliciter la décharge prouvât qu'il reconnoissoit la dette. Nanti enfin des terres que quelques-uns des otages lui avoient accordées provisoirement pour leurs rançons, il exigea que, si les restitutions qui devoient lui être faites n'avoient pas lieu aux temps prescrits, ils reviendroient se constituer prisonniers, et que les terres et seigneuries qui lui auroient été accordées dans les transactions entre eux lui resteroient néanmoins en propriété. Pour rendre ces détenus plus pressans, le rusé monarque leur donna un avant-goût de la liberté, en les transférant à Calais, d'où il leur étoit permis de s'éloigner par promenade à quelque distance.

[1363] Ce traité, fait à Londres, fut porté à Avignon, d'où le roi le renvoya au dauphin, pour le présenter au conseil. Il fut rejeté tout d'une voix. Comment le roi d'Angleterre pouvoit-il exiger de pareilles conditions, lui qui n'avoit fait aucune des renonciations stipulées à Brétigny, pendant que le roi de France avoit, selon ses conventions,

fait porter toutes les siennes à Bruges , où il ne s'étoit trouvé personne de la part de l'Anglois ? Et ces terres dont il s'emparoit , pendant qu'il devoit des sommes énormes , pouvoit-on ne point exiger qu'elles passassent en compensation ? Le roi Jean , malgré son penchant à beaucoup accorder pour prévenir une rupture , ne put disconvenir que ces demandes méritoient un refus absolu. Le duc d'Anjou , qui le prévoyoit , s'échappa de Calais , vint à Paris ; et , quelques instances que lui fissent son père et son frère , il ne voulut jamais retourner en otage. Jean , se flattant apparemment de négocier plus utilement en personne , retourna en Angleterre.

[1364] C'étoit , dit-on , pour revoir une femme qu'il avoit aimée ; c'est du moins l'explication ridicule qu'on donne à ces deux mots du moine continuateur de Nangis , *causa joci*. Des historiens ont ajouté que cette syrène étoit la célèbre comtesse de Salisbury. Ainsi c'eût été pour l'amour d'une femme surannée , la maîtresse de son rival , que Jean , dans son onzième lustre , auroit quitté ses enfans , sa cour et son royaume ? On a comparé la passion d'un homme à cheveux blancs à un volcan brûlant sous la neige : à la honte de la vieillesse , ces feux s'allument quelquefois , mais il arrive souvent aussi que la malignité les suppose où ils ne sont pas. Tout



lecteur sensé trouvera plus probable que ce furent l'honneur, la générosité, la franchise qui ont fait entreprendre à Jean ce voyage. Il craignoit que l'évasion de son fils, le duc d'Anjou, ne lui fût imputée, et qu'on ne l'accusât d'avoir manqué aux conditions du traité de Bretigny, et violé sa foi. Il partit. Edouard le reçut avec de grands honneurs; on ne sait s'ils entamèrent des conférences sur leurs affaires. Jean tomba malade presque en arrivant, et mourut quatre mois après, regretté des Anglois, qui n'avoient cessé d'admirer sa douceur, son affabilité, sa courtoisie, et la patience avec laquelle il souffroit ses malheurs. Edouard donna des regrets, des larmes même, dit-on, au rival qu'il n'avoit pu s'empêcher d'estimer dans la chaleur de leurs plus grandes querelles. Il assista au service somptueux qui lui fut fait dans la cathédrale de Londres, ordonna qu'on en fît de pareils dans toutes les églises de son royaume, et accompagna le corps jusqu'au vaisseau qui le transporta en France. On le déposa à Saint-Denis. Ses obsèques furent magnifiques. Les quatre princes ses fils y assistèrent. On peut lui reprocher la mort des seigneurs exécutés à Rouen, et son effervescence imprudente à Poitiers. L'adversité lui donna de la douceur et de la circonspection, fruits trop tardifs de son malheur. Jean fit donner une bonne éducation à

ses fils. Ils naquirent tout quatre de Bonne de Luxembourg, sœur de l'empereur Charles IV, et avant qu'il fût monté sur le trône. Il y resta quatorze ans, et en vécut cinquante-six.

## CHARLES V,

AGÉ DE 27 ANS.

Un royaume gouverné par un sage est un spectacle rare dans l'histoire. Le règne de Charles V nous le présente. Il connoissoit le poids du sceptre, puisqu'il l'avoit porté presque seul depuis la prison de son père. Il étoit âgé de vingt-sept ans quand il monta sur le trône. Son sacre, fait à Reims avec beaucoup de solennité, est marqué par un événement qui fut de bon augure.

La paix entre les François et les Anglois n'étoit pas rompue; mais les deux nations profitoient de l'ambiguité du traité de Bretigny, touchant la conduite à tenir à l'égard des alliés, pour se battre sous leurs drapeaux. Le roi de Navarre, malgré les promesses de loyauté faites au roi de France, entretenoit toujours des liaisons avec le roi d'Angleterre, et avoit même profité de la dernière absence du roi Jean pour commencer les hostilités. On doit se rappeler qu'il possédoit plusieurs places importantes en Normandie. Mantes, Meulan, le château de Roulboise étoient de

ce nombre. Situées entre Paris et Rouen, elles interceptoient le commerce des deux villes. Les habitans de cette dernière, secondés secrètement par le roi, firent un effort, et s'en rendirent maîtres. Le prince Louis de Navarre, frère de Charles-le-Mauvais, avoit été laissé en Normandie pour défendre ses possessions. Se sentant trop foible, il appela les Anglois. Ils vinrent sous la conduite de Jean de Grailli, capital de Buch, capitaine renommé. Il se trouva en tête Bertrand du Guesclin, non moins célèbre.

On remarque que les François commencèrent dans cette occasion à ne pas compter uniquement sur leur bravoure. Leur général usa d'adresse et de ruse pour faire quitter aux Anglois le poste avantageux d'une montagne près de Cocherel, village à trois lieues d'Evreux, et pour les attirer dans la plaine. Quand il les y tint, il dit, en se gaudissant, à un chevalier près de lui: « Le filet est bien tendu, nous aurons les oiseaux. » Puis, s'adressant aux soldats: « Souvenez-vous, leur dit-il, que nous avons un nouveau roi; que sa couronne soit aujourd'hui étrennée par vous. » En effet, la nouvelle de la victoire arriva à Reims le lendemain du sacre. Elle fut complète, et d'autant plus avantageuse qu'elle ranima la confiance des François, découragés depuis long-temps par leurs défaites. Le cap-

*tal* fut fait prisonnier avec beaucoup de seigneurs anglois : le roi ordonna qu'ils fussent traités avec honneur ; mais , dans un voyage qu'il fit quelque temps après en Normandie , il mit entre les mains de la justice plusieurs François pris dans cette occasion. Ils furent condamnés à mort comme traîtres et rebelles , et exécutés à Rouen. Le monarque donna à du Guesclin le comté de Longueville : présent mortifiant pour le roi de Navarre , parce que ce comté avoit appartenu à Philippe , un autre de ses frères qui venoit de mourir , et qu'il comptoit en hériter.

Il se trouva aussi déçu dans les prétentions qu'il avoit formées sur le duché de Bourgogne. Quand le roi Jean le donna à Philippe-le-Hardi son fils , le Navarrois se présenta comme héritier du dernier comte : mais Philippe fut mis en possession , et l'affaire renvoyée à l'arbitrage du pape. Comme le Navarrois ne parut pas acquiescer à cet expédient , il y avoit toujours eu depuis des hostilités entre les deux prétendans. Les courses que dans cette occasion fit le nouveau duc de Bourgogne en Normandie aidèrent du Guesclin à soumettre la plus grande partie des villes qu'y possédoit Charles-le-Mauvais. Il les auroit même toutes conquises , si l'urgence des affaires ne l'eût fait partir pour la Bretagne.

Charles de Blois et Jean V de Montfort , les

deux prétendans au duché, y combattoient à armes assez égales ; mais l'équilibre fut rompu par quelques Anglois échappés à Cocherel , qui se hâtèrent de se retirer en Bretagne , sous le commandement de Jean Chandos. Du Guesclin s'empressa de les suivre. Les deux armées , commandées par deux grands capitaines , sous les yeux des princes pour lesquels ils combattoient , se rencontrèrent sur les landes de Beaumont , près de Bécherel. Rangées en bataille , elles n'attendoient plus que le signal , lorsqu'à force d'instances de la part des légats du pape et d'autres prélats qui suivoient les deux rivaux dans le dessein de les porter à la paix , il s'ouvrit des conférences dont le résultat fut un accord connu sous le nom de *Traité des Landes*. Rien de plus simple que les conditions. Le duché étoit partagé en deux ; chacun devoit porter le titre de duc et avoir sa capitale. Rennes pour l'un , Nantes pour l'autre. On se sépara avec promesse de se rejoindre dans un lieu indiqué , pour convenir des arrangemens que le partage exigeoit , et recevoir la ratification de la duchesse Jeanne-la-Boiteuse , épouse de Charles de Blois.

C'est d'elle qu'il tenoit le duché de Bretagne. Sa ratification étoit nécessaire , mais difficile à obtenir. Quand elle eut lu le traité que son mari lui envoya , elle dit à celui qui

l'apportoit : « Il fait trop bon marché de ce qui n'est pas à lui; il ne devoit pas mettre mon patrimoine en arbitrage. » Et, dans sa lettre en réponse, elle lui mandoit : « Vous ferez ce qu'il vous plaira, je ne suis qu'une femme et ne puis mieux; mais plutôt je perdrois la vie, ou deux si je les avois, avant que de consentir à chose si reprochable à la honte des miens. » Sa lettre étoit mouillée de larmes. L'époux en fut ému, et encore plus lorsqu'en quittant sa femme, qu'il étoit allé voir, elle lui dit : « Conservez-moi votre cœur, mais conservez mon duché; et, quelque chose qui arrive, faites que la souveraineté me reste tout entière. » Il le promit, baisa sa dame, et partit.

Il trouva Montfort devant la ville d'Aurai, dont il faisoit le siège en attendant son rival: il fallut s'expliquer. Charles ne dissimula pas la peine qu'il ressentoit à ne pas confirmer le traité; mais, mari trop foible, il tint parole à sa femme. Quand les armées furent rangées en bataille en présence l'une de l'autre, Montfort fit lire à haute voix le traité dans la sienne, pria les seigneurs qui l'environnoient de prononcer sur ses prétentions, et offrit de renoncer à tout s'ils le condamnoient. Une acclamation générale confirma ses droits et l'assurance de la bonne volonté de ses soldats. Il les remercia, se mit à genoux, leva les

maines au ciel, l'attesta de la pureté de ses intentions, et chargea Charles de Blois du crime de tout le sang qui alloit être versé. Il voulut même tenter encore un accommodement, mais Chandos s'y opposa.

Au moment où il alloit donner le signal, arrive un courrier du roi de France. Le monarque mandoit à Montfort de lever le siège d'Aurai; à Charles, de remettre la ville entre les mains d'Olivier Clisson et de Charles de Beaumanoir, chevaliers du parti opposé; et de partir tous deux pour Paris, qu'ils trouveroient justice et contentement. Montfort consentoit, Charles refuse, et, emporté par une impétuosité que du Gueslin ne put contenir, il se porte en avant, jette d'abord le désordre dans l'armée ennemie, mais tarde peu, par l'imprudence de cette mesure, à se voir enveloppé. On se battit de part et d'autre avec le plus terrible acharnement. Charles de Blois tombe enfin sous le fer d'un Anglois, et son dernier mot en mourant fut: «J'ai guerroyé long-temps contre mon escient (contre ma conscience).» Malgré ce funeste accident, du Gueslin soutenoit le combat. Couvert de blessures, et épuisé par la perte de son sang, il effrayoit encore les ennemis qui l'entouroient, et faisoit mordre la poussière aux plus avancés. Chandos arrive, se nomme, et lui remontre l'impossibilité d'échapper. Le héros

breton cède alors à la fortune. Cependant Montfort s'étant fait conduire au lieu où gisoit le malheureux Charles, au milieu de ses braves défenseurs couchés autour de lui. « Ah! beau cousin, s'écria-t-il en versant des larmes, votre opiniâtreté a été cause de beaucoup de maux en Bretagne. Dieu vous le pardonne! je regrette bien que vous êtes venu à cette mal fin. » Chandos l'arrache de ce triste lieu, et lui dit : « Monseigneur, vous ne pouviez avoir votre cousin en vie et le duché tout ensemble. Remerciez Dieu et vos amis. » Il n'est pas inutile d'observer qu'à cette bataille Olivier de Clisson perdit un œil au service de Montfort.

[1365] L'opiniâtreté de Jeanne lui fit perdre en un moment son mari et ses états. Elle avoit deux fils, mais ils étoient prisonniers en Angleterre. Il ne lui restoit de ressource que dans le duc d'Anjou son gendre. Ce prince fit tous ses efforts pour engager le roi son frère à se déclarer hautement protecteur de la veuve, et à faire la guerre en son nom, comme seigneur suzerain, au nouveau duc. L'affaire fut examinée dans plusieurs conseils. On y observa que la France étoit épuisée, qu'il n'y avoit pas de partie qui ne fût attaquée de quelque vice, surcharge d'impôts, mauvaise administration des finances, excès dans le nombre des gens de guerre, dont toutes



les provinces étoient inondées. Ce n'étoit pas comme autrefois de simples rassemblemens de vagabonds et de brigands, errans sans chefs et sans discipline, mais de bons soldats réunis en troupes, qu'on nommoit les *grandes compagnies*, sous des capitaines expérimentés, lesquels, ayant tout perdu dans les guerres précédentes, se donneroient au prince qui pourroit les solder. Le roi n'étoit pas en état de les acheter, et celui d'Angleterre, de Douvres où il étoit, paroissoit épier l'occasion de les attacher à ses drapeaux, pour renouveler ses ravages en France. Par la conduite que s'imposa le nouveau duc de Bretagne après sa victoire, on pouvoit juger que la rupture ne seroit pas une expédition passagère, mais une guerre longue et sanglante; il gagnoit les seigneurs par un accueil obligeant, les villes par des promesses; presque toutes lui ouvroient les portes; il faudroit donc les conquérir l'une après l'autre. D'ailleurs peu importoit à la France lequel seroit duc de Bretagne, un descendant de Blois ou un Montfort, pourvu qu'il se soumît aux devoirs de l'hommage rendu par ses prédécesseurs : ainsi, concluoit-on, il n'y avoit d'autre parti à prendre que de négocier et de procurer à la veuve, en cédant le duché, tous les avantages qu'on pourroit.

C'est dans cette intention que fut ménagé

et conclu le traité de Guérande entre les deux maisons contendantes, sous la médiation du roi de France, comme seigneur suzerain. La veuve du comte de Blois y renonce à ses droits sur le duché, qui est abandonné au comte de Montfort et à ses descendans en ligne masculine; elle en conserve néanmoins le titre, qui ne passera pas à ses enfans. On lui assure des rentes viagères montant à dix mille livres, le comté de Limoges et le duché de Penthievre, qui a été depuis le nom de sa famille. Au défaut de la ligne masculine dans la maison de Montfort, celle de Penthievre saisira de droit le duché de Bretagne. Le nouveau duc procurera la liberté des fils du comte de Blois, donnera cent mille écus pour la rançon de Jean l'aîné, et de plus sa sœur en mariage. Mais ce qui concernoit ce prince ne fut pas exécuté, quoique le roi d'Angleterre se fût rendu garant du traité. Ainsi finit une guerre de vingt-trois ans, guerre de famille, par les alliances et la proche parenté des seigneurs bretons qui y prirent part, et en cette qualité guerre opiniâtre et cruelle. Montfort fit hommage du duché au roi de France, mais sans renoncer à ses liaisons avec l'Angleterre; elles devinrent même plus étroites par deux mariages successifs qu'il contracta avec des princesses angloises, la première fille d'Edouard. Le monarque françois et le duc se donnèrent

réciiproquement les marques les plus démonstratives de bonne intelligence et d'amitié ; « mais, dit l'historien de Bretagne, toutes ces contenance ne trompoient ni l'un ni l'autre. Le roi étoit fin et accort ; le duc ne l'étoit pas moins. »

Cette observation sur la réconciliation défiante de Charles V avec Montfort peut s'appliquer aussi à celle du monarque même avec le roi de Navarre. Le caractère perfide de ce prince exigeoit toujours des précautions contre lui. Le roi de France, outre la guerre qu'il lui faisoit en Normandie, contractoit encore dans le midi avec les seigneurs gascons, tels que le comte de Foix, le sire d'Albret et autres, diverses alliances dont Charles-le-Mauvais s'inquiétoit pour son Béarn et sa Navarre. Il fit des démarches tendantes à la paix, et l'obtint par les sollicitations de Jeanne et de Blanche ; la première, veuve de Charles-le-Bel, la seconde, de Philippe de Valois, ses médiatrices ordinaires. Au lieu des villes de Mantes, de Meulan et du comté de Longueville, on lui donna la seigneurie de Montpellier. Ses autres villes de Normandie lui furent rendues. Il renouvela ses renonciations et celles de son père et de sa mère à la possession de la Champagne et de la Brie, et ses prétentions sur la Bourgogne furent, comme auparavant, laissées à l'arbitrage du pape. D'ailleurs il fit tous les

hommages , toutes les soumissions , tous les sermens de fidélité qu'on voulut, et obtint une amnistie générale pour les complices de ses rébellions.

Il fut beaucoup aidé dans sa négociation par le capital de Buch, Jean de Grailli, pris à Cocherel. Le roi de France ne le traitoit pas en prisonnier ; non-seulement il lui accorda sa liberté sans rançon, mais encore il lui donna la seigneurie de Nemours, pour se l'attacher. Le capital en fit hommage, et devint par là vassal de la France ; ainsi ses liens avec le prince Noir, duc de Guienne, dont il dépendait auparavant, furent rompus. Charles V s'attacha aussi, après la paix de Bretagne, par dons et par promesses, beaucoup de seigneurs de ce pays. Entre eux, outre Bertrand du Gueslin, déjà dévoué au monarque françois, on remarque Olivier de Clisson et Tannegui du Châtel, deux guerriers justement célèbres dans nos annales.

Le royaume commençoit à se reposer dans la paix ; mais deux choses manquoient encore à sa tranquillité, une administration plus ferme et plus éclairée dans des parties essentielles du gouvernement, et l'éloignement des grandes compagnies qui désoloient la France. L'attention de Charles V ne put, dans ces deux premières années de son règne, se porter que sur les finances. Elles étoient dans le

plus grand désordre ; les percepteurs , communs , contrôleurs , s'étoient multipliés à l'infini. On sait que plus il y a de gens qui s'occupent des fonds publics , moins il en reste : le roi commença par retrancher un grand nombre de ces officieux collaborateurs. La diversité des monnoies , occasionnée par des refontes très-fréquentes sous les derniers rois , et par l'introduction des pièces étrangères que la guerre avoit apportées , causoit des embarras et des mépri-es continuelles dans le commerce. Le roi fit une refonte générale , par laquelle le prix de l'or et de l'argent fut rapproché , le plus qu'il fut possible , de la valeur que ces métaux avoient avant Philippe de Valois\*. Non-seulement Charles V diminua

\* Le marc d'or fin fut fixé à 64 liv. , et le marc d'argent à 5 liv. 5 sous.

De Louis VII à Charles-le-Bel , la valeur du marc d'argent avoit été de 46 à 59 s. Il en faut excepter le règne de Philippe-le-Bel , où les diverses opérations monétaires de ce prince le portèrent à 4 liv. 12 s. ; et celui de Charles-le-Bel ; son troisième fils , où il retourna à cette valeur.

Le taux moyen , sous Philippe de Valois , fut à peu près de 6 liv. 10 s. Il monta , sous Jean son fils , jusqu'à 12 liv. 10 s. Cette dernière valeur étant la moyenne de quatre-vingt-six fixations , l'une desquelles porta le marc d'argent à 102 liv. , il retomba à 5 liv. 10 s. sous Charles V , à 10 liv. 10 s. sous Charles VI , à 8 livres 10 s. sous

les impôts, mais, ce qui n'est pas le plus aisé, il les rendit moins onéreux par une meilleure régie et une distribution plus équitable. Les domaines royaux, qui faisoient alors une grande partie des richesses du souverain, étoient fort négligés; il les remit en valeur. Ses soins s'étendirent sur l'agriculture en général; il la fit refleurir, en rendant le plus léger possible, par des lois sages, le joug oppressif des seigneurs sur leurs vassaux de campagne. Le travail paisible des cultivateurs fit renaître l'abondance, et avec l'abondance la gaieté naturelle à la nation; car, remarque à cette occasion un historien, « nul autre peuple n'oublie plus aisément les malheurs passés;

Charles VII, à 8 fr. sous Louis XI, et à 11 fr. sous Charles VIII.

Sous Louis XII, le même taux moyen alla à 12 francs à 13 fr. sous François I, à 14 liv. 10 s. sous Henri II, à 16 liv. 10 s. sous Charles IX, et à 18 liv. 10 s. sous Henri III.

Il monta enfin sous les Bourbons, savoir : à 20 fr. sous Henri IV, à 25 sous Louis XIII, à 35 sous Louis XIV, à 45 sous Louis XV, et à 53 liv. 9 s. sous Louis XVI.

Ce dernier fixa de plus la valeur de l'or à l'argent dans le rapport de 15 et demi à 1. Jusqu'à Louis XIII on l'avoit assez constamment estimée dans le rapport de 12 à 1. Ce prince porta la valeur de l'or à 14, et ses deux successeurs la fixèrent à 15. (Voyez Encycl. méth., Dict. des Finances.)

il ne faut qu'une année d'abondance pour effacer plusieurs années de stérilité. »

[1366] Il restoit cependant encore un fléau redoutable, les grandes compagnies, espèces de nuées orageuses suspendues sur la France, et dont chaque province craignoit les foudres aussi subites qu'exterminatrices. Le roi eut le bonheur d'en diriger l'explosion sur d'autres contrées, et de se faire une ressource de ce qui pouvoit être une cause de ruine, en tirant d'ailleurs une juste satisfaction de Pierre-le-Cruel, qui avoit fait emprisonner la vertueuse Blanche de Bourbon sa femme, sœur de Jeanne de Bourbon, épouse de Charles V. La manière de se délivrer des grandes compagnies avoit déjà été agitée sous le roi Jean. Henri de Transtamare, disputant la couronne de Castille à son frère Pierre-le Cruel, avoit jugé que les grandes compagnies, dont on se trouvoit très-embarrassé en France après la paix de Bretigny, lui seroient très-utiles en Espagne, s'il pouvoit les y emmener : mais il n'étoit pas aisé de les tirer de la France. Chefs et soldats y étoient nés; ils y avoient leurs familles, leurs habitudes, la connoissance des lieux, et, plus que tout cela, le doux espoir du pillage, qu'ils croyoient, malgré leurs ravages, ne devoir pas être encore infructueux. En vain d'autres princes les avoient demandées pour les employer dans leurs guer-

res, les compagnies avoient refusé. Dans cette occasion, où le roi désiroit aider un prince dont il se feroit un allié utile, il reprit le projet de la Castille. En conférant sur les mesures à prendre pour déterminer ces phalanges incommodes à s'expatrier, on convint qu'il n'y avoit que du Gueslin qui pût y réussir. Il avoit combattu sous les mêmes étendards en Bretagne, et s'en étoit fait singulièrement estimer; mais, depuis la bataille d'Aurai, il étoit prisonnier de Jean Chandos. L'Anglois le relâcha pour cent mille francs. Le roi donna quarante mille livres, le pape et le Castillan firent le reste.

Il alla trouver les compagnies près de Châlons-sur-Saône, où elles s'étoient réunies après avoir parcouru et dévasté la Champagne, le Barrois, la Lorraine, et pénétré par l'Alsace jusqu'aux frontières d'Allemagne. Elles campoient au nombre de trente mille combattans, soldats intrépides, pillards déterminés, sous des chefs expérimentés et avides, ruinés par les guerres ou par leurs profusions, soupirant tous après un nouveau butin. « Camarades, leur dit du Gueslin en les abordant, nous en avons fait assez vous et moi pour damner nos âmes, et vous pouvez même vous vanter d'avoir fait pis que moi. Faisons honneur à Dieu, et le diable laissons. » A cette harangue succèdent les motifs qu'il n'y



a plus rien à faire en France , pays absolument ruiné; que les trésors de la Castille, enrichie par le repos et le commerce, vont être à leur discrétion; plus, deux cent milles francs tout prêts que le roi de France leur offre; enfin, ajoute malignement celui qui devoit en grande partie sa liberté au pape, le passage par Avignon. Quel délicieux appât! Il est nécessaire d'observer, pour la justification de du Gueslin, que l'on est tenté d'accuser ici d'ingratitude, que le pape avoit contracté pour cette expédition des engagemens pécuniaires qu'il ne se pressoit pas de remplir, et que le général pensa que le passage par Avignon seroit un moyen aussi infaillible que légitime, bien qu'un peu forcé, d'obtenir les fonds qui avoient été promis. Et, en effet, il crut si peu avoir essentiellement désobligé le pape que, lors de sa seconde captivité, il comptoit encore sur lui pour sa rançon.

L'armée part, et prend en effet la route de Provence, qui n'étoit pas la plus naturelle. Le souverain pontife, aussi effrayé que surpris, envoie des indulgences et des pardons; on les reçoit. Il lève les anciennes excommunications prononcées contre les *malandrins*, ainsi nommoit-on les soldats des grandes compagnies. On le remercie de sa complaisance, et on avance. Il menace de nouveaux anathèmes, et les lance; on ne s'en effraie pas. Les

compagnons arrivent devant Avignon : un cardinal se présente aux avant-postes pour négocier. Un capitaine anglois qui y commandoit lui dit : « Soyez le bien-venu ; apportez-vous de l'argent ? » Mot caractéristique ; il fallut bien en donner. Le pape le prit sur le peuple. « Non , disent les insolens *malandrins*, ce sera de la bourse des prélats. » Ils font rendre l'argent aux bourgeois d'Avignon, et c'est le sacré collège qui se cotise et qui paie.

[1367-68] L'orage , chassé de la France , fond sur la Castille. Pierre-le-Cruel est détrôné , et se réfugie à Bordeaux , auprès d'Edouard , prince de Galles , dont il étoit l'allié par le mariage d'une de ses filles avec Edmond , duc d'Yorck , frère du prince Noir. Il lui demande instamment du secours contre Transtamare , protégé par la France. Edouard l'écoute , le ramène lui-même en Castille à la tête d'une armée florissante. Il y trouve le reste des compagnies qui avoient arraché la couronne à Pierre , les prend à sa solde , les fait combattre contre Transtamare , qu'elles avoient élevé sur le trône ; elles l'en précipitent , et y remettent Pierre. Du Guesclin , qui , après le brillant succès de son expédition , étoit retourné en France , revole en Castille avec un renfort considérable. Les armées des deux frères se rencontrent près de Navarette ; celle de Pierre avoit besoin d'un combat , parce

que les vivres commençoient à lui manquer ; celle de Henri pouvoit attendre : c'étoit l'avis de du Guesclin ; mais la morgue et l'ardeur castillane l'emportèrent. « C'est merveille , lui dit don Teillo , frère de Transtamare , vous n'êtes ici qu'une douzaine de François qui pensez mieux valoir que tant de milliers d'Espagnols , et nous voulez faire la loi pour prolonger la guerre et ruiner notre pays. Vous défiez-vous de notre courage ? Sachez que nous vous valons bien ; et si vous avez peur , ne prenez pas votre excuse sur nous. » Du Guesclin n'étoit pas homme à souffrir ces bravades. Il y répondit en paroles encore plus piquantes , et auroit réparti de la main si le roi n'eût imposé silence ; mais , voyant le plus grand nombre des voix contre lui , le François consentit à la bataille.

La mêlée fut sanglante. Le brave Teillo s'enfuit des premiers avec son escadron ; de sorte que le fort des gendarmes ennemis tomba sur la troupe où étoient du Guesclin et Transtamare. Trois fois ce prince rallia ses gens ; à la quatrième fois l'effroi fut si grand qu'il ne put les retenir. Ils se mirent en pleine déroute. Du Guesclin le prit par le bras et lui dit : « Sire , ôtez-vous d'ici , votre honneur est sauf : sauvez votre fortune , nous combattons une autre fois plus heureusement. » Le prince sauta sur un cheval , et se sauva pen

dant que du Guesclin soutenoit le combat. Il céda à la fin , mais ne voulut se rendre qu'au prince de Galles lui-même. Pierre fut rétabli sur le trône ; mais son protecteur n'eut pas à se louer de sa reconnaissance.

[1368] Le prince de Galles avoit fait des emprunts considérables sur la foi de don Pèdre , qui se disoit , quand il alla implorer sa protection , possesseur de trésors immenses , cachés dans une forteresse de son pays. Quand il fallut payer les troupes , surtout les mercenaires *malandrins* , il dit qu'il n'avoit pas d'argent. Que cela fût vrai ou non , il n'en donna pas , et se permit aussi à l'égard du prince , sinon des affronts , du moins des traits d'ingratitude qui le mortifièrent : de sorte qu'il revint en Guienne chagrin , mécontent , et avec les symptômes déjà inquiétans d'une maladie causée par les fatigues de cette expédition. De retour dans ses états , tant afin de satisfaire aux obligations contractées pour le paiement des gens de guerre , qu'afin de fournir aux dépenses de la cour splendide qu'il tenoit à Bordeaux , il mit un impôt sur toutes les terres dépendantes de sa souveraineté. Le Poitou , le Limousin , la Saintonge , le Rouergue , s'y soumirent après une foible résistance : mais les seigneurs d'Armagnac , d'Albret , de Comminges , de Périgord , et toute la noblesse de Gascogne , refusèrent.

Jamais, disoient-ils, tant qu'ils étoient restés sous la domination du roi de France, ils n'avoient payé de pareilles impositions. Ils portèrent à Charles V leurs plaintes, comme au seigneur suzerain. Le sage monarque répondit qu'il étoit très-déterminé à garder la juridiction de la couronne de France; « mais, ajouta-t-il, nous avons juré quelques articles que nous visiterons. » Du reste, il accueillit les seigneurs avec la plus grande courtoisie, leur promit d'employer sa médiation auprès du prince de Galles, et traita avec les égards les plus séduisants ceux qui restèrent auprès de lui pour cultiver sa bonne volonté et hâter la conclusion de leur affaire : premier germe des troubles qui facilitèrent la réunion de la Guienne à la France.

Une troisième révolution se préparoit en Castille. Transtamare, après la déroute de son armée, s'étoit retiré en France. Il s'y fit des amis, surtout entre les chevaliers *bannets*, c'est-à-dire qui avoient sous leurs bannières des troupes composées soit de leurs vassaux, soit d'aventuriers. Ils les louoient, et ceux-ci s'engageoient eux-mêmes aux princes qui les payoient le mieux. Le midi de la France étoit couvert de leurs châteaux, autant de repaires d'hommes féroces uniquement occupés des armes. Le roi détrôné s'en fit des partisans, avec lesquels il tenta, contre

son ancien royaume, quelques expéditions qui lui réussirent. Ces succès, la réputation de ses vertus, l'horreur pour la cruauté et les vices de Pierre son frère, lui attirèrent des chefs et des soldats, dont il se forma une armée. Il auroit bien désiré de la faire commander par du Guesclin; mais ce guerrier, depuis la bataille de Navarette, étoit resté prisonnier. Le prince de Galles, pressé plusieurs fois par les seigneurs de sa cour, et même par la duchesse son épouse, de le mettre à rançon, refusoit toujours; le bruit couroit que c'étoit parce qu'il le craignoit. Ce soupçon parvint au prince. Il fit appeler du Guesclin. « Messire Bertrand, lui dit-il, on prétend que je ne vous ose mettre à délivrance, de la peur que j'ai de vous. — Il y en a qui le disent, répond le prisonnier, et de cela me trouve fort honoré. » Le prince rougit. « Eh bien, reprend-il, taxez vous-même votre rançon. — Cent mille écus, repart du Guesclin. — Et où les prendrez-vous, demande le prince? — Le pape, répond du Guesclin, le roi de France, le duc d'Anjou et le roi de Castille me les prêteront, et les femmes de mon pays vendront plutôt leurs quenouilles que de me laisser prisonnier. »

Il eut permission d'aller ramasser la somme qui lui étoit nécessaire. Chandos et la plupart des seigneurs lui offrirent leur bourse pour

son voyage. La princesse de Galles promet vingt mille francs en déduction de sa rançon. Quoique le prince sût que du Guesclin désiroit être libre principalement pour aller chasser du trône celui qu'il y avoit placé lui-même, il étoit si mécontent de l'ingrat, qu'il approuva publiquement la générosité de son épouse. En la remerciant, du Guesclin lui dit gaîment : « Madame, je pensois être le plus laid chevalier du monde, mais vois-je bien que je ne dois plus tant déplaire. »

Arrivé dans son château en Bretagne, il demande à son épouse cent mille francs qu'il lui avoit laissés en dépôt. Il ne lui en restoit plus rien. Elle avoit tout dépensé en équipages et libéralités pour tous les gens de guerre dans le besoin qui s'étoient adressés à elle. L'époux loua cet emploi de ses deniers, fait selon son cœur, et lui-même renchérit sur cette générosité. Il lui vint de l'argent du duc d'Anjou, de plusieurs seigneurs et prélats; mais, à mesure qu'il cheminoit vers Bordeaux, il le distribuoit aux écuyers et chevaliers qu'il rencontroit, de sorte qu'il n'avoit plus rien quand il arriva. « Qu'apportez-vous, lui dit le prince? — Pas un double, répondit-il. — Vous faites le magnifique, reprend Edouard moitié sérieux, moitié plaisantant, vous donnez à tout le monde, et vous n'avez pas de quoi subvenir à vous-même; il faut donc que

vous teniez prison. » Du Guesclin se retiroit assez confus, lorsqu'un gentilhomme arriva, chargé par le roi de France de payer la rançon, à la réserve des vingt mille francs que la princesse de Galles avoit généreusement payés de sa bourse.

Avec la même rapidité que don Pèdre avoit été rétabli sur le trône, il en fut renversé. Une seule bataille, livrée près de Montiel, décida de son sort. Il la perdit, et se sauva dans la citadelle. Henri l'entoura d'un mur, afin qu'il ne pût lui échapper. Don Pèdre tente d'escalader la muraille; mais il est pris et mené dans le camp ennemi. Les deux frères s'y rencontrent, se précipitent l'un sur l'autre, se roulent dans la poussière. Transtamare saisit sa dague, il l'enfonce dans le cœur de son frère, qui expire, et il est proclamé roi de Castille. Tous les capitaines qui avoient concouru à son succès furent généreusement récompensés. Du Guesclin eut la dignité de connétable de Castille, cinq seigneuries considérables et cent mille florins d'or. Le nouveau roi resta fidèlement attaché à Charles V, et lui rendit de grands services. Des trente mille hommes qui composoient les grandes compagnies dans la première expédition, il n'en resta, après celle-ci, que six mille, qui se fondirent dans les armées d'Angleterre et de France.



Celles-ci surtout ouvroient leurs rangs pour y recevoir les braves qui se présentoient. Le roi les y attiroit, et recrutoit avec empressement, dans le dessein où il étoit de profiter du mécontentement des seigneurs gascons pour faire revivre les droits de la couronne sur la Guienne et sur les autres pays cédés à l'Anglois. Ces seigneurs étoient toujours à la cour, sollicitant vivement le roi de réprimer les vexations du prince de Galles. Le monarque, quoiqu'il ne demandât pas mieux que d'entreprendre cette affaire, se faisoit prier. A la fin il se laissa arracher la permission que sollicitoient les supplians de présenter au parlement une requête contre le prince. Elle fut admise, et les griefs furent jugés d'une importance à être discutés devant la cour des pairs. Le roi envoya sommer le prince d'y comparoître. « J'irai, répondit-il, mais le bassinet en tête, et soixante mille hommes en compagnie. » Tel pouvoit être son projet, mais il étoit consumé d'une maladie de langueur depuis son retour de Castillo. Le dépit qu'il éprouva de cette sommation, et qui alla jusqu'à lui faire retenir captifs, pendant un an, les envoyés du roi, augmenta son mal. Cependant il assembla ses troupes ; mais ce ne fut pas avec son activité ordinaire. Il laissa commencer les hostilités par les seigneurs mécontents, et les repoussa à peine.

[1369] Charles V avoit non-seulement dans le midi de la France , mais encore dans les autres pays soumis aux Anglois , des agens secrets qui fomentoient les mécontentemens. Les habitans du Ponthieu montroient entre autres beaucoup d'ardeur à secouer le joug de l'Angleterre. On leur fit passer de ces compagnies isolées qui sembloient n'être attirées que par le butin et n'obéir à aucun maître. En peu de temps elles conquièrent tout le Ponthieu , et le soumirent au roi de France , sans qu'il parût presque s'en mêler.

Cette brusque expédition , et les plaintes que le prince de Galles fit parvenir à son père au sujet de la sommation , piquèrent vivement le monarque anglois. Il avoit auprès de lui des ambassadeurs françois , que Charles V y entretenoit pour discuter les difficultés que présentoiént de temps en temps quelques articles du traité de Bretigny. Edouard les fait paroître en sa présence , les traite durement , et leur commande d'écrire à leur roi de rentrer au plus tôt dans les bornes du traité qu'il a violé , par la protection qu'il accorde aux révoltés de la Gascogne et du Ponthieu ; d'envoyer ses lettres de renonciation à la souveraineté des provinces cédées par le traité de Bretigny ; et qu'alors il pourroit faire de son côté les renonciations auxquelles il s'étoit obligé.

C'est ce qu'attendoit le roi de France. Il

assemble le parlement. On y lit la semonce impérieuse d'Edouard aux ambassadeurs françois. On repasse le traité de Bretigny article par article, on examine de nouveau les griefs des seigneurs gascons. Il est prouvé, comme il ne pouvoit pas manquer d'arriver, que c'est Edouard et son fils qui se sont écartés de la justice dans tous les points, et la guerre est résolue. Le roi l'envoie déclarer par un simple valet de chambre, à cause de la détention qu'avoient éprouvée les hérauts porteurs de la sommation au prince de Galles. Les ambassadeurs heureusement repassoient en France au moment où le valet arrivoit, et le trouvèrent sur la grève. Charles envoya aussi la déclaration de guerre et ses motifs au pape, à l'empereur, aux autres princes alliés ou indifférens, et aux principales villes d'Angleterre.

Edouard fut surpris, mais non déconcerté, quoique la défection subite du Ponthieu lui en fît craindre de pareilles dans d'autres provinces où il apprit qu'éclatoient des mouvemens séditions. Il commença par s'assurer du côté de l'Ecosse, par une trêve qui suspendoit sa guerre habituelle avec ce royaume, et leva promptement deux corps d'armée; il envoya l'un au prince de Galles, et fit entrer l'autre en France par Calais, sous le commandement du duc de Lancastre son second fils \*. Char-

\* Le second fils d'Edouard étoit Lionel, duc de

les leur opposa ses frères : au premier les ducs d'Anjou et de Berri , auxquels il joignit du Guesclin , qu'il rappela de Castille , et dont les jeunes princes devoient suivre les avis ; au second , son dernier frère , sous sa propre surveillance. Pour l'exercer plus aisément , il établit son séjour à Rouen. Ce jeune général étoit Philippe-le-Hardi , déjà apagné du duché de Bourgogne. Le roi le rendit le plus riche et le plus puissant des princes non couronnés , en lui faisant épouser l'héritière de Flandre , cette princesse qu'Edouard avoit ambitionnée pour le duc d'Yorck , un de ses fils , jusqu'à obtenir d'avance une dispense ecclésiastique que la politique du roi Jean rendit inutile.

Cette première campagne se passa en marches , contre-marches , prises de châteaux , petits combats sanglans et ravages , ruine du pauvre peuple , sans aucune décision. Le roi la

Clarence ; mais il étoit mort. Anne , son arrière-petite-fille , porta ses droits dans la maison d'Yorck , cadette de celle de Lancastre , et lui donna le droit d'ainesse qu'avoit d'abord celle-ci. Après des flots de sang répandus dans la guerre des deux roses , ce ne fut ni la branche de Lancastre ni celle d'Yorck qui recueillit l'héritage d'Edouard ; mais la maison galloise de Tudor , en la personne de Henri VII , fils de Marguerite , héritière d'une branche légitimée de Lancastre , et époux d'Isabelle , héritière de celle d'Yorck.

termina par une assemblée des états généraux. Son but étoit d'en obtenir des subsides. On étoit si persuadé de ses bonnes intentions , de la justesse de ses vues et de son économie , qu'on lui accorda volontiers ce qu'il demanda, savoir : la gabelle du sel pour l'entretien de sa maison ; quatre livres par feu dans les villes pour la guerre , et trente sous dans les campagnes ; un droit d'aides sur les vins , proportionné à leur qualité , et douze deniers pour livre sur tous les impôts.

Nous ne nous arrêterons pas à discuter les motifs allégués par les écrivains françois et anglois pour rejeter le blâme de la guerre sur celui des princes qu'ils veulent en rendre responsable. Tous s'autorisent du traité de Bre-tigny , et accusent réciproquement les deux monarques de l'avoir violé par des actes con-traires aux conditions , ou du moins de les avoir éludées , et de n'y avoir pas satisfait , contre les paroles données. Il y a une solution toute simple pour terminer cette controverse. Edouard , au lieu d'en agir noblement avec Jean son prisonnier , par exemple de lui ren-dre la liberté sans condition , ce qui auroit été le procédé le plus généreux , ou du moins de lui imposer des conditions tolérables , abusa durement de son droit , le retint qua-tre ans captif , ne le relâcha qu'en se faisant donner de riches domaines et des provinces

entières. Il marchanda ensuite bassement avec les otages, pour tirer de l'un des terres, de l'autre de l'argent. Quand après cela lui et le prince de Galles son fils, qu'il avoit déclaré souverain de la Guienne, se crurent bien assurés dans leurs nouvelles possessions, ils ne se mirent plus en peine de ménager ceux qui leur avoient procuré une si grande puissance, tels que les seigneurs gascons, qui avoient tant contribué au gain de la bataille de Poitiers. Il étoit naturel de penser que le régent, sachant par lui-même que les sacrifices consentis à Bretigny étoient le fruit de la violence, s'en rédimeroit, s'il pouvoit, quand il seroit monté sur le trône. L'Anglois auroit dû le prévoir. Ainsi on peut dire que, si Charles V a été l'agresseur à main armée, Edouard a été le provocateur par sa constance à ne jamais se relâcher d'aucun de ses avantages, par son affectation à donner toujours aux clauses douteuses l'interprétation la plus convenable à ses intérêts, et par son opiniâtreté à ne pas accomplir celles qui lui déplaisoient, comme la renonciation à la couronne de France, qu'il avoit promise et qu'il ne fit jamais.

Dans ces circonstances, Charles-le-Mauvais se conduisit comme à l'ordinaire, en brouillon maladroit. Pendant les expéditions de Castille, il s'attira la disgrâce du roi de France

et du prince de Galles , en gênant la marche de leurs troupes , qu'ils faisoient passer amicalement sur son territoire et dans les environs. Pour le punir , Charles V saisit sa seigneurie de Montpellier. Aussitôt le Navarrois se transporte en Angleterre , y signe avec Edouard un traité par lequel il s'engage à attaquer la France en même temps que l'Anglois. Il revient en Bretagne auprès de Montfort , et l'engage à entrer dans ce traité ; mais ni l'un ni l'autre n'ose l'exécuter ; au contraire , dans la crainte d'une punition encore plus sévère que n'avoit été la saisie de Montpellier , le Navarrois demande grâce , et obtient , sinon l'oubli , au moins le pardon de ses mauvaises manœuvres.

Ce qui déterminale roi de Navarre à cette prompte soumission fut peut-être l'invasion subite de la Guienne. Charles V , pendant qu'il en prononçoit la confiscation dans son lit de justice , avoit des troupes prêtes qui se répandirent aussitôt dans la province. L'attaque fut si brusque que le prince de Galles se trouva obligé de se retirer de ville en ville à mesure que les François avançaient ; mais , revenu de son premier étourdissement , il réunit tout ce qu'il put rassembler de soldats , et se mit à leur tête. Sa maladie de langueur , qui étoit tournée en hydropisie , ne lui permettoit pas de monter à cheval. Il se faisoit

conduire dans un chariot. C'est dans cet état qu'il alla assiéger la ville de Limoges, coupable de s'être rendue trop volontairement aux troupes du roi. Il multiplia les assauts, les commanda lui-même, et y entra par les brèches. Il faut le dire, afin que l'on connoisse à quelles horribles actions, poussés par le dépit et la vengeance, les hommes les plus modérés sont capables de se laisser entraîner; le modeste vainqueur de Créci et de Poitiers, le sauveur d'Eustache de Saint-Pierre et de ses compagnons à Calais, si compatissant alors, fit massacrer tous les habitans, sans distinction d'âge ni de sexe, et brûler la ville sous ses yeux. C'est le seul excès qu'on puisse reprocher au prince de Galles; le seul : mais qu'il est flétrissant!

[1370] Edouard ne laissa pas long-temps son fils chéri dans l'embarras. Il lui prépara une puissante diversion en faisant passer en France une armée redoutable par le nombre et le choix des troupes, sous le commandement de Robert Knolles, son meilleur général. Il descendit à Calais, traversa l'Artois, le Vermandois, passa devant Soissons, Reims et Troyes, qu'il n'osa attaquer, mais il brûloit les bourgs et les petites villes. Enfin il campa devant Paris, et envoya offrir la bataille au roi qui y étoit renfermé. Ce prince avoit pris le même système de guerre que



dans la campagne qui précéda le traité de Bretigny : bien munir les villes principales , retirer les gens de la campagne avec leurs meubles et leurs bestiaux dans des forteresses capables de résister à un coup de main ; faire observer les ennemis par des corps séparés répandus autour d'eux , leur couper les vivres , rendre les marches fatigantes et les campemens difficiles : par cette tactique , il réduisit les Anglois à chercher des quartiers d'hiver , sans avoir rien fait d'important.

Ils les choisirent dans le Maine et l'Anjou , provinces voisines de la Bretagne , où Knolles comptoit retirer ses troupes en cas d'événement fâcheux : mais du Guesclin ne lui en laissa pas le loisir. Il venoit de recevoir l'épée de connétable à la vue de toute la cour , qui applaudit au choix du roi. Tout ce qu'il y avoit de braves s'empressa de prendre du service sous le chef des armées françoises. Il forme une troupe de guerriers ardens , se précipite à leur tête sur les quartiers ennemis , les surprend l'un après l'autre , les disperse. Cette armée formidable disparoît , et Knolles , presque seul , va cacher sa honte en Bretagne , l'asile qu'il s'étoit préparé.

Ces revers mortifièrent le roi d'Angleterre , qui n'y étoit pas accoutumé. La prospérité , l'amie de la jeunesse , l'abandonnoit. Il perdit Philippe de Hainaut son épouse , princesse

estimable , dont la tendresse et les vertus avoient fait le bonheur de sa vie. Père affligé , il alla recevoir sur la plage le prince de Galles , son fils chéri , forcé par la maladie de quitter l'Aquitaine , où sa bravoure et ses talens étoient si nécessaires. Le prince de Lancastre son frère fut envoyé à sa place.

[1371] Il avoit besoin de secours. Edouard fit partir une flotte chargée de troupes et de munitions , sous les ordres de Jean Hastings , comte de Pembroke , son gendre. Elle devoit aborder à la Rochelle. Les habitans , quoique sous la main d'une garnison angloise , fermèrent leur port. Il leur étoit revenu qu'Edouard , peu sûr d'eux , devoit les chasser et peupler leur ville d'Anglois. Ainsi en avoit-il agi à Calais. La politique ancienne et constante de ces insulaires , de se ménager des points d'appui sur les rivages du continent , soit pour la domination des mers , soit pour le commerce , est à remarquer. Pembroke fut d'autant plus fâché du refus des Rochellois , qu'il étoit surveillé de près par une flotte de vaisseaux plus forts que les siens , que Henri de Transtamare , roi de Castille , reconnoissant des services que la France lui avoit rendus , envoyoit à son secours. Les Castillans avoient sur leurs navires des machines inconnues aux Anglois. Elles lançoient des pierres , des masses de plomb et de gros traits , écrasoient et

perçoient les frêles embarcations angloises , qui n'étoient que des vaisseaux de transport.

On ne dit pas qu'entre ces machines il y eût des canons : ils n'étoient pas encore appliqués à la marine. Pembroke , très-maltraité , prit la fuite , et les Castillans remportèrent une victoire complète.

Ce n'étoit pas seulement dans la conduite de la guerre que Charles-le-Sage se montrait supérieur à Edouard ; il l'emportoit encore dans les opérations du cabinet. L'Anglois reconnoissoit cette supériorité : « Il n'y eut onc roi , disoit-il , qui si peu s'armât et qui me donnât tant à faire. » On vient de voir que sa bonne intelligence soutenue avec le roi de Castille lui mérita de ce prince un secours maritime décisif. Edouard fit des efforts pour détacher le Castillan du François ; il cumula promesses et présens , sans pouvoir parvenir à diminuer l'affection qui unissoit les deux princes. Au contraire , Charles V , politique adroit , vint à bout d'engager le roi d'Ecosse à rompre la trêve avec celui d'Angleterre , quoiqu'elle fût avantageuse au premier. Enfin il ôta pour ce moment à Edouard la ressource des perfidies ordinaires du roi de Navarre.

Ce n'est pas que l'habile monarque se flattât de fixer ce caractère inquiet , toujours balançant entre les partis opposés ; mais il croyoit qu'en paroissant ignorer ses intrigues secrètes

il l'empêcheroit de se déclarer trop ouvertement pour son ennemi. Il consentit donc à ratifier le pardon que son beau-frère n'avoit osé venir chercher en personne, et il l'admit à sa présence ; mais il fallut , tant les reproches de sa conscience le tourmentoient , lui envoyer des otages, prélats, chevaliers, bourgeois , au nombre de dix-neuf.

L'entrevue eut lieu à Vernon. Le Navarrois s'y rendit des terres qu'il possédoit en Normandie. Il se prosterna. Charles le releva, mais on remarqua qu'il ne l'embrassoit pas comme de coutume. Les deux beaux-frères eurent une longue conversation , qu'on n'entendit pas ; mais les spectateurs éloignés observèrent qu'il arriva souvent au roi de Navarre , dans des momens un peu animés , d'interrompre le monarque en se jetant à ses pieds , comme s'il lui eût demandé pardon. Le lendemain il rendit hommage de ses vassalités, ce qu'il n'avoit pas encore fait. Il vécut ensuite à la cour, fêté , honoré, ayant un air libre et dégagé. Cependant , dans ce temps même, il envoyoit au roi d'Angleterre un agent secret chargé de lui faire des excuses de sa soumission au roi de France , et de renouveler ses traités avec l'Anglois.

De Paris , où s'étoit rendu l'hommage, il retourna en Normandie et alla en Bretagne. En se rendant près du duc , il fut très-bien

reçu par Olivier de Clisson, seigneur breton, dont le château se trouvoit sur son chemin, et qui l'accompagna à la cour. Pour récompense de sa bonne réception, Charles-le-Mauvais le brouilla avec le duc, auquel il inspira une jalousie furieuse contre Clisson, qu'il accusa de faire la cour à la duchesse, de sorte que celui-ci n'échappa que de quelques minutes au danger d'être assassiné par ordre du duc; mais le Navarrois eut la satisfaction de rendre ces deux hommes ennemis irréconcilables : plaisir délicieux ! et qui l'auroit été encore davantage s'il avoit pu prévoir les effets funestes de cette inimitié pour la France.

Dans ce temps, à quelques mois l'un de l'autre, naquirent deux princes destinés à une triste célébrité ; Jean, fils de Philippe, duc de Bourgogne, et Louis, duc d'Orléans, second fils du roi.

[1372] Après la dispersion des Anglois qui avoient pris leurs quartiers dans le Maine et l'Anjou, le connétable continua ses exploits dans le Poitou, et prit la capitale. Un de ses capitaines fit une capture non moins importante en la personne de Jean de Grailli, capital de Buch. On est étonné de voir ce seigneur gascon, que le roi de France avoit honoré de ses bonnes grâces, auquel il avoit donné gratuitement la liberté et la seigneurie de Ne-

mours , dont il avoit fait hommage , et qui par là étoit devenu vassal de la couronne ; on est étonné de le rencontrer sous les drapeaux anglois. Mais , dans un moment pacifique , il avoit été revoir le prince de Galles , son premier général. Celui-ci lui fit des reproches de sa défection , le flatta et le rattacha à lui. Le capital renvoya au roi les titres de sa seigneurie de Nemours , rétracta son hommage , et combattit avec assurance pour l'Anglois ; mais il eut le malheur d'être fait prisonnier. En vain il offrit une forte rançon ; le roi d'Angleterre eut beau le redemander avec instance ; inutilement aussi plusieurs François prièrent pour lui , le roi ne voulut jamais lui rendre la liberté. On débita alors que son inflexibilité venoit de la crainte qu'inspiroient au monarque la bravoure et l'habileté du prisonnier ; mais il est à présumer que le sage monarque voulut , par un exemple frappant de sévérité , intimider les chefs de bande , qui ne se faisoient aucun scrupule de changer de parti. Le capital mourut d'ennui dans la tour du Temple , après cinq ans de captivité.

Une ruse assez bien imaginée rendit la Rochelle à la France. Cette ville avoit pour maire un bourgeois nommé Jean Condorier. Il vivoit familièrement avec Philippe Mancel , commandant de la citadelle pour les Anglois , *qui n'étoit pas trop malicieux*. Le maire

invite le commandant à un festin. Pendant le repas il fait arriver un prétendu messenger du roi d'Angleterre , chargé d'une lettre pour Mancel. On avoit eu grand soin de bien contrefaire les sceaux et les autres signes extérieurs qui pouvoient donner à la missive un air d'authenticité. Le commandant ne savoit pas lire , ni apparemment aucun des siens. Il examine les sceaux, les trouve en bonne forme , et donne la lettre à Condorier pour lui en faire lecture. Le maire lit un ordre du roi au commandant de sortir le lendemain de la citadelle avec toute la garnison , pour être passée en revue par des officiers qu'il enverra. Dès le matin Mancel baisse le pont-levis et fait défiler ses gens. Pendant qu'ils sortent , des soldats de Condorier , cachés par un mur , s'avancent et se placent entre les Anglois et la forteresse , d'autres se présentent en face. La garnison ainsi environnée est obligée de mettre les armes bas , et les Rochellois, sans coup férir, se rendent maîtres de la citadelle.

Un Anglois , nomme David Olegrane , gouverneur d'un château peu éloigné , appelé Benon , apprenant cette nouvelle, fait couper le nez et les oreilles à des Rochellois qui se trouvoient dans sa place. De leur côté les Rochellois font pendre les Anglois qu'ils rencontrent. Mais ce ne fut pas tout : Benon fut at-

taqué et la garnison forcée de se rendre à discrétion. Olivier de Clisson étoit un des chefs des assaillans : « Laissez-moi, dit-il aux autres, disposer de ces ribauds à ma volonté. » Il se met à la porte du fort, et à mesure que les soldats anglois en sortent, il leur fend la tête avec sa hache. Il en tua quinze de suite de cette manière, et en acquit le surnom de *boucher*.

Il paroît que du Guesclin s'étoit fait un plan de campagne mieux conçu que ses prédécesseurs. Ils entroient dans une province le fer et le flambeau à la main, la ravageoient, prenoient quelques villes, et croyoient l'avoir soumise quand ils l'avoient ruinée; au lieu que le connétable avançoit méthodiquement, ne laissoit rien derrière lui, et pousoit en avant comme dans une battue bien ordonnée, si on peut se servir de cette comparaison, tous ceux qui résistoient. C'est ainsi qu'il réunit les seigneurs du Poitou, de l'Aunis de la Saintonge, et autres attachés aux Anglois, et qu'il les força de se renfermer dans Thouars. Le siège de cette ville est fameux tant par la qualité et le nombre de ses défenseurs, que par la vivacité des attaques. Du Guesclin fit fondre *de grands engins* à la Rochelle et à Poitiers; avec ces *bombardes* il foudroya les remparts, les ouvrit et contraignit les assiégés à capituler dans la crainte d'être emportés



d'assaut. Ils promirent de se remettre, eux et leurs seigneuries, sous l'obéissance du roi de France, s'ils n'étoient pas secourus dans un temps déterminé.

Le roi d'Angleterre, instruit de ces conditions, se mit en mer avec trois mille hommes d'armes et deux mille archers. S'il fût arrivé à temps, il y auroit eu une bataille sanglante; car le connétable l'attendoit, sous les murs de sa future conquête, avec une armée journellement grossie par la noblesse française qui y accouroit de toutes parts dans l'espérance d'un combat. Les vents repoussèrent constamment la flotte angloise des côtes de France; et Edouard, voyant que le terme fixé par la capitulation seroit expiré avant qu'il se présentât, rentra dans ses ports. Thouars se rendit, et des provinces entières se réunirent à la France avec cette ville. Il restoit encore quelques troupes angloises dans ces cantons. Le connétable les poursuivit opiniâtrément, et les força à une bataille. Elle se donna près de Chivrai, château du Poitou. Les Anglois la perdirent. « Nul n'échappa, dit la chronique; tous furent tués ou faits prisonniers. » La ville de Niort devint le prix de la victoire.

La défaite de la flotte angloise par les Castillans, auprès de la Rochelle, fit de nouveau sentir à Edouard combien il lui seroit avanta-

geux d'attirer à son parti le roi de Castille, ou du moins de le déterminer à la neutralité. Il avoit fait épouser au duc de Lancastre son fils, Constance, fille aînée de don Pèdre-le-Cruel. Quand celui-ci fut mort, il fit prendre au duc de Lancastre le titre de roi de Castille. Il étoit alors en pleine prospérité, et dédaignoit Trans-tamare. Après le revers près de la Rochelle, il le rechercha, et lui fit offrir la renonciation du duc au titre de roi et à toutes ses prétentions sur la Castille, s'il vouloit renoncer à l'alliance de la France. L'intermédiaire de cette négociation étoit le roi de Navarre, qui fit exprès un voyage à Burgos. Transtamare rejeta avec indignation cette proposition. Il ne put s'empêcher de reprocher au négociateur, prince du sang de France, et beau-frère du roi, sa démarche plus qu'indécente. Charles-le-Mauvais essuya la remontrance sans remords, mais non sans quelque honte, qu'il alla cacher en Navarre.

[1373] Si le roi d'Angleterre échoua du côté de la Castille, il fut plus heureux en Bretagne. Montfort lui devoit en grande partie son duché : il montrait en conséquence pour l'Anglois une inclination qui contrarioit les sentimens de la principale noblesse bretonne, gagnée depuis la paix de Guérande par les manières affectueuses de Charles-le-Sage. Le vicomte de Rohan et le sire de Laval, sans

doute interprètes des sentimens d'un plus grand nombre , eurent la hardiesse de tenir à leur duc ce propos en face : « Chier syre, sitôt que nous pourrons apercevoir que vous ferez partie pour le roi d'Angleterre , nous vous relinquerons et mettrons hors de Bretagne. » L'effet suivit de près la menace. Edouard exigea de son ancien protégé qu'il se déclarât et armât contre la France. Le penchant de Montfort l'engageoit à cette démarche , mais l'hommage qui le lioit à la France l'en détournoit. Il hésita quelque temps. Enfin le devoir de la reconnoissance l'emporta sur celui de la vassalité; il se décida pour l'Angleterre. Un grand nombre de seigneurs se liguèrent contre lui ; du Guesclin entra en Bretagne, prit de force les villes qui ne voulurent pas se rendre, accueillit au contraire en compatriote , et combla de faveurs et de privilèges , au nom du roi de France , les bourgeois de celles qui se soumirent.

Charles V avoit fait précéder ces hostilités par une sommation au duc de Bretagne de ne pas recevoir les Anglois dans son duché , et au contraire de se joindre à lui pour repousser l'ennemi commun. Montfort répondit qu'il éloigneroit les Anglois de ses villes et de ses forteresses le plus qu'il pourroit; que , quant à l'injonction de se joindre aux François pour leur faire la guerre , il s'en rappor-

toit au traité de Bretigny , qui lui laissoit le droit de rester neutre. Ce traité , si souvent négligé ou violé , n'étoit plus au fond qu'une pièce évasive où chacun trouvoit ce qu'il vouloit. Charles V ou ne le consulta pas , ou y vit qu'il étoit permis au plus fort de contraindre les neutres à embrasser sa cause , et le connétable , par ses ordres , continua ses exploits.

L'air et le ton d'assurance en guerre servent souvent autant que la valeur. Du Guesclin les employa avec succès devant Hennebond. Il se transporta au pied des murs , appela les habitans ; et , quand il les vit rassemblés sur les remparts , il leur cria : « Bourgeois , il est certain que nous vous conquérons tous , et souperons enhui ( aujourd'hui ) dans cette ville ; mais , s'il y a nul des vôtres qui jette pierre ni carrel , tant soit hardi , par quoi le plus petit de nom et de nos garçons soit blessé , à Dieu je voue que vous ferai à tous tollir la vie. » Les bourgeois effrayés se retirèrent , et la garnison angloise , abandonnée à ses seules forces , ne put se maintenir et fut passée au fil de l'épée.

Point de grâce dans cette guerre , accompagnée de toutes les horreurs d'une guerre civile. Le capitaine Knolles , chef , deux ans auparavant , de cette armée vaincue dans le Maine , et réfugié lui-même en Bretagne , s'y

trouvoit pressé dans le château de Derval qui lui appartenait, et où il venoit de se rendre. Avant qu'il n'arrivât, un officier subalterne avoit promis de se rendre à jour dit s'il n'étoit pas secouru, et avoit donné des otages. Le jour arrivé, Knolles refuse de remettre la place, sous prétexte que ses gens n'ont pu traiter sans son aveu. On répond que, s'il ne se rend sur-le-champ, on fera mourir les otages. Knolles menace d'user de représailles sur des chevaliers qu'il tenoit prisonniers. « Laissez-moi le soin de cette affaire, dit au duc d'Anjou, qui commandoit l'armée françoise, Clisson, l'ennemi irréconciliable des Anglois et duc de Bretagne. » Messire Olivier, répond le duc, faites ce que bon vous semble. » Sans autre pourparler, le boucher de Benon fait mener les otages sur le fossé de la place, et les fait décapiter. Aussitôt il sort d'une fenêtre du château un échafaud sur lequel étoit liés trois chevaliers, dont on fait sauter les têtes dans les fossés. Clisson, dans l'assaut qui suivit, fut dangereusement blessé, et la place ne fut pas prise.

Le roi d'Angleterre avoit auprès du duc de Bretagne un agent nommé Milleborne. Pour décharger son maître des sommes qu'il avoit promises au duc afin de le faire déclarer contre la France, et sans s'embarrasser de ce qui pourroit arriver à Montfort de son con-

seil , Milleborne l'engage à mettre un impôt extraordinaire. Les seigneurs bretons appellent de cette vexation au roi , et présentent requête au parlement. Le peuple refuse de payer; le duc s'obstine, et condamne au dernier supplice quelques opiniâtres. La révolte alors devient dangereuse ; Montfort s'embarque pour l'Angleterre , pressé par le double motif de se soustraire à la fureur des révoltés, et de hâter par sa présence les secours qu'on lui avoit promis et qui ne venoient pas.

A la vérité , le roi d'Angleterre préparoit une armée. Il la fit descendre à Calais , sous les ordres du duc de Lancastre. Le duc de Bretagne comptoit la commander en commun; mais il éprouva ce que doit prévoir un prince qui se met dans le besoin de demander. Le duc de Lancastre le refusa durement. Son armée traversa une partie de la France , comme les précédentes , dans l'intention non de se porter en Bretagne , comme Montfort l'avoit espéré , mais d'aller reconquérir la Guienne , dont il ne restoit plus aux Anglois que la capitale. Charles V ordonna à du Guesclin qu'on les laissât passer sans prétendre retarder leur marche par une bataille ; qu'il prit soin seulement qu'ils fussent continuellement harcelés; qu'ils manquassent de vivres, et que l'armée fût insensiblement diminuée par de petits combats. Les pluies et

les froids rigoureux de l'arrière-saison firent le reste. De sorte que cette armée, de trente mille hommes en débarquant, n'en comptoit plus que six mille en arrivant à Bordeaux. C'est le même déchet que celui des grandes compagnies après les victoires en Castille, et c'est à peu près le calcul applicable aux expéditions lointaines.

Le duc de Lancastre, en déposant le reste de ses troupes en Guienne, convint d'une suspension d'armes avec le duc d'Anjou : Charles V refusa de la ratifier, parce qu'il découvrit que l'Anglois ne vouloit suspendre les efforts de sa nation contre la France que pour les tourner contre la Castille, dont il ambitionnoit toujours la couronne comme gendre de don Pèdre. Pour cette raison, le roi de France ne voulut pas d'une trêve qui exposeroit son fidèle allié. Il consentit seulement que des ambassadeurs qu'il nomma se transportassent à Bruges, pour traiter de la paix.

[1374] Le duc de Lancastre, de retour à Londres, y fut assez mal reçu, tant à cause du mauvais succès de son expédition que pour sa conduite hautaine et insultante à l'égard du duc de Bretagne. Edouard s'empressa de réparer les torts de son fils à l'égard de son allié, qui étoit devenu son gendre. « Beau-fils, lui dit-il, je sais bien que, pour l'amour de moi, vous avez mis en balance et hors de

votre seigneurie grand et bel héritage; mais soyez bien assuré que je vous le recouvrerai. Je ne ferai paix à François que vous ne soyez dedans , et raurez votre héritage. » Pour arrhes de sa promesse il lui donna deux mille hommes d'armes et trois mille archers. Avec cette troupe , quelques Anglois encore errans en Bretagne et dans les pays adjacens , et les Bretons qui lui étoient restés attachés, Montfort, guerrier exercé et capitaine habile, prit rapidement des villes importantes, et eut la satisfaction de voir fuir devant lui plusieurs des seigneurs qui, selon leur expression, l'avoient *relinqué*. De ce nombre étoit Olivier de Clisson. On sait la haine que Montfort lui portoit. Il le força, après l'avoir battu , de se renfermer dans Quimperlé, et l'investit de manière qu'il ne pouvoit ni se sauver ni se défendre d'être bientôt emporté par les troupes qui le bloquoient. Vainement demanda-t-il à capituler. Le duc vouloit l'avoir à discrétion, et il n'y a point de doute que celui qui avoit eu dessein de le faire assassiner ne lui préparât une mort cruelle. L'assiégé étoit dans cette perplexité, lorsque Montfort vit arriver dans son camp deux seigneurs envoyés par le roi de France , qui lui signifièrent une trêve conclue à Bruges. Comme la Bretagne y étoit comprise, ce fut une obligation au duc de lever le siège , et Clisson fut sauvé.



[1375] Les négociateurs de Bruges , malgré leur bonne volonté , n'avoient pu convenir que d'une suspension d'armes pour neuf mois : mais ils se donnèrent parole de se rassembler avant ce terme. En effet , ils revinrent , dans l'intervalle de six mois , très-disposés à conclure la paix ; mais les intérêts étoient trop compliqués , et les prétentions trop directement opposés. Il ne restoit aux Anglois , de leurs conquêtes sous les rois Philippe de Valois et Jean , que la ville de Calais. Sans vouloir la rendre , ils demandoient la restitution de la Guienne et de sa dépendance , patrimoine d'Edouard , comme descendant de la célèbre Eléonore. Charles exigeoit Calais , ou du moins que les fortifications en fussent démolies ; plus une somme de quatorze cent mille livres donnée pour la rançon de son père , et donnée indûment , puisque ce prince étoit mort en prison. Il abandonnoit pour cela la Guienne ; mais à condition que l'Anglois ne la posséderoit que comme fief , et en feroit hommage. Edouard et son fils , qui y avoient possédé tous les droits de souveraineté sans aucune dépendance , refusoient de se soumettre à cette condition. On laissa donc les choses dans l'état où elles étoient , chacun avec ses possessions et ses prétentions , et on se contenta d'une trêve de deux ans.

[1375-76] Cette trêve, acceptée par Charles V, étonna dans l'état prospère où étoient ses affaires ; mais elle fut le fruit d'une profonde sagesse. La France avoit besoin de repos , et le roi de loisir , pour remettre l'ordre dans l'administration, dont presque toutes les parties avoient besoin de réforme. Il y en eut peu qu'il ne soumit à son examen et à des lois meilleures. Il fixa la majorité des rois à quatorze ans. On croit que cette précaution lui fut suggérée par le dépérissement de sa santé , effet du poison du Navarrois , qui lui faisoit prévoir la minorité prochaine de son fils. Le père , attentif , créa pour ce prince un conseil de régence. Il le sépara de la tutelle , qu'il confia à Jeanne de Bourbon son épouse , princesse d'un grand mérite. Apauvrissement des fils, dot des filles, charges et dignités de la maison royale , fonctions, appointemens , tout fut réglé avec noblesse et économie. Il se fit rendre compte des querelles sans cesse renaissantes entre les juridictions ecclésiastiques et laïques. A cette occasion il proclama, pour les suppôts inférieurs des tribunaux , huissiers , procureurs et autres , des réglemens répressifs de la chicane et de l'accroissement des frais de procédures. Quant aux justices elles-mêmes, il posa pour chacune les bornes que les circonstances permettoient. Il ne fit pas non plus tout ce qu'il auroit dé-

siré pour la discipline des gens de guerre , mais du moins il rendit les levées plus faciles , moins onéreuses au peuple , et assura la solde et l'existence d'une armée permanente . Chose étonnante ! malgré la guerre , il diminua les impôts . A la vérité , il opéra en partie cette décharge par une mesure peu généreuse et blâmable peut-être , celle de faire payer aux malheureux juifs le droit d'être ses sujets , et de prolonger en France un séjour qui n'y avoit jamais été permis que d'une manière précaire et limitée . Charles , au reste , en peut être justifié au besoin par les mœurs et par les préjugés du temps , genre de tribut qu'il est rare de ne pas payer à son siècle , et qu'il est injuste de reprocher à un prince , lorsqu'il n'est pas toujours donné , même aux meilleurs esprits , de s'en pouvoir affranchir entièrement .

Charles V donna aux bourgeois de Paris le privilège d'acheter des fiefs , et leur accorda des franchises qui rendoient ces acquisitions plus avantageuses . Il commença la Bastille , rempart contre les ennemis du dehors , frein pour les séditeux du dedans , objet de terreur pour le crime , et malheureusement quelquefois l'instrument de l'injustice et de la vengeance . Outre cette masse énorme , détruite de nos jours , il bâtit le château de Montargis et celui de Creil , augmenta le Louvre ,

et se fit sur le bord de la Seine un séjour agréable près de la Bastille , appelé l'hôtel Saint-Paul. Sa destination est marquée par cet autre nom , l'hôtel solennel des grands ébattemens. Ses jardins étoient plantés plus pour l'utilité que pour le luxe ; et il eut , de plus , grand soin d'améliorer ses domaines , qui étoient alors le plus sûr et le principal revenu de nos monarques. Ils avoient été fort négligés sous les règnes précédens ; Charles V ne dédaigna pas d'entrer dans la connoissance des obligations des fermiers , des accroissemens que ses possessions pouvoient recevoir de la culture. Enfin il ne négligea pas le commerce. Il y avoit à Paris , dès avant l'invasion des Francs , dit-on , une société de commerçans par eau , appelés les marchands de l'eau , parce qu'ils faisoient leur principal commerce par la Seine ; le roi continua de les protéger. Leur police intérieure avoit été maintenue long-temps par un prévôt et par des échevins qui , par suite de l'agrégation de divers autres corps de commerçans à celui des marchands de l'eau , devinrent peu à peu les officiers municipaux de la capitale. Charles encouragea toutes les différentes espèces d'artisans et de négocians par le renouvellement et l'augmentation de leurs privilèges. Les Castillans , les Portugais , les Italiens surtout , en possession alors du commerce mari-

time le plus étendu , furent invités à fréquenter nos ports , par les exemptions et la liberté que le roi leur accorda.

Telles furent les occupations du roi pendant cette trêve , et pendant d'autres momens de repos. Un répit de deux ans lui faisoit aussi prévoir des événemens dont il pouvoit tirer avantage. La maladie du prince de Galles augmentoit. Elle le conduisit au tombeau, en 1376, âgé de quarante-six ans. Le roi de France , qui avoit toujours estimé sa bravoure et sa loyauté , lui fit faire un service solennel à Paris. Il semble que l'énergie du père s'ensevelit avec son fils. Edouard , outre la caducité de l'âge , en montra les foiblesses. Il devint paresseux dans les affaires , s'abandonna honteusement à une jeune maîtresse , dépensière plus que galante , et qui profita insolemment de l'ascendant que l'amour du vieillard lui donnoit sur cette âme flétrie. On lui remarquoit non du goût , mais de la passion pour les plaisirs , pour les fêtes , pour tout ce qui étoit éclatant , et qu'il pensoit pouvoir cacher son déclin à ses propres yeux. Le peuple anglois , dont il avoit été l'idole , non-seulement cessa de l'adorer , mais ne put même quelquefois se défendre d'un sentiment de pitié , si ce ne fut pas de l'indignation et du mépris. Avec sa gloire tombèrent son autorité et son crédit , dont il éprouva la déca-

dence , surtout quand il demandoit de l'argent ; au lieu que l'estime qui environnoit Charles V rendit toujours les François prompts à l'aider dans le besoin : éloge du peuple et du monarque.

Il auroit passé ces deux années tranquille , rafraîchi , pour ainsi dire , par les douces influences de la paix , si son perfide beau-frère ne l'eût encore troublé. Jeanne de France , épouse de Charles-le-Mauvais , étoit morte subitement. On soupçonna qu'il l'avoit empoisonnée. Le même soupçon se répandit à l'occasion de la mort de Guy d'Auvergne , dit le cardinal de Boulogne , qui étoit le conseil de ce prince. Il s'en disculpa auprès du pape Grégoire XI ; mais , en pareille circonstance , c'est déjà une tache infamante que le besoin de justification. A ces forfaits commis dans sa famille , le Navarrois joignit des tentatives pour donner à son beau-frère des inquiétudes tant dans sa cour que de la part de l'ennemi. Il s'étoit élevé une discussion d'intérêt entre la branche cadette de Valois et l'ainée , dont le roi étoit chef. Aussitôt le Navarrois s'intrigue , se jette dans la contestation , brouille les droits , aigrit les esprits. Sans quelques sacrifices que le monarque fit à propos , il auroit mis la discorde dans la famille royale. Il s'efforça aussi de rompre la trêve , envoya pour cela un agent en Angleterre , et conclut

un traité d'alliance offensive et défensive. On ne put à la vérité rien prouver contre ce prince , parce que le vaisseau qui rapportoit l'argent et les papiers périt dans la traversée

Pendant la trêve , la paix se négocioit toujours. Les pouvoirs donnés par Charles V à ses plénipotentiaires portoient , dit-on , l'abandon de quatorze cents villes fermées , et de trois mille forteresses dans la seule Aquitaine , si les Anglois vouloient terminer. Ce nombre n'est pas croyable , quand même , dans l'état qui fut présenté , on auroit mis comme villes des bourgs qui portent encore ce nom , et comme forteresses les villages , qui étoient alors tous entourés de murs. Ce sacrifice , qui nous paroît énorme , le fut si peu aux yeux des ambassadeurs anglois , venus de nouveau à Bruges , qu'ils dirent ne pouvoir conclure sans avoir auparavant consulté. Ils repartirent ; mais , en arrivant à Londres , ils trouvèrent Edouard mort , et au même moment la trêve expiroit.

[1377] Charles épioit ces deux circonstances. Aussitôt des ports de Normandie partent des vaisseaux chargés des troupes. Elles abordent en Angleterre , ravagent les campagnes , pillent et brûlent les villes. Le roi avoit eu soin , pendant la trêve , de faire bâtir des vaisseaux à rames et à voiles , nommés *galères* , propres à la guerre. Ses prédécesseurs ne se servoient ordinairement que d'embarca-

tions marchandes. Ils les ramassoient au moment de la guerre , et les faisoient quelquefois accompagner par des navires plus forts de bois et plus hauts de bords , qu'ils louoient des Génois , réputés alors les meilleurs marins. Dans cette expédition ce furent les Castillans qui aidèrent les François. Transtamare envoya une flotte. Ses troupes , jointes aux nôtres , firent trembler l'Angleterre : Londres même s'effraya. Charles attaqua en même temps en Guienne, en Bretagne, dans l'Artois, et partout il eut des succès. On remarque qu'au siège d'Ardres il y eut quarante *bombardes* employées. Ce nombre marque un accroissement rapide dans cette arme.

[1378] Pendant que les généraux de Charles prenoient des villes et soumettoient des provinces , il recevoit à Paris l'empereur Charles IV son oncle , et Venceslas son cousin , élu roi des Romains. Le père venoit accomplir un pèlerinage à Saint-Maur-des-Fossés. « Mais combien qu'il eût sa dévotion , il venoit aussi , disoit-il , pour voir le roi , la reine et leurs enfans , et leur présenter son fils. » Les honneurs qu'on lui fit nous apprennent quel étoit le cérémonial du temps , semblable au nôtre , aux nuances près qu'apporte l'accroissement du luxe. Entrée solennelle , harangues . festins , grandes parures , belles livrées. L'université le complimentait , et l'invita à une thèse



de théologie; c'étoit ce qu'a été depuis, pour d'autres souverains, une séance académique. On eut cependant soin qu'il ne fît pas son entrée à Paris sur un cheval blanc : distinction qui n'appartenoit qu'au roi, et dont on craignit que l'empereur ne se prévalût. On eut soin aussi de compasser sa marche depuis les frontières jusqu'à Paris, afin qu'il n'y arrivât qu'après les fêtes de Noël, de peur qu'il ne lui prît envie d'assister à l'office de la nuit, revêtu des habits impériaux, et de chanter la dernière leçon des matines; ce qui étoit un droit des empereurs d'Occident dans l'empire, droit dont l'exercice pourroit faire croire qu'il regardoit la France comme en faisant partie. Le roi l'invita à une séance de son conseil. Il se plut à lui expliquer lui-même les motifs de sa rupture avec l'Angleterre, comme jaloux d'obtenir son suffrage.

A la joie qu'eut le roi de voir un oncle qu'il aimoit succéda une douleur profonde, causée par la mort de Jeanne de Bourbon son épouse. Une imprudence commise peu de jours après avoir mis une princesse au monde la conduisit au tombeau. Elle y emporta les regrets de son époux et de toute la France.

Dans ce temps se tramoit une conspiration, dont l'auteur, quand il est question de trahison et de perfidie, est connu sans qu'on le nomme. Les succès du roi causoient au roi de

Navarre une jalousie qui tenoit de la rage. « Je n'aime point le roi de France , disoit-il à ses confidens : quelque belles paroles qu'il m'ait dites, j'ai toujours entendu, par toutes les manières que j'ai pu, lui faire grief et dommage, et si je pouvois, je mettrois volontiers peine à sa destruction. » Ces dispositions préparent à n'être pas étonné des crimes dont les pièces du procès qui fut fait alors et dont les monumens qui existent encore donnent la certitude. Le poison, comme on l'a déjà vu, étoit son arme favorite. Il avoit attiré à sa cour un médecin juif, nommé Angel. Il le choisit pour exécuteur de son affreux projet. « Votre profession, lui disoit-il, vous facilitera le moyen de vous introduire auprès du roi de France, dont les savans sont sûrs d'être bien accueillis. Il vous verra d'autant plus volontiers que vous parlez bien latin, et êtes *moult argumentatif*. » Angel n'accepta pas la commission ; et, sentant le danger auquel l'exposoit une pareille confidence, il s'échappa de la cour du Navarrois ; mais il ne porta pas loin le funeste secret du prince. Quelque temps après, Charles-le-Mauvais dit à un de ses confidens « que le physicien de Chypre avoit été noyé dans la mer. »

La tentative auprès du médecin n'ayant pas réussi, le Navarrois eut recours à un de ses valets de chambre, qui avoit un parent

officier dans les cuisines du roi. Il lui dit de se rendre à Paris, de s'introduire, par l'entremise de son parent, dans la cuisine, et de jeter sur les plats à sa portée un poison qu'il fit préparer par une juive sous ses yeux. Il y avoit à la cour un agent du Navarrois, nommé Duruc, dont on se méfioit : le roi le fit arrêter et fit saisir ses papiers. On y trouva les preuves de cet odieux projet, et Duruc en convint. Un autre homme, secrétaire du roi de Navarre, nommé Pierre Dutertre, fut surpris dans une des villes que ce prince possédoit en Normandie. Ses papiers n'indiquoient rien sur le poison ; mais on y trouva le motif et le plan de la conspiration. Après la mort du roi, qui seroit très-subite, on devoit profiter du trouble que cet événement imprévu occasionneroit pour se saisir du dauphin et s'emparer du gouvernement. Le roi de Navarre comptoit sur quelques mécontents et sur les Anglois, avec lesquels il avoit un traité. Il s'engageoit, en échange des troupes qu'ils lui feroient passer, à leur livrer ses villes de Normandie ; et l'aïllance devoit être confirmée par le mariage d'une de ses filles avec le jeune roi Richard.

Le comte de Beaumont, un des fils du roi de Navarre, avoit été envoyé à la cour de France sous prétexte de solliciter quelques affaires, mais réellement afin d'écarter les

soupçons, pendant que son père machinoit ces noirceurs. Le jeune prince ignoroit ces infâmes manœuvres; il n'étoit point du tout dans la confidence. Il faisoit un petit voyage en Normandie lorsqu'on arrêta les agens de son père, et il étoit de si bonne foi qu'il vint demander au roi leur élargissement. Il avoit avec lui plusieurs gouverneurs des principales places qui l'escortoient par honneur. Le roi lui découvrit toute la trame. Il en fut si consterné, qu'il se prêta de lui-même à tout ce que le roi exigea.

Pour suspendre les effets de la conspiration, Charles s'abstint des ménagemens qu'il avoit eus autrefois, et n'hésita pas à rendre publics le crime et la honte de son beau-frère. Il fit comparoître Duruc et Dutertre devant le parlement, où se rendirent les princes, pairs, prélats et seigneurs les plus distingués du royaume. On lut leurs dépositions, qu'ils confirmèrent par leur aveu. Ils furent condamnés à mort, traînés sur-le-champ aux halles, et exécutés. On ne voit pas qu'il ait été rien prononcé personnellement contre le roi de Navarre, peut-être en considération de ses enfans. Les gouverneurs des villes de Normandie reçurent ordre, en présence du comte de Beaumont, de remettre leurs places aux troupes que le roi enverroit.

Le comte accompagna lui-même l'armée

destinée à cette expédition , qui ne fut ni longue ni périlleuse. Dans une de ces villes on rencontra Jean de Mortain, fils puîné du roi de Navarre, et la princesse sa sœur. Le roi les traita avec toute la bienveillance possible, comme son cher neveu et sa chère nièce. Dans une forteresse se trouvèrent les trésors du coupable, dont la perte fut sans doute plus sensible pour lui que celle de ses enfans. Le duc d'Anjou s'empara de Montpellier et de toutes les terres que le Navarrois possédoit en Languedoc. Sur le seul bruit de la conspiration, et sans en être prié, Transtamare se jeta sur la Navarre, afin de faire une diversion en faveur de Charles V son ami, s'il en avoit besoin. Ainsi dépouillé, Charles-le-Mauvais se sauva en Angleterre. Ses alliés, le voyant inutile, n'en tinrent pas grand compte. Ils lui promirent cependant des secours; mais par nantissement ils se firent livrer la ville de Cherbourg, où ils mirent garnison. Le duc de Bretagne, dans le même temps, leur ayant livré Brest pour payer les secours qu'il en sollicitoit, ils se trouvèrent ainsi maîtres de quatre des principaux ports de France; Bordeaux, Brest, Calais et Cherbourg.

Une autre affaire importante attira l'attention du roi. Clément V, redevable de la tiare à la France, avoit fixé son séjour à Avignon. La cour papale et le sacré collège y demeurent.

roient depuis plus du cinquante ans, lorsque des raisons politiques et religieuses firent prendre à Urbain V la résolution de reporter le saint siège à Rome. Il apprit que les Romains, ennuyés de l'absence des papes successeurs de Clément, paroissoient disposés, si Urbain ne revenoit pas, à en élire un autre. D'ailleurs ce pontife, savant et pieux, se faisoit un scrupule de ne pas résider dans son diocèse. Ainsi, malgré les sollicitations de Charles V, il se rendit à Rome; mais il y eut des désagrémens de la part d'un peuple indocile, accoutumé à l'anarchie, et il revint au bout de trois ans à Avignon. La mort le surprit dans le louable dessein de travailler lui-même à la paix entre la France et l'Angleterre. Son successeur Grégoire XI, élu à Avignon, s'imposa pour ainsi dire l'obligation de retourner à Rome, en publiant une bulle qui recommandoit la résidence aux évêques, sous des peines sévères. Comment auroit-il pu, lui, le premier des évêques, se dispenser de donner l'exemple aux autres? De plus le même motif qui avoit déterminé son prédécesseur, savoir, la crainte que les Romains n'élassent un autre pape, le pressoit lui-même. La menace lui en fut signifiée par une députation solennelle du peuple de Rome. Il partit donc, et emmena avec lui le sacré collège, à six cardinaux près, qu'il laissa à Avignon.

A sa mort , les cardinaux se trouvèrent à Rome au nombre de seize , dont onze François , non compris les six restés à Avignon. Quand ils entrèrent au conclave , la populace les entoura en criant : « Nous le voulons Romain ; avisez-vous , seigneurs , disoient-ils , et baillez-nous un pape romain , autrement nous vous ferons les têtes aussi rouges que vos chapeaux. » Cette menace les embarrassa. Après avoir hésité quelques jours , harcelés par le peuple , ils prirent un parti mitoyen , qui fut d'élire Bartholomeo Prignano , archevêque de Bari , Italien , qui n'étoit pas cardinal. Ils ont dit depuis qu'ils lui avoient fait faire serment de se démettre quand ils seroient en sûreté , et qu'ils s'étoient réservé le droit de revenir contre cette élection comme contrainte , et d'en faire une nouvelle ; mais il ne parut rien alors de cette convention. Les Romains se montrèrent contents d'avoir du moins un pape italien. Il prit le nom d'Urbain VI. Il étoit impérieux , emporté , dur , vindicatif , et sa sévérité approchoit souvent de la cruauté.

Ces qualités repoussantes ne tardèrent pas à se montrer. Les cardinaux , effrayés par les mauvais traitemens faits à quelques-uns d'entre eux , désertèrent sa cour l'un après l'autre , et se retirèrent à Anagni , petite ville de la campagne de Rome. Là ils protestèrent pour

la première fois contre l'élection, comme arrachée par la violence. Urbain leva des troupes : ils en levèrent aussi ; mais, se voyant près d'être enfermés dans cette petite ville, ils se réfugièrent à Fondi près de Naples, où la reine Jeanne leur donna un asile. Ils y procédèrent à une nouvelle élection, et choisirent le cardinal Robert, fils du comte de Genève, dont ils espéroient protection et secours. Le nouvel élu prit le nom de Clément VII.

Les électeurs envoyèrent dans toutes les cours une proclamation dans laquelle ils ne parloient que de la violence qui leur avoit été faite par le peuple, violence qu'ils prétendoient suffisante pour rendre l'élection d'Urbain illégitime, et par conséquent nulle ; mais ils ne parloient ni du serment supposé fait par Prignano, de se démettre quand il en seroit requis, ni de leur intention secrète de ne faire qu'une élection feinte. Si la chose étoit vraie, apparemment ils eurent honte d'avouer une dissimulation interdite à toutes sortes de traités, à plus forte raison dans un engagement qui touchoit à la religion, et qui pouvoit intéresser la paix de l'Eglise. De son côté, Urbain envoya dans toutes les cours des députés chargés de faire reconnoître la validité de son élection. Pour remplacer les cardinaux qui l'avoient abandonné, il en créa



vingt-six. Alors les deux papes commencèrent à se lancer des excommunications, à se charger d'anathèmes, et leurs partisans prirent les noms d'*Urbanistes* et de *Clémentins*.

Charles V vit avec inquiétude les annonces d'un schisme, et en prévint les conséquences. Dans un royaume comme la France, où la religion et ses ministres avoient un grand empire, où se trouvoient des ordres religieux très-nombreux, déjà divisés sur des systèmes théologiques, et discordans de sentimens sur d'autres articles; des universités, des corps savans ardens à la dispute, il auroit été dangereux de laisser à chacun la liberté de proclamer publiquement son opinion particulière. Il fit donc examiner, dans une assemblée composée de six archevêques, trente évêques, plusieurs abbés et docteurs, la question qui commençoit à agiter le monde chrétien, auquel des deux papes on devoit obéissance: quoique l'affaire occupât plusieurs séances, on ne put se décider. Le roi envoya en Italie faire de nouvelles informations. Le résultat en fut lu dans une seconde assemblée à laquelle assistèrent, avec un choix de docteurs, les principaux du clergé et de la noblesse. Le monarque les exhorta à ne suivre que la voix de leur conscience dans l'avis qu'ils alloient donner. Il en fit faire serment et le jura lui-même. La pluralité fut pour Clément.

Quand ce jugement fut signifié à l'université, comme à la société dont l'exemple devoit entraîner les autres, elle demande à délibérer encore. Enfin elle se décida pour Clément, non pas à l'unanimité. Plusieurs membres opinèrent à ne reconnoître ni l'un ni l'autre pontife, et à attendre que leur droit eût été discuté et établi dans un concile général. Cependant les corps enseignans, prédicateurs et tribunaux, se soumirent, pour la police extérieure, à l'ordre qui fut donné de ne reconnoître pour pape que Clément VII. Mais l'Angleterre et d'autres états en plus grand nombre se déclarèrent pour Urbain. Il paroît que le motif déterminant du roi de France fut la violence assez bien prouvée qui avoit été faite au conclave.

Pendant cette dissension, la guerre se faisoit entre les deux nations avec des succès assez variés. Leurs champs de bataille étoient les deux extrémités de la France, la Navarre et la Bretagne. On se rappelle que, pour faire diversion à la conspiration de Charles-le-Mauvais, Transtamare s'étoit jeté sur la Navarre, et y avoit fait des progrès rapides. Les Anglois de la Guienne y entrèrent à leur tour, et, malgré les troupes que Charles V y envoya, ils chassèrent le Castillan de sa conquête, et le poursuivirent jusque dans son royaume. Il y a apparence qu'ils entreprirent

cette expédition moins pour obliger le Navarrois que pour faciliter le projet que le duc de Lancastre conservoit de regagner la couronne de Castille, enlevée à Pierre-le-Cruel, dont il avoit épousé la fille, et dont il convoitoit toujours l'héritage. C'est dans ce dessein qu'il avoit obtenu du conseil de régence de Richard son neveu, de porter les forces d'Angleterre de ce côté. Ce fut une excursion brillante, à la vérité, mais qui n'eut pas de suite. Quant à la Bretagne, dont les principales villes étoient occupées par des garnisons françoises, elle fut d'abord attaquée. Une flotte parut sur ses côtes et débarqua des troupes angloises. Fier de ce secours, le duc osa envoyer défier le roi de France, son seigneur suzerain. Cette audace déterminâ le roi à porter à Montfort un coup qui seroit devenu mortel, si Charles V avoit trouvé dans les seigneurs bretons la correspondance qu'il espéroit.

Il vint tenir un lit de justice au parlement, y énuméra ses griefs contre le duc, demanda qu'il fût procédé contre lui. On le somma de comparoître. Il ne répondit pas à la citation; alors le monarque lui-même, du haut de son trône, prononça la « confiscation de la personne et des biens de Jean de Monfort, chevalier, naguère duc de Bretagne. » Il manda à Paris quatre des principaux seigneurs bretons, qu'il savoit les plus attachés à la France;

savoir, le connétable du Guesclin, Olivier de Clisson, et les seigneurs de Rohan et de Laval, leur fit connoître la sentence, s'efforça de leur en prouver la justice, et leur dit que, ne doutant pas de leur affection, il espéroit qu'ils ne feroient nulle difficulté de recevoir ses troupes dans leurs places, pour les défendre contre les Anglois.

[1379] Cette proposition décela l'intention secrète du roi; ils ne doutèrent pas qu'il n'eût l'intention de réunir la Bretagne à la couronne, et d'en faire une province de France. Si, en dépouillant Montfort de son duché, le roi en eût investi un autre, par exemple, un des fils de Jeanne-la-Boiteuse, duchesse de Penthievre, peut-être auroit-il réussi à se débarrasser de Montfort pour toujours; mais le dessein d'anéantir la souveraineté, dont les seigneurs bretons se regardoient comme participans, glaça leur zèle pour la France. Ils répondirent froidement au roi qu'ils feroient toujours ce qu'ils pourroient pour son service; que, quant à leurs forteresses, il n'en fût pas inquiet, qu'ils sauroient les défendre eux-mêmes contre les Anglois; et ils repartirent promptement.

Les pairs mêmes furent mécontents de la procédure; le duc d'Anjou, frère du roi, lui en fit des plaintes. Ils remontrèrent que, selon l'ancien code féodal, le seigneur, fût-il mo-

narque , plaidant contre son vassal , ne pouvoit assister à la délibération avec les pairs du vassal , qui seuls avoient le droit de le juger ; que , si l'innovation dont ils venoient d'être témoins se confirmoit , ils courroient risque , au moindre mécontentement , de perdre leurs pairies et leurs autres privilèges , par l'influence que la présence du roi et son opinion manifestée pouvoient avoir sur les jugemens. La duchesse de Penthièvre , de son côté , revendiqua pour ses enfans le bénéfice de la confiscation , d'après la clause du traité de Guérande , que , survenant l'extinction de la famille de Montfort , la sienne de droit saisissoit le duché. Or , disoit-elle , si le crime de félonie , sur lequel la confiscation est fondée , rend Monfort et sa postérité inhabiles à posséder le duché , c'est comme si la sentence les anéantissoit. En ce cas , la Bretagne doit revenir aux miens , et non à la couronne. Le duc d'Anjou son gendre appuyoit sa prétention , dans l'espérance de voir peut-être un jour ce beau duché possédé par ses enfans.

Les seigneurs bretons , retournés chez eux , racontèrent à leurs parens et à leurs amis ce qui s'étoit passé à Paris. Ils s'assemblèrent secrètement , pesèrent les avantages et les inconvéniens de ce qu'on leur demandoit. Le résultat de leurs délibérations fut qu'il valoit mieux avoir affaire à un duc qu'à un roi ,

« parce qu'un roi commande toujours, et qu'un duc prie souvent. » De ce principe naquit une confédération de la noblesse, et une résolution de rappeler Montfort; la députation partit pour Londres; le duc fut très-étonné et très-joyeux. Cependant, sur la proposition qu'ils lui firent de retourner avec eux, n'osant pas se fier sans examen à cette bonne fortune, il leur dit de repartir, et leur promit de les rejoindre sitôt que le secours que la régence d'Angleterre lui promettoit seroit prêt.

Comme si le roi eût travaillé pour son ennemi, il hasarda de mettre un impôt sur la Bretagne. L'idée de vouloir se rendre leur maître avoit révolté les grands; l'impôt souleva le peuple. Une nouvelle députation partit; le duc ne fit point difficulté de revenir avec elle, d'autant plus que les Anglois lui donnèrent des troupes et des munitions. Quand son retour fut annoncé, il se fit un concours prodigieux vers la place de Saint-Malo, où il devoit débarquer. Lorsqu'on aperçut ses vaisseaux, ce peuple qui l'avoit chassé, devenu ivre de joie, tendoit vers lui des mains suppliantes, avec des acclamations de repentir et de tendresse. Il avançaient jusque dans la mer pour le voir plus tôt. Ils se prosternoient, ceux mêmes qui s'étoient jetés dans l'eau, dit l'historien de Bretagne. Ils versaient

des torrens de larmes , le suppliant de leur pardonner , reconnoissant qu'ils avoient été séduits , et maudissant l'auteur de leur révolte.

En peu de temps Montfort se vit une armée considérable. Il n'eut pas de peine à reconquérir son duché. Les seigneurs s'empressoient de se rendre auprès de lui , et les villes de lui ouvrir leurs portes. Les François se renfermèrent dans les plus importantes de celles qu'ils tenoient. Charles V ne fit pas de ce côté de grands efforts. On auroit dit que cette guerre pesoit sur sa conscience. Montfort , après avoir soustrait en grande partie la Bretagne au joug du roi de France , la dégagea ainsi de la guerre. Il la porta en Normandie. Le duc d'Anjou , envoyé pour couvrir cette province , vint au-devant de lui. Quand les armées furent en présence , les deux ducs , sans grands préliminaires , convinrent d'une suspension d'armes , dont les conditions paroîtront singulières. La trêve étoit pour un mois. Pendant ce temps l'affaire du duc de Bretagne , c'est-à-dire la confiscation de sa personne et de son duché , devoit être remise à l'arbitrage du duc d'Anjou lui-même , du comte de Flandre , et de quatre seigneurs bretons des deux partis. La duchesse de Penthièvre même intervint dans cette espèce de compromis. Le duc d'Anjou promit de faire agréer au roi ce que les arbitres décide-

roient , et fit garantir sa promesse par Charles , prince de Navarre , qui se trouvoit dans son armée , par le duc de Bourbon et par le connétable.

Du Guesclin , appelé par le roi lui-même dans cette affaire , ne pouvoit , comme Breton , y être indifférent. A la proposition faite par le roi aux seigneurs de remettre leurs places , il n'avoit dit mot , et s'étoit retiré en Bretagne comme les autres ; mais il ne prit aucune part , du moins apparente , aux démarches faites pour le retour de Montfort. Il étoit à Saint-Malo lorsque le duc débarqua. Il vit du haut des remparts la belle manœuvre d'un capitaine anglois nommé Kalverli , qui , avec un seul vaisseau , tint en échec toute la flotte castillane , envoyée pour fermer le retour au duc , et sauva toutes ses munitions et son trésor. Le connétable , témoin de cette belle action , ne put s'empêcher d'y applaudir , et le fit dans des termes capables de déplaire au roi , s'ils lui revinrent.

[1380] Le silence seul que du Guesclin garda dans l'audience des quatre Bretons étoit une improbation , une censure indirecte , auxquelles le monarque fut sensible. Il survint entre eux une froideur qui pesoit sans doute à tous deux. Elle alla jusqu'à déterminer le général , pour quelques mots de reproches glissés dans la lettre du roi , à lui



renvoyer l'épée de connétable. Il avoit , à ce qu'on croit , dessein de se retirer en Castille , où Transtamare l'auroit certainement bien reçu. Mais le cœur du monarque parla en faveur de son ancien ami , du plus fidèle et du plus utile de ses sujets. Il lui dépêcha les ducs d'Anjou et de Bourbon. Ils lui dirent qu'ils venoient de la part du roi , qu'à la vérité il s'étoit laissé persuader que le connétable l'abandonnoit , et embrassoit le parti de Montfort , mais qu'il étoit détrompé. « Véez ci l'épée d'honneur de votre service , ajoutèrent-ils , reprenez-la , le roi le veut , et vous en venez avec nous. » Il fit quelques difficultés , mais enfin il se laissa entraîner. En arrivant , le roi lui donna la commission d'aller retirer les parties méridionales de la France des mains des Anglois , qui les ravageoient. Du Guesclin fut sensible à l'attention du roi , qui , par ce commandement , le dispensoit de porter les armes contre les Bretons ses compatriotes. Il fit au monarque un adieu tendre , lui dit qu'il le trouveroit toujours prêt à marcher contre les Anglois , et appuya sur ce mot : « Je ne sais , ajouta-t-il , si je retournerai du lieu où je vais ; je suis vieilli , et non pas las. Je vous supplie très-humblement que vous fassiez la paix avec le duc de Bretagne , et aussi que vous le laissiez en paix , se soumettant à son devoir ; car les gens de guerre

du pays vous ont très-bien secouru à toutes vos conquêtes , et pourront encore faire , s'il vous plaît de vous en servir. »

Le pressentiment du connétable sur sa prochaine fin ne se vérifia que trop tôt. Après plusieurs exploits il tomba malade devant une place du Gévaudan , nommée Randon. La garnison avoit promis de se rendre à jour dit, si elle n'étoit pas secourue. Le jour arriva , mais le vainqueur n'étoit plus. Il mourut sous la tente , environné des compagnons de ses victoires. Outre les avis qu'il leur donna à chacun en particulier, il les exhorta tous en général d'épargner dans la guerre les laboureurs, les femmes, les enfans, les vieillards, et tous ceux que leur foiblesse expose sans défense. Dans son testament, il recommanda au roi sa femme et son frère Olivier, brave guerrier, dont le nom figureroit avec éclat dans les annales, s'il n'étoit obscurci par celui de Bertrand. Sans doute sa sœur la religieuse, l'héroïne de Hennebond, n'existoit plus. Il remit l'épée de connétable à Clisson son compagnon d'armes , pour la rendre au roi. « Il saura bien , dit-il en le regardant fixement, la donner au plus digne. » Au jour marqué les Anglois de Randon vinrent apporter les clefs de leur forteresse , et les posèrent sur son cercueil , mêlant leurs larmes à celles des François.

Il avoit marqué sa sépulture dans l'église des dominicains de Dinan. Le convoi se mit en marche. Partout, sur la route, le peuple accouroit pour rendre les devoirs de la reconnaissance au guerrier, l'ange tutélaire de la France. Le roi fit détourner la pompe funèbre, et apporter le corps à Saint-Denis. Il fut placé au pied du tombeau que le monarque se préparoit, avec cette simple épitaphe : *Ci git le connétable du Guesclin*. Après les honneurs funèbres, après avoir déposé leur maître dans la tombe, ses officiers et domestiques vinrent prendre congé du roi. Il les accueillit avec bonté, assura aux derniers leurs gages. Quand ils sortirent de sa présence, il détourna la tête pour cacher ses larmes, et on l'entendit soupirer. Il avoit promis au connétable, lorsqu'il lui fit ses adieux, de faire la paix avec le duc de Bretagne, s'il survenoit une honnête occasion; mais elle ne se présenta pas, et la guerre continua.

Les Anglois firent un effort, et débarquèrent à Calais une armée formidable. Manquant de vaisseaux, ils furent obligés de transporter leurs troupes par parties. Cette disette les empêcha de les diriger vers la Bretagne, où ils auroient trouvé la flotte de Castille, qu'ils n'étoient pas en état de combattre. Au fond, on ignore quel étoit le but et la destination de ce grand armement. Le duc de Buckingham,

oncle du jeune Richard, le commandoit. Il s'enfonça dans la France comme le duc de Lancastre son frère. Il parcourut la Picardie, entra en Champagne, et, arrivé devant Troyes, il envoya sommer le duc d'Anjou, qui y avoit rassemblé un corps d'armée, de lui marquer un jour pour la bataille. Si le roi avoit jugé à propos, dans l'irruption du duc de Lancastre, d'enchaîner la valeur de du Guesclin, dont il connoissoit la prudence, à plus forte raison, dans celle-ci, crut-il devoir mettre un frein à l'ardeur des généraux qui commandoient les corps d'observation dont il avoit environné ses ennemis. « Laissez les Anglois faire leur chemin, leur écrivoit-il sans cesse; ils se gâteront d'eux-mêmes. »

Quand le duc de Buckingham eut fait assez de dégât en Champagne pour tâcher d'attirer les François à une bataille, il passa les rivières de Seine et d'Yonne, désola le Gâtinois, traversa les plaines de Beauce, le Vendômois, et arriva sur les bords de la Sarthe, qui traverse le Maine, toujours suivi par le duc d'Anjou, dont l'armée, renforcée des noblesses d'Anjou, de Normandie, du Maine et du Vendômois, demandoit à grands cris la bataille. Les Anglois se trouvoient engagés dans des défilés et des marais dont il leur étoit difficile de se tirer sans combattre. On s'y préparoit de part et d'autre, lorsqu'un

courrier, venu de la cour, annonça la maladie du roi. On savoit qu'elle ne pouvoit être longue, parce qu'il étoit connu que le médecin qui lui fit un cautère après qu'il eut pris le poison du roi de Navarre, l'avoit averti que, quand l'effet de la plaie cesseroit, il n'auroit pas quinze jours à vivre; or la chose étoit arrivée. Cette nouvelle mit un grand désordre dans le camp. Princes, chevaliers, gentilshommes, chacun ne songea plus qu'à ses affaires particulières; l'armée se débanda en grande partie; les Anglois se dégagèrent et se retirèrent furtivement en Bretagne.

Certain de sa mort, Charles V en auroit presque pu marquer le moment. Il la vit avancer avec le calme d'un chrétien résigné, et fit ses dispositions avec l'attention d'un sage. Il paroît qu'il auroit désiré ne pas confier la régence, la destinée de ses enfans et de la France, à son frère le duc d'Anjou. Le ton qu'il avoit pris dans l'affaire de Bretagne, ses remontrances hautaines, surtout les singulières conditions de la suspension d'armes, comme s'il eût prétendu faire la loi à son frère, ses vues ambitieuses qu'il connoissoit, lui inspiroient des soupçons et des craintes; mais le duc d'Anjou étoit l'aîné. Il auroit sans doute été imprudent de lui fournir un sujet de plaintes, d'où auroient pu naître des trou-

bles. Charles lui laissa donc la régence. Il se contenta de donner à ses deux autres frères , au duc de Bourbon son beau-frère , et à d'autres seigneurs qu'il admit à sa confiance, des avis propres à faire échouer les projets dangereux du duc , s'il en avoit. Comme c'étoit d'Allemagne que les Anglois tiroient une grande partie de leurs forces de terre , quand ils avoient la guerre sur le continent , le roi recommanda qu'on donnât à son fils pour épouse , quand il seroit en âge , une Allemande , afin de contre-balancer du moins les alliances que l'Angleterre entretenoit dans ce pays , et qu'elle cherchoit à augmenter par le même moyen , d'un mariage pour son jeune roi Richard. Vanité de la prévoyance humaine ! C'est cette précaution qui a placé sur le trône une princesse dont les Anglois se sont servis pour acquérir en France la puissance la plus vaste qu'ils y aient jamais eue. Le duc d'Anjou eut ordre de rester dans son duché , pour surveiller de plus près les Anglois réfugiés en Bretagne ; mais instruit des conférences du moribond avec ses frères , et craignant qu'il n'y fût pris des résolutions contraires à ses intérêts , il partit précipitamment quand il sût l'extrémité du monarque , et arriva presque au moment qu'il rendoit le dernier soupir.

Charles V disoit « qu'il ne trouvoit les rois

heureux qu'en ce qu'ils avoient le pouvoir de faire du bien. » Ce sentiment pourroit suffire à son éloge comme monarque. Il étoit bon , affable , tendre ami , comme il paroît par ses regrets à la mort de du Guesclin. Il n'y a pas d'exemple qu'aucun seigneur de sa cour se soit jamais plaint de procédé désobligeant ; mais il étoit sévère pour la bienséance et les mœurs. Il chassa de sa présence un homme de qualité qui s'étoit permis devant lui des paroles un peu trop libres. Surtout il croyoit que les enfans des princes méritoient à cet égard plus d'attention que les autres. « On doit premier , disoit-il , les nourrir en vertu , si qu'ils surmontent en mœurs ceux qu'ils doivent surmonter en honneur. » Par une suite de ce principe , que plus on est en spectacle , plus on doit donner l'exemple des vertus , il désiroit que les ecclésiastiques se distinguassent par leur bonne conduite , dont il faisoit même dépendre la prospérité de la France. « Les clercs ou la sapience , disoit-il , l'on ne peut trop honorer , et tant que sapience sera honorée en ce royaume , il continuera à prospérité ; mais quand déboutée y sera , il déchérera. » Quelques personnes entendent par sapience, la science , que l'on confondoit alors avec la sagesse , et qui ne devoit jamais en être séparée.

Charles V aimoit à s'instruire , comme on

le peut induire de la remarque du roi de Navarre, que son beau-frère étoit *moult argumentatif*. Il avoit eu un bon précepteur, nommé Oresme, qu'il fit évêque, et dont il tira, ainsi que de plusieurs personnages habiles, des traductions de bons auteurs païens et chrétiens, comme des ouvrages de Cicéron et de saint Augustin. La bibliothèque de Jean son père n'étoit que de vingt volumes; il la porta à neuf cents, augmentation étonnante pour le temps, où il n'y avoit que des manuscrits qui se vendoient pour ainsi dire au poids de l'or. Cette bibliothèque a été l'origine de l'immense collection dont la France s'enorgueillit. Ces dépenses, celles d'une guerre continuelle, la diminution des impôts, ne l'empêchèrent pas de laisser en mourant, dans son trésor, dix-sept millions, somme prodigieuse pour le temps, et qui l'a fait surnommer le *Riche*: on est toujours riche quand on est économe. Cette dénomination est moins connue que celle de *Sage*, qu'il a bien méritée. Cependant, il faut le dire, il paroît qu'il s'écarta de sa prudence ordinaire dans l'affaire de Bretagne, qu'il écouta trop le désir d'humilier un prince qui lui résistoit, et sans doute aussi les conseils de l'ambition. Il mourut à quarante-deux ans, et laissa deux fils et une fille.



## CHARLES VI,

AGÉ DE 12 ANS.

LES trois frères de Charles V, Louis d'Anjou, tige des ducs de ce nom, Jean, duc de Berri, et Philippe-le-Hardi, tige de la dernière maison de Bourgogne, au moment de la mort de leur frère, regardèrent la France comme une proie abandonnée à leur rapacité. Ils fondirent sur elle en vautours affamés. Leur rivalité au sujet du gouvernement remplit la cour de dissensions et de cabales. Le duc d'Anjou vouloit la régence et l'autorité sans partage. Ses deux frères prétendoient limiter son pouvoir par un conseil dont ils seroient les principaux membres, avec le duc de Bourbon, Louis II, dit le Bon, petit-fils du premier duc de Bourbon, et oncle maternel du roi. Pour soutenir son droit, chacun d'eux faisoient des levées, et les environs de Paris se remplissoient de troupes.

Tout menaçoit d'une guerre civile, lorsque Jean Desmarest, avocat du roi, que ses talens avoient élevé à cette fonction sous un roi connoisseur en mérite, proposa et fit agréer par les rivaux de s'en rapporter à des arbitres. Ils réglèrent provisoirement que le roi mineur seroit *agé*, ou émancipé, lors de son sacre, qui devoit avoir lieu très-prochainement; qu'a-

lors il prendroit l'administration du royaume, qui seroit gouverné en son nom par ses oncles, et que la régence du duc d'Anjou finiroit à la même époque. Le duc y consentit, et la sentence arbitrale fut confirmée dans un lit de justice tenu au Louvre, quinze jours après la mort de Charles V.

On croit que le duc d'Anjou ne consentit à cet accord, qui fixoit un terme si peu éloigné à la fin de sa régence, que parce qu'on lui promit de ne le pas troubler dans la possession d'une grande quantité de bijoux, de meubles précieux et de l'argenterie du feu roi, dont il s'étoit emparé. Cet espace de temps, accordé à sa régence, lui suffisoit, d'autre part, pour une autre spoliation plus importante qu'il méditoit.

Charles-le-Sage avoit amassé, pour servir dans un besoin pressant, un trésor qu'on fait monter, comme nous avons dit, à dix-sept millions. On savoit qu'il étoit renfermé dans le château de Melun; mais on ignoroit où il étoit caché. Pendant que la cour s'acheminoit à Reims, le duc d'Anjou se rend à Melun, menant avec lui Philippe de Savoisi, chambellan et confident du feu roi. Arrivé au château, il lui ordonne de lui montrer le lieu du dépôt. Savoisi hésite, élude, nie enfin de le savoir. Le régent fait entrer des bourreaux avec les instrumens de la torture. Savoisi ef-

frayé indique une muraille épaisse dans laquelle le trésor étoit scellé. Le duc la fait démolir, charge le trésor sur des voitures qu'il tenoit prêtes, les envoie dans un lieu dépendant uniquement de lui, et part pour Reims. Cet acte fut le dernier de sa régence.

Elle cessa par le couronnement du roi. Cette cérémonie se fit avec beaucoup de magnificence. Le duc d'Anjou y éprouva un désagrément. Comme aîné des oncles du roi, et de plus comme régent du royaume, il prétendoit la première place à côté du roi : le duc de Bourgogne, quoique cadet, la prétendoit aussi en qualité de premier pair de France. Pour abrégér la discussion, le cadet s'élance entre le monarque et son frère, et s'empare de la droite. Les assistans furent étonnés que le duc d'Anjou, qu'on savoit n'être pas patient, souffrît cette espèce d'insulte; et l'on conjectura que, comme c'étoit la crainte d'être forcé à restituer le premier vol qui l'avoit engagé à laisser abrégér sa régence, ce fut aussi la crainte des reproches pour le second qui lui fit dévorer cet affront.

Au retour de Reims, on s'occupa d'un plan fixe de gouvernement pour remplacer le provisoire qui cessoit. Après des discussions assez vives, il fut arrêté que les quatres princes décideroient entre eux, et à la pluralité des voix, des affaires majeures, traités de paix, al-

liances, mariages et autres semblables ; qu'ils nommeroient douze personnes pour composer le conseil du roi ; que les officiers de tout grade , surtout ceux des finances , seroient choisis par les princes , de l'avis du conseil ; que , pour les engagements du domaine ou aliénations , il faudroit le consentement unanime du conseil ; que la garde de la personne du roi , de Louis son frère , dit mouseigneur de Valois , depuis duc de Touraine , et enfin d'Orléans , seroit confiée aux ducs de Bourgogne et de Bourbon , qui nommeroient les personnes employées auprès d'eux , avec l'agrément des deux autres oncles ; et qu'enfin inventaire seroit fait en secret , par les quatre princes , des finances et joyaux du roi , qui ne pourroit en disposer qu'à sa majorité. Cette clause , *en secret* , paroît être encore une condescendance pour le duc d'Anjou , dont un inventaire public auroit trop manifesté les pillages.

Mais ces précautions n'empêchoient pas que ses larcins ne fussent connus , et que l'opinion publique ne le proclamât coupable du vide qui se trouvoit dans le trésor , et par conséquent de la création ou augmentation des impôts , suite de ses déprédations. Aussi fut-ce à lui , comme régent , que s'adressèrent les plaintes des peuples , qui , dès avant le sacre , dégénérèrent en séditions en quelques

provinces , et qui furent apaisées par des promesses ; et , après le couronnement , ce fut encore lui qui , comme chef du conseil , ou comme principal déprédateur , fut le premier exposé aux excès que l'esprit de faction inspira aux Parisiens pendant tout le règne de Charles VI. Les historiens en tracent ainsi la marche.

Les troubles commencèrent par les clameurs d'une vendeuse d'herbes , dont le collecteur des impositions exigeoit une taxe pour sa place. Elle refusa. On voulut la forcer. Ses cris ameutèrent ses voisins et bientôt tout le marché. Le percepteur fut trop heureux de pouvoir échapper , par la fuite , à la première fureur de la populace. Cet événement donna lieu à des conversations dans les rues et les carrefours , entre les artisans et les ouvriers divisés par groupes , et ensuite à des assemblées où l'on se permettoit des raisonnemens et des murmures contre le gouvernement. Jean Culdoé , prévôt des marchands , inquiet des accroissemens que prenoit le mécontentement , convoque les notables dans le *parlour aux bourgeois* , lieu où ils avoient coutume de se réunir pour leurs affaires ; mais le peuple , qui n'y étoit pas appelé , s'y rend en foule. Un bas artisan , qu'on dit savetier , prend la parole. Dans un discours d'un style trivial , mais plein de chaleur , il déplore sa

misère et celle des ses compagnons d'infortune, réduits aux dernières extrémités par l'accumulation des impôts. Il peint le luxe insultant des riches, le faste et les déprédations des seigneurs et des princes qu'il nomme sans ménagemens. Il apostrophe même les notables bourgeois devant lesquels il parloit, leur reproche leur insouciance et leur lâcheté, et cite l'exemple des Gantois, qui dans ce moment avoient les armes à la main contre leur duc pour se rédimer des impôts.

Cette espèce de provocation répand un enthousiasme général. Les plus résolus entourent le prévôt et le forcent de les mener au palais. Ils demandent à grands cris le duc d'Anjou. Le prince paroît accompagné du chancelier, et monte, pour se faire voir, sur la table de marbre qui étoit au milieu de la cour. Dans son discours, Culdoé, à la peinture de la misère du peuple, à l'assurance de l'impuissance où il étoit de payer les impôts, mêle, le plus respectueusement qu'il peut, la déclaration de la ferme résolution où étoient ceux qui l'accompagnoient de tout risquer pour en obtenir la suppression. Non moins adroitement, le duc d'Anjou se montre pénétré de pitié pour le pauvre peuple, l'engage à se retirer « jusqu'à demain, leur dit-il, que vous pourrez peut-être obtenir ce que vous désirez. » L'irrésolution qu'indiquoit le

mot *peut-être* se tourna pendant la nuit, temps des réflexions, en certitude consolante. Le lendemain parut un édit du roi, qui, « touché de la misère de son peuple, de son obéissance et de sa fidélité, » abolissoit tous les subsides imposés en France depuis Philippe-le-Bel. C'étoit une addition à la dernière volonté de Charles V, qui, en mourant, n'avoit supprimé que ses propres taxes.

Il se trouvoit beaucoup de juifs entre les receveurs des impositions. Depuis que Charles V leur avoit accordé, pour de l'argent, un séjour limité, ils s'étoient jetés dans ces emplois. Au même prix, le duc d'Anjou, pendant sa régence, prolongea cette permission, qui expiroit. Les mutins déployèrent sur eux leurs fureurs. Ils déchirèrent et brûlèrent leurs registres, en blessèrent et tuèrent plusieurs, et poursuivirent jusque dans les cachots du Châtelet les malheureux qui s'y étoient réfugiés comme dans un asile. Par une piété mal entendue, ils arrachèrent aux mères leurs enfans pour les porter au baptême. Il fallut des punitions exemplaires pour réprimer les transports de cette rage fanatique.

Le peuple se montrant toujours intraitable sur l'article des impôts, les princes espérèrent le rendre plus docile en s'appuyant des états généraux. Ils les convoquèrent à Paris. Il y vint peu de députés des provinces, encore

étoient-ils mal disposés à satisfaire la cour. Tous se montrèrent convaincus que le trésor du feu roi , s'il n'avoit pas été dérobé avec ses autres épargnes , auroit suffi pour les besoins présens. N'entendant point parler de restitutions pour ces pillages , ils se persuadèrent que l'argent qu'ils donneroient se dissiperait aussi en dépenses de faste et en profusions aux seigneurs et aux favoris des princes ; ainsi , loin de rien accorder , ils restreignirent les impositions , comme le peuple le demandoit , aux seuls subsides qui existoient avant Philippe-le-Bel, et exigèrent de plus que les *franchises*, *libertés*, *immunités*, et autres concessions faites depuis ce règne , fussent confirmées. Or , ces privilèges étoient , entre autres , la commutation du service féodal en argent , la suppression des présens que faisoient les villes et les provinces , lors du mariage des rois et de leurs enfans , ou qu'ils les armoient chevaliers ; l'abolition du droit de gîte , très-onéreux au peuple. Si on anéantissoit l'impôt qui étoit la représentation équivalente de ces servitudes , il convenoit donc de rétablir les charges ; c'est ce que les députés ne voulurent point entendre. Il arriva donc que ces états statuèrent tout le contraire de ce que le conseil s'en étoit promis. Convoqués sans intention de réforme , avec le but unique d'avoir de l'argent ,



ils ouvrirent pour ainsi dire la lice aux factions, qui se combattirent pendant toute la durée de ce règne malheureux.

[1381] Charles V étoit descendu dans le tombeau avec le regret d'avoir, par sa conduite trop impérieuse avec Montfort, attiré les Anglois en France. Sa mort préserva ces insulaires d'une défaite totale dans des marais entre la Sarthe et la Mayenne, où ils s'étoient engagés, et leur laissa la facilité de se retirer en Bretagne. Ces fâcheux hôtes ne furent pas plutôt arrivés qu'ils déplurent aux seigneurs bretons, qui en témoignèrent vivement leur mécontentement au duc. Le duc lui-même leur soupçonna aussi plutôt des motifs d'invasion que de secours, lorsqu'il les vit diriger leurs forces contre les villes maritimes, qu'il seroit sans doute difficile de leur arracher quand ils s'en seroient rendus maîtres. Dépendance pour dépendance, Montfort crut plus prudent de se soumettre à la France. Il fit secrètement des avances pour la paix. Elles furent accueillies, et le traité promptement conclu à l'insu des Anglois. Le duc de Bretagne s'y engageoit à payer deux cent mille francs pour les frais de la guerre, et à assister le roi envers et contre tous, spécialement contre les rois d'Angleterre et de Navarre. Buckingham, quand il l'apprit, en fit au duc de vifs reproches. Celui-ci s'excusa sur la

nécessité; il s'engagea , par un écrit , à ne se jamais déclarer pour la France contre l'Angleterre , le fit signer par les principaux seigneurs bretons , et présenta à l'Anglois une protestation secrète que le cauteleux Breton avoit faite par-devant notaire , contre tout ce qu'il seroit dans le cas d'accorder de contraire à ses engagemens avec l'Angleterre , comme arraché par la crainte de la mort et de la perte de ses états. Buckingham se retira , plus indigné de l'accord fait avec le monarque françois que flatté de la réserve secrète du Breton en sa faveur. Montfort vint à la cour de France jurer soumission et fidélité avec la même bonne foi qu'il auroit porté de pareils sermens en Angleterre.

[1381-82] Louis , duc d'Anjou , avoit beaucoup contribué à cette paix , parce qu'elle lui facilitoit les préparatifs pour l'expédition de Naples , qu'il méditoit. La reine Jeanne occupoit alors ce trône. En 1343 , et à l'âge de dix-sept ans , elle avoit succédé immédiatement à son aïeul , Robert-le-Bon , petit-fils du fameux Charles d'Anjou , frère de saint Louis , usurpateur de ce royaume sur le jeune Conradin. Robert-le-Bon n'étoit que le second fils de Charles-le-Boiteux ; Charles-Martel , roi de Hongrie , son aîné , avoit à ce titre des droits plus constans au royaume de Naples ; mais un jugement du pape Clément V ,

Bertrand de Gault , l'avoit adjugé à Robert , qui en jouit paisiblement. Au reste , afin de concilier tous les droits , André , le second des petits-fils de Charles-Martel , avoit été marié dès l'enfance avec Jeanne , petite-fille de Robert. Mais cette union politique n'avoit pas trouvé des cœurs assortis. Il y avoit à peine deux ans qu'ils régnoient ensemble , qu'André , sortant des appartemens de sa femme , est étranglé , et demeure suspendu deux jours aux barreaux d'une fenêtre du château d'Averse. L'insouciance de la reine à rechercher les auteurs de ce crime la fit soupçonner de l'avoir commandé. Le pape Clément VI , Pierre Roger , qui avoit été garde des sceaux de France , fut obligé , comme suzerain , d'ordonner des poursuites en son nom. Elles aboutirent à faire périr cinq ou six individus dont on ne connoît pas les aveux. Pendant ces inutiles poursuites , Jeanne prenoit de nouveaux liens , et épousoit Louis de Tarente , cousin-germain de son père.

Cependant Louis-le-Grand , roi de Hongrie et frère d'André , s'étoit disposé à le venger. Il entre en Italie à la tête d'une armée qui dissipe tous les obstacles que lui oppose Louis de Tarente. Jeanne , obligée de fuir , se retire à Avignon , qui faisoit partie de son comté de Provence , et où les papes résidoient alors.

Elle y comparut devant le consistoire, à l'effet de se justifier du meurtre de son mari. Mais à peine étoit-elle installée en Provence, que la peste force le roi de Hongrie d'évacuer l'Italie, où il ne laissa que des garnisons pour assurer sa conquête. Jeanne est rappelée par ses sujets, et ce fut alors que, pour reparoître avec des forces capables de dissiper celles de son ennemi, elle vendit au pape, en 1348, son comtat d'Avignon, pour la somme de quatre-vingt mille florins d'or (sept cent vingt mille francs d'aujourd'hui)\*. Ses succès furent variés; mais, en 1352, le pape Innocent VI, s'étant porté pour médiateur entre elle et son adversaire, lui assura, à elle et à son mari, la libre et tranquille possession de son royaume. Dix ans après, ayant perdu Louis de Tarente, elle épousa successivement Jacques d'Aragon et Othon de Brunswick; mais, n'ayant point conservé d'enfans de ces divers princes, elle appela à sa succession Charles de Duras ou Durazzo, arrière-petit-fils de Charles-le-Boiteux, en lui faisant épouser Marguerite de Duras sa cousine germaine, héritière présomptive du royaume.

Alors avoit lieu le schisme d'Occident. Urbain VI, mécontent de Jeanne, qui avoit favorisé l'élection de Clément son compétiteur,

\* On estime que le florin d'or de ce temps équivaloit à 12 à 15 fr. d'aujourd'hui.

déclare la reine déchue du trône , et appelle de Hongrie ce même Charles de Duras pour faire exécuter sa sentence. Ce prince , las d'attendre la jouissance des états dont il avoit la perspective , profite d'une occasion qui en avance l'époque , et entre en Italie pour dépouiller sa bienfaitrice. Blessée de son ingratitude , Jeanne change ses dispositions , et , cherchant à opposer à Charles un ennemi puissant , elle adopte Louis d'Anjou , tige de la seconde maison de ce nom , et , par son testament du 13 juin 1380 , elle le déclare son héritier universel. Telle est la première source et le premier fondement des droits de la seconde maison d'Anjou sur le royaume de Naples , droits constans , si les dernières volontés de Jeanne pouvoient légitimement infirmer l'ordre de la succession et les droits de la naissance. Fort de ceux-ci , Charles de Duras , l'année suivante , entre dans la capitale , malgré la résistance d'Othon de Brunswick , qu'il bat et fait prisonnier. Il assiège ensuite la reine dans le château Neuf , s'empare de sa personne , et la confine dans une dure prison , où , sur le bruit des mouvemens du duc d'Anjou , il la fait étrangler , le 22 mai 1382 , à l'époque même où Louis mettoit le pied en Italie pour la secourir.

Cette entreprise , qui ne pouvoit s'exécuter qu'aux dépens de la France , ne plaisoit pas

à Charles-le-Sage; et c'est en partie par cette raison qu'il avoit hésité à laisser la régence à ce frère aîné des deux autres, et que, forcé par des raisons de bienséance de la lui déférer, il avoit du moins tâché d'en restreindre l'autorité, afin qu'il ne fût pas libre au régent d'épuiser le royaume d'hommes et d'argent pour son intérêt particulier. Cet obstacle posé à son ambition avoit été renversé au moment même de la mort du roi. On a vu que le duc d'Anjou s'empara des trésors de son frère; l'or de la France, acquis par ses rapines et ses vexations, coula à grands flots dans ses coffres, et il en sortit en petits ruisseaux, dont l'irrigation lui produisit des soldats.

Cette conquête occupoit sans cesse l'esprit du duc d'Anjou; elle étoit le mobile et le but de toutes ses actions, et devint le lien d'une union étroite avec Clément VII, pape d'Avignon. Le pontife, très-intéressé à compter entre les princes de son obéissance le chef du conseil de France, lui promettoit, quand il seroit en Italie, plusieurs provinces de l'Eglise, qu'il posséderoit sous le titre de *royaume Adriatique*. De plus, le pontife distribuoit généreusement des indulgences et des pardons à ceux qui prendroient son parti, et excommunioit au contraire et chargeoit d'anathèmes tous les adhérens de Charles de Duras, comme fauteurs d'un schismatique

qui suivoit l'obédience d'Urbain. Clément accordoit même à son protégé la permission de lever des décimes à son profit.

En reconnoissance de ces bienfaits , le duc d'Anjou soutenoit en France le parti de Clément contre les plaintes qu'excitoient assez généralement les abus de la cour d'Avignon. Le sacré collège étoit composé de trente-trois cardinaux. Pour soutenir leur état et le sien avec quelque splendeur, le pape exigeoit en France la moitié du revenu des bénéfices occupés, vendoit les vacans aux plus offrans : canonicats, pieurés, chapelles, offices claustraux, cures mêmes, rien n'étoit excepté de ce monopole, connu sous le nom de *grâces expectatives*, et par suite desquelles le pape prévenoit la nomination des collateurs ordinaires, et envoyoit les expectans en possession, en vertu de bulles tarifées selon la valeur du bénéfice. L'université, voyant chaque jour ses membres privés par cette manœuvre des récompenses que leurs travaux les mettoit en droit d'espérer, s'en plaignoit hautement. Il y eut entre les mécontents des assemblées secrètes, dans lesquelles on délibéra sur les moyens de se soustraire à ces vexations. On n'en trouva pas de meilleur que celui de renoncer à l'obédience du pape d'Avignon, et même de celui de Rome, et de provoquer l'assemblée d'un concile général, pour

donner à l'Église un chef qui purgeât la cour pontificale de tous ces abus. Le duc d'Anjou fut instruit de ce projet. Il fit arrêter quelques docteurs des plus échauffés, et le recteur même n'évita la prison que par la fuite.

On peut croire que ce fut pour effacer l'impression de ce coup d'autorité, et regagner les bonnes grâces du corps académique, que le duc d'Anjou sacrifia à la vengeance de l'université Hugues Aubriot, prévôt de Paris. Cet homme, intelligent et zélé, s'occupoit avec succès à procurer à la capitale sûreté, propreté et salubrité. Il fit creuser des égouts, bâtir des ponts, élever des quais, achever la Bastille, et commencer le petit Châtelet. Il contraignoit à ces travaux, auxquels il attachoit un salaire, les fainéans, les mendiants, tous ceux que la misère rend dangereux, et dont les grandes villes abondent. Aubriot exerçoit aussi une police sévère. La tranquillité de la ville étoit souvent troublée par les étudiants de l'université, presque tous alors hors de l'adolescence; jeunesse turbulente, accourue aux écoles de Paris non-seulement des provinces de France, mais encore des pays étrangers. Ils avoient journellement querelle avec les bourgeois pour le logement, le prix de ce qu'ils achetoient, et d'autres sujets de dispute. Le prévôt ne les épargnoit pas. Les classes étoient situées dans un lieu nommé



le Clos Brunau, et dans la rue du Fouare. Aubriot avoit pratiqué dans le Châtelet des prisons assez noires qu'il appeloit son Clos Brunau, sa rue du Fouare, où il envoyoit les écoliers surpris en délit. Cette prompte justice ne plaisoit pas à l'université, qui se croyoit un droit exclusif d'inspection et de correction sur ses affiliés. D'ailleurs la raillerie piquoit les graves docteurs : on ne plaisante pas impunément un corps d'érudits. Il se forma dans l'université une conjuration contre Aubriot. On fouilla sa vie privée. Il s'embarassoit peu des recherches, croyant qu'il seroit soutenu par la cour ; mais la malignité trouva assez de faits pour le faire citer au tribunal de l'officialité, instruire son procès et le mettre en prison.

Sur la déposition des témoins, *tels quels*, dit la chronique, il fut convaincu d'être mauvais catholique, débauché, entretenant des femmes de mauvaise vie, surtout des juives, d'être enfin juif lui-même et hérétique, deux crimes qui s'excluoient l'un l'autre. Il auroit été condamné au feu, sans les pressantes sollicitations de la cour ; mais elle l'abandonna à la rigueur d'une sentence dont l'exécution porte le caractère d'un triomphe accordé à l'université. Le prévôt fut traîné sur une charrette dans le parvis de Notre-Dame. Il avoit été dressé un échafaud devant l'église ;

Aubriot y parut dans une posture humiliée , sans chaperon et sans ceinture , se mit à genoux , demanda pardon , et promit de subir la pénitence qu'on lui imposeroit. Le recteur étoit présent avec les régens , les écoliers et une foule de peuple. Le prévôt fut coiffé d'une mitre de déshonneur, prêché par l'évêque en habits pontificaux, et condamné à finir sa vie dans la fosse des prisons de l'évêché , avec du pain et de l'eau pour toute nourriture. Cette fosse fait évidemment allusion à celles qu'Aubriot destinoit dérisoirement aux écoliers dans le petit Châtelet.

[1382] On seroit surpris que les Anglois n'eussent pas profité des ces troubles du nouveau règne pour brouiller la France , si on ne savoit qu'ils étoient dans le même embarras. Là et ici deux rois adolescens , et des oncles maîtres du gouvernement. Louis d'Anjou aspirait à la couronne de Naples ; Jean de Gand , duc de Lancastre , troisième fils d'Edouard et gendre de don Pèdre , à celle de Castille : chacun ruinant le royaume qu'il gouvernoit pour en conquérir un autre ; tous deux enfin accumulant les impôts et les exigeant avec rigueur , au point que Londres et Paris se révoltèrent en même temps. La rébellion de cette dernière capitale fut précédée de celle de Rouen ; la populace s'y créa un roi , un marchand mercier , nommé le Gros

à cause de son embonpoint. Elle alla plaider devant lui pour la suppression des impôts ; le monarque l'ordonna gravement. Les séditeux ajoutèrent à son jugement le pillage et le massacre des maltôtiers. Charles, accompagné de ses oncles et d'une force suffisante , prit la route de Rouen , fit abattre un pan de muraille , entra par la brèche , désarma les bourgeois , fit pendre les chefs de la révolte , et rétablit les impôts.

Pour les faire recevoir à Paris , le duc d'Anjou employa une supercherie basse et digne de risée , et qui attira de grands malheurs. Il avoit été statué que jamais les impositions ne se percevroient qu'elles n'eussent été proclamées auparavant. Cette proclamation étoit dangereuse. Un huissier s'offrit de la faire. Il monte sur un bon cheval , vient aux halles , assemble beaucoup de monde , crie qu'on a volé la vaisselle du roi , et promet bonne récompense pour ceux qui découvriront les voleurs. Pendant qu'on raisonne entre voisins sur cet événement : « Mais , dit-il , j'ai encore une autre chose importante à vous annoncer , c'est que demain on commencera à lever les subsides sur les denrées. » Après ces mots , il pique des deux et se sauve à toute bride.

En effet, le lendemain, les commis se présentent ; ils se flattoient d'être appuyés par

les principaux bourgeois, parce que le duc d'Anjou avoit pris la précaution de mettre les régies en ferme et de les y intéresser. En effet, il parut quelques soldats pour enhardir les commis. Leur présence, loin d'intimider le peuple, le mit en fureur. Il court à l'hôtel-de-ville, où on conservoit des maillets de plomb qui avoient été fabriqués pour se défendre contre les Anglois lorsqu'ils menaçoient Paris. Les séditieux, avec ces masses qui les ont fait surnommer maillotins, non contents d'assommer dans les rues, enfoncent les portes des maisons que la cupidité leur désigne, brisent les meubles et les armoires. Les prisons, forcées, vomissent une troupe de scélérats qui se joignent à eux; mais il leur manquoit un chef. Dans l'embarras d'en trouver un qui veuille bien les commander, ils se rappellent Hugues Aubriot, le tirent de son cachot, bien persuadés qu'il ne manquera pas une si belle occasion de se venger. C'étoit le soir. Il les remercie, les congédie, leur dit de revenir le lendemain, et qu'ils le trouveront prêt à se mettre à leur tête. Ils reparoissent en effet, le cherchent; mais il s'étoit évadé pendant la nuit, et il passa le reste de sa vie dans une retraite champêtre.

Le roi étoit encore à Rouen : la cour et le conseil abandonnèrent une ville où ne régnèrent plus que confusion et anarchie. L'a-

vocat général Desmarets y resta presque seul. Il avoit vieilli dans les emplois sous quatre règnes, et jouissoit d'une grande considération. Il se rendit intermédiaire entre la cour et le peuple; ses négociations réussirent si bien, qu'il détermina les mutins à demander pardon et une amnistie, et le roi à accorder l'un et l'autre, et l'abolition des impôts; mais quand le duc d'Anjou se fut rendu maître de la ville en y faisant filer des troupes, on fit la recherche des principaux coupables. Ils furent d'abord exécutés publiquement; mais comme le peuple recommençoit à murmurer et se montroit menaçant, on renferma les condamnés dans des sacs, qu'on précipitoit la nuit dans la rivière. Cependant la chaleur des esprits exaltés se refroidit insensiblement. Les Parisiens demandèrent, comme gage d'une paix sincère, que le roi, sa cour et le conseil revinssent à Paris. On y consentit, à condition qu'ils n'iroient pas au-devant de lui en armes. Son entrée fut brillante, accompagnée d'acclamations et d'autres démonstrations de joie. Pour marque d'un vrai repentir, ils lui firent présent de cent mille francs, que le duc d'Anjou sut encore s'approprier; mais ils s'obstinèrent toujours à ne pas souffrir d'impôts.

Cette opiniâtreté chagrinoit le duc. Pour y obvier et grossir ses trésors, il n'y a pas de

moyens qu'il n'imaginât. Il n'eut pas honte de demander qu'on lui donnât le peu de vaisselle et de bijoux qui avoient échappé à son premier vol. Il prioit les particuliers auxquels il soupçonnoit des épargnes de les lui prêter, promettant de payer fidèlement les intérêts. Il ne souffroit pas que l'argent séjournât dans les caisses des maltôtiers, surtout des juifs ; il l'enlevoit promptement, sous la promesse d'en rendre un jour bon compte. Tous ces moyens passagers ne valoient pas de bons impôts fixes ; les aides , la gabelle, les douanes , qui auroient donné un produit invariable , sur lequel il auroit pu asseoir la solde des troupes qu'il levoit. Il s'étoit flatté d'en venir à bout et de rendre nationale une guerre entreprise pour son intérêt particulier. Mais celui du duc de Bourgogne son frère vint traverser ce projet , et fit employer ailleurs toutes les forces du royaume.

Ce prince avoit épousé la fille et unique hétière de Louis de Male', comte de Flandre. Il paroît que Louis étoit un despote cruel. On lui reproche d'avoir fait crever les yeux à des marchands de Gand , naviguant sur l'Escaut, par dépit de n'avoir pu dissoudre une association de bourgeois de cette ville pour le maintien de leurs franchises. Cette barbarie souleva les Flamands ; leurs principales villes formèrent contre le tyran une ligue dont

Gand étoit le chef-lieu. Avant que d'en venir à cette capitale , Louis de Male attaqua successivement Bruges et Ypres, les prit toutes deux , fit décapiter cinq cents habitans de la première et sept cents de la seconde. Les Gantois se présentèrent au secours des deux villes , et furent battus. Ils attribuèrent leur défaite, les uns à l'incapacité, les autres à la trahison d'un nommé Jean Boule, leur général. Ils le mirent en pièces pendant leur fuite, et chacun se faisoit gloire de reporter quelques lambeaux de son corps à Gand , où ils se retirèrent.

Le comte ne tarda pas à en faire le siège. Cette ville étoit estimée la plus forte place de l'Europe, et pouvoit armer quatre-vingt mille combattans. Il auroit été besoin de deux cent mille hommes pour l'investir. Il s'en falloit de plus de trois quarts que l'armée du comte montât à ce nombre. Il laissa donc nécessairement des endroits libres, par lesquels les assiégés recevoient des vivres et faisoient des incursions jusqu'aux villes voisines. Un de leurs bourgeois , nommé Pierre Dubois, homme de tête, dirigeoit le conseil; mais il leur en falloit un d'exécution, un capitaine général propre à commander les expéditions militaires. Dubois leur présenta Philippe Artevelle, fils de Jacques le brasseur, si célèbre dans les anciens troubles. Ce nom,

cher aux Flamands , n'eut pas plutôt été prononcé , que le peuple courut en foule à la maison de Philippe , le mena en triomphe sur la place , le proclama commandant général , et lui prêta serment d'entière obéissance. Pour premier acte d'autorité , il fit exécuter devant lui douze des principaux coupables de la mort de son père , et se déclara inexorable pour tous ceux dont la fidélité paroîtroit chanceler. Il suivoit en cela le conseil de Pierre Dubois , et la maxime ordinaire de presque tous les chefs de révolte. « Soyez cruel et hautain , lui dit-il , ainsi veulent les Flamands être menés. On ne doit entre eux tenir compte de vies d'hommes , ne avoir pitié non plus que de arondeaux ou d'alouettes qu'on prend en la saison pour manger. » Il auroit pu ajouter : Entraînez-les dans des crimes , afin que , complices des vôtres , ils ne vous abandonnent pas , et vous défendent au besoin.

Pendant le siège les opérations militaires étoient entremêlées de négociations. Les abbés et les seigneurs , dont les révoltés pilloient les monastères et les châteaux , conjuroient le comte de leur accorder des conditions favorables ; mais il s'obstinoit à vouloir que les habitans de Gand , depuis l'âge de quinze ans jusqu'à soixante , vinssent se présenter à lui , pieds nus , en chemise , et la corde au cou ,



« pour faire d'eux à sa propre volonté, du mourir ou du pardonner. »

« Que répondre à cette proposition, dit Artevelle dans une assemblée générale? faut-il aller au-devant de notre tyran et nous mettre à sa discrétion? ou nous renfermer dans nos maisons et nos églises, et y attendre paisiblement que le vainqueur vienne nous égorger? ou combattre? — Combattre! » s'écria l'assemblée. Artevelle, profitant de ce moment d'enthousiasme, choisit cinq mille hommes pour une expédition secrète. En les conduisant à la porte de la ville, les Gantois restans dirent à leurs braves : N'espérez pas retourner ici que vainqueurs. Sitôt que nous aurons nouvelle que vous serez morts et déconfits, nous bouterons le feu en la ville, et nous détruirons nous-mêmes. »

L'expédition qu'Artevelle se proposoit étoit contre Bruges, où le comte tenoit sa cour. Le brasseur comptoit le surprendre à la faveur d'une foire dont le tumulte faciliteroit son entreprise. Les cinq mille hommes se présentent : le comte sort à la tête de quarante mille. Les Gantois, qui n'avoient point de miséricorde à attendre, fondent sur eux en désespérés, les dispersent, les massacrent, et entrent dans la ville avec les fuyards. Le comte se trouve réduit à un seul valet, qu'il éloigne encore, de peur que cet homme, attaché à

son parti, ne le fasse remarquer. Il entre dans la maison de la plus chétive apparence , comme le plus sûr asile. Elle étoit habitée par une pauvre vieille femme. « Me connoissez-vous ? lui dit le comte. — Oui , répond-elle ; j'ai souvent été à l'aumône à votre porte. » Elle le cache, le fait échapper la nuit, et il se sauve à Lille. Artevelle met de l'ordre dans le pillage ; les marchands de la foire furent protégés et ne souffrirent pas. La colère du vainqueur se déchargea sur ceux de la ville , artisans , bourgeois , gentilshommes et autres partisans du comte. Il en fit massacrer douze cents de sang-froid sur la place publique , et ses soldats s'enrichirent des dépouilles des vaincus ; elles furent considérables. La Flandre regorgeoit de richesses, fruit de ses manufactures , de son commerce , et d'une paix de trente ans dont elle avoit eu le bonheur de jouir pendant le cours des dissensions de l'Angleterre et de la France.

Le secours de celle-ci devint alors d'une nécessité urgente à Louis de Male. Il l'avoit déjà demandé ; mais le duc d'Anjou , destinant toutes les forces de la France à son expédition d'Italie , s'y étoit opposé. Le duc de Bourgogne représenta que celle de Flandre ne seroit qu'une espèce de voyage très-court, incapable de retarder l'incursion sur Naples, dont les préparatifs demandoient quelque

temps , et il obtint pour son beau-père une armée que le roi commanderoit en personne. C'étoit pour le jeune monarque un ravissement tenant du transport, de marcher à la tête de la noblesse de son royaume, et un appât flatteur pour les François, attachés par l'espérance d'un riche butin.

Après un petit combat au pont de Commines-sur-la-Lys, ils entrèrent en Flandre, se répandirent dans la campagne, et la ravagèrent inhumainement. Les Gantois ne purent souffrir ce dégât, qu'ils voyoient en partie du haut de leurs murs, et dont la lugubre description leur arrivoit par les fuyards. C'étoit au commencement de l'automne. Un peu de patience, le froid, l'humidité de ces contrées auroient pu mettre les François dans l'embarras ; mais les Flamands se voyoient près de cent mille hommes, à la vérité bourgeois et artisans, marchant fièrement chacun sous l'enseigne de leur métier. Il paroît qu'Artevelle n'avoit pas une confiance sans restriction ; car, lorsqu'il étoit près d'atteindre les François, il voulut arrêter ses guerriers, et aller lui-même chercher à Gand un corps de six mille hommes d'élite, qu'il savoit prêt à marcher ; mais l'armée refusa de lui permettre ce voyage, craignant qu'il ne revînt pas. Sur le point de combattre, il dit pour toute harangue à ses guerriers : « Je veux

qu'on tue tout, si ce n'est le roi de France, parce que ce n'est qu'un enfant : on doit lui pardonner, il ne sait ce qu'il fait, il va ainsi qu'on le mène. Nous le menerons à Gand apprendre à parler flamand. »

Ils s'étoient avantageusement postés vers Courtrai, près du village de Rosbec, dont cette bataille a pris le nom, entre un ravin profond et un bois défendu par un fossé couvert d'un retranchement. L'envie de s'emparer d'une petite colline d'où ils pourroient fondre plus impétueusement sur les François leur fit abandonner cette position. Le connétable de France profita promptement de cette faute. Il fit couler par-dérrière un corps de cavalerie qui prit les Flamands à dos, pendant qu'il les attaquoit de front. Ils se sentirent bientôt si serrés qu'ils ne pouvoient plus remuer. Le carnage fut affreux et la défaite complète. La bataille ne dura qu'une demi-heure, et dans cet espace de temps les Flamands perdirent quarante mille hommes, et les François cinquante soldats seulement. Exagération des deux côtés. Artevelle, sans aucune blessure, fut trouvé étouffé sous un monceau de morts. Si on eût marché droit à Gand dans la consternation où étoit cette ville, il est probable qu'elle se seroit rendue sans grande défense; mais les vainqueurs tournèrent vers Courtrai, où le roi se logea avec

les principaux seigneurs de la cour, et qui fut pillée et brûlée quand ce prince la quitta. De là on avoit envoyé sonder les Gantois; mais ils avoient eu le temps de se rassurer, et ils portoient une telle aversion à Louis de Male, que, plutôt que de rentrer sous son obéissance, ils offrirent de se mettre sous celle de la France, si on vouloit unir leur ville au domaine de la couronne. Cette proposition n'agréa pas au duc de Bourgogne, qui auroit vu par là séparer de la Flandre la principale ville du comté dont il devoit hériter. Par égard pour lui on rejeta cette offre. Comme l'hiver approchoit, on ne jugea pas à propos d'entreprendre le siège. D'ailleurs des affaires plus urgentes rappeloient le roi à Paris.

[1383] L'esprit de sédition n'y étoit pas éteint; un nouveau soulèvement s'étoit manifesté pendant l'absence du roi, et il paroît que la révolte, pour nous servir du terme mis depuis peu en usage, *s'organisait*, avec l'intention de la propager à tout le royaume. Le conseil de Paris, comme centre, tenoit la correspondance avec ceux des principales villes, même, à ce qu'on croit, avec les Flamands. On a lieu de le conjecturer par le conseil que donna Nicolas Flamand, cet homme déjà noté dans les fastes des complots, pour avoir participé au meurtre des deux maréchaux de France assassinés auprès du dauphin, sous le

roi Jean. Voyant les mutins près d'éclater , il leur dit : « Attendez ; si ceux de Gand viennent à leur entente, ainsi qu'on l'espère bien , adonc sera-t-il heure de ce faire. Ne commençons pas chose dont nous nous puissions repentir. » Aussi la bataille de Rosbec fut un coup décisif pour la tranquillité de la France. Le roi la fit annoncer avec pompe aux Parisiens , « qui aucun semblant de joie n'en démontrèrent. »

Charles revenoit de Flandre avec une armée florissante. Cependant le conseil étoit embarrassé de la manière dont il conviendrait d'agir avec les Parisiens, qui ne se montroient ni soumis ni rebelles. Pour sonder leurs dispositions , le connétable et d'autres seigneurs envoyèrent préparer leurs hôtels et marquer les logemens des troupes. Le roi n'étoit plus alors qu'à deux lieues. Comme si les Parisiens n'eussent su que de ce moment qu'il approchoit , ils firent promptement leurs préparatifs pour le recevoir. Vingt mille bourgeois , armés de pied en cap , sortirent au-devant de lui , et se rangèrent en bataille dans la plaine de Saint-Denis. On ne savoit si c'étoit pour combattre ou faire seulement parade de leur force. « Voici l'orgueilleuse ribaudaille , disoient les seigneurs , plus orgueilleux encore : s'ils fussent venus servir le roi au point où ils sont quand il alla en Flandre, ils

eussent bien fait ; mais ils n'en avoient pas la tête enflée , fors que de dire et prier à Dieu que jamais pied d'entre nous n'en retournât. »

Dans l'incertitude où l'on étoit s'il ne faudroit pas en venir aux mains, le connétable, l'amiral , les seigneurs d'Albret , de Conci , de la Trémouille , envoyèrent demander des saufs-conduits pour conférer. « Des saufs-conduits ? répondirent les Parisiens , qu'ils viennent sans crainte sur notre parole , ils seront bien reçus. Nous ne sommes ici en armes que pour montrer au roi les forces de la ville de Paris , afin qu'il puisse s'en servir dans le besoin , disposés que nous sommes à lui obéir. » Les seigneurs arrivés au milieu d'eux partirent de cette protestation d'obéissance pour leur ordonner de la part du roi de laisser le passage libre. La troupe se retira sur-le-champ. Le jeune monarque entra à la tête de son armée. Des députés se présentèrent à la porte pour le complimenter. Il passa outre sans les écouter , alla droit à la cathédrale , où l'on chanta le *Te Deum* , et de là au palais. L'armée se distribua dans les quartiers. Il n'y eut aucun désordre. Les soldats avoient défense sous peine de mort de commettre aucune violence. Les bourgeois les logèrent sans résistance. Il n'y eut de punis que deux habitans qui se permirent publique-

ment des propos séditieux. Ils furent pendus à leur fenêtres.

Le lendemain les ducs de Berri et de Bourbon parcoururent la ville à la tête de leurs hommes d'armes , arrêterent trois cents personnes , enlevèrent les chaînes des coins des rues , et les firent porter à Vincennes. Par une proclamation , il fut ordonné aux habitans d'aller déposer leurs armes au Louvre. Il s'en trouva pour cent mille hommes. Alors commencèrent les exécutions. L'université alla en corps se prosterner au pied du trône pour demander grâce. La harangue étoit pathétique ; le monarque fut ému : la jeunesse se laisse volontiers attendrir ; mais le duc de Berri qui étoit présent , et la plupart des gens du conseil le raffermirent. Douze infortunés furent tirés des prisons , et placés enchaînés sur un char. Ils alloient à la mort à la vue d'un peuple immense, contenu par des gens armés : un morne silence marquoit la consternation.

Entre eux se remarquoit Nicolas Flamand , cet adroit artisan et conseil de sédition , trop digne du sort qui l'attendoit. Mais par un contraste étrange , on y voyoit aussi sur une planche élevée l'avocat du roi , Jean Desmarests. Il étoit accusé d'avoir pris les intérêts du peuple plutôt que ceux de la cour , lorsqu'il resta à Paris , pendant que les autres magistrats le quittèrent dans l'avant-dernière



émeute, et d'avoir, par ses manœuvres, forcé le conseil à une paix qu'on regardoit comme humiliante, et qui avoit enhardi la populace à la révolte présente. Mais on croit que son véritable crime étoit d'avoir imaginé les conditions de l'accord qui priva le duc d'Anjou de la régence dans les premiers jours de ce règne. Ce prince ne le lui pardonna pas. Il paroît cependant qu'on auroit désiré de lui un aveu, pour justifier sa condamnation et lui faire grâce. Quand il fut sur l'échafaud, celui qui présidoit à l'exécution lui dit : « Maître Jean, criez merci au roi, afin qu'il vous pardonne. » Il répondit : « J'ai servi au roi Philippe son grand-aïeul, au roi Jean, et au roi Charles son père, bien et loyaument, ne oncques ces trois rois ne me surent que demander ; ne aussi feroit cestui, s'il avoit âge et connoissance d'homme : à Dieu seul veux crier merci. » Dans le chemin, se voyant traîné avec des scélérats noircis de crimes, comme il s'en trouve dans les révolutions, il prononçoit avec ferveur ces paroles du psalmiste : *Judica me, Deus, et discerne causam meam de gente non sanctâ.* « Jugez-moi, Seigneur, et séparez ma cause de celle d'une nation perverse. » Le refus qu'il fit de racheter sa vie par un aveu répugnant à sa conscience honore sa mémoire. Magistrat vénérable, que l'on citera volontiers entre

ceux de son état qui , fermes dans leur devoir , ont péri comme lui victimes de la haine et des factions !

Aux exécutions succéda l'amnistie , à laquelle on donna toute la pompe capable de frapper le peuple et de le contenir dans la suite. Le roi parut sur un trône dressé au haut de l'escalier du palais. Le peuple , qui avoit été convoqué , remplissoit la cour , entouré de soldats au maintien menaçant , à l'air féroce. La crainte glaçoit tous les cœurs. Le chancelier Pierre d'Orgemont prit la parole , s'étendit sur l'énormité des fautes passées , rappela les exécutions. « Tout n'est pas fini , s'écria-t-il d'une voix tonnante , il reste encore bien des coupables à punir. M'expliqué-je selon vos intentions , sire ? » dit-il au roi en se tournant vers lui. « Oui , » répondit le monarque. A cette redoutable affirmation , ses oncles se jettent à ses pieds , les dames et les demoiselles , sans coiffures et échevelées , tendent vers lui des mains suppliantes. Les larmes coulent , les sanglots se font entendre. Les hommes prosternés crient grâce et miséricorde. Le roi l'accorde et prononce qu'il convertit la peine criminelle en civile , c'est-à-dire le châtiment corporel en argent. Il auroit été plus noble , plus digne de la majesté royale d'accorder un pardon gratuit ; mais cette générosité n'auroit été d'aucune utilité à

ses oncles et à leurs avides courtisans. Les amendes furent excessives. Les plus favorablement traités y perdirent la moitié de leurs biens. On tira de ces rançons plus de quatre cent mille livres, dont il entra très-peu dans le trésor du fisc. Le roi abolit la charge de prévôt des marchands, l'échevinage, les quarliniers, dizainiers, et tout ce qui pouvoit conserver aux Parisiens le droit ou la prétention de se gouverner eux-mêmes. Il les mit sous l'autorité d'un prévôt ayant une force armée à ses ordres. Les aides, le douzième denier, la gabelle et toutes les autres impositions furent rétablies sans aucune opposition. Le peuple sentit alors les maux, suites immanquables des rébellions. Cependant jamais on ne lui persuadera qu'il sera plus mal après une révolte qu'auparavant. Les émeutes qui avoient éclaté à Rouen, dans les villes du Languedoc, de l'Auvergne, du Poitou, tenant par les correspondances à celle de Paris, furent punies comme celle-ci par la mort de quelques chefs, surtout par de fortes amendes; et partout les impôts se rétablirent.

Les Anglois, qui n'avoient pas paru en Flandre quand le roi y étoit, quoique sollicités par les Gantois, s'y montrèrent sitôt qu'il fut parti. Ce ne fut d'abord qu'une incursion; mais elle eut de particulier qu'elle porta le nom de croisade, et qu'elle étoit commandée

par l'évêque de Norwich, qu'Urbain autorisoit à faire la guerre aux François clémentins et schismatiques. Des escadrons anglois plus considérables arrivèrent à l'appui des succès du prélat. Le roi envoya contre eux une armée qui les repoussa ; mais ils ne se rembarquèrent qu'après avoir fait un riche butin sur leurs amis les Flamands , dont ils pillèrent les campagnes et rançonnèrent les villes. Louis de Male, rentré dans ses états , n'avoit fait qu'une foible résistance. Battu dans une rencontre , il se retira en Artois , et mourut quelques mois après. Par sa mort les comtés de Flandre , d'Artois , de Réthel , de Nevers et celui de Bourgogne passèrent à son gendre Philippe-le-Hardi , qui , moyennant leur réunion au duché de Bourgogne , qu'il possédoit à titre d'apanage , devint le plus puissant des princes non couronnés de l'Europe.

On a vu le duc d'Anjou son frère , toujours ardent pour son expédition d'Italie , ne se croire jamais assez d'argent pour l'entreprendre. Il avoit pris d'autorité les cent mille francs donnés par les Parisiens après la première émeute , et ne s'étoit pas oublié dans la distribution des dernières amendes. Il empruntoit à toutes mains , faisoit fabriquer une immense quantité de pièces d'or et d'argent ; les monnoies ne travailloient que pour lui. Lorsqu'il vit son trésor garni , non selon ses

désirs , mais selon son pouvoir , son génie inventif lui suggéra de demander avis au conseil du roi sur son expédition ; s'il devoit la tenter et quel secours on lui donneroit. Le but d'une pareille consultation se devina aisément : c'étoit de rendre , par l'approbation du conseil, si on la lui donnoit, guerre de la nation une guerre qui lui étoit personnelle. On répondit qu'on ne pouvoit rien décider de positif sur cet objet ; mais que , quelque parti qu'il embrassât , on étoit disposé à l'aider. Cette réponse vague ne le satisfaisoit pas. Comme il paroissoit balancer entre la résolution de rester ou de partir , le conseil du roi , qui auroit voulu le voir bien loin , se servit d'une ruse pour le déterminer. Jeanne , reine de Naples, celle qui venoit de l'adopter et de lui résigner son royaume, comme héritière de la première maison d'Anjou, possédoit aussi la Provence. On fit entendre au duc que , s'il abandonnoit sa mère adoptive , il n'auroit aucun droit à cette province ; qu'en conséquence il seroit de l'intérêt du royaume de s'en emparer et de la réunir à la couronne. On envoya même des commissaires à Avignon , chargés d'engager le pape à favoriser cette réunion. Ce projet inquiéta le duc. Il écrivit au souverain pontife de n'entendre à aucun traité de Provence que pour lui , et il se décida à commencer son entreprise.

A la fin de mai 1382, il prit la route de la Provence, et s'y fit reconnoître héritier de la reine Jeanne. Clément le reçut solennellement en consistoire, lui posa sur la tête la couronne de Naples, et fulmina une sentence d'excommunication contre Charles de Duras son compétiteur. Celui-ci étoit déjà en possession, couronné aussi à Rome par Urbain, et, comme son rival, pourvu d'anathèmes et d'excommunications. Louis d'Anjou partit d'Avignon, ayant à sa suite trois cents mulets et une multitude de chariots chargés d'or, d'argent et de toutes sortes de munitions. Son armée étoit composée de soixante mille hommes, les meilleures troupes de l'Europe. On y voyoit briller toute la magnificence que le luxe guerrier pouvoit étaler. Il franchit les Alpes, entre en Lombardie, traverse rapidement tout le pays jusqu'au royaume qu'il alloit conquérir. Arrivé sur la frontière il envoie défier Charles de Duras, et le somme de lui assigner le lieu et le jour de la bataille.

En effet, il avoit déjà grand besoin d'une action décisive. Les équipages de l'armée avoient été en grande partie pillés par les montagnards en passant l'Apennin. Pour réparer ces brèches et retenir sous ses drapeaux les guerriers attachés à sa fortune, il fut obligé d'ouvrir largement ses trésors. L'ors'en écoula rapidement. Sa femme, restée en France,

recrutoit pour lui , et fit partir un supplément considérable , qu'elle adressa par Venise. Le prince chargea le baron de Craon d'aller le recevoir. Le jeune favori crut devoir faire dans cette ville les honneurs du monarque qui l'envoyoit. Il donna des fêtes brillantes , consuma une grande partie du trésor en jeux et en débauches , et garda le reste. Pendant ce temps le malheureux Louis vendoit sa vaisselle , ses équipages , et jusqu'à sa couronne. Charles connoissoit la fâcheuse situation du prince françois , et plus celui-ci désiroit une bataille , plus l'autre avoit soin de l'éviter. Il ne se montroit que sur la défensive , et ruinoit l'armée ennemie par les marches qu'il la forçoit de faire continuellement pour le poursuivre.

[1384] Un jour le duc d'Anjou crut le moment arrivé de se mesurer avec lui. Charles s'étoit renfermé dans Barlette : Louis fait le ravage autour de la ville , et croit l'avoir attiré au combat , lorsqu'il le voit sortir à la tête de son armée. En effet , il la range en bataille en présence des François , et , au moment où l'on n'attendoit plus que le signal , il la fait rentrer dans ses murs. D'Anjou , hors d'état d'attaquer la ville , se retire plein de rage. Il rencontre près de là un corps avantageusement posté ; il l'attaque en désespéré , est blessé , et meurt la première année

de son règne , plutôt de chagrin que de ses blessures. L'armée se dissipa sans être poursuivie. On voyoit sur les chemins d'Italie la plupart des seigneurs et chevaliers , sans armes , presque nus , demandant l'aumône pour regagner leur patrie. Cette malheureuse expédition laissa en France de longs et tristes souvenirs. Le baron de Craon eut l'audace de reparoître à la cour avec un équipage magnifique : l'énorme dépense qu'il y fit lui suscita des protecteurs contre les poursuites de la veuve du duc d'Anjou et de ses enfans. Il fut cependant condamné à une restitution de cent mille francs , foible atteinte portée aux richesses qui lui restèrent. On peut croire que cette funeste entreprise a été en grande partie la cause des troubles qui ont agité la France sous Charles VI. Sans le désir d'une couronne qui le tourmentoit , le duc d'Anjou n'auroit peut-être pas spolié la succession de son frère. Le trésor du défunt auroit dispensé de mettre ou de grossir les impôts pour faire face aux dépenses ordinairement nécessaires dans le commencement d'un règne , et l'esprit du peuple ne se seroit point aigri et disposé à devenir l'instrument de l'animosité des factions.

[1385] Charles VI atteignoit bientôt seize ans. Il étoit grand , fort et adroit dans tous les exercices du corps. Les noces du duc de



Nevers , fils du duc de Bourgogne , et plus jeune que lui , lui firent naître la pensée et le désir du mariage. On lui chercha une épouse en Allemagne , comme son père l'avoit recommandé. Les suffrages des envoyés se réunirent en faveur d'Isabelle , fille du duc de Bavière Ingolstadt , et arrière-petite-fille de l'empereur Louis V. Dans la crainte que , présentée comme future épouse et ne réussissant pas à plaire , elle n'essuyât un refus mortifiant , on la fit venir en France sous prétexte d'un pèlerinage. L'entrevue eut lieu à Amiens. Elle fut toute à l'avantage de la princesse. Le roi en fut si enchanté qu'il ne voulut pas attendre les préparatifs du mariage , dont la cérémonie devoit se faire à Arras , chez le duc de Bourgogne ; et il fut célébré immédiatement dans la cathédrale d'Amiens , où Isabeau parut la couronne sur la tête.

Les réjouissances furent troublées par des nouvelles désagréables de la Flandre. Les Gantois qui avoient échappé au siège , après leur défaite à Rosbec , continuèrent la guerre , et se donnèrent pour chef un général entreprenant , nommé François Altremen. Il prit par escalade la ville de Dam , où les bourgeois de Bruges avoient déposé leurs richesses , lorsqu'ils étoient menacés par Artevelle. Les Gantois y firent un butin immense. Dans

le désordre d'une ville prise d'assaut, Altremen eut assez d'empire sur ses soldats pour préserver de toute insulte beaucoup de dames et de demoiselles qui, selon l'usage alors pratiqué, avoient été invitées aux couches de la dame de Ghistelle, épouse du gouverneur : celui-ci étoit allé au mariage du roi, et ce fut son absence qui enhardit Altremen à tenter la surprise.

Malgré la trêve subsistante entre la France et l'Angleterre, les Anglois parurent dans les hostilités des Flamands. Ils effleurèrent dans leurs courses quelques parties des frontières françoises. Le conseil prit la résolution de frapper contre eux un coup décisif, et de porter dans leur île les fléaux dévastateurs qu'ils répandoient sur le continent. Pour subvenir aux dépenses de l'armement que l'on méditoit, on eut recours à un emprunt. Voici comme il se fit. On dressa un état des bourgeois aisés et des sommes qu'ils pouvoient fournir, chacun à proportion de ses revenus. La liste arrêtée au conseil fut mise entre les mains des receveurs chargés du recouvrement. Le terme du remboursement, mais sans intérêt, étoit indiqué. Le roi s'y engagea sur sa parole d'honneur. Il trompa tout le monde, dit un historien, quand il s'acquitta de sa promesse. Outre cet expédient, les impositions furent doublées et exigées avec la

plus grande rigueur. En attendant le grand embarquement, l'amiral Jean de Vienne alla porter des secours en Ecosse, alors en guerre avec l'Angleterre.

La frayeur des Anglois à la vue de ces préparatifs fut extrême. Toute la nation prit les armes, sans excepter les laboureurs, le clergé et les religieux, obligés de marcher quand la patrie étoit menacée. Jamais il n'y eut chez eux de circonstance plus alarmante que la crainte d'une descente des François. Elle ne fut pas tentée, parce que le duc de Bourgogne, plus attaché à ses propres intérêts qu'à ceux du royaume, fit traîner les préparatifs jusqu'à ce que la saison propre à l'embarquement fût passée; alors il n'eut pas de peine à obtenir que l'armée destinée contre l'Angleterre fût employée contre les Flamands, d'autant plus qu'on vouloit tirer vengeance du capitaine Altremen, qui avoit formé le projet de brûler la flotte françoise dans le port de l'Ecluse, et qui avoit pensé réussir.

L'armée envoyée contre lui porta la terreur jusqu'à Gand. Elle fit dans ses ravages beaucoup de prisonniers. Le plus grand nombre étoit massacré sur-le-champ. Quelques-uns de ceux qu'on épargna d'abord, amenés devant le roi, pressés de reconnoître le duc de Bourgogne pour leur souverain, et de lui

prêter serment de fidélité , répondirent que le roi pouvoit assujettir les corps des Flamands, mais jamais leur esprit. « Quand nous serons morts, ajoutèrent-ils, nos os se rassembleront pour combattre. » Comme on vouloit effrayer le peuple, cette réponse généreuse ne sauva pas les victimes dévouées à la mort. Un des condamnés, parent de presque tous ces infortunés, offrit de les exécuter si on vouloit lui accorder la vie. Et en effet, il leur trancha la tête à tous; mais, quand il s'attendoit à être relâché pour prix de son infâme barbarie, il avoit inspiré tant d'horreur qu'on lui fit subir le même supplice.

Le duc de Bourgogne parvint cependant à amener les Flamands à un accommodement, malgré leur opiniâtreté. Mais il tenta vainement de les séparer de l'obéissance de Rome, pour les faire adhérer à celle d'Avignon; l'avidité de Clément pour toute espèce de richesses, sa rapacité exercée sur les biens de l'Eglise, trop connue même en France, où elle necessoit d'exciter des murmures et des plaintes, empêcha les nouveaux sujets de Philippe de se prêter au désir de leur souverain.

[1386] Ainsi les immenses préparatifs de la France pour porter un coup décisif à l'Angleterre ne profitèrent qu'au duc de Bourgogne. L'expédition de l'amiral Jean de Vienne ne procura pas non plus l'avantage

qu'on en espéroit. Les Ecossois, voyant par la guerre de Flandre, qui occupoit les forces de la France, toutes celles des Anglois prêtes à tomber sur eux, s'accommodèrent avec leurs voisins. Il convint alors aux François de se retirer. On crut que l'accord avoit été hâté par la conduite licencieuse des jeunes François. On reproche même à Jean de Vienne, qu'on peut certainement croire d'un âge plus que mûr, de les avoir autorisés par son exemple. Cependant son expédition ne fut pas inutile; il rapporta en France des lumières sur l'état de la cour d'Angleterre et des forces du royaume. La cour étoit dominée, comme en France, par les oncles du roi, mais avec plus de désordres. La milice, formidable en nombre, étoit très-peu redoutable en effet. Dans une circonstance de révolte, mille hommes d'armes avoient dissipé une armée de cent mille hommes. L'amiral donna encore d'autres indications encourageantes, sur lesquelles on se détermina à une autre expédition.

On jugera de l'immensité des préparatifs par la description de Villaret, dont nous emploierons les propres termes. « Le port de l'Ecluse étoit le rendez-vous de la flotte destinée au passage. On y comptoit plus de quinze cents vaisseaux. Ces navires, à la vérité, n'étoient pas de la grandeur de nos vais-

seaux de ligne , mais il falloit qu'ils fussent considérables , puisqu'on les destinoit à porter une armée de plus de cent mille hommes , où devoient se trouver le roi , les princes du sang , les seigneurs , toutes les munitions de guerre et de bouche , et cinquante mille chevaux au moins , puisqu'il y avoit vingt mille tant chevaliers qu'écuyers. Les frais seuls de la flotte montèrent à trois millions , et la valeur de l'argent étoit dix fois moindre qu'aujourd'hui. On avoit acheté des bâtimens dans les ports de Hollande et de Zélande.

» Outre cette quantité prodigieuse de vaisseaux , le connétable de Clisson avoit lui seul rassemblé une flotte de soixante et douze voiles. Il faisoit en même temps travailler à la construction d'un édifice aussi effrayant par la dépense qu'étonnant par sa singularité. C'étoit une ville de bois de trois mille pas de diamètre , munie de tours et de retranchemens , capable de contenir une armée entière. On devoit s'en servir après le débarquement , pour avoir , en arrivant en Angleterre , une place d'armes à l'abri des insultes de l'ennemi. Cette ville , composée de pièces de rapport , fut placée sur la flotte que le connétable tenoit prête en Bretagne. Toute la magnificence que le luxe de ce siècle pouvoit étaler fournit un surcroît de dépense. La sculpture et la peinture sembloient se disputer l'honneur

d'embellir les bâtimens de la plupart des seigneurs. » Les proues et les mâts , dit Mézeray, étoient richement décorés de leurs armes et écussons , et les voiles bigarrées d'ouvrages d'or et de soie.

La confiance étoit si générale , qu'on marchoit à cette expédition comme à une conquête assurée. Le soldat se rendoit de toutes les provinces au port de l'Ecluse avec un air de triomphe qui augmentoit la licence naturelle aux gens de guerre , surtout à ceux qui sont mal payés , comme ils l'étoient alors. Malheur aux provinces qu'ils traversoient ! On touchoit à la fin de l'été. « Les pauvres laboureurs qui avoient recueilli leurs grains , dit un historien du temps , n'en avoient que la paille ; s'ils en parloient , ils étoient battus ou tués. Les viviers étoient mis à sec , les maisons abattues pour faire du feu. Les Anglois, s'ils fussent arrivés en France, n'eussent pu faire plus de mal que les soldats françois y faisoient. Ils disoient : Nous n'avons point d'argent maintenant , mais nous en aurons au retour , si vous payerons tout sec. »

Le roi étoit à l'Ecluse , et animoit tout par sa présence. Il essaya même de la mer , et en parut content. « Connétable , disoit le jeune monarque à Clisson , j'ai été en mon vaisseau , et me plaisent grandement bien les affaires de mer , et croi que je serai bon marinier. »

Tout étoit prêt ; on n'attendoit plus que le duc de Berri , qui devoit amener les troupes très-nombreuses de la Guienne et du Berri son apanage. Le roi lui envoyoit courriers sur courriers pour le hâter. A chaque moment on croyoit le voir arriver. Pendant ces délais , le temps , jusqu'alors favorable au départ , changea. Une tempête dispersa la flotte qui de Bretagne apportoit la ville de bois de Clisson , et poussa en Angleterre un vaisseau chargé d'une partie de cette charpente. L'embarquement étoit devenu impraticable quand le duc de Berri parut. Le roi lui fit des reproches. Le prince tourna la chose en plaisanterie. On congédia les troupes ; les vaisseaux furent désarmés. Le duc de Bourgogne demanda et obtint ce qui restoit de la ville de bois , et l'expédition fut remise à une autre fois.

Deux choses étonnent dans cette affaire , et donnent lieu à deux questions. Pourquoi s'est-on opiniâtré à attendre le duc de Berri ? et pourquoi a-t-il affecté tant de délais ? On ne peut guère répondre à ces questions que par des conjectures. Quant à la première , il est certain que le duc de Berri s'étoit déclaré assez publiquement contre cette entreprise. Sans doute il avoit auprès de son neveu des personnes ou gagnées , ou qui , pour faire leur cour à l'oncle , à chaque nou-



veau délai recommandoient de la patience et des égards pour celui qui se faisoit attendre ; et le jeune prince , par foiblesse , se sera cru obligé à cette condescendance pour son oncle. La seconde question , pourquoi le duc de Berri a-t-il affecté tant de délais ? peut présenter une solution assez probable. Le duc de Berri étoit prodigieusement avide d'argent , non pour acquérir des états , comme ses deux frères , les ducs d'Anjou et de Bourgogne , mais pour dépenser fastueusement et prodiguer. Le duc de Lancastre auroit sacrifié le royaume de Richard son neveu à ses propres prétentions sur la couronne de Castille. Sous prétexte de négociations pour la paix , les deux oncles , les ducs de Berri et de Lancastre , avoient eu , avant les préparatifs de guerre , une entrevue. Rien n'y fut décidé ; cependant ils s'étoient séparés avec un air de satisfaction et les apparences de la meilleure intelligence. Le duc de Lancastre montra une entière sécurité sur les dangers de l'Angleterre , et en sortit même avec des troupes pour aller attaquer la Castille. Le duc de Berri , par ses délais , fit manquer la saison de l'embarquement. La conclusion est facile à tirer , surtout quand l'histoire atteste en plusieurs endroits que le plus sûr rempart des insulaires nos voisins contre nos efforts a souvent été l'argent et l'intrigue.

[1387] Ils perdirent alors un homme qui leur avoit été fort utile en ce dernier genre. Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, haï et méprisé dans sa propre famille pour ses forfaits, passoit de tristes jours dans sa Navarre, se consolant de son inaction par la débauche et le plaisir de mal faire. Ses possessions de Normandie et de Languedoc restoient toujours séquestrées, mais sous la garde de Charles, l'aîné de ses fils. On avoit cru devoir cette déférence à la bonne conduite de ce prince et de ses frères et sœurs, qui ne participoient pas aux crimes de leur père. Toujours occupé de pensées sinistres, Charles-le-Mauvais, tant par dépit de ce qu'on lui retenoit ses biens, que pour exciter dans le royaume des troubles dont il pourroit profiter, conçut le projet d'empoisonner, en une seule fois, le roi, son frère, les ducs de Berri, de Bourgogne et de Bourbon, et les seigneurs qu'ils admettoient à leur société.

Le hasard conduisit à sa cour un de ces ménestrels qui parcouroient les provinces, chantant, jouant des instrumens, bien reçus dans les châteaux. Il se nommoit Gauthier-le-Harpeur. Son valet, appelé Robert Wourdreton, Anglois, parut au Navarrois propre à exécuter le forfait qu'il méditoit. Il prit lui-même le soin d'apprendre au scélérat la propriété meurtrière de l'arsenic, la dose

nécessaire pour faire mourir, les lieux ordinaires où il se vendoit. « Tu en trouveras, lui dit-il, chez les apothicaires, dans les grandes villes par où tu dois passer en allant à Paris. » Il l'instruisit aussi des moyens de s'introduire dans le palais. « Quand tu y auras acquis quelque habitude, tray-toi près de la cuisine, du dressouer, de la bouteillerie, ou de quelques autres lieux où mieux tu verras ton point, et de cette poudre mets ès-potages, viandes ou vins desdits seigneurs. » L'Anglois promit tout, partit, acheta le poison à Bayonne; fut arrêté en arrivant à Paris, interrogé, condamné à être tiré à quatre chevaux, et exécuté. Le moyen par lequel cet attentat a été découvert si promptement est ignoré. On présume qu'il fut révélé à la cour de France par le prince Charles, qui, résidant alors auprès de son père, en eut connoissance, et que ce fut en reconnaissance de cet avis que le nom du roi de Navarre ne parut pas dans le procès.

Mais si la justice des hommes l'épargna, celle de Dieu le punit rigoureusement dès cette vie. Les excès continuels de la volupté avoient hâté chez lui les progrès de l'âge, et il étoit vieux quoiqu'il n'eût que cinquante-six ans. Pour ranimer sa chaleur languissante, il se faisoit envelopper quelquefois d'un drap imbibé d'esprit de vin. Son valet de chambre,

finissant de coudre le drap , et ne trouvant point auprès de lui ses ciseaux pour couper le fil , en approche la bougie. Le feu y prend rapidement , se communique au drap , et , avant qu'on puisse arracher au prince cette funeste enveloppe , il est brûlé jusqu'aux os , et expire trois ou quatre jours après dans d'affreux tourmens.

Sa mort donna lieu à une procédure singulière. La confiscation de ses villes de Normandie n'avoit pas reçu , quand elles furent mises sous le séquestre , toutes les formes nécessaires. Cependant il étoit de l'intérêt du royaume qu'elles fussent réunies à la couronne. Le roi tint à ce sujet un lit de justice. Le roi de Navarre , dont on n'ignoroit pas la mort , fut cité à la table de marbre , et sommé de comparoître en personne. Il y eut dans cette cause de longs discours. Apparemment les défenseurs du Navarrois crurent pouvoir exciper de la mort du coupable , puisque l'avocat général s'appliqua dans le sien à prouver que le vassal criminel de lèse-majesté pouvoit être poursuivi , même après sa mort. Cependant il n'y eut pas de jugement définitif. La cause fut seulement mise en état d'être jugée , afin d'amener les fils du défunt , par la crainte d'une décision , à se contenter d'un équivalent qu'on leur offroit en échange des domaines de Normandie , dont le parti que les Anglois

en avoient tiré , lorsque les villes étoient entre les mains du père , montrait l'importance.

Le mauvais succès des préparatifs contre les Anglois chagrinoit d'autant plus le roi , qu'ils triomphoient de cette perte , et qu'ils sembloient le défier dans leur île. Une vengeance particulière du duc de Bretagne fit avorter de nouveaux desseins contre eux. On a vu que Clisson , connétable de France , s'étoit porté avec ardeur au projet de la descente , et que , pour contribuer à cette entreprise , il avoit présidé lui-même à des armemens en Bretagne , où il possédoit de grands et riches domaines. Autrefois il avoit combattu pour la maison de Blois contre celle de Montfort , que le traité de Guérande avoit mis en possession du duché de Bretagne. Par ce même traité le nouveau duc s'étoit engagé à payer la rançon de Jean de Blois , fils de son compétiteur , et à lui faire épouser sa sœur ; mais il avoit négligé l'un et l'autre article , et le malheureux prince languissoit en Angleterre , désespérant de jamais recouvrer sa liberté. Elle lui fut rendue par la générosité de Clisson , qui , réparant les torts du duc , paya la rançon du prince et devint son beau-père. Soit qu'il restât au duc quelque ressentiment de cette ancienne querelle , soit qu'il vît de mauvais œil , si puissant dans ses états , un homme qu'il croyoit mal disposé pour lui , sous prétexte de prendre

ses avis sur une forteresse qu'il faisoit bâtir , il l'attire dans le donjon , le fait charger de chaînes , et ordonne au gouverneur , nommé Bavalan , de le renfermer dans un sac , sitôt qu'il sera nuit , et de le jeter à la mer. A ce commandement le gouverneur tombe aux pieds de son maître , lui remontre l'affreuse atrocité d'un pareil ordre , et les suites funestes qu'il peut avoir. « Ne m'en parle plus , répond le duc , obéis : l'heure est venue que j'aurai raison de ce méchant paillard qui m'a tant outragé. »

Pendant la nuit , l'idée du crime qui se commettoit sans doute alors lui revint à l'esprit , et écarta de lui le sommeil. Il éprouvoit des angoisses de repentir , et désiroit qu'on ne lui eût pas obéi. Quand Bavalan parut le matin devant lui , il le regarda avec inquiétude ; mais au mot de *c'en est fait* , que lui dit tristement le gouverneur , il entra dans des convulsions de désespoir , s'abandonna aux gémissemens , ne voulut de la journée ni prendre de nourriture ni voir personne. Bavalan le laissa jusqu'à la nuit dans cet état de désolation , et , s'étant assuré que son repentir étoit sincère , il lui dit enfin : « Consolez-vous , Clisson n'est pas mort. » Ce fut un poids énorme ôté à la conscience du duc. « Bavalan , lui dit-il , tu as été bon serviteur de ton maître , et tu m'as fait le meilleur service qu'aucun homme fît à

un autre. » Cependant il ne voulut pas perdre entièrement le fruit de sa perfidie , et mit à prix la liberté du connétable. Cet événement interrompit les préparatifs que la France faisoit contre l'Angleterre , préparatifs dont Clisson étoit l'âme , et d'où l'on a conjecturé que le duc avoit été en grande partie inspiré par les Anglois. Dans le même temps le duc de Gueldres , qui , pour quelques-uns de ses états , étoit vassal de la couronne , envoya , sous prétexte de déni de justice , défier le roi. Charles VI marcha en personne pour le punir de son audace. Il l'auroit privé de son duché , si le duc de Juliers son père n'eût interposé sa médiation. « Il faut pardonner à mon fils , disoit-il aux commissaires du roi , c'est un fou. » Oui , mais un fou intéressé ; car on découvrit que les Anglois lui avoient donné de l'argent et assuré une pension pour déclarer la guerre à la France ; système toujours suivi par eux et avec succès , de payer sur le continent des diversions à l'effet de garantir leur île.

Le connétable revint à la cour , ardent de colère , et demandant vengeance de la perfidie exercée à l'égard du premier officier de la couronne. Les opinions furent partagées à ce sujet. Les ducs de Berri et de Bourgogne , s'apercevant du crédit que Clisson prenoit auprès du roi , vouloient que cette affaire

fût mise en oubli , de peur que la vengeance qu'on en tireroit ne le rendît encore plus puissant. Les discussions qui eurent lieu dans le conseil à cet égard manifestèrent des haines personnelles , des jalousies et des germes de faction prêts à se développer. Cependant le duc de Bretagne fut mandé à la cour ; il s'y rendit après de longs délais , et seulement pour prévenir l'orage qui grondoit déjà contre lui. Des discussions , également prolongées , se terminèrent enfin par la restitution des places du connétable , et celle de la rançon que le duc avoit encore exigée de lui. On les fit alors embrasser ; mais leur haine n'étoit pas éteinte , et n'en fut , long-temps encore , que plus implacable.

[1388] Le roi atteignoit vingt et un ans. On s'apercevoit qu'il commençoit à se lasser de la tutelle de ses oncles. Ce qui s'étoit passé à l'égard des armemens contre l'Angleterre lui faisoit voir qu'ils songeoient plus à leur intérêt personnel qu'à ceux du royaume. Dans ces dispositions , il se trouva des gens , peut-être fut-ce le connétable , qui lui persuadèrent de commencer à régner par lui-même. En revenant de Gueldres , il s'arrêta à Reims pendant les fêtes de la Toussaint ; là , dans une assemblée composée de princes du sang , de plusieurs seigneurs et de gens du conseil , il demanda , comme par forme de consulta-



tion, s'il ne convenoit pas qu'il prît en main les rênes du gouvernement. On se déféra quelques momens les uns aux autres l'honneur d'opiner les premiers ; mais enfin le cardinal de Laon, qui d'abord avoit refusé la parole, la prit ; et, une fois échauffé, il fit un tableau frappant des vices de l'administration, et des portraits si ressemblans des seigneurs jusqu'alors admis au ministère, surtout du duc de Bourgogne, qu'il étoit impossible de les méconnoître. Il conclut qu'il étoit important que le roi se chargeât lui-même de l'administration. Tout le conseil fut du même avis. Le jeune monarque se tourna du côté de ses oncles, les remercia affectueusement des soins qu'ils avoient pris jusqu'à ce jour, les en déchargea pour la suite, et déclara que son intention étoit de régler désormais les affaires par lui-même. Les deux oncles, quoiqu'ils ne s'attendissent pas à une si prompte résolution, n'en marquèrent aucun mécontentement. Quelques jours après, le cardinal de Laon mourut ; il se crut empoisonné, et les chirurgiens qui ouvrirent son corps ne détruisirent pas le soupçon.

On vit alors ce qui a coutume d'arriver dans les changemens de gouvernement : ceux qui étoient en faveur furent disgraciés. A leur place parurent des courtisans ou ignorés, ou éloignés auparavant. Quatre ministres se par-

tagèrent l'administration. Le Bègue de Vilaines, le seigneur de la Rivière, Jean le Mercier, seigneur de Noviant, et Jean de Montagu, sous l'inspection du connétable, qui avoit toute la confiance du jeune monarque.

Selon l'usage, ils ne manquèrent pas de décrier la conduite de leurs prédécesseurs, de rejeter sur eux tous les maux de l'Etat, de faire au peuple de magnifiques promesses, qui aboutirent à la suppression d'une augmentation d'impôts, établie l'année précédente pour les frais de la guerre qu'on comptoit avoir. Afin de verser de l'odieux sur l'ancien ministère il fallut bien montrer le châtiment de quelque coupable. Le sort tomba sur Audouin de Chanveron, prévôt de Paris, chargé de la répartition de l'imposition; opération délicate, dans laquelle il est rare qu'on ne se fasse pas des ennemis. Il prouva que s'il avoit commis quelques fautes dans l'assiette ou le recouvrement, c'étoit par l'ordre exprès des ducs de Berri et de Bourgogne. Sa gestion d'ailleurs étoit apparemment bien pure, puisqu'on fut réduit à lui reprocher six francs offerts à sa femme, et à lui un quart de vin et quelques volailles, présens d'usage quand il installoit des huissiers et des procureurs. De ces griefs ou autres semblables, on forma un corps d'accusations sur lesquelles on le con-

damna à la mort comme concussionnaire ; mais on lui accorda en même temps sa grâce et même la permission de faire insérer dans les lettres, avec les inculpations, les réponses qui le justifioient. Les ducs de Berri et de Bourgogne se retirèrent chacun dans leur apanage. Après leur départ, il se trouva bien peu de vaisselle , de tapisseries et de joyaux dans le palais du roi, pendant que ceux qu'ils allèrent habiter furent vus tout à coup abondamment garnis et superbement meublés. Le jeune monarque pria le duc de Bourbon son oncle maternel de rester auprès de lui et de l'aider de ses lumières , et lui rendit , en plein conseil, le juste témoignage que ses actions avoient toujours été dirigées vers le bien de l'Etat.

Plusieurs réglemens parurent alors sur des objets plus ou moins importants, à commencer par le parlement. Le roi fixa le nombre des conseillers de la grand'chambre à quinze clercs et quinze laïques; des enquêtes, à vingt-quatre clercs et seize laïques; des requêtes, à deux clercs et quatre laïques. Ils ne pourront s'absenter sans permission du roi : les religieux en sont exclus , et il est enjoint de n'avoir aucun égard aux lettres qu'obtenoient quelquefois des gens en faveur, pour suspendre le cours de la justice. Il est pourvu par des lois de police sages et sévères à la sûreté

et au nettoïement de Paris, où l'amas des immondices formoit des cloaques d'où s'élevoit un air empesté. L'usure des juifs fut réprimée; l'éloignement des lépreux, séquestrés hors de de la ville, fit cesser la crainte de la contagion qu'ils répandoient. On ferma enfin les repaires où les mendiants alloient cacher l'abus qu'ils faisoient des aumônes surprises à la pitié. On nommoit un de ces lieux *la cour des miracles*, parce que ces malheureux, sortis le matin boiteux, aveugles, estropiés, couverts de plaies, délivrés, en rentrant, de leurs bandages, paroissoient tout à coup sains comme par miracle, et se livroient aux plus crapuleuses débauches.

[1389] Dans une jeune cour tout est occasion de plaisir. Quand l'âge de donner l'ordre de chevalerie aux princes Louis II et Charles, fils de Louis d'Anjou, roi de Naples et de Sicile, fut arrivé, il y eut des tournois qui durèrent trois jours. Le roi et le duc d'Orléans son frère y combattirent. Le jeune monarque montroit pour les exercices violens une ardeur qui tenoit de l'emportement. Les dames y assistoient; les joutes furent suivies de bals parés et masqués. Dans ce même temps, Louis, duc d'Orléans, frère du roi, épousa Valentine Visconti, fille du duc de Milan, Jean Galéas. Elle eut en dot la ville d'Asti, et il fut stipulé dans le contrat que,

si ses deux frères venoient à mourir sans enfans mâles, elle ou ses héritiers succédroient au duché de Milan. C'étoit déjà trop des prétentions que la couronne de Naples donnoit à la maison royale de France en Italie, sans les augmenter encore de celles que ce mariage lui donna sur le Milanez.

Le couronnement de la reine fut précédé d'une entrée solennelle dans la capitale. Les Parisiens la rendirent la plus pompeuse qu'il étoit possible. Les spectacles qu'ils donnèrent leur paroissoient dans ce temps ce que nous paroissent les nôtres, c'est-à-dire, les plus beaux qu'on pût donner. A la porte Saint-Denis, des enfans habillés en anges chantoient des cantiques. « La sainte Vierge tenoit entre ses bras un petit enfant, lequel s'esbatoit à part soi avec un petit moulinet fait d'une grosse noix. » De jeunes filles, extrêmement parées, mais modestes, présentoient aux passans claret, hypocras et piment. Devant l'hôpital de la Trinité, des chevaliers françois et anglois représentoient le pas d'armes de Saladin. Plus loin on voyoit « Dieu séant en sa majesté, et de petits enfans de chœur chantoient moult doucement en forme d'anges. » Deux d'entre eux se détachèrent de la voûte de l'arc de triomphe, et vinrent poser une couronne de prix sur la tête de la reine. Elle trouva ensuite une salle de con-

cert; puis, au petit Châtelet, la représentation d'un lit de justice. D'un bois voisin s'élança un cerf blanc; il devoit être d'or massif, mais on n'eut pas le temps de le fondre. Un lion et un vautour sortis du même bois vinrent l'attaquer. Un homme caché dirigeoit les mouvemens du cerf qui brandissoit une épée et rouloit les yeux en menaçant. Le plus singulier fut un voltigeur qui descendit sur une corde tendue du haut des tours Notre-Dame jusqu'au pont, quand la reine y entra. Comme il faisoit déjà nuit, il tenoit un flambeau à chaque main. Le roi, pour jouir de ces spectacles, monta en croupe derrière Savoisi, et reçut quelques horions dans la foule. La reine fut couronnée dans la Sainte-Chapelle. Quatre des principaux bourgeois lui présentèrent une nef d'or, deux grands flacons, deux drageoirs et deux bassins d'argent; à la duchesse d'Orléans, deux services de vaisselle; au roi, quatre pots, six trempoirs et six plats d'or. Deux hommes déguisés, l'un en ours, l'autre en licorne, deux autres noircis et habillés en maures portoient ces présens. « Grand merci, bonnes gens, ils sont biaux et riches, » dit le roi aux bourgeois qui les offrirent; et le lendemain la gabelle fut augmentée.

Il n'y a pas jusqu'aux cérémonies funèbres qui ne servirent aux amusemens de la

cour. Le roi fit faire un service solennel à du Guesclin, dans l'église de Saint-Denis. On ne sait pourquoi cette réminiscence, à moins que ce ne fût pour donner une marque de faveur à Clisson, Breton comme lui, son compagnon d'armes et son successeur dans la dignité de connétable. Il conduisoit le deuil. Tout se passa selon le cérémonial pompeux de l'ancienne chevalerie. L'offrande étoit de quatre coursiers, deux armés en guerre, deux pour les tournois. Les ducs de Bourgogne, de Bourbon, de Lorraine et de Bar les présentoient précédés des plus grands seigneurs, qui portoient l'écu, l'épée, la lance, le casque, les gantelets et les autres pièces de l'armure. L'évêque d'Auxerre officiant fit l'éloge du bon connétable. C'est la première oraison funèbre qui ait été prononcée dans l'église.

Ces spectacles, tant funèbres que joyeux, coûtoient prodigieusement, surtout avec un prince qui, dit une chronique, donne mille écus où son père n'en donnoit que cent. Le peuple, toujours sûr d'être appelé à remplir les vides du trésor, murmuroit de ces dépenses. Il eut cependant quelques espérances de soulagement dans l'accord qui se fit avec l'Angleterre. Ne pouvant convenir de la paix, des commissaires assemblés dans la chappelle de Bellinghen, entre Boulogne et Guines, sur un terrain neutre entre les possessions

françoises et angloises, conclurent une trêve de trois ans. Ils y comprirent la Castille, le Portugal, l'Aragon, la Navarre, l'Ecosse, la Flandre, le Brabant, les duchés de Gueldres et Juliers, et la république de Gênes. Ainsi, dès lors le sort des deux nations régloit celui d'une grande partie de l'Europe.

On n'a point vu paroître, dans le service de du Guesclin, le duc de Berri. Il étoit alors en Languedoc, nonchalamment occupé à jouir des délices d'une vie efféminée et fastueuse, qu'il aimoit sur toute chose. Les peuples confiés à son gouvernement, il les regardoit comme faits pour ses plaisirs, et les traitoit en tyran. Quand ils se plaignoient de l'excès des impositions, il les doubloit, et punissoit la résistance par des amendes, par la prison, et même par des supplices. Un ministre, nommé Bétisac, étoit l'inventeur, la cause et l'instrument de ces vexations. Le roi en fut témoin dans un voyage qu'il fit dans les provinces méridionales du gouvernement de son oncle. Il paroît même que ce voyage n'étoit entrepris que pour réprimer ces désordres. Le monarque y mena, avec ses deux oncles les ducs de Bourgogne et de Bourbon, une cour nombreuse et une partie de son conseil.

Bétisac fut arrêté : le premier grief qui déposoit contre lui étoit son immense richesse.



Quand les juges lui demandèrent d'où il la tenoit, il répondit naïvement : « Monseigneur de Berri veut que ses gens deviennent riches. » Un incident embarrassa le tribunal. Le duc envoya des lettres par lesquelles il avouoit tout ce que Bétisac avoit fait, et le réclamoit comme justiciable de lui seul. Comment condamner un homme qui n'avoit agi que par l'ordre d'un maître revêtu de l'autorité suprême ? Une ruse perfide fit tomber sur le malheureux, pour un crime supposé, la punition qu'il méritoit pour les véritables. On lui détacha dans sa prison un faux ami qui lui dit : « Demain vous serez jugé et exécuté ; il n'y a qu'un moyen pour vous sauver. C'est de vous dire conpable de quelque crime de la compétence du juge ecclésiastique. On ne pourra se dispenser de vous renvoyer à ce tribunal ; vous en appellerez à la cour d'Avignon , et le duc de Berri , qui y a grand crédit, vous fera absoudre. » Bétisac adopte cet expédient. Il se fait conduire devant les juges, et déclare qu'il est hérétique , incrédule à la Trinité , à l'incarnation du Verbe , matérialiste , et qu'il croit fermement qu'il n'y a ni paradis ni enfer. S'il avoit connu plus d'impietés , il n'y a point de doute qu'il ne se les fût appliquées. « Bétisac ! s'écrie le chef du tribunal, vous errez grandement contre l'Eglise. Vos paroles demandent le feu. — Qu'elles

demandent le feu ou l'eau, répond Bétisac , je n'en sais rien ; mais telles sont mes opinions ; je les ai eues dès l'enfance , et les tiendrai jusqu'à la fin. » Ces paroles furent rapportées au roi. Ce prince ignoroit l'artifice ; il dit : « C'est un mauvais homme, hérétique et larron, qu'il soit ars et pendu ; ne ja par bel oncle de Berri il ne sera excusé. » Bétisac soutint sa profession de foi devant les juges d'église ; mais, au lieu de renvoyer sa cause au pape , comme on l'en avoit flatté , ils le livrèrent au bras séculier , et on le conduisit aussitôt au supplice. Quand il vit le bûcher, il reconnut la perfidie, et voulut se rétracter ; mais on ne lui en laissa pas le temps , et on le précipita dans les flammes. Le roi et ce qu'il y avoit de seigneurs et de conseillers avec lui assistèrent à son supplice. Le duc de Berri en fut outré, et jura de s'en venger.

Mais on lui donna une autre mortification encore plus sensible , parce qu'elle lui étoit personnelle. Le conseil résolut de lui retirer le gouvernement du Languedoc. Sa destitution lui fut portée et signifiée par Jean d'Harpedane, neveu du connétable, choisi pour le remplacer. On regarda cette démarche de Clisson comme une vengeance de ce que le duc de Berri s'étoit opposé à la guerre que lui connétable avoit voulu engager le roi de déclarer au duc de Bretagne , pour le punir

de la perfide violence exercée à l'égard du premier officier de la couronne. Le duc de Bourgogne ne put sauver cet affront à son frère. Le jeune monarque étoit absolu et tranchant. Ses ministres n'eurent pas le pouvoir ou la prudence de lui faire mettre dans une action juste les égards que le rang du coupable exigeoit. Par là ils s'attirèrent la haine des princes et de leurs créatures , et s'exposèrent aux représailles qui eurent lieu dans la suite.

Le roi s'amusa beaucoup dans son voyage. Il eut à Avignon une réception pompeuse , et dans toutes les villes par lesquelles il passa des fêtes splendides. Il resta douze jours à Montpellier. Ce fut dans cette ville que lui et le duc d'Orléans firent une gageure de cinq mille livres à qui se rendroit le premier chacun auprès de son épouse. Les deux frères prirent des chemins différens et allèrent jour et nuit. Ils n'avoient chacun qu'un homme avec eux. La fatigue obligea quelquefois le roi de se mettre sur un chariot pour prendre du repos. Cette course, qu'il fit par des chemins difficiles et peu sûrs , et qu'il entreprit malgré les représentations des gens sages de sa cour , marque qu'il étoit d'un caractère bouillant, impétueux, aveuglément livré à ses fantaisies ; et de ce que , plus âgé que son frère, il supporta moins bien la fatigue , on

peut induire qu'avec l'apparence d'une force athlétique, il avoit un tempérament foible et délicat, peu propre aux exercices violens; ce qu'il n'est pas inutile de remarquer pour expliquer la cause de la triste infirmité qui a causé ses malheurs et ceux de la France. Charles, avec cette opiniâtreté pour les plaisirs, se montroit en affaires peu ferme dans ses résolutions, vacillant et flexible aux opinions de ceux qui lui parloient les derniers. Aussi le connétable et les ministres avoient-ils grand soin de le rendre inabordable à tous autres qu'à ceux qui leur étoient absolument dévoués.

[1390] Le duc de Bourbon, voyant que, malgré l'invitation que son neveu lui avoit faite de l'assister de ses conseils, il n'étoit consulté en rien, prit le parti d'aller attendre ailleurs le débrouillement des cabales et des intrigues. Les Génois faisoient un armement contre les corsaires d'Alger et de Tunis; il en accepta le commandement, et se rendit à Gènes, accompagné de quinze cents hommes d'armes. Il y fut joint par le comte de Derby, depuis duc d'Hereford, fils aîné du duc de Lancastre, prince rempli de courage, et que la fortune destinoit à occuper le trône d'Angleterre, après en avoir fait descendre Richard son persécuteur. L'expédition n'eut pas tout le succès qu'on pouvoit espérer. On y

perdit beaucoup d'hommes par les maladies. Cependant on força les beys à acheter la paix par une somme d'argent, et à donner la liberté à tous les esclaves chrétiens qui étoient dans leurs états.

[1391] Comme il y avoit eu pendant cette guerre des exploits brillans et des hauts faits d'armes, les seigneurs et chevaliers, compagnons de Bourbon, en firent des écrits pleins d'enthousiasme qui enflammèrent le roi. Il ne respiroit que les combats; il vouloit tantôt attaquer l'Afrique, tantôt combattre les Turcs, et acquitter à la Terre-Sainte les vœux non accomplis de Philippe et de Jean de Valois ses aïeux. On ne lui fit passer cette fantaisie qu'en lui en suggérant une autre : c'étoit de partir pour l'Italie et de forcer les Romains d'embrasser l'obédience de Clément, d'où s'en seroit suivie la gloire de finir le schisme.

Aussitôt on dresse l'état des troupes destinées à passer les monts; le roi aura quatre mille lances, les ducs de Berri et de Bourgogne chacun deux mille, le duc de Bourbon mille, le connétable deux mille, et mille sous chacune des bannières de Couci et de Saint-Paul. Le duc de Bretagne, invité à se joindre, se moque du projet. « Le roi, dit-il, entreprend d'aller à Rome, de détruire le pape Boniface, successeur d'Urbain; et, m'aide Dieu, il n'en sera rien; il aura en brief temps

d'autres étoupes à sa quenouille. » Etoit-ce menace ou prévoyance politique ?

Les François étoient déjà en Italie pour d'autres causes : les uns aidoient Louis II d'Anjou à rentrer dans le royaume de Naples, que son père n'avoit pu conquérir, et où il n'eut pas plus de succès ; les autres, sous la conduite du comte d'Armagnac Jean III, pressoient Galéas Visconti, possesseur du Milanais, pour en rendre au moins une partie à Charles Visconti, cousin germain de Galéas, et beau-frère du comte d'Armagnac. Galéas, attaqué par les François, avoit en France une grande ressource dans Valentine Visconti sa fille, qu'il avoit mariée au duc d'Orléans, en lui donnant une très-riche dot. La princesse fit d'abord tous ses efforts pour détourner le comte d'Armagnac de cette expédition, qui ne lui étoit inspirée que par des idées chevaleresques, comme protecteur de princes opprimés. N'y pouvant réussir, elle fit passer à son père les plans de l'entreprise. Galéas profita si bien de ses avis qu'il battit le comte d'Armagnac et le fit prisonnier. Il mourut de ses blessures. Son armée, sans chef, se dispersa. La plus grande partie fut exterminée dans la Lombardie ; le reste, arrêté aux passages, périt de faim et de misère. C'est la seconde fois sous ce règne que l'Italie engloutit les phalanges françoises. A Jean III

succéda, dans le comté d'Armagnac, Bernard VII son frère, qui s'acquît une funeste illustration dans les troubles de ce règne.

Après quelques foibles préparatifs, on ne songea plus à l'Italie. Le roi, comme disoit Montfort, «avoit bien d'autres étoupes à sa quenouille.» Sa cour étoit toujours partagée entre le connétable et les ducs de Berri et de Bourgogne. Sans guerre déclarée, ils se nuisoient le plus qu'ils pouvoient. Clisson poursuivoit toujours avec opiniâtreté sa vengeance contre le duc de Bretagne; à sa querelle personnelle il joignit les intérêts de l'Etat. Le duc, disoit-il, se comportoit en souverain absolument indépendant: il faisoit battre monnoie à son effigie, exigeoit de ses vassaux des hommages et sermens de fidélité contraires aux droits de la couronne de France. Il avoit manqué aux conditions du traité de Guérande en faveur de la maison de Blois-Penthièvre, et il lui imputoit d'autres griefs que trouvent aisément l'animosité et le désir de la vengeance.

Charles VI, animé contre le duc par tous ces reproches, résolut de se faire par les armes justice des entreprises hautaines de son vassal: ses oncles l'exhortèrent à tenter auparavant la voie de conciliation. Ils ménagèrent une entrevue à Tours. Le monarque et le duc s'y rendirent; comme elle se faisoit contre le

gré du connétable, il employa tous les moyens capables d'en faire manquer le but. Les gens de Montfort furent insultés et maltraités. On ne le regardoit lui-même à la cour qu'avec une indifférence qui tenoit du mépris. Il soutenoit tout avec patience. Les ducs de Berri et de Bourgogne lui avoient pour ainsi dire fait sa leçon. Il avoit d'ailleurs pris sa précaution ordinaire de protester secrètement contre tout ce qu'il accorderoit portant atteinte à ses intérêts, comme y étant contraint. A force de difficultés que le connétable faisoit succéder les unes aux autres, peu s'en fallut que l'accommodement ne manquât. Il réussit cependant par un engagement de mariage entre un fils du duc, encore enfant, avec une fille du roi, encore au berceau, et d'une fille du duc avec le fils du comte de Penthievre. Le monarque se laissa gagner par le plaisir de voir un jour sa fille duchesse de Bretagne. Le duc de Montfort renonça à quelques-uns des droits qui lui étoient contestés, entre autres à celui de mettre son effigie sur sa monnoie; mais, retourné en Bretagne, il se fit reconnoître et restituer ce droit par une assemblée de ses états. Le roi retourna content à Paris, et Clisson fit semblant de l'être.

[1392] Alors, et à l'effet de procurer la paix entre les deux couronnes, devoit avoir lieu



une entrevue du roi avec Richard, roi d'Angleterre, fils du fameux prince de Galles ; mais ce dernier changea d'avis, et envoya seulement comme plénipotentiaires les ducs de Lancastre et d'Yorck ses oncles. On ne put convenir que d'une prolongation de la trêve. Cependant Charles consentoit à ce que la Guienne fût tenue en pleine souveraineté par Richard, mais il insistoit sur la démolition de Calais. Cette demande, à laquelle refusa opiniâtrément d'acquiescer le duc de Lancastre, rompit les espérances d'une paix définitive.

Le baron de Craon fut en ce temps banni de la cour. C'étoit cet infidèle dépositaire de l'argent que la duchesse d'Anjou envoyoit à son mari, roi de Sicile, et que le baron dissipa à Venise en fêtes et en plaisirs. Nous avons vu qu'il avoit été condamné à cent mille livres de restitution à la veuve et à ses enfans ; mais il lui restoit encore de grosses sommes, au moyen desquelles il tenoit un état brillant. Il étoit de tous les plaisirs du duc d'Orléans, et confident de ses intrigues-amoureuses. Le prince en avoit une fort secrète ; Craon eut l'imprudence de la révéler à la duchesse. Jalouse en Italienne, Valentine en fait de vifs reproches à son mari ; le duc, à force de caresses, tire d'elle la connoissance de celui qui l'a instruite ; il en porte ses plaintes au roi, et Craon reçoit ordre de quitter la cour,

sans qu'on daigne lui dire la cause de sa disgrâce. Comme le connétable étoit tout puissant, il s'en prend à lui de son malheur, se promet de se venger, et se retire dans sa baronnie de Craon, limitrophe de la Bretagne. On étoit bien éloigné de croire qu'une petite intrigue galante pût avoir des suites si funestes à la tranquillité du royaume. La trêve d'Angleterre, prolongée pour un an, donnoit un répit dont les plaisirs profitoient. La reine, dans l'éclat de la jeunesse, tourmentée de la passion du luxe, ne pensoit qu'à paroître avec magnificence dans les divertissemens dont la cour paroissoit uniquement occupée. On imagina une *cour d'amour*, formée sur les modèles des cours souveraines. Il y avoit des présidens, conseillers, maîtres des requêtes, gens du roi, avocats, et tous les officiers nécessaires à la procédure. Les hommes et les femmes se citoient à ce tribunal : on s'y égayoit dans des plaidoyers où des maximes de tendresse se trouvoient souvent, selon le style du temps, appuyées par des passages de l'Écriture sainte et des pères, bien ou mal amenés. Aussi voit-on dans les listes de cette société, toute consacrée à l'amour, des docteurs en théologie, des prêtres, des abbés, des évêques, des guerriers, et les personnages les plus graves de la cour, avec la reine, les princesses et leurs dames.

Dans la vogue la plus générale de ces divertissemens, le roi tomba malade. On vit alors paroître les symptômes du délire dont les fréquens accès ont affligé le reste de sa vie. On croit qu'il les avoit déjà ressentis, et que ce fut en grande partie pour les cacher que les ministres le rendoient quelquefois inaccessible, comme nous l'avons remarqué. Cette fois les princes et les courtisans en furent témoins. Un régime doux et de sages précautions, surtout le soin officieux d'éloigner de lui tout ce qui pouvoit lui occasionner des émotions trop vives, auroient peut-être surmonté cette infirmité; mais, quelques semaines après être relevé de sa maladie, il éprouva un assaut qui auroit pu ébranler une tête plus forte.

Pierre de Craon, chassé de la cour, à ce qu'il croyoit, par le pouvoir du connétable, et le duc de Bretagne, insulté à Tours par la suggestion du connétable, associent leur haine et procèdent ensemble à la vengeance. Craon avoit conservé son hôtel à Paris; il y cache des armes, y envoie quarante hommes déterminés, et, à jour indiqué, lorsque Clisson revenoit tranquillement chez lui à l'endroit où est l'hôtel Soubise, escorté seulement de huit hommes, sortant, à une heure du matin, d'un bal donné par la reine à l'hôtel Saint-Paul, il est assailli dans la rue Culture-Sainte-Cathe-

rine par ces quarante hommes qui éteignent les flambeaux et se jettent sur lui. Il croit d'abord que c'étoit une plaisanterie du duc d'Orléans pour lui faire peur ; mais , entendant ces mots : *à mort, Clisson*, prononcés par Craon qui se nomme , il se met en défense. Une cotte de mailles , qu'il portoit par hasard , le garantit des premiers coups ; mais un dernier sur la tête le jette à bas de son cheval. Il tombe dans la porte d'un boulanger qui étoit entr'ouverte. Les assassins fuient, sans se donner le temps de vérifier s'il étoit mort. Les gens de sa suite, qui l'avoient abandonné quand ils le virent tomber , portèrent à bride abattue cette nouvelle à l'hôtel Saint-Paul. Le roi étoit prêt à se mettre au lit ; il courut sur-le-champ auprès du connétable et le trouva entre les mains des chirurgiens. Ils sondèrent la plaie, et calmèrent l'inquiétude du monarque en lui annonçant qu'elle n'étoit pas dangereuse. Il donna des ordres pour arrêter le chef et les complices partout où on pourroit les trouver. Un page et deux hommes d'armes furent pris à deux lieues de Paris , et exécutés après brief jugement. Dans le premier moment de la colère on confondit les innocens avec les coupables. Le concierge de l'hôtel de Craon , qui avoit reçu les assassins sans connoître leurs desseins , fut condamné à mort , et un chanoine de Chartres , homme

d'une probité reconnue, fut privé de son bénéfice, pour avoir logé le baron lorsqu'il venoit à Paris, et enfermé dans un cachot pour le reste de ses jours. On suivit le procès de Craon lui-même. Les preuves étoient claires. Il fut condamné à mort, tous ses biens furent confisqués, et ses maisons, dans Paris, rasées. Sur l'emplacement de son hôtel on établit une halle, qui a été le marché du cimetière Saint-Jean. Les seigneurs de la cour assistèrent à la démolition pour plaire au roi; plusieurs d'entre eux profitèrent de la confiscation de ses terres, entre autres le duc d'Orléans. Dans celle de la Ferté-Bernard on trouva des richesses immenses. Jeanne de Châtillon sa femme, et sa fille en furent chassées ignominieusement, dénuées de tout.

L'assassin se sauva en Bretagne. Le duc le reçut d'abord assez mal. « Vous êtes un chétif, lui dit-il, quand vous n'avez pu occire un homme duquel vous étiez au-dessus. » Craon lui répondit : « C'est bien diabolique chose. Je crois que tous les diables d'enfer, à qui il est, l'ont gardé; car il eut sur lui lancés et jetés plus de soixante coups d'épée et de couteaux. » Néanmoins, après ce premier reproche, Montfort le cacha si bien, qu'il put hardiment assurer au roi, qui le demandoit avec instances et menaces, qu'il ne savoit où il étoit. Les ducs de Berri et de Bourgogne conseil-

loient au roi de se contenter de la dénégation du duc , et , pour satisfaire un de ses sujets, de ne pas exposer lui et son royaume à une guerre qui pouvoit devenir très-considérable, parce que les Anglois ne manqueroient pas de s'en mêler : mais Charles , une fois frappé de son objet, ne cessoit de le voir ; il ne parloit que de chercher le coupable , le découvrir , le livrer à la justice, le punir. Cependant on remarquoit dans sa résolution même des contradictions perpétuelles, une rapidité d'expressions menaçantes , et un silence morne , des ordres donnés et rétractés ; mais la volonté de forcer Montfort à lui livrer le coupable dominoit toujours. Il iroit le chercher jusqu'au fond de la Bretagne, il fouilleroit la province, renverseroit tous les châteaux et citadelles pour le trouver. « Ne m'en parlez pas , quand on vouloit lui faire des remontrances , ne m'en parlez pas , je veux être obéi. » Il fallut bien céder à cette pétulance qui tenoit de la manie.

Les ordres furent envoyés aux troupes dans les provinces de se rendre au Mans. Ils étoient si pressans , qu'en septembre , deux mois à peine après l'assassinat, l'armée étoit rassemblée. Les oncles du roi s'y trouvoient ; le connétable , pour se réconcilier avec le duc de Berri, lui avoit fait rendre son gouvernement de Languedoc, et il flattoit le duc de Bour-

gogne et ses amis plus qu'à l'ordinaire. Cependant ils ne marchaient qu'avec répugnance et ne le dissimuloient pas. Ces contradictions fatiguoient le malheureux Charles. Il dépérissait à vue d'œil. Le jour qu'il partit du Mans pour suivre son armée, qui marchait vers la Bretagne, à peine touchait-il aux mets qui lui furent présentés avant de monter à cheval. Il avait l'œil hagard et le maintien stupide.

Pendant un de ces jours de chaleur étouffante qu'on éprouve quelquefois au commencement de l'automne, Charles traversait la forêt du Mans, peu accompagné, parce qu'on s'étoit écarté pour qu'il ne fût pas incommodé de la poussière : tout à coup un homme en chemise, la tête et les pieds nus, s'élance d'entre deux arbres, saisit la bride de son cheval, et lui crie d'une voix rauque : « Roi, ne chevauche pas plus avant, retourne, tu es trahi. » Il tenoit les rênes si fortement qu'on fut obligé de le frapper pour le faire lâcher ; mais on ne l'arrêta ni on ne le poursuivit, et il disparut. Le roi ne dit mot : mais on remarqua de l'altération sur son visage, et dans son corps une espèce de frémissement.

En sortant de la forêt on entra dans une plaine de sable, qui, échauffée par un soleil ardent, réfléchissoit une chaleur insupportable. Le roi n'étoit accompagné que de deux

pages ; l'un , presque endormi sur son cheval , laisse tomber négligemment sa lance sur le casque de l'autre. Le roi , au bruit aigu qui frappe son oreille , se réveille comme en sursaut de la rêverie où il étoit plongé , et croit que c'est l'accomplissement de l'avis qu'on vient de lui donner : il tire son épée , pousse son cheval , frappe tous ceux qu'il trouve à sa rencontre , criant : *Avant , avant sur les traitres !* Le duc d'Orléans son frère veut le retenir. Il se précipite sur lui. « Fuiés , beau neveu d'Orléans , lui crie le duc de Bourgogne , monseigneur veut vous occir : haro ! le grand méchef , monseigneur est tout dévoié. Dieu ! qu'on le prenne. » Mais personne n'osoit l'approcher. Il s'étoit formé autour de lui un grand cercle qu'il parcouroit en furieux , et chacun fuyoit quand il tournoit de son côté. On dit qu'il tua quatre hommes dans cet accès de frénésie. A la fin son épée se cassa , ses forces s'épuisèrent. Un de ses chambellans , nommé Guillaume Martel , prend son temps , saute sur la croupe de son cheval , le saisit. On le désarme , on le couche dans un chariot , sans connoissance , et on le ramène au Mans. « Le voyage est fait pour cette fois , dirent les deux oncles. » Ils envoyèrent des ordres pour rappeler les troupes.

Le fantôme de la forêt est toujours resté un mystère. Si l'invention d'un stratagème



peut être supposée à celui qui en tire le profit, on seroit assez autorisé à attribuer celui-ci au duc de Bretagne, qui par là se trouva débarrassé d'une guerre inévitable. Mais il avoit donc des complices bien sûrs autour du roi, puisque le spectre, comme nous l'avons remarqué, ne fut ni poursuivi dans le temps, ni recherché dans la suite. Les médecins, nommés *physiciens* alors, firent beaucoup de dissertations et de longs écrits sur les causes de la maladie du roi. Tous les raisonnemens aboutissoient au poison ou au sortilège. « Nous nous débattons et travaillons pour néant, dit le duc de Berri; le roi n'est ni empoisonné ni ensorcelé, fors de mauvais conseils; mais il n'est pas heure de parler de cette matière. » Il seroit difficile de peindre la consternation du peuple quand cet événement se répandit, et de rapporter les discours et les opinions tant en France qu'au dehors. Chacun en parloit selon ses intérêts. « Le pape de Rome dit que Dieu lui avoit tollu son sens, pour avoir soutenu cet antipape d'Avignon. » Celui d'Avignon disoit : « Le roi de France avoit juré sur sa foi qu'il détruiroit l'antipape de Rome. Il n'en a rien fait, dont Dieu est courroucé. » Mais un médecin de Laon, nommé Guillaume de Harceley, qu'on appela, fit voir qu'il n'y avoit rien de surnaturel dans sa maladie. A force de soins doux et de patience, il le gué-

rit. Les remèdes s'administrèrent dans le château de Creil, où on le conduisit. Le duc d'Orléans l'accompagna et resta près de lui. On cacha le plus long-temps qu'on put cet accident à la reine, parce qu'elle étoit enceinte.

Au moment de la démence du roi, les ducs de Berri et de Bourgogne dirent : « Nous ferons ordonner par tout le conseil de France, lesquels auront l'administration du royaume, beau neveu d'Orléans, ou nous. » On ne sait si ce conseil fut assemblé, ni s'il donna une décision : toujours est-il certain qu'ils s'emparèrent du gouvernement, et qu'ils n'en laissèrent aucune part au beau neveu d'Orléans, quoiqu'il eût près de vingt-quatre ans. Devenus les maîtres, ils ne tardèrent pas à se venger de la nullité où ils avoient été laissés, et des contradictions qu'ils avoient éprouvées de la part du connétable et des ministres.

Le jour même qu'ils prirent en main l'autorité, le connétable vint demander l'ordre au duc de Bourgogne. Il lui répondit brutalement : « Clisson, vous n'avez que faire de vous embesoigner de l'état du royaume. A la malheur tant vous en êtes-vous mêlé. Où diable avez-vous assemblé tant de finances ? Le roi mon seigneur, ni beau frère de Berri, ni moi, n'en pourrions tant mettre ensemble. Partez de ma chambre, et issez de ma présence, et faites que plus ne vous voie ; car, si

n'étoit l'honneur de moi, je vous ferois l'autre œil crever. »

Clisson ne répond point, gagne sa maison, ne fait qu'y passer, se sauve dans le château de Mont-Lhéry, qui lui appartenait; et, instruit qu'il y avoit ordre de l'investir, se retire en Bretagne, où les places fortes qu'il y possédoit lui offroient un asile. Des quatre ministres qui gouvernoient, depuis le congé donné par Charles à ses oncles, Montagu se mit en sûreté à Avignon avec ses richesses; Le Bègue de Villaine, Noviant et La Rivière furent arrêtés. Le premier, vieilli dans les emplois militaires sous plusieurs rois, en considération de son âge et de ses anciens services, fut relâché; mais, dans la crainte d'éprouver de nouveaux malheurs sous un gouvernement dont il prévoyoit l'instabilité, il se retira en Espagne. Noviant et La Rivière furent poursuivis criminellement. Ils étoient fort riches, par conséquent très-jalousés et chargés de la haine publique. On ne doutoit pas qu'ils ne dussent périr sur l'échafaud. Plusieurs fois, pendant leur procès, le peuple se rendit au lieu ordinaire de l'exécution, attiré par l'espérance du spectacle atroce qui excite toujours sa curiosité. Le parlement vouloit les juger, mais la protection de Jeanne, comtesse de Boulogne, jeune et belle princesse, épouse du duc de Berri, à laquelle

La Rivière avoit procuré ce mariage, lui obtint des délais. Comme la cause de Noviant étoit jointe à la sienne, la grâce accordée à l'un entraîna celle de l'autre. Cependant ils essuyèrent une année de captivité, toujours entre la vie et la mort, et ne sortirent de prison que dépouillés d'une grande partie de leurs biens, avec défense d'approcher des lieux où la cour seroit.

Quant à Clisson, il fut cité en justice avec tout l'appareil des formes; appelé à la porte de la grand'chambre, au perron, à la table de marbre, à l'entrée du palais, dans les rues et carrefours, à son de trompe. Par défaut, il fut condamné au bannissement, comme faux, mauvais, déloyal envers la couronne de France, à une amende de cent mille marcs d'argent, et privé de son office de connétable, qui fut donné à Philippe d'Artois, comte d'Eu.

La cure du roi dura six mois. Revenu de son état comme d'un songe, il fut bien étonné du changement qu'il vit autour de lui. Il ne fut pas difficile de le lui faire trouver bon, comme il arriva toujours depuis, après ses rechutes; mais peut-être ne fut-il pas si aisé de l'engager à prendre des précautions en cas de retour de sa maladie. Cette prévoyance devoit l'affliger; cependant il s'y résigna, et régla le gouvernement pour les temps où son

aliénation l'empêcheroit d'y vaquer. Il déclara le duc d'Orléans son frère régent du royaume, avec un conseil composé de ses trois oncles, de Louis de Bavière, frère de la reine, de trois prélats, de six nobles et de trois clercs. Il donna à la reine la tutelle de ses enfans, alors elle n'avoit qu'une fille; et fit confirmer ces dispositions dans un lit de justice.

[1393] La santé du roi, devenue assez bonne, fit espérer quelque temps que ces précautions seroient inutiles; mais un funeste accident les rendit malheureusement trop nécessaires. La reine, à l'occasion du mariage d'une demoiselle de sa cour, donna un grand festin, suivi d'un bal masqué. Le roi y vint déguisé en sauvage, conduisant cinq jeunes seigneurs déguisés comme lui, et attachés ensemble par une chaîne de fer. Leur vêtement étoit fait de toile enduite de poix, sur laquelle on avoit appliqué des étoupes. Le duc d'Orléans, curieux de connoître ces masques, approche de l'un d'eux un flambeau; une étincelle tombe, le feu prend, la flamme se communique. Au milieu des hurlemens de ces malheureux, qui s'efforçoient inutilement de rompre leur chaîne, on distingue un cri perçant, *Sauvez le roi*. Il venoit de la reine, qui s'évanouit. La duchesse de Berri, auprès de laquelle il se trouvoit, le couvrit de son manteau. Des cinq esclaves, quatre mouru-

rent dans les tourmens. Un seul rompit la chaîne, courut à la bouteillerie, se précipita dans une cuve pleine d'eau, et fut sauvé. La reine, revenue de son évanouissement, trouva auprès d'elle le roi qui la consolait. Isabelle l'aimoit alors.

Le saisissement passé, cet accident ne fit pas sur lui la forte impression qu'on avoit lieu d'en craindre. Il n'eut qu'un léger accès, et on le trouva assez promptement rétabli pour le mener à Abbeville, où les ducs de Lancastre et de Gloucester, ceux de Berri et de Bourgogne, s'étoient donné rendez-vous pour traiter de la paix qu'on n'avoit pu conclure dans les conférences de Bellinghen. Les oncles espérèrent que le bon état dans lequel les Anglois verroient leur neveu les détermineroit à conclure; mais pendant le cours de la négociation il retomba dans sa maladie. On se contenta de prolonger la trêve d'un an, après son expiration, qui devoit arriver dans six mois. Ce nouvel accès du roi en dura dix, à reprises inégales. Pendant ces variations, on eut moyen d'examiner les symptômes des rechutes. Elles s'annonçoient par un abattement d'esprit qui dégénéroit par degrés en aliénation totale. Alors il oublioit tout, nioit qu'il fût roi, et partout où il trouvoit son nom ou ses armes, il les effaçoit ou les arrachoit avec une espèce de rage. La présence de la

reine lui devenoit insupportable ; il n'agréoit des soins que de la duchesse d'Orléans sa belle-sœur. Le médecin de Laon n'existoit plus. Dans l'embarras du choix, on admettoit tous ceux qui promettoient du soulagement, charlatans, empiriques ; on ne dédaignoit même pas les opérations magiques des sorciers. Par contraste de la superstition, les églises étoient remplies du peuple qui demandoit avec ferveur la guérison du monarque, si importante à tous les François. En effet, les crises alternatives de folie et de bon sens faisoient craindre dans le gouvernement une oscillation perpétuelle, germe des troubles les plus dangereux. Pour faire diversion à la sombre mélancolie du roi, on inventa le jeu de cartes, dont les figures retracent encore l'habillement du temps.

[1394] Malgré l'état pénible du chef, qui influoit nécessairement sur les membres, le royaume auroit été tranquille, sans les contestations que le schisme y élevoit. Chacun des papes faisoit tous ses efforts pour gagner des partisans. Peu s'en étoit fallu que leurs prétentions n'eussent fait rompre les conférences de Bellinghen et d'Abbeville. Les Anglois et les François suivoient des obédiences opposées, et chacun des deux papes insistoit pour que chaque nation abjurât celle de son rival et se réunît à la sienne. Les Anglois

congédièrent brusquement les légats de Clément; les François recevoient froidement les sollicitations de Boniface, successeur d'Urbain. Les deux pontifes n'en continuoient pas moins à faire des incursions sur le territoire l'un de l'autre. Elles eurent en France quelques succès pour le pape de Rome. Les chartreux, ayant besoin de quelques privilèges pour leur ordre, et persuadés apparemment que ceux de Rome vaudroient mieux que ceux d'Avignon, envoyèrent deux de leurs confrères les demander. Boniface les accorda volontiers, et chargea de plus, clandestinement, les députés d'une lettre pour le roi de France, qu'ils promirent de remettre en main propre. Ils y réussirent. Charles fut touché des offres que faisoit le Romain de se prêter à tout pour finir le schisme. Le roi fit communiquer cette lettre à l'université, et lui ordonna de donner son avis. Les opinions se réduisirent à trois; la cession volontaire des deux papes, un compromis entre les mains d'arbitres qui jugeroient les deux droits, ou la décision d'un concile général. Nicolas de Clémengis, célèbre docteur en théologie, renferma cette décision dans un écrit latin fort prolix, que le roi fit traduire en français. Il contenoit de plus une déclamation des plus virulentes contre les désordres du clergé en général, et en particulier contre les vices



de la cour d'Avignon. Le pape Clément en fut outré. Cependant, malgré l'empressement que marquoit le roi pour terminer cette affaire, le cardinal de Lune, légat d'Avignon, obtint des délais. L'université, indignée, fit de vives remontrances. Plusieurs docteurs fermèrent leurs écoles et cessèrent leurs leçons; mais leur fâcherie n'eut pas de suite.

La guerre de l'Eglise auroit pu finir tout d'un coup, si les cardinaux d'Avignon n'avoient pas été intéressés à la perpétuer. Clément VII mourut. Le roi envoya sur-le-champ deux seigneurs de sa cour, chargés de faire surseoir à l'élection. Quoiqu'ils fissent la plus grande diligence, s'étant même fait précéder par un courrier, ils trouvèrent le trône pontifical rempli. Les cardinaux avoient élu Pierre de Lune, qui prit le nom de Benoît XIII. Ils crurent se mettre à l'abri du reproche que leur précipitation méritoit, en dressant, avant l'élection, un acte portant que celui d'entre eux sur lequel le choix tomberoit, renonceroit à sa dignité, si le sacré collège jugeoit cette abnégation nécessaire. Précaution illusoire, s'ils connoissoient le caractère de Pierre de Lune, le plus obstiné des hommes. Le malheur d'avoir manqué la paix de l'Eglise fut compensé par une trêve de quatre ans, conclue entre la France et l'Angleterre.

On peut mettre aussi entre les événemens

qui consolèrent alors la France la réconciliation de Montfort et de Clisson, qui n'étoit pas indifférente à la tranquillité du royaume. La double passion qui animoit ces deux hommes, l'une d'achever la perte de celui qu'il avoit voulu deux fois assassiner, l'autre de se venger, entretenoit une guerre opiniâtre en Bretagne. Clisson, retiré après sa disgrâce dans ses domaines, avoit trouvé des amis dont l'appui le mettoit en état non-seulement de résister au duc, mais encore de l'attaquer. L'intervention de leurs partisans respectifs avoit quelquefois procuré entre le seigneur et le vassal des accommodemens que l'animosité réciproque rompoit à la première occasion. Les oncles et le frère du roi, entre lesquels la rivalité du gouvernement et d'autres jalousies commençoient à éclater, fournissoient aux deux Bretons des secours d'hommes et d'argent; les ducs de Berri et de Bourgogne à Montfort, le duc d'Orléans à Clisson.

Au moment où les deux ennemis se faisoient la guerre avec le plus d'acharnement, que le duc venoit de prendre et raser une forteresse de son vassal, nommée la Roche-de-Rien, que le vassal venoit de brûler Saint-Brieux, et d'emporter la vaisselle d'or et d'argent du duc, Clisson reçoit de Montfort une lettre, par laquelle il le prioit de se rendre incessamment auprès de lui à Vannes,

pour terminer à l'amiable leurs différends. La lettre étoit pleine d'estime et d'affection. Le duc rappeloit à Clisson leur ancienne amitié, et se montrait très-empressé de la renouveler. La lassitude des combats et d'une vie sans cesse troublée par les inquiétudes peut bien avoir causé la démarche amicale de Montfort; mais elle peut aussi être l'effet d'un sentiment noble et généreux, qui, dans une âme grande, triomphe tôt ou tard de l'impétuosité de la passion. Deux fois attaqué en trahison, Clisson délibéra, hésita, et demanda enfin pour otage le fils aîné de son seigneur. « Partez, dit le duc à ceux qu'il chargeoit de la conduite de son fils, partez, menez mon fils au châtel Josselin, et m'emmenez messire Olivier de Clisson, car je me veuille accorder avec lui. »

Clisson reçoit avec attendrissement le jeune prince, le ramène avec lui et le présente à son père, qui, de son côté, admire la grandeur d'âme et la confiance héroïque d'un adversaire trop long-temps méconnu. Ces deux hommes, si long-temps ennemis, se considèrent un instant, et si précipitent dans les bras l'un de l'autre. Dans ce moment il n'y eut plus ni haine ni dissimulation. Pour être plus libres, à l'abri des importuns, ils se retirèrent dans un vaisseau, et en deux heures d'entretien ils réglèrent des différends que

des négociations plusieurs fois recommencées par des seigneurs et des prélats distingués, par les princes mêmes et par le roi de France, intervenu comme seigneur suzerain, n'avoient pu terminer.

La précipitation des cardinaux d'Avignon avoit fait manquer l'occasion d'éteindre le schisme; on crut en trouver encore le moyen dans la condition mise à l'élection de Benoît, de se démettre, si la cession étoit jugée nécessaire. On résolut de tenter cet expédient. Le roi envoya un célèbre docteur, nommé Pierre d'Ailly, le négociier : mais il trouva un homme qui, au lieu de conférer avec lui de bonne foi, ne travailla qu'à le séduire, pour éluder une réponse. Sur le rapport de d'Ailly, à son retour, on conclut de tenir un concile national. Il fut assemblé à Paris, composé des patriarches d'Alexandrie et de Jérusalem, de sept archevêques, quarante évêques, d'une multitude d'abbés et de docteurs, de six conseillers du parlement et de trois avocats. Les opinions ne furent point partagées. Tous les suffrages se réunirent pour la voie de la cession. Les légats de Benoît, qui étoient à Paris, obtinrent qu'on ne prendroit pas un parti définitif avant que de l'avoir instruit de la décision. Les ducs de Berri, de Bourgogne et d'Orléans, accompagnés d'une cour nombreuse, se chargèrent d'aller la porter eux-

mêmes à Avignon. Ils crurent que la solennité de la déclaration abattroit le pontife ; mais il n'y eut pas d'échappatoires, d'ambiguïtés, de subterfuges, sur lesquels il ne se repliât pour éviter de donner une réponse décisive. Fatigués de ses tergiversations, les princes s'adressèrent au sacré collège, et obtinrent qu'il déclareroit que le cas prévu pour la cession étoit arrivé, et que le bien de l'Eglise exigeoit que Benoît se dêmît, comme il s'y étoit engagé. Mais il prétendit que la décision des cardinaux étoit mal fondée, parce qu'il y avoit un autre moyen de procurer la paix de l'Eglise, indiqué même par le concile de Paris ; savoir, non pas l'abdication de lui seul, mais des deux papes ; et qu'il falloit pour cela qu'ils s'abouchassent. C'étoit se procurer un délai dont on ne pouvoit prévoir la fin ; et la maladie du roi, dont les attaques revinrent jusqu'à sept fois dans cette année, empêcha que l'affaire ne fût suivie. Dans ce temps, la reine, objet de la tendresse de son époux dans ses momens lucides, et de sa haine dans ceux de sa noire mélancolie, fixa son séjour à l'hôtel Saint-Paul, pendant qu'il continua d'habiter le Louvre.

Le bannissement des juifs, commun sous les règnes précédens, se renouvela sous celui-ci et a été le dernier. On leur reprochoit le grief ordinaire, l'usure. A la vérité, ils la

portoient à l'excès. On leur imputa aussi, mais sans preuves bien claires, d'avoir massacré un de leurs rabbins, parce qu'il s'étoit fait chrétien. Sept des plus riches d'entre eux furent accusés de travailler à faire des prosélytes. Le prévôt de Paris les condamna au feu; car, disoit-il, si les destructeurs des édifices sacrés méritent la mort comme sacrilèges, à plus forte raison doivent être punis du supplice le plus rigoureux les destructeurs des temples vivans du Seigneur, et les empoisonneurs des âmes. Le parlement infirma la sentence, et la commua en la peine de subir une fustigation publique trois dimanches consécutifs. Ils en souffrirent deux et se rédimèrent de la troisième par argent. Ce bannissement n'a été révoqué que par les lois d'égalité de la dernière révolution; mais, quoique la nation n'ait point été réintégrée jusque là dans la participation des droits civils, les juifs néanmoins, sous le voile d'une tolérance tacite, ont pullulé en France, surtout dans les temps de troubles, et aussi abondamment qu'ils auroient faits s'ils avoient été rappelés légalement.

[1395] A force de petites trêves, les François et les Anglois parvinrent à en faire une de vingt-huit ans. Elle fut conclue à l'occasion du mariage de Richard, roi d'Angleterre, avec Isabelle, fille aînée de France, âgée

de six ans. Les ambassadeurs qui vinrent le traiter à Paris avoient une suite de deux cents personnes. La France les défraya, ainsi que ceux qui se rendirent à la célébration du mariage. Il se fit dans la Sainte-Chapelle. La dot que les Anglois avoient commission de demander de deux millions, et qu'ils rabattirent à quinze cent mille livres, fut réduite en définitive à un million. Ils obtinrent la grâce de Pierre de Craon : on ne sait par quel motif ils la demandèrent. L'assassin de Clisson reparut à la cour, mais peu considéré. Ou forcé, ou volontairement, en témoignage de son repentir, il fit élever une croix de pierre décorée de ses armes près du gibet de Montfaucon, où son effigie avoit été attachée. Il obtint aussi qu'il seroit accordé des confesseurs aux criminels que l'on menoit au supplice. Ses biens confisqués ne lui furent pas rendus, et il resta pour ainsi dire sous l'anathème de l'ignominie, et oublié du duc de Bretagne, qui, obligé de quitter quelques mois son duché pour un voyage de convenue en Angleterre, confia sa femme et ses enfans à la garde de Clisson, qu'il avoit haï, mais toujours estimé.

[1396] Moyennant cette trêve de vingt-huit ans, la France se trouva et se crut pour long-temps exempte de guerre nationale ; mais elle n'empêcha pas beaucoup de Fran-

çois d'aller la chercher ailleurs. L'Italie leur offrit encore une arène où s'exerça leur génie guerrier. Galéas Visconti, duc de Milan, père de la duchesse d'Orléans, molestoit toujours les Génois; et toujours leur argent et une bonne solde leur attiroient des chevaliers françois pour les protéger. Valentine, chargée de ces obstacles opposés au projet de son père, tâchoit, comme elle avoit déjà fait, de détourner ces impatiens guerriers. Mais, comme le conseil de France, en souffrant le passage de ces secours aux Génois, avoit des vues qu'il ne vouloit pas laisser pénétrer par la duchesse, on la força de quitter la cour, où sa surveillance étoit dangereuse. Son éloignement permit de mettre la dernière main à un traité par lequel les Génois se livrèrent à la France plutôt que de tomber sous le joug des Visconti. Galéas, très-fâché de voir son ambition trompée, envoya défier, pour l'affront fait à sa fille, les seigneurs qu'il savoit lui avoir été contraires et le roi lui-même; mais on ne tint compte de cette bravade.

On a aussi donné un autre motif de l'éloignement de Valentine, qui pouvoit être le véritable, et l'affaire de Gènes seulement le prétexte; c'est la jalousie de la reine, piquée de la préférence accordée par son époux, pendant sa maladie, aux soins de sa belle-sœur. La malignité, implantée dans les cours,



donnoit même pour cause à cette préférence des complaisances familières qui pouvoient porter ombrage à l'épouse. Isabelle se flatta peut-être que l'absence faisant oublier la duchesse, elle se rétabliroit dans ses droits pendant les accès de son mari, comme elle en jouissoit en santé; mais c'étoit en vain qu'on auroit espéré des affections constantes dans un homme si fréquemment aliéné. Quelquefois il conservoit dans son bon sens les sentimens qu'on lui avoit inspirés pendant ses rechutes; quelquefois aussi il en changeoit et en prenoit de tout opposés. De là les troubles qui ont agité le règne de cet infortuné monarque. Galéas avoit constitué en mariage à sa fille, comme partie de sa dot, le comté d'Asti, mais il le retenoit. L'injustice du père influa sur le bonheur de sa fille. Cette raison d'intérêt mit du froid entre les deux époux. La malignité joua encore ici son rôle. Elle débita que le duc d'Orléans avoit vu avec plaisir s'éloigner son épouse, parce qu'elle le gênoit dans ses fréquentes entrevues avec la reine. Les troupes envoyées en Italie pour s'assurer de Gènes mirent aussi le gendre de Galéas en possession du comté d'Asti.

Cette guerre n'étoit pas assez considérable pour occuper les chevaliers françois et les empêcher de prendre part à une expédition contre les Turcs, qui étoit une vraie croisade sans

en avoir le nom. Les dispositions s'en firent dans une entrevue à Guines, entre Richard II et Charles VI, qui mena Isabelle sa fille à son époux. Les deux cours y assistèrent et firent assaut de luxe et de magnificence. Bajazet, empereur de Constantinople, envahissoit la Hongrie. Sigismond, roi de ce pays, envoya de tous côtés demander des secours. La réunion d'une grande multitude de nobles à Guines fut une circonstance favorable au désir des Hongrois. Ils s'offrirent pour cette expédition, et le duc de Bourgogne proposa Jean son fils aîné, comte de Nevers, pour les commander.

Ce prince écrivit au comte d'Ostervant son beau frère une lettre qui l'invitoit à se joindre au corps de noblesse qui devoit l'accompagner. Albert de Bavière, père du comte, le voyant presque disposé à se laisser entraîner, lui dit : « Guillaume, puisque tu as la volonté d'aller en Turquie et en Hongrie, contre gens qui jamais ne nous forfurent, nul titre de raison tu n'as que pour la vaine gloire de ce monde. Laisse Jean de Bourgogne et nos voisins de France faire leur entreprise, et fais la tienne. Va plutôt en Frise et conquiers notre héritage. »

Le comte de Nevers partit avec dix mille hommes d'armes et plus de deux mille chevaliers et écuyers. Ils furent joints, en entrant

en Hongrie, par les troupes du royaume : tous réunis ils formoient une armée de plus de cent mille hommes. Rien ne résiste à leurs premiers efforts; ils reprennent, la plupart d'assaut, les villes dont les Turcs s'étoient emparés, et mettent le siège devant Nicopolis, forteresse de Bulgarie. Bajazet se présente pour la délivrer. Ivres pour ainsi dire de la victoire, les François se précipitent avec leur impétuosité ordinaire sur les bataillons exposés à leur choc, s'y enfoncent, sans s'embarrasser s'ils sont suivis et soutenus par Sigismond, et se faisant même un point d'honneur de ne le pas attendre. Le Turc avoit rangé son armée en croissant. Quand il voit ces escadrons avancés dans son centre, il replie les deux cornes et les enferme. Les Hongrois, qui veulent suivre les François, sont repoussés et mis en fuite. Ce ne fut plus un combat dans ce centre, mais un massacre. Plus des trois quarts de cette noblesse imprudente périt sur le champ de bataille. De ceux qui se rendirent, Bajazet ne conserva que huit prisonniers, dont il espéroit une forte rançon, entre autres le comte de Nevers et Philippe d'Artois, comte d'Eu, connétable de France, la cause de tout ce désastre, par le même genre de témérité et d'obstination qui avoit déjà été si funeste à son trisaïeul et à la France, à la journée de la Massoure. On dit

que Bajazet, voyant au comte de Nevers quelque chose de sinistre dans la physionomie, l'épargna, jugeant que sa vie seroit funeste aux chrétiens : pronostic sans doute imaginé après l'événement. Aux sommes immenses données pour la rançon des prisonniers, on ajouta, en présent, des tapisseries de la manufacture d'Arras, et des toiles de celle de Reims. On choisit ces sortes d'ouvrages de préférence aux étoffes de soie et aux tissus d'or et d'argent, dans la fabrication desquels nous n'aurions pu soutenir la comparaison avec les manufactures d'Alexandrie, du Caire et de Damas.

Dans l'entrevue de Guines, il avoit été question du schisme. Les deux rois étoient convenus d'envoyer à Avignon et à Rome solliciter les deux papes de donner la paix à l'Eglise, de quelque manière que ce fût. Benoît refusa de recevoir les députés anglois. Boniface déclara aux François qu'il se croyoit vrai pape, et que jamais il ne renonceroit à cette dignité. L'université de Paris, instruite de ces dispositions, exhorta Charles VI à soustraire le royaume à l'une et à l'autre obédience, le seul moyen, disoit-elle, de vaincre l'obstination des deux compétiteurs.

[1397] Mais l'état du roi, qui empirait toujours, ne permettoit pas de prendre des résolutions fixes dans les affaires les plus impor-

tantes. Ses rechutes devenoient si fréquentes qu'on pouvoit dire que la démençe étoit son état habituel. Quand il en sentoit les approches, il avoit soin de recommander qu'on ne laissât auprès de lui aucun instrument dont il pût frapper. « J'aime mieux mourir, disoit-il, que de faire du mal à quelqu'un. Hélas ! ajoutoit le malheureux prince, si quelques-uns de la compagnie sont coupables de mes souffrances, je les conjure, au nom de Jésus-Christ, de ne me pas tourmenter davantage. Que je ne languisse plus, et qu'ils achèvent bientôt de me faire mourir. » Ces paroles font voir qu'il se croyoit ensorcelé. Elles furent dites peut-être à l'occasion des tourmens que lui firent souffrir deux moines empiriques, auxquels on eut l'imprudence de l'abandonner. Ils lui donnèrent des breuvages désagréables, lui firent à la tête des scarifications douloureuses, et le fatiguèrent d'opérations magiques qui n'opérèrent pas mieux. On le laissa six mois entre leurs mains, terme apparemment qu'ils avoient mis à sa guérison, à laquelle on croit qu'ils étoient engagés sous peine de mort. Ils furent en effet punis du dernier supplice ; mais moins peut-être à raison de leur imposture, que pour leur conduite licencieuse pendant le cours de leur traitement, et surtout pour les imputations de maléfices aussi ridicules qu'imprudentes aux-

quelles ils se livrèrent, et dans lesquelles ils impliquèrent le duc d'Orléans lui-même. Isabelle commençoit à craindre la compagnie de son époux dans ses accès. Quand, dans son état de frénésie, il sembloit la désirer, on la remplaçoit par une jeune fille nommée Odette de Champdivers, qu'on appela la petite reine, et dont la douceur et la complaisance gagnoient sur lui ce qu'on n'eût pu en obtenir autrement que par la force. Le royaume d'ailleurs étoit gouverné avec assez de tranquillité, et en parfait concert, par la reine et le duc d'Orléans. Mais Isabelle liée à un mari frénétique, et le duc à une épouse absente, il ne se pouvoit que les fréquentes entrevues qu'exigeoient les affaires ne fissent naître des soupçons, et que les courtisans qui ne purent avoir part à l'autorité n'empoisonnassent cette bonne intelligence, afin de les décréditer dans l'esprit du peuple, et de faire naître des troubles dont ils profiteroient.

[1398] Le schisme étoit toujours un objet d'inquiétude pour le conseil de régence. La France envoya à tous les souverains des négociateurs, la plupart prélats, chargés d'engager chacun leur pape à se démettre. L'empereur répondit : « Quand le roi de France aura soumis le sien, je soumettrai le mien. » Cette condition étoit commode pour les deux rivaux, qu'elle autorisoit à refuser chacun la

primauté dans la décision. Comme rien ne finissoit, on convoqua une assemblée à Paris. Le patriarche d'Alexandrie, sept archevêques, trente-deux évêques, des députés des universités de Paris, Orléans, Angers, Montpellier, Toulouse, beaucoup d'abbés, et des clercs de tous les rangs s'y rendirent. Le roi de Navarre, le duc de Bourbon, le comte de Nevers, le chancelier, plusieurs seigneurs et gens du conseil y assistoient. Comme le roi étoit malade, les ducs de Berri, de Bourgogne et d'Orléans présidèrent. Sur trois cents personnes, trente-cinq seulement s'opposèrent à la soustraction d'obéissance au pape Benoît XIII. Tous les autres adhérèrent à cette résolution, en vertu de laquelle il fut défendu d'obtempérer à ses ordres, et de rien payer à ses collecteurs. Il fut arrêté en conséquence qu'il seroit pourvu à l'avenir aux bénéfices électifs par élection, et aux autres par collation des évêques.

On envoya signifier cette décision à Benoît; il répondit : « Mes frères les cardinaux m'ont promu à cette dignité. Pape je me suis cru, et pape je demeurerai tant que je vivrai. » Mais ses propres cardinaux, le trouvant décidé contre toutes les remontrances, l'abandonnèrent, et se retirèrent à Villeneuve, petite ville du voisinage d'Avignon. Des troupes françoises commandées par Boucicaut

l'investirent ; mais il ne souffrit pas beaucoup du blocus , parce que , si les ducs de Berri et de Bourgogne le poursuivoient ouvertement en exécution de la décision de l'assemblée de Paris , le duc d'Orléans le protégeoit secrètement.

Sa qualité de régent lui donnoit sur ses deux oncles un avantage qu'il ne savoit pas toujours modérer. En voici un exemple : *Un Jean de Bar , beau clerc , dit la chronique , négromancien et invocateur de diable , se donnoit pour sorcier , et employoit apparemment ses prestiges avec assez d'adresse pour fasciner les yeux et faire paroître le diable , puisque la chronique ajoute qu'il faisoit bien son devoir.* Il se permettoit assez publiquement ses conjurations et autres opérations magiques , parce qu'il se croyoit en sûreté sous la sauvegarde du duc de Bourgogne ; mais le duc d'Orléans , sans égard pour cette protection , fit prendre , condamner et brûler le *négromancien*. L'oncle crut que c'étoit pour le braver que son neveu avoit ordonné les procédures et l'exécution ; de là l'intention de se contrarier , pendant qu'il auroit fallu dès lors la plus grande union dans le conseil pour faire tourner au profit de la France les événemens qui se préparoient en Angleterre.

[1399] Richard II , fils du prince Noir , placé enfant sur le trône , s'en montra indigne



quand il parvint à l'âge de gouverner , ou du moins ne s'en montra digne qu'un seul jour , celui où , âgé de seize ans seulement , il se porta au-devant d'une multitude soulevée , qui déjà bandoit les arcs pour venger son chef Wat-Tyler , que le maire de Londres , choqué d'une insolence qu'il sortoit de se permettre envers le roi , venoit de tuer sur la place. « Mes amis , s'écria-t-il en s'avancant vers eux , prétendez-vous donc tuer votre roi ? Cessez de vous affliger de la perte de votre chef. C'est moi qui serai votre général. Suivez-moi , et vous aurez satisfaction de tous vos désirs. » Mais il ne soutint pas les espérances que de si beaux commencemens sembloient annoncer ; et sa cupidité , ses débauches et ses imprudences suscitérent autour de lui des circonstances difficiles , dont son caractère , plutôt violent qu'énergique , ne fut pas en état de triompher. Il mécontenta le peuple par les impôts , et les grands par la violation des privilèges de la nation. Ceux qui lui résistèrent , outre sa disgrâce , encoururent la peine de l'exil , de la prison , de la mort même. Il n'épargna pas ses parens les plus proches , et fit étouffer dans un cachot le duc de Gloucester , un de ses oncles. Le duc de Lancastre , autre frère de son père , étant mort , il priva le duc d'Hereford son fils de sa succession , et le contraignit de vivre exilé , sans biens et sans

apanage. Le mariage que Richard avoit contracté avec Isabelle de France le rendoit plus hardi à se permettre ces violences , parce qu'il espéroit qu'en cas de révolte son beau-père le secourroit ; mais la rébellion le frappa comme un coup de foudre. Pendant qu'il étoit occupé d'une guerre d'Irlande , les seigneurs appellent de Paris , où il s'étoit retiré , le duc d'Hereford , qui prit le nom de duc de Lancastre. Il part de Bretagne sur trois petits vaisseaux , portant en tout quatre-vingts hommes d'armes. En arrivant il trouve une armée. A mesure qu'il avance , elle se grossit des déserteurs de celle du roi qui fuit et qui se renferme dans un château fort. Lancastre fait des dispositions pour l'assiéger. Richard demande une conférence. Le rebelle entre hardiment , lui douzième. Les portes se ferment. Le roi , entouré d'une bonne garnison , pouvoit l'arrêter et s'en défaire ; mais Lancastre l'effraie , lui ordonne de le suivre à Londres pour rendre compte de son gouvernement , fait juger son roi par un parlement , le premier qui se soit laissé acheter : le roi est condamné à abdiquer. Lancastre prend la couronne sous le nom de Henri IV , et quelques mois après Richard est trouvé mort dans la Tour.

La seule attention que Charles VI donna à cette catastrophe fut de réclamer sa fille Isa-

belle , qui n'avoit que dix ans. Cependant le duc d'Orléans fit mine de vouloir venger le mari de sa nièce. Il envoya très-imprudemment un défi injurieux au nouveau roi. Celui-ci répondit par une assertion qui dut mortifier le prince. Il lui soutint que lui-même , duc d'Orléans, l'avoit excité à son entreprise, pour contrarier le duc de Bourgogne qui s'y opposoit. « En l'honneur de Dieu , ajoutoit-il , en l'honneur de Notre-Dame et de monsieur saint Georges , vous mentez faussement et malheureusement, quand vous dites que nous n'avons pas eu pitié de notre roi-lige et souverain seigneur , et plutôt à Dieu que vous n'eussiez oncques fait ni procuré , contre la personne de votre seigneur et frère , et les siens , plus que nous n'avons fait contre notredit seigneur. » Ce trait fait allusion au bruit qu'on répandoit , et que la rage des factions accrédita ensuite , que le duc d'Orléans avoit *procuré* la maladie de son frère par des maléfices , pour s'emparer du trône. La préférence que Charles VI donnoit aux soins de sa belle-sœur étoit un moyen dont on se servoit pour rendre l'accusation probable ; et par le mot *les siens*, Henri IV entendoit la mort du fils aîné du roi , qu'on prétendoit *procurée* pour le même but.

Outre la catastrophe d'Angleterre , la fin du quatorzième siècle est marquée par le dé-

trônement de Venceslas, empereur d'Allemagne; par l'abandon du royaume de Naples, que fit Louis II, duc d'Anjou, successeur de son père, à Ladislas son rival, né en Hongrie : non un abandon de gré à gré ; mais Louis, plus fait pour une vie douce que pour la guerre, après quelques efforts malheureux, se retira dans ses possessions de France, sans renoncer à son droit sur celles d'Italie. Les deux papes jouèrent un rôle dans la lutte des compétiteurs. Celui de Boniface fut le plus brillant. Il donna tout son argent à Ladislas, engagea ses cardinaux à se dépouiller en sa faveur, et de sa seule autorité il fit présent aux partisans de son protégé des biens des seigneurs napolitains et siciliens qui lui étoient contraires. Cette libéralité, qui lui coûtoit si peu, servit plus aux Hongrois qu'on n'auroit cru. Pour conserver leurs biens, plusieurs abandonnèrent le François, que Boniface avoit eu soin d'excommunier ; d'autres s'attachèrent à l'adversaire de Louis, pour obtenir les terres que l'excommunication lancée contre ses auxiliaires leur assignoit. Quant à Benoît, renfermé dans Avignon, il ne put qu'opposer ses foudres à celles de son rival, foudres dont le fréquent usage, continué dans ce siècle, rendoit la force bien moins efficace que dans les précédens.

Jean V de Montfort, duc de Bretagne,

mourut , et prouva , par ses dernières dispositions , que sa réconciliation avec Clisson avoit été sincère. Il lui recommanda sa femme , et confia ses enfans à sa garde , en attendant qu'ils fussent remis entre les mains du duc de Bourgogne leur tuteur. A peine avoit-il les yeux fermés que la fille de Clisson , veuve de Jean de Penthievre , vint lui dire : « Il ne tient qu'à vous que mon mari recouvre son héritage de Bretagne. — Comment ? lui demanda-t-il. — En vous défaisant des enfans de Montfort. — Ah ! cruelle et perverse femme , s'écria Clisson , si tu vis longuement , tu seras cause de détruire tes enfans d'honneur et de biens. » Il mit une telle force dans son ton et les menaces dont il l'accompagna , qu'elle fut saisie de frayeur , et qu'en fuyant elle se précipita et se cassa la cuisse.

[1400] Le duc d'Orléans approchoit de trente ans. On avoit droit d'attendre de lui un gouvernement sage et des soins tendres et affectueux pour son frère. On pouvoit avoir les mêmes espérances de la reine , à peu près du même âge. Il paroît que malheureusement on se trompa. Malgré sa qualité de régent , la présence du duc de Bourgogne son oncle ne laissoit pas que de lui en imposer. Celui-ci fut obligé de faire un voyage en Flandre pour le mariage d'une de ses filles. Le neveu profita de cette absence pour s'emparer de toutes

les parties du gouvernement, surtout des finances, qu'il prodigna sans mesure, avec la reine, aussi absolue et pas plus économe que lui. Il eut soin de se faire confirmer par le parlement tous les pouvoirs qu'il prenoit. Le duc de Bourgogne s'en plaignit dans une lettre qu'il écrivit à la cour des pairs. Il y montrait le danger qu'il y avoit de laisser toute l'autorité entre les mains de personnes si disposées à en abuser. « Car, disoit-il en finissant, c'est grand'pitié et douleur de oyr ce que j'en ai oy dire. » La pitié tomboit apparemment sur la conduite qu'on tenoit à l'égard du roi. On commençoit à le négliger dans ses accès de maladie. Il manquoit souvent, pendant que tout affluoit autour de sa femme et de son frère.

[1401] Le duc de Bourgogne ne s'en tint pas à des plaintes; il menaça de se faire, par les armes, justice de l'exclusion qu'on sembloit lui donner dans les affaires de France. Il avoit un autre grief; c'est qu'en l'éloignant des affaires, le duc d'Orléans prétendoit faire encore tomber sur lui l'odieux des impôts. Il en établit un qu'il étendit jusque sur le clergé, alléguant que c'étoit pour faciliter la paix de l'Eglise, et publia qu'il le faisoit par le conseil du duc de Bourgogne. L'oncle donna un démenti formel à son neveu, et partit avec des troupes pour le soutenir. Le duc d'Orléans en rassembla de son côté, et les environs

de Paris se remplirent de soldats. Le duc de Berri et plusieurs des principaux seigneurs intervinrent, et suspendirent les hostilités. Heureusement le roi revint en son bon sens. Quelquefois il confirmoit ce qui s'étoit passé pendant sa maladie; quelquefois il l'improvoit. Dans cette circonstance, après s'être fait rendre compte, il munit de sa sanction un règlement du conseil qui statua que, pendant *l'occupation* du roi (ainsi nommoit-on sa maladie), rien ne se feroit sans l'autorisation du duc de Bourgogne.

N'y eût-il eu que la vie licencieuse du duc d'Orléans, c'en étoit assez pour ne pas laisser offrir au peuple le scandale de le faire gouverner par un homme sans ménagement et sans frein. Les mœurs de ceux qui gouvernent influent souvent plus qu'on ne pense sur l'obéissance des gouvernés. On raconte du duc des traits dignes du libertin le plus effréné. Il eut une multitude d'enfans naturels. Dans ce nombre, il en est un dont la gloire fait oublier la naissance; c'est le fameux comte de Dunois, tige de la maison de Longueville, le compagnon des malheurs et de la fortune de Charles VII, qui naquit, ainsi que lui, vers ce temps. Tels princes, tels courtisans. Le comte de Saint-Paul, Valeran III de Luxembourg \*, attaché à la cour de France, et en-

\* Les Saint-Paul ou Saint-Pol de ce temps étoient

voyé pour commander à Gènes , s'étoit fait chasser par les Génois , auxquels il déplut , dit-on , pour avoir trop plu à leurs femmes. L'austérité des mœurs et la sévérité de Boucicaut rétablirent dans cette ville l'empire que la république avoit donné sur elle-même à la France ; mais la soumission de ce peuple inconstant ne fut pas de longue durée.

[1402] Nous avons vu Benoît XIII renfermé dans Avignon , abandonné par ses cardinaux , méconnu et repoussé par la presque unanimité des François. Grâce au duc d'Orléans , le blocus n'avoit pas été sévère ; les cardinaux déserteurs , le voyant à peu près une branche de la maison de Luxembourg. Henri de Limbourg , comte de Luxembourg par sa mère , et mort en 1280 , fut la tige des deux branches principales de ce nom : la première , dite *impériale* , qui compta cinq empereurs et d'où sortit un rameau dit *ducal* , par un des fils de l'empereur Charles IV ; la seconde , dite de Luxembourg-Ligny , d'où provinrent les rameaux de Saint-Pol , de Brienne , de Piney et de Martigues. Valeran III de Luxembourg , dont il est ici question , qui fut connétable de France et l'un des plus célèbres partisans du duc de Bourgogne , étoit le quatrième descendant de Valeran I de Luxembourg-Ligny , second fils de Henri de Limbourg , et le fameux connétable de Saint-Pol ; Louis , qui fut décapité sous Louis XI , étoit petit-neveu de Valeran III. — Dans la branche impériale , le premier empereur de cette maison , Henri VII , étoit petit-fils du même Henri de Limbourg.



libre, revinrent sous ses étendards, et, moyennant des promesses, et des lettres tantôt exhortatoires, tantôt menaçantes, faites par des agens adroits et disséminés dans les provinces, la soustraction d'obédience, déjà mal exécutée, fut tout-à-fait rétractée; le roi ne se ressouvint pas d'y avoir adhéré, et Benoît raffermir la tiare pontificale sur sa tête. Mais, peu reconnoissant de cette déférence, il excommunia les évêques élus pendant la soustraction, et mit leurs diocèses en interdit. Le roi donna des édits pour maintenir les nouveaux pasteurs. Le duc d'Orléans, protecteur de Benoît, s'entremît de son côté pour l'amener à des résolutions plus mesurées. Il fut joué par le pontife, et les exactions et les troubles continuèrent de scandaliser les fidèles.

Les relâches que la maladie du roi éprouvoit de temps en temps avoient jusqu'alors fait espérer qu'en s'usant, pour ainsi dire, elle pourroit s'adoucir avec l'âge; mais le mal redoubloit, accompagné de symptômes toujours plus alarmans. A la noire mélancolie se mêloient des accès de fureur, et une opiniâtreté persévérante dans ses volontés bizarres. Il fut, pendant six mois que dura un de ses accès, sans vouloir permettre que personne l'approchât pour lui rendre les services de propreté nécessaires. En employant les

manières douces et caressantes de Valentine sa belle-sœur, on auroit sans doute pu lui faire souffrir les soins et les remèdes, mais on imagina de faire paroître tout à coup six hommes déguisés et noircis qui le saisirent. Il en fut épouvanté, et se laissa traiter avec la docilité d'un enfant. Les circonstances affligeantes de cette triste maladie se répandoient dans le public. Chacun en étoit touché et plaignoît ce prince infortuné. Par sensibilité, ses sujets émus, d'un commun accord, lui donnèrent le nom de *Bien-Aimé*, titre précieux pour un monarque, mais dont il est pénible de n'être redevable qu'au sentiment de la pitié !

[1403] Après ce terrible accès, Charles VI profita d'un moment lucide pour fixer le gouvernement. Jusque là les dispositions n'avoient été que provisoires, mais le roi donna à celle-ci toute la solennité qui pouvoit les rendre permanentes. Il établit un nouveau conseil d'état, composé de la reine, des princes du sang, du connétable, du chancelier et des ministres actuellement en place. A l'édit qui contenoit cette formation, il en joignit un autre tout à l'avantage de la reine. Il y disoit qu'arrivant sa mort son fils aîné seroit aussitôt reconnu souverain, sous la garde et la tutelle de sa mère seule. Ces deux grands moyens de puissance étant assurés à la reine

exclusivement à tout autre , il s'ensuivoit qu'organe de son fils souverain , quoique encore enfant , Isabelle devoit jouir désormais de l'autorité la plus étendue et la plus absolue. Ces deux édits furent portés par le connétable et le chancelier au parlement. La cour eut ordre , ainsi que les princes et les grands officiers , et la reine même , de jurer de s'y conformer ; ce qui fut exécuté sans réclamation.

Aussitôt que l'autorité fut consolidée , de nouveaux impôts en notifièrent au peuple l'exercice. Une rupture avec l'Angleterre , dont on se disoit menacé , fut le prétexte des subsides. Les ducs d'Orléans et de Bourgogne se partagèrent les opérations militaires contre l'ennemi commun. Ils se mirent en campagne avec ostentation : le premier , se destinant contre la Guienne , avança jusqu'à Orléans , où sa vanité eut la satisfaction d'une entrée magnifique , et il revint à Paris. Le second alla dans ses états de Flandre , où il présidoit à la construction de châteaux de bois dont il devoit investir la ville de Calais , comme avoit fait Edouard III quand il la prit.

[1404] Pendant ce voyage et ces préparatifs , l'impôt se percevoit. A mesure que la recette avançoit , les bruits de guerre diminuoient. On portoit les deniers dans la tour du Louvre. Le duc d'Orléans , à son retour ,

demande l'ouverture du trésor. Les gardiens dépositaires refusent. Il fait enfoncer les portes à coups de hache et enlève tout ce qu'il y trouvoit. Le duc de Bourgogne accourt à Paris, blâme la conduite de son neveu. On croit qu'il repartit pour ses états dans le dessein d'y lever des troupes, et de revenir s'emparer seul du gouvernement; mais il tomba malade et mourut à Halle. Il fut le prince le plus riche de son temps, et mourut insolvable. Sa veuve, Marguerite de Flandre, fut obligée de renoncer à la communauté des biens, pour n'être pas comprise dans l'état de ses dettes. Elle se soumit à l'humiliante cérémonie en usage dans ces circonstances, de remettre elle-même sa ceinture, ses clefs et sa bourse sur le cercueil de son mari, en signe de l'abandon qu'elle faisoit de sa part du mobilier, qui fut vendu publiquement au profit des créanciers. Son fils Jean, surnommé Sans-Peur, hérita de la Bourgogne, de la Flandre et des nombreuses acquisitions de son père, et surtout de son ardeur à se mêler des affaires de la France; mais l'ambition de Philippe, déjà justifiée peut-être par les circonstances, et par la conscience qu'il avoit qu'il étoit plus digne de gouverner que les ducs d'Anjou et de Berri ses frères, fut associée d'ailleurs à des vertus dont n'héritait pas son fils.

Le schisme continuoit toujours. De même qu'il auroit pu finir après la mort de Clément XII, pape d'Avignon, si ses cardinaux ne s'étoient pas pressés d'élire Benoît XIII, de même il auroit été possible de se réunir si les cardinaux de Rome avoient suspendu l'élection après la mort de Boniface, mais ils la précipitèrent, dans la crainte d'être engagés à la différer. En effet, elle étoit consommée quand les députés envoyés de France pour la retarder ou l'empêcher arrivèrent. Cosmat de Méliorati, cardinal de Sainte-Croix, prit la tiare sous le nom d'Innocent VII, avec la condition signée par lui et les cardinaux, et déjà reconnue si inutile, de se démettre si la paix de l'Eglise l'exigeoit. L'université lui écrivit pour le prier de confirmer cet engagement à la face de l'univers; mais elle n'en reçut que des promesses vagues.

On a déjà connu la délicatesse de ce corps académique sur la conservation des honneurs et déférences qu'il croyoit lui être dus. Charles Savoisi, chambellan du roi, pour n'avoir pas assez ménagé cette délicatesse, eut une affaire fâcheuse. Ses domestiques prirent querelle avec des écoliers pendant une procession du recteur qui passoit devant sa porte. Des coups furent donnés, des pierres lancées, et la cérémonie mise en désarroi. Aussitôt les écoles sont fermées, les sermons cessent. C'é

toit en carême. Le peuple murmure. Le duc d'Orléans se donna des mouvemens pour apaiser l'affaire. A sa sollicitation , le parlement différoit de juger ; mais enfin le prince consentit à laisser le cours de la justice libre. Le parlement condamna Savoisi à l'amende pour n'avoir pas retenu ses domestiques , et avoir même paru les approuver , et à fonder une chapelle dont la nomination appartiendrait à l'université. Sa maison , d'où l'on avoit vu partir les pierres, et où s'étoient retirés les domestiques après la bataille, fut rasée, et quelques-uns des coupables qui s'étoient laissé prendre, promenés, prêchés et fustigés. C'étoit pour gagner l'université , et par elle le peuple , sur lequel elle avoit une grande influence , que le duc d'Orléans lui avoit enfin laissé donner cette satisfaction ; mais sa condescendance n'empêcha pas les austères docteurs de présenter un mémoire vigoureux contre les désordres de la cour et du gouvernement. Le conseil promit de travailler à la réforme.

[1405] La reine usoit largement de l'autorité qui lui avoit été donnée par le dernier réglemeut. Elle y faisoit participer le duc d'Orléans. Ils tenoient l'état le plus brillant, qui contrastoit singulièrement avec la cour délaissée et mesquine de l'infortuné monarque. Dans un de ses instans de raison, la gouver-

nante de ses enfans vint se plaindre « qu'ils n'avoient souvent que manger et que vêtir.— Hélas, dit-il en soupirant, je ne suis pas mieux traité. » Cette pénurie étoit rendue plus remarquable par les fêtes brillantes que se donnoient le beau-frère et la belle-sœur, et les plaisirs qu'ils prenoient ensemble, soit en public, soit dans le particulier, d'une intimité qu'on ne manquoit pas de mal interpréter.

Le duc d'Orléans paroît avoir eu le défaut de ne pas s'inquiéter de l'estime publique. Il se permettoit même de braver l'opinion, soit par des plaisanteries, soit par des duretés. Il fit un jour avertir ses créanciers de venir recevoir ce qu'il leur devoit. Ils accoururent, pleins de confiance, au nombre de plus de huit cents. Au lieu d'argent ils ne reçurent que des mépris. A ceux qui en murmuroient, on répondit qu'ils étoient encore trop heureux que le prince voulût bien leur devoir. Un autre jour il repoussa avec dédain les remontrances de l'université. « On n'a que faire de vous, dit-il aux députés; si vous aviez un point de loi à décider, appelleriez-vous des soldats? retirez-vous. Retournez à vos écoles, et ne vous mêlez que de votre métier. » Traiter si cavalièrement un corps qui avoit une si grande influence sur le peuple, c'étoit au moins une imprudence.

Le duc d'Orléans avoit un ennemi qui re-

cueilloit avec soin tous ces traits d'une conduite irréfléchie , et ne manquoit pas de les orner des observations les plus propres à exciter l'indignation publique. Ce dénonciateur perfide étoit Jean-sans-Peur , le nouveau duc de Bourgogne. Les deux cousins germains , nés le même mois , de la même année , étoient bien différens de caractère. Le duc d'Orléans , insouciant , songeant par préférence à ses plaisirs , aimoit l'autorité pour le faste , l'éclat , la satisfaction de dispenser et de répandre les faveurs. Le duc de Bourgogne , sombre , réservé , occupé des affaires , recherchoit l'autorité pour dominer et agir en maître.

Après la mort de son père , il demanda et obtint l'entrée au conseil. Il s'y | présenta comme héritier des sentimens de son père pour le peuple , dont il plaignoit la misère. Sous prétexte d'une prochaine invasion des Anglois , le duc d'Orléans proposa l'établissement d'un nouveau subside. Le duc de Bourgogne , qui s'y opposa en vain , eut grand soin de divulguer les représentations qu'il avoit faites dans le conseil. Cette conduite lui gagna l'affection des Parisiens. Ce que firent le duc d'Orléans et la reine pour obtenir leur estime ne servit à rien. C'étoit le temps du carême. Ils assistoient ensemble aux offices , visitoient les hôpitaux et faisoient de grandes aumônes ; mais , dans cette association de



bonnes œuvres et de bienfaits, la malignité voyoit plutôt le scandale d'une liaison trop intime, que l'inspiration d'une véritable piété. Des pamphlets, répandus avec profusion, noircissoient les actions indifférentes et déprécioient les bonnes.

La prépondérance marquante du duc d'Orléans au conseil sur le duc de Bourgogne avoit mortifié ce dernier, qui s'étoit retiré dans ses états. Isabelle et le duc d'Orléans triomphoient de son absence, quand tout à coup le duc, partant de Flandre avec un cortège qui pouvoit passer pour une armée, avance sans fracas et sans en avertir. Il étoit déjà près de Paris, que la reine et son beau-frère ignoroient encore sa marche, déguisée quelque temps sous le nom d'une expédition contre les Anglois. Effrayé de cette espèce d'irruption, et n'en devinant pas l'intention, le duc d'Orléans se sauve précipitamment à Melun avec tout le conseil; la reine l'y suit, et ordonne qu'on lui amène son fils aîné, ainsi que sa bru. On soupçonne que le projet du duc de Bourgogne étoit de s'assurer du roi, de la reine, du dauphin Louis, et de gouverner sous le nom de celui-ci pendant les rechutes de son père. Dans cette vue, il avoit le plus grand intérêt à s'assurer du jeune prince.

Le duc de Bourgogne étoit beau-père du

dauphin Louis , auquel il avoit eu l'habileté de faire épouser Marguerite sa fille. Il apprend , en arrivant à Louvres , que les deux jeunes époux ont été enlevés de Paris , contre leur gré , et qu'ils sont sur la route de Melun ; il y court , lui sixième , fait arrêter la litière , demande à son gendre s'il n'aimeroit pas mieux revenir à Paris que d'aller où on le mène. Louis répond affirmativement. Retournez donc , dit impérieusement le beau-père aux conducteurs. Louis de Bavière , frère de la reine , commandoit l'escorte ; il veut faire quelques remontrances. Le duc ne l'écoute seulement pas , et ramène le couple fugitif à Paris. Le roi de Navarre , les ducs de Berri et de Bourbon , le comte de la Marche , beaucoup de seigneurs , et les Parisiens en foule , les reçoivent avec les démonstrations d'une vive allégresse. Le duc de Bourgogne est proclamé défenseur de l'Etat : l'université , le corps de ville , et tous les autres corps viennent le remercier.

Il assemble le conseil. Après avoir protesté qu'il ne prétend aucune part au gouvernement , il en expose énergiquement les désordres , offre ses biens et sa personne pour y remédier. Ces propositions obligeantes étoient appuyées de ses troupes , qui occupoient les quartiers de Paris et les postes principaux des environs. Le duc d'Orléans en leva aussi ;

mais il dut s'estimer heureux de ce que l'affaire tourna en négociation. Les ducs de Berri et de Bourbon, les rois de Sicile et de Navarre se portèrent pour médiateurs. Le duc de Bourgogne, qui avoit protesté dans le conseil qu'il ne prétendoit aucune part au gouvernement, en prit cependant une portion au moins égale à celle du frère du roi. Il laissa adroitement les finances dans le lot de son rival; administration délicate, toujours voisine de la haine des peuples. Les deux cousins s'embrassèrent, se jurèrent une amitié éternelle, et couchèrent dans le même lit : cette familiarité étoit la marque de confiance la plus sincère que des ennemis réconciliés pussent se donner. La reine revint et fit une entrée triomphante, chargée de bijoux, et entourée de ses dames, brillantes de richesses. Les ducs d'Orléans et de Bourgogne marchaient aux deux côtés de la litière, et les Parisiens remplissoient l'air d'acclamations. Avec le gouvernement, les deux ducs se partagèrent ce qui restoit de la collecte des impositions; et le peuple, à qui l'on avoit donné le spectacle d'une entrée pompeuse, d'un *Te Deum* bien chanté, d'un festin magnifique et des fêtes qui suivirent, se montra bien content.

[1406] La tranquillité auroit été complète, si on avoit pu se débarrasser de ce malheu-

reux schisme. Il s'en présenta encore une occasion. Innocent VII mourut. Les cardinaux de Rome, selon leur coutume, élurent promptement Ange Corrario, Vénitien, qui prit le nom de Grégoire XII. Il promit sa démission si Benoît donnoit la sienne. Tous deux s'écrivirent, se fixèrent un rendez-vous pour une entrevue à Savone. Benoît s'y rendit, Grégoire n'alla que jusqu'à Sienne. De ces deux villes tous deux publièrent des écrits pour s'accuser ou s'excuser réciproquement; et, après des démarches d'accommodement, plus démonstratives que sincères, les choses en restèrent au même état.

Les deux gouvernans de la France s'appliquèrent à des entreprises propres à leur donner de la considération. Le duc d'Orléans publia qu'il alloit réunir à la couronne les provinces que les Anglois en avoient détachées. L'occasion, en effet, ne pouvoit être plus favorable, parce que l'Angleterre étoit troublée par des factions contre lesquelles Henri IV avoit bien de la peine à soutenir son usurpation. Le duc de Bourgogne fit des préparatifs pour reprendre Calais. Le premier alla attaquer Blaye et Bourg, deux villes dont la prise auroit entraîné celle de Bordeaux; mais les sièges se prolongèrent, les pluies vinrent, ensuite les inondations et les maladies: l'armée se perdit en désertions. Le

duc de Bourgogne prenoit prudemment pour le siège de Calais des mesures qui auroient pu réussir; mais le duc d'Orléans, de retour de sa malheureuse expédition, fit brusquement renouveler la trêve avec l'Angleterre. On envoya au Bourguignon ordre du roi de renoncer à son projet. Il n'obéit qu'à regret après des injonctions réitérées, et regarda cette trêve venue si à propos comme le fruit d'une manœuvre du duc d'Orléans, humilié du mauvais succès de son expédition, et jaloux de la gloire que son rival pouvoit acquérir dans la sienne: mais il n'en revit pas moins son cousin avec toutes les apparences d'une sincère cordialité.

[1407] Cependant leur animosité perçoit, malgré la contrainte qu'ils s'imposoient. Ils se contrarioient en tout, ne paroissoient au conseil que pour se contredire, et ne manquoient aucune occasion de se désobliger, quand ils pouvoient le faire sans trop d'éclat. On rapporte du duc d'Orléans une imprudence, très-croyable de la part d'un libertin qui avoit déjà donné plus d'une preuve d'indiscrétion. Il gardoit dans un appartement reculé les portraits des dames de la cour dont il prétendoit avoir obtenu des faveurs. Entre eux étoit placé celui de la duchesse de Bourgogne. Quelques bas flatteurs en avertirent le mari. Il conçut de cet affront un dépit

mortel qu'il s'efforça de cacher ; mais il ne put si bien y réussir que les ducs de Berri et de Bourbon ne s'en aperçussent et ne s'en alarmassent. Ils firent ce qu'ils purent pour rapprocher les deux cousins. Le duc de Bourgogne se montra difficile : cependant il consentit de se laisser apaiser , du moins en apparence ; soit parce qu'il n'avoit pas encore arrangé dans son esprit son projet de vengeance , soit qu'il lui fallût les dehors de l'amitié pour l'exécuter.

Il ne se refusa donc pas à l'invitation du duc de Berri , qui employoit tous les moyens pour réconcilier ses deux neveux. Le duc les fit assister à une même messe et communier ensemble , et se donna le plaisir de les traiter à sa table ; ils signèrent devant lui un acte de confraternité , engagement qui étoit sacré entre guerriers. Ils acceptèrent mutuellement l'ordre de chevalerie l'un de l'autre , et se confirmèrent la promesse de vivre désormais en amis. Enfin, dit la chronique , « ils prirent les épices et burent le vin ensemble. » Le duc d'Orléans invita celui de Bourgogne à dîner chez lui le dimanche qui suivoit cette cérémonie. Jean promit de s'y rendre , et ils s'embrassèrent en se quittant.

Pendant ces protestations amicales, le Bourguignon tenoit cachés , dans une maison de la Vicille rue du Temple , dix-huit hommes

commandés par Raoul d'Octonville , homme d'exécution , de tout temps dévoué à la maison de Bourgogne. Le lendemain de la réconciliation que nous venons de détailler , le duc d'Orléans devoit passer la soirée chez la reine , qui étoit en couches à l'hôtel Barbette. Au jour tombant , il lui arrive un prétendu exprès du roi , qui demeuroit à l'hôtel Saint-Paul , et qui le demande. Il part aussitôt sans attendre son escorte , qui étoit ordinairement très-nombreuse , et précédé seulement de deux écuyers montés sur le même cheval. Les assassins étoient serrés le long des murs de la rue du Temple ; le cheval les aperçoit , s'effraie , prend le mors aux dents , et emporte les cavaliers jusque dans la rue Saint-Antoine. Le duc d'Orléans reste seul , et est aussitôt environné par des gens armés qui crient à *mort*. « Je suis le duc d'Orléans , » leur dit-il , croyant ou qu'ils se trompoient , ou que son nom leur en imposeroit. « Tant mieux , répondent-ils , c'est ce que nous demandons. » Un premier coup de hache lui coupe la main dont il tenoit la bride ; d'autres coups de masse et d'épée l'abattent de son cheval. Il s'écrie en tombant : « Qu'est-ce ceci ? d'où vient ceci ? » Un coup de massue hérissée de pointes de fer lui fracasse la tête et fait sauter la cervelle. Enfin , un homme caché sous un chaperon vermeil , une petite lanterne

à la main , sort de la maison où les meurtriers étoient auparavant cachés , approche du cadavre , le considère attentivement , lui décharge un dernier coup de massue , et se retire en disant : « Eteignez tout, allons nous-en, il est mort. »

Il seroit difficile de peindre le tumulte de la ville , la consternation de la cour pendant la nuit. Le corps fut transporté dans l'église des Blancs-Manteaux. Le duc de Bourgogne vint avec les autres princes visiter le cadavre. Il avoit un air triste, la contenance d'un homme profondément affligé. « Oncques mais, dit-il, on ne perpétra en ce royaume si mauvais ni si triste meurtre. » Le conseil s'assembla de bon matin ; le duc de Bourgogne s'y rendit. Les portes de la ville avoient été fermées pour empêcher l'évasion des coupables. Guillaume Tignonville, prévôt de Paris , instruit qu'un homme soupçonné s'étoit réfugié dans l'hôtel d'Artois , demeure du duc de Bourgogne, vient demander la permission de fouiller les hôtels des princes. A cette proposition , le duc pâlit , s'approche du duc de Berri et du roi de Navarre , et leur avoue son crime. Le duc de Berri , pénétré d'horreur , s'écrie , les larmes aux yeux : « J'ai perdu mes deux neveux ! » Le meurtrier tâche de s'excuser. « Le diable , dit-il , m'a tenté et surpris. » Surpris ! l'est-on avec autant de préparatifs ? La



journée fut remplie par les premières cérémonies des obsèques. Le conseil se rassembla le lendemain. Jean-sans-Peur se présenta pour entrer : le duc de Berri le repoussa, heureusement pour le coupable ; car le duc de Bourbon, arrivant, trouva fort mauvais qu'on ne l'eût pas arrêté. Il se retira précipitamment dans ses états, où il donna des asiles aux exécuteurs de ses ordres. La populace de Paris, séduite par les déclamations du Bourguignon contre les impôts, se réjouit de la mort du duc d'Orléans. Il avoit trente-six ans. De Valentine son épouse il laissa trois fils, Charles, duc d'Orléans, qui fut père de Louis XII ; Philippe, comte de Vertus, qui ne laissa point de postérité légitime ; et Jean, comte d'Angoulême, aïeul de François I<sup>er</sup>. Quatre ans auparavant il avoit fait son testament, qui prouve que ce malheureux prince n'étoit pas entièrement perversi, puisqu'il y avoit les erreurs de sa jeunesse, qu'il les déplorait, en demandoit pardon à Dieu et aux hommes, et à ceux-ci leurs prières pour l'obtenir. Une dernière imprudence attira la punition de toutes les autres ; car on ne peut guère douter que la vengeance atroce du duc de Bourgogne n'ait été provoquée par l'honneur blessé dans l'endroit le plus sensible pour un époux.

L'audace, et l'audace d'un scélérat sans honte et sans remords, présida désormais à la

conduite de Jean-sans-Peur. Il osa tout : la duchesse d'Orléans étoit à Château-Thierry lorsqu'elle apprit la mort de son époux. Son premier soin fut de sauver ses enfans. Elle les envoya à Blois, ville alors fortifiée, et partit pour Paris. Son affliction, le spectacle d'un grand deuil, son entrée lugubre, touchèrent le peuple pour un moment. On tâcha d'adoucir son chagrin par des honneurs. Le roi de Sicile, les ducs de Berri et de Bourbon, les autres princes, le connétable et un cortège de seigneurs allèrent au-devant d'elle. Le roi la reçut avec la plus tendre affection. Il étoit alors dans son bon sens. Il l'embrassa en versant des larmes, lui dit d'avoir bon courage, et qu'il la vengeroit : promesse, comme bien d'autres, plus aisée à faire qu'à tenir.

Pendant ces cérémonies le duc de Bourgogne assembloit des troupes. Dans la convocation adressée aux Flamands et à ses autres sujets, il avouoit le meurtre, chargeoit le défunt de péculat, de magie, d'attentat à la vie de son frère pour régner à sa place, et de tyrannie dans le gouvernement. Il prétendoit, en le tuant, avoir rendu un grand service au royaume : jamais depuis il ne s'écarta de ce langage. Loin d'attendre qu'on le mît sur la défensive, il se disposa à attaquer. Ses préparatifs étoient si formidables, que la cour,

dénuée d'argent, de soldats, et on peut dire de conseils, prit le parti de négocier. Elle lui envoya le roi de Sicile et le duc de Berri à Amiens, où il étoit déjà arrivé. Ils ne lui demandoient que d'avouer son crime, en marquer du repentir, et d'en *crier au roi mercy*. Il refusa cette légère satisfaction. Les négociateurs se retirèrent très-courroucés de son opiniâtreté. La seule mortification qu'on jugea possible de lui donner fut de ne pas le mettre au nombre de ceux qui devoient gouverner le royaume pendant *l'occupation* du roi. Cette nomination se fit dans un lit de justice.

Mais il sut se passer du droit dont on le privoit indirectement. Il continua sa marche vers Paris avec un corps de cavalerie d'élite, suivi d'une nombreuse infanterie. Quand il fut à quelques lieues de la capitale, le roi lui envoya défendre d'avancer et d'y entrer. Nonobstant la défense, il avança toujours, et entra sans aucune opposition. Ses gendarmes s'emparèrent des portes, des rues et des places, et ses fantassins des postes les plus importants des environs. Il fit pour lui même, avec des barricades, une espèce de citadelle dans son hôtel d'Artois. D'avance il s'étoit construit en pierres une chambre percée d'une seule ouverture, où il se retiroit pendant la nuit à l'abri du danger, mais non, sans

doute, exempt des transes inséparables du crime.

Ainsi préparé, il alla droit au roi demander permission de justifier son action. Le monarque, non tout-à-fait aliéné, mais dans un état de débilité reconnue, lui accorda une audience publique dans la grande salle de l'hôtel Saint-Paul. Là parut le fameux Jean-Petit, cordelier, chargé d'une tâche qui auroit été très-pénible pour un honnête homme. On jugera, par l'exorde du discours, de la confiance que l'orateur devoit inspirer. Il dit qu'il avoit entrepris de défendre monseigneur de Bourgogne, « parce qu'étant petitement bénéficié, le prince lui avoit, depuis trois ans, donné bonne et grosse pension, dont il avoit trouvé ses dépens et trouveroit encore, s'il lui plaisoit de sa grâce. » Entrant ensuite en matière, il prétendit prouver la légitimité du meurtre par *douzes raisons en l'honneur des douze apôtres*. Presque toutes ces raisons étoient des exemples tirés de l'histoire sainte et profane, assez adroitement adaptés à son sujet; des inductions de ces faits et des raisonnemens qui ont été employés quelquefois depuis pour enhardir des scélérats à commettre le même crime. Jean-Petit, habile en sophismes, n'ignoroit pas non plus l'art de la calomnie. Il accusa le duc d'Orléans d'être cause de la maladie du roi son

frère, de s'être lié pour cet objet avec des sorciers; d'avoir employé avec eux des opérations magiques; et il faisoit une peinture effrayante de ces terribles évocations, ajoutant qu'il avoit tenté de faire mourir le roi par le poison pour se mettre à sa place, toutes imputations déjà divulguées par le duc de Bourgogne : de plus, le harangueur insinua que la reine s'étoit prêtée au complot. Quant au grand ressort pour faire mouvoir le peuple et exciter son indignation, les impôts, leur multitude, leur pesanteur, leur accumulation, il n'y a point de figure de rhétorique que l'orateur n'employât pour en rejeter tout l'odieux sur le défunt. Il conclut que le roi « devoit avoir le duc de Bourgogne et son fait pour agréables, et le rémunérer, à l'exemple des rémunérations faites à monseigneur saint Michel l'archange, pour avoir tué le diable. » Le roi, immobile sur son trône comme une statue, écouta, ne dit mot, se retira; et toute l'assemblée en fit autant. Le lendemain, Jean-Petit répéta le même discours, placé sur une tribune élevée dans le parvis de la cathédrale; et ce discours, prononcé devant une multitude gagnée d'avance, fut couvert d'applaudissemens.

[1408] La reine s'étoit sauvée à Melun, emmenant le dauphin et ses autres enfans. Le roi de Sicile, le duc de Berri et le jeune duc

de Bretagne, Jean VI, la suivirent. Ce jeune prince avoit été enlevé par les nobles du pays à Jeanne de Navarre, fille de Charles-le-Mauvais, sa mère, lorsqu'elle épousa le roi d'Angleterre Henri IV; et il avoit été confié par eux au duc de Bourgogne Philippe-le-Hardi, qui l'avoit amené en France pour y être élevé. Le duc de Bourbon s'étoit retiré le premier, indigné des offres de pardon faites à Amiens au coupable. Le monarque laissé ainsi seul fit tout ce que le Bourguignon exigea. Il signa un écrit dont il convient de rapporter les propres termes. Il y disoit : « Pour ce que le duc de Bourgogne a été pleinement informé, si, comme il l'a fait dire et proposé, que notre frère avoit machiné et machinoit de jour en jour la mort et l'expulsion de nous et de notre génération, et tendoit, par plusieurs voies et moyens, à parvenir à la couronne et seigneurie de notre royaume; il, pour la sûreté et préservation de nous et notredit lignée, pour le bien et utilité de notredit royaume, et pour garder envers nous la foi et loyauté en quoi il nous est tenu, a fait mettre hors de ce monde notredit frère; et nous supplie que si, par le rapport d'aucuns ses malveillans et autrement, nous avons pris aucune déplaisance contre lui, pour cause dudit cas advenu en la personne de notredit frère, nous, considérant les causes pourquoi

il l'a fait faire, voulions ôter de notre couraige toute déplaisance, savoir faisons que nous, considérant le fervent et loyal amour et bonne affection que notredit cousin a eue et a à notre lignée, avons ôté et ôtons de notre couraige toute déplaisance que, par le rapport d'aucuns malveillans de notredit cousin ou autrement, pourrions avoir eue envers lui pour occasion des choses dessus dites : et voulons qu'icelui cousin de Bourgogne soit et demeure en notre singulier amour. » En lui remettant ces lettres, Charles eut encore assez de présence d'esprit pour lui dire qu'il craignoit bien qu'elles ne le garantissent pas de la vengeance des personnes intéressées.

Le duc de Bourgogne étoit alors à l'apogée de sa gloire, au comble de sa puissance, ne paroissant jamais sans être entouré d'une populace qui chantoit ses louanges. Cependant il ne diminuoit pas les impôts; mais il rejettoit la nécessité de les continuer sur les profusions du duc d'Orléans, sur les vices de l'ancien gouvernement; et il faisoit des promesses. Dans cet état de prospérité, malheur à ceux qui ne l'avoient pas assez ménagé dans des circonstances fâcheuses ! Le prévôt de Paris, Guillaume de Tignonville, en fit l'épreuve. Quand il étoit venu demander au conseil la permission de fouiller les maisons des princes pour découvrir les assassins, le duc

de Bourgogne le soupçonna d'avoir eu principalement en vue la sienne, et se promit de se venger. Un procès que le prévôt soutenoit depuis deux ans contre l'université fournit au duc le double plaisir et de satisfaire son ressentiment et d'obliger le corps académique, dont la faveur étoit précieuse. Tignonville avoit fait pendre deux clercs convaincus d'homicide et de vol de grand chemin. L'université prétendoit qu'il y avoit eu vice dans la procédure, et violation de ses privilèges. L'ancienne cour avoit fait suspendre le jugement; c'étoit un motif au duc de Bourgogne de le reprendre. Pour la mortification de ses ennemis dans la personne de leur protégé, il fait porter la sentence dont voici le prononcé : « Le prévôt se transportera aux fourches patibulaires, où les deux corps sont exposés depuis deux ans. Il les baisera à la bouche, les dépendra lui-même, les accompagnera à l'église des Mathurins, où ils seront enterrés. » Le bourreau conduisoit la charrette, et étoit revêtu d'un surplis. Le roi envoya cent écus d'or pour les frais du convoi.

Ces cérémonies lugubres et bizarres tiennent aux mœurs de ce siècle, où les esprits étoient encore exaltés par les disputes que le schisme occasionnoit, disputes qui donnoient une haute importance aux moindres événemens touchant à la religion. Le zèle de l'uni-



versité pour la soustraction aux deux obédiences, et pour sa stricte exécution, étoit toujours le même; de plus, ce zèle devint persécuteur. Des personnes attachées par conviction ou par habitude à Benoît XIII furent arrêtées et bannies sur les instances de l'université. Le pontife se vengea par des bulles fulminantes qu'il envoya signifier au roi. Les porteurs de ces anathèmes eurent la maladresse de se laisser arrêter. Ils subirent des peines humiliantes, des expositions en public, et la prison. Pendant ce temps les deux papes, comme s'ils se fussent concertés, jouoient toujours le même rôle, de promettre l'abdiquer, et de ne point tenir. Leurs cardinaux, las de cette collusion, qui devenoit une dérision, les abandonnèrent en grande partie, et se réunirent en un concile qu'ils avoient convoqué à Pise. Les pères sommèrent Benoît et Grégoire d'abdiquer. Sur leur refus, ils les déposèrent et élurent Pierre de Candie, qui prit le nom d'Alexandre V. Ainsi il y eut trois papes et trois sacrés collèges, parce que les deux déposés créèrent chacun des cardinaux pour remplacer leurs déserteurs.

Des troubles survenus à Liège déterminèrent le duc de Bourgogne à quitter Paris pour aller secourir son beau-frère, évêque et seigneur de cette ville, contre les bourgeois qui

s'étoient révoltés. On croit qu'il fut heureux d'avoir ce motif pour se retirer, parce que la reine, les princes et la duchesse d'Orléans, dont les partisans avoient repris courage, rassembloient des troupes qui auroient pu le forcer à s'éloigner moins honorablement. Sitôt qu'il fut sorti de Paris, changement de scène; la reine y rentre, la duchesse d'Orléans y arrive. On tient au Louvre une assemblée composée des principaux membres de l'Etat. Il y est statué « que la puissance souveraine sera octroyée et commune à la reine et à monseigneur de Guienne, qui étoit le dauphin, le roi étant empêché et absent. » Suivit un lit de justice qui autorisa la duchesse d'Orléans et ses enfans à mettre en cause le duc de Bourgogne.

Dans la requête qu'elle présenta, elle concluoit à ce qu'il demandât pardon à elle et à ses enfans, en présence du roi, des princes, des conseils et du peuple, la tête découverte, sans ceinture, à genoux; que cette réparation commençât au Louvre, fût répétée dans les cours du palais, à l'hôtel Saint-Paul, et au lieu où le crime avoit été commis; qu'elle fût publiée à son de trompe par tout le royaume; que toutes ses maisons fussent rasées; qu'on élevât sur leur emplacement des croix avec des inscriptions flétrissantes; qu'il lui fût enjoint de fonder deux collégiales et deux chapelles,

l'une à Jérusalem, l'autre à Rome, et de payer une amende d'un million d'or ; qu'il fût exilé outre mer pendant vingt ans au moins, avec défense d'approcher de cent lieues des endroits où la reine et les princes d'Orléans se trouveroient : se référant d'ailleurs à ce qu'ordonneroit la cour pour la punition corporelle. Sur les conclusions du procureur général, dont les plaignans demandoient la jonction, qui fut accordée, le dauphin, président en l'absence du roi, promit à la princesse qu'il lui seroit rendu pleine et entière justice.

Mais quand on en vint à commencer le procès, le conseil se trouva fort embarrassé. Les lois fondamentales de l'Etat exigeoient que le procès d'un pair fût suivi dans la cour des pairs, et le procureur général refusoit son accession si on procédoit autrement. Mais combien ne falloit-il pas de formalités et de délais ! Etoit-il sûr que dans cet intervalle les princes et les pairs, qui se montroient actuellement si animés contre le duc de Bourgogne, forcés par la crainte ou par l'intrigue, ne changeroient pas d'opinion ? De plus, les Parisiens se montroient toujours très-attachés au duc de Bourgogne. Seroit-il prudent de le constituer publiquement criminel dans une ville pleine de ses partisans ? Ne seroit-ce pas risquer, ou d'être forcé à rendre un jugement qui lui seroit favorable, ou de ne pou-

voir l'exécuter s'il lui étoit contraire? Il parut donc plus convenable de ne pas s'exposer à la chance d'un procès, de le traiter en coupable convaincu, et de le soumettre par la force des armes. La circonstance paroissoit favorable. Le duc se trouvoit engagé dans une guerre d'un succès douteux. Les princes et les seigneurs, dans la ferveur de l'indignation contre le meurtrier, promettoient des secours à l'envi. Les Liégeois, dans l'enthousiasme de la liberté, étoient très-éloignés de faire aucun accord avec leur tyran, et paroissoient fort capables de tenir long-temps en échec les forces de son protecteur. Cependant, contre l'attente de la cour de France, le duc de Bourgogne battit les Liégeois, dissipa leur armée, et prit la ville. Il acquit dans cette expédition, où il courut des risques, le nom de Jean-sans-Peur, et son beau frère, l'évêque de Liège, Jean de Bavière-Hollande, celui de Jean-sans-Pitié, parce qu'il fit massacrer ses prisonniers.

Cet avantage renforça dans la capitale le parti du Bourguignon; il déclara qu'il alloit s'y rendre en personne pour répondre aux griefs allégués contre lui. La cour n'avoit rien de prêt, ni troupes ni argent. Les seigneurs et les princes, qui avoient promis de si grands efforts, hésitoient et trembloient. Jean arriva à Paris, orné de la double réputation

d'homme ferme dans ses résolutions et de brave guerrier. La reine se sauva , et emmena au-delà de la Loire son mari et ses enfans ; les princes , le conseil et les courtisans l'accompagnèrent. Le seul parlement resta pour maintenir l'ordre et la police.

A la cour se rencontroit alors le frère aîné de l'évêque de Liège, Guillaume, comte de Hollande et de Hainaut, estimé pour sa probité et ses lumières. Il y étoit venu afin d'arranger le mariage de sa fille , la fameuse Jacqueline , avec le second fils de France. Comme beau-frère du duc de Bourgogne , il proposa à la reine de tenter un accommodement, et offrit sa médiation. Quand il eut aplani les premières difficultés , la reine envoya à Tours , lieu choisi pour les conférences , Louis de Bavière son frère , le grand-maître de Montaignu , et d'autres ministres. Valentine , veuve du duc d'Orléans , pressentit que ces négociations ne pouvoient manquer d'aboutir à une paix dont la reine avoit besoin , et que le meurtrier de son mari resteroit impuni. Elle tomba malade de chagrin. Prête à mourir , elle appela auprès d'elle ses enfans , dont le plus âgé n'avoit que seize ans , et les exhorta à poursuivre l'assassin de leur père sans se laisser jamais décourager. Entre eux elle admit Dunois , qu'elle paroissoit chérir de préférence. « Celui-ci , disoit-elle quel-

quefois , m'a été emblé ( volé ), et nul des miens n'est si bien taillé à venger la mort de son père. »

[1409] Comme elle l'avoit prévu, les négociations aboutirent à un accommodement. En affectant de l'éclat, on crut apparemment lui donner plus de solidité. Commencé à Tours, l'accord se consumma à Chartres. On dressa un trône dans la cathédrale. Le roi, qui avoit alors quelques lueurs de raison, y parut avec la reine, les princes et une cour nombreuse. Le duc de Bourgogne se mit à genoux ; son avocat récita une formule convenue, en ces termes : « Sire, il a été rapporté à monseigneur de Bourgogne que vous étiez indigné sur lui pour le fait qu'il a commis et fait faire, en la personne de monseigneur le duc d'Orléans votre frère, pour le bien de votre royaume et de votre personne, comme il est prêt de vous dire, et faire véritablemens savoir, quand il vous plaira ; et pourtant vous prie, tant et si humblement, comme il peut, qu'il vous plaise ôter votre ire et indignation de votre cœur, et le tenir en votre bonne grâce. » Quand l'avocat eut fini, le duc dit : « Sire, de ce je vous prie. » Il s'éloigna ; le duc de Berri, le dauphin, les rois de Navarre et de Sicile se prosternèrent aux pieds du roi, et lui dirent : « Qu'il vous plaise, sire, de passer la requête de votre cousin le duc de Bour-

gogne. » Il répondit : « Beau cousin , nous vous accordons votre requête , et vous pardonnons tout. »

L'avocat se tourna ensuite vers les jeunes princes d'Orléans, et leur dit : « Messeigneurs, voici le duc de Bourgogne qui vous prie qu'il vous plaise ôter de vos cœurs , si vous avez aucune haine ou vengeance contre lui , pour le fait qui fut perpétré en la personne de monseigneur d'Orléans votre père , et que dorénavant vous serez bons amis ensemble. » Le duc leur dit aussi laconiquement qu'au roi : « De ce je vous prie. » Les enfans ne répondoient que par des larmes. Le roi les pressa , et ils répétèrent les paroles qu'on leur dictoit : « Sire , puisqu'il vous plaît commander , nous lui accordons sa requête , et lui pardonnons toute la malveillance qu'avions contre lui , car en rien ne voulons désobéir à chose qui soit à votre plaisir. » Les deux parties firent serment sur le missel. Les lettres d'abolition furent expédiées le même jour. Il y étoit dit que la grâce entière ne regardoit que le duc seul , et que ses complices seroient à perpétuité bannis du royaume. Après la paix de Chartres , la reine , qui y avoit été comme forcée , se retira à Melun. Le duc s'empara du gouvernement. Il sut par ses flatteries gagner le duc de Berri , prince inconstant et foible, et plusieurs autres princes et seigneurs

dont il avoit besoin. Le seul duc de Bourbon resta inflexible et irréconciliable avec l'assassin de son neveu.

Le duc de Bourgogne fit rendre aux Parisiens la liberté de l'élection de leurs magistrats, et d'autres privilèges et franchises dont ils avoient été privés à l'occasion de la sédition des Maillotins. Il annonça aussi, ce qui est toujours très-agréable au peuple, la recherche des financiers. On commença par Montaigu leur chef, grand-maître de la garde-robe et surintendant des finances. Il ne plaisoit pas au duc. Ce prince l'avoit trouvé difficile dans les conférences de Tours, mal disposé pour lui, muni de lumières et d'une force de raisonnement qui lui faisoient redouter les moyens d'un pareil adversaire ; il résolut sa perte. La recherche employée contre les financiers étoit une belle occasion ; le duc de Bourgogne la saisit. Il parut contre le surintendant un acte d'accusation qui ne lui imputoit pas moins que d'être concussionnaire, administrateur infidèle et ennemi de l'Etat. On y ajouta qu'il avoit été complice du duc d'Orléans pour *envoyer* le roi et ensorceler le dauphin. Montaigu se récria avec indignation contre ce dernier grief, et s'en défendit dans les douleurs de la torture qu'on lui donna cruellement. Il fut jugé sur les autres points, non pas par ses juges naturels,



mais par des commissaires particuliers, qui, après l'avoir contraint par la torture à faire tous les aveux qu'on voulut en obtenir, finirent par le condamner à mort.

Ses richesses se trouvèrent prodigieuses. On peut lui reprocher, comme à bien d'autres, la promptitude et l'immensité de l'acquisition; mais on a en outre de sa cupidité une preuve toute particulière. Le roi, mal soigné, comme nous l'avons vu, avoit des momens de besoin qui forçoient de vendre de la vaisselle, des meubles, des bijoux précieux, ou d'emprunter sur ces gages : on les trouva chez Montaigu, dans son château de Marcoussi, en nantissement de l'argent dont il faisoit supporter l'intérêt au roi, comme s'il l'eût emprunté des usuriers. Le surintendant paya donc ses déprédations de sa vie; ses associés payèrent de leur bourse; les commis furent destitués, les bureaux changés, et le peuple chanta victoire, se croyant pour toujours délivré de la maltôte et de ses suppôts. Cependant il n'entra rien dans le trésor public des richesses arrachées à ces sangsues. L'argent tomba entre les mains des courtisans, qui les ont toujours prêtes à recevoir. Les meubles allèrent au comte de Hainaut, le pacificateur de Chartres. Les terres se distribuèrent entre les seigneurs; les plus considérables tombèrent au dauphin. Louis de Bavière, frère de la

reine, eut Marcoussi; et cette aubaine consola Isabelle des malheurs de Montaigu, qui lui avoit été fort attaché.

[1410] Le duc de Bourgogne eut la discrétion ou la politique de ne rien prendre pour lui; il s'appliqua à gagner la reine. Elle s'étoit retirée à Melun. Il avoit l'attention d'envoyer lui faire part des affaires les plus importantes et de lui en déférer la décision. Il l'adoucit ainsi insensiblement. Elle souffrit qu'il se déclarât surintendant de l'éducation du dauphin, qui avoit plus de quatorze ans; appliquant au jeune prince ce qui avoit été ordonné par Charles V pour la majorité des rois, l'adroit Bourguignon fit décider, dans un lit de justice, que Louis, dauphin, jouiroit désormais, pendant les occupations de son père, des droits d'un roi mineur arriéré à quatorze ans; que, par conséquent, il gouverneroit souverainement. Or, comme lui-même, surintendant de l'éducation, devoit gouverner le dauphin, qui de plus étoit son gendre, il s'ensuivoit qu'il devenoit tout naturellement maître du royaume.

Il étoit fâcheux que Jean-sans-Peur fût parvenu à l'autorité par des moyens reprochables; car on doit convenir qu'il étoit en état de l'exercer à la gloire et à l'avantage de la nation. Ce prince avoit un esprit juste et réfléchi quand la passion ne l'emportoit pas.

Il étoit bon capitaine , noble dans ses manières, affable lorsque son intérêt le demandoit, généreux, libéral, éloigné de cette sordide avidité qui déshonore quelquefois les grands. Par exemple , il étoit alloué une rétribution, ce qu'on nomme un honoraire, aux seigneurs qui assistoient au conseil; il les exhorta à s'en priver, et donna l'exemple. Pendant qu'il gouvernoit , l'inconstance des Napolitains força Louis II d'Anjou , malgré des succès , à abandonner le terrain à Ladislas , fils de Charles de Duras , et de revenir en France avec le vain titre de roi de Sicile. Boucicaut, dans le même temps , fut obligé d'abandonner Gènes. L'état du royaume ne permettoit pas de songer à ces expéditions étrangères , et d'y porter des secours ; et Jean-sans-Peur avoit en tête une entreprise plus utile; c'étoit de reconquérir Calais. Il fit pour cela de grands préparatifs, qui aboutirent du moins à forcer les Anglois de prolonger la trêve qu'ils auroient volontiers rompue, dans l'état de mésintelligence où ils voyoient la cour de France.

Pendant que le duc jouissoit pleinement de l'autorité, et qu'il se complaisoit dans l'exercice d'un pouvoir sans bornes, un violent orage s'élevoit contre lui. Revenus du premier étonnement qu'avoit causé son succès dans l'invasion du gouvernement, les ducs de

Berri, de Bourbon, les comtes d'Alençon, d'Armagnac, de Clermont (dauphin d'Auvergne), d'autres princes, et beaucoup de seigneurs, se communiquèrent leur mécontentement. Ils s'en expliquèrent à Gien, où ils s'étoient donné rendez-vous pour terminer une contestation élevée entre le duc de Bretagne et la maison de Penthièvre. Pendant qu'ils pesoient lentement les droits respectifs, le duc de Bourgogne, plus prompt qu'eux, termina cette affaire de Bretagne à la satisfaction du jeune duc, et se procura sa neutralité, lorsque la ligue, dont il connoissoit tous les ressorts, éclateroit.

Dans la réunion à Gien, les mécontents examinèrent les moyens de secouer le joug du Bourguignon, concertèrent leurs mesures, et se rendirent compte de ce qu'ils pouvoient lever de troupes. Elles devoient monter à cinq mille hommes d'armes et six mille hommes de trait. Le reste de la soldatesque n'étoit pas compté. Pour mettre la dernière main à leur confédération, ils se donnèrent un nouveau rendez-vous à Meun-le-Château, et s'y rassemblèrent sous le prétexte du mariage du jeune duc d'Orléans avec Bonne, fille du comte d'Armagnac Bernard VII. Ce seigneur, très-puissant dans le midi de la France, se prétendoit non sans fondement, descendant de Clovis. Il devint le chef du parti orléanois,

qui prit même son nom ; alors la France fut divisée en deux factions, les Armagnacs ou Orléanois, et les Bourguignons.

La mort du duc de Bourbon, prince sage et modéré, qui, malgré son indignation contre le criminel Jean, auroit pu servir de médiateur, ne changea rien au plan de confédérés de Meun. Ils écrivirent au roi pour lui remontrer l'oppression dans laquelle le duc de Bourgogne le retenoit lui-même, se plaindre de sa tyrannie, et demander justice du meurtre du duc d'Orléans : en même temps ils faisoient marcher leurs troupes sur Paris. Jean, instruit de leurs intentions, ne s'étoit pas tenu oisif ; il avoit aussi fait des levées dans ses états et les pays voisins. De plus il étoit fortifié du nom et de la présence du roi ; il ne lui fut pas difficile de persuader à ce prince, d'un esprit affoibli, que ses envieux étoient des rebelles. Il lui imprima si bien cette idée, que le malheureux Charles vouloit marcher contre eux en personne, et qu'on le vit se promener en capitain armé de toutes pièces, le casque en tête, s'escrimant et parlant par bravades.

Les horreurs de la guerre civile commençoient à se faire sentir. Les Armagnacs, en se rassemblant au-delà de la Loire, pillotent les campagnes : les Bourguignons, en-deçà de ce fleuve ravageoient les provinces sur leur passage. Quand les armées se réunissent

autour de Paris, elles étoient, dit-on, chacune de cent mille hommes, tous disposés à en venir aux mains ; mais les chefs ne pensoient pas de même : un combat décisif étoit redouté des deux côtés ; ils préférèrent une négociation. La reine, toujours retirée à Melun, fut invitée aux conférences, qui se tinrent au château de Winchester, ou Wicestre, ou Bicêtre \*, appartenant au duc de Berri, et où il avoit son quartier général.

Voici les principales conditions du traité de Bicêtre, qui paroît une convention de circonstance, faite uniquement pour le moment. Pierre de Navarre, comte de Mortain, fils de Charles-le-Mauvais, sera le seul prince du sang qui pourra rester à la cour. Les ducs de Berri et de Bourgogne n'y seront mandés qu'ensemble, et jamais l'un sans l'autre. Ils garderont tous deux la surintendance de l'éducation du dauphin ; mais ils ne l'exerceront que par des seigneurs de leur choix. Le conseil d'état sera composé de douze chevaliers, six de chaque parti ; quatre prélats et quatre conseillers au parlement. Le duc de Bourgogne accorda au duc de Berri la destitution de des Essarts, prévôt de Paris, surintendant des finances, successeur de Montaigu, après avoir été son juge, et l'un des plus chauds partisans

\* Ce nom lui venoit d'un évêque anglois de Winchester, qui y avoit fait sa demeure.

du Bourguignon. Après la signature du traité, le duc de Berri se retira à Bourges, le duc de Bourgogne dans ses états de Flandre, le duc d'Orléans dans la ville de ce nom, et les autres chacun dans leurs terres. Au signal des chefs, cette nuée de soldats se dispersa, et alla porter la désolation dans les lieux qu'ils n'avoient pas épuisés en venant.

Il est étonnant qu'au milieu des cris de guerre la voix d'Alexandre V, le pape de Pise, ait pu se faire entendre. Il demandoit « une décime pour la réunion des églises grecque et latine, une quête pour la délivrance de la Terre-Sainte, et la prédication de l'Evangile à toute créature. L'imposition, disoit le souverain pontife, est de droit naturel et positif, et quiconque dénie à payer n'est mie chrétien. » L'université ne pensa pas ainsi, elle s'opposa à la demande ; cependant on accorda une demi-décime.

[1411] Les chefs, dans les conférences de Bicêtre, avoient abandonné chacun ce qu'il auroit voulu garder. L'intrigue succéda à la guerre. Les ducs de Berri et de Bourgogne, étant éloignés l'un de l'autre, se sondèrent par des messages. Le duc d'Orléans, aux aguets, surprit le comte de Croy, que le duc de Bourgogne envoyoit conférer à Bourges. Il le fit appliquer à la question, pour lui arracher le secret de sa mission, et l'auroit fait

mourir comme complice de la mort de son père, sans l'intercession du duc de Berri, qui lui sauva la vie. L'emprisonnement du comte de Croy réveilla toute l'animosité du duc de Bourgogne. Il demanda réparation de cette injure, se prépara en même temps à la guerre, et fit des levées non-seulement dans ses états, mais encore en Allemagne, dont plusieurs princes lui avoient promis des secours. Le duc d'Orléans fit aussi les siennes, surtout dans le midi, où étoient les terres et les alliances du comte d'Armagnac son beau-père, et commença les hostilités par une requête au conseil du roi contre les meurtriers de son père. Le duc de Berri, que son âge et sa qualité d'oncle appeloient au rôle de médiateur, fit évanouir toute espérance de paix, en déclarant qu'on ne pouvoit refuser d'admettre la demande du jeune prince.

Les deux ennemis s'envoyèrent des défis, non pour se combattre corps à corps, mais pour se faire des provocations outrageantes. « A toi, Jean, qui te dis duc de Bourgogne, écrivoit l'Orléanois, pour l'horrible meurtre par toi fait en grande trahison d'aguet-à-pensé, en la personne de notre très-redouté seigneur et père, te déclarons que, de ceste en suivant, nous te nuirons de toute notre puissance. — J'ai fait assassiner le père, répondoit le Bourguignon, comme faux, dé-



loyal, cruel, félon, traître et indigne de vivre; et je punirai les fils comme faux, mauvais, déloyaux, traîtres, rebelles, désobéissans et félons. »

Cet amas d'épithètes injurieuses marque des deux côtés une haine capable d'inspirer tous les crimes. Aussi dit-on que l'Orléanois tenta de faire assassiner le Bourguignon, et que celui-ci essaya de rendre la pareille à son ennemi. Heureusement il se rencontra des deux côtés des confidens infidèles qui avertirent les personnes menacées, et leur firent prendre des mesures de sûreté. On met entre eux le prévôt de Paris, des Essarts, destitué à la paix de Bicêtre, parce que le duc de Bourgogne l'abandonna. Il n'en resta pas moins confident des secrets du prince, et il les laissa, dit-on, pénétrer, soit par horreur du poison ou de l'assassinat, soit pour se faire dans le parti opposé des protecteurs en cas de besoin.

Ce premier soin du duc fut de s'emparer de Paris. Forma-t-il pour l'exécution un plan méthodique, ou fut-il entraîné journellement par les circonstances? On peut croire l'un et l'autre. Le duc de Berri lui fournit le premier un prétexte. Il étoit venu à Paris, contre la convention de Bicêtre, sans y appeler son neveu, et s'y étoit fait constituer gouverneur par le roi. Mais la partialité qu'il témoigna pour le duc d'Orléans le fit considérer comme

vendu à la faction des Arnagnacs, et comme un ennemi qui vouloit leur livrer la ville. Le duc de Berri, mécontent, se retira dans sa province. Cette retraite étoit beaucoup pour le duc de Bourgogne; mais il en tira un autre avantage; c'est qu'il fit entrevoir aux Parisiens, par ses émissaires, que son oncle, fort piqué de l'espèce d'affront qu'on lui faisoit, ne manqueroit pas de vouloir en tirer vengeance, et qu'ils avoient besoin d'un commandant sûr pour se soutenir contre lui. Le comte de Saint-Paul, son ami, et dont les terres étoient voisines des états du duc de Bourgogne, fut proposé et accepté.

Saint-Paul arrive, réunit ceux qu'on lui indique attachés au duc, examine leur état et leurs moyens, voit que ce ne sont point les gens riches, les graves magistrats, les personnages amis de l'ordre, qui seconderont les vues ambitieuses de celui qui l'envoie; qu'au contraire ils s'y opposeront; qu'il faut par conséquent les soumettre ou les détruire. Comme gouverneur il se forme une garde; il y fait entrer la populace la plus vile, la plus féroce, fainéans, mendiants, écorcheurs, bouchers, gens accoutumés au sang. Leurs officiers étoient les Tibert, Saint-Yon, Le Goix, qu'on dit avoir tué eux-mêmes, ou avoir été fournisseurs des boucheries. Alors la haine et la vengeance commencèrent à employer avec

des intentions perfides le nom d'Armagnac contre ceux dont elles vouloient se débarrasser. Cette troupe effrénée couroit les rues, fouilloit les maisons. Ceux qui n'avoient pas fui étoient emprisonnés. Plusieurs moururent dans les cachots. La justice n'avoit plus aucune force. Les mutins assiégeoient les tribunaux, et les forçoient de rendre les sentences qui leur convenoient. La cour investie n'osoit prendre aucune résolution de celles qui auroient pu déplaire aux factieux. Le roi, le dauphin, le conseil étoient vraiment prisonniers. Saint-Paul arracha au monarque un édit par lequel il étoit ordonné à tous les François portant les armes de se ranger sous les enseignes du duc de Bourgogne, « de lui obéir comme si le roi y étoit en personne ; » et il força le dauphin de lui écrire de hâter sa marche et de venir les secourir.

La capitale étoit aussi le but auquel tenoient les Armagnacs. Ils couvrirent de troupes les environs de Paris, prirent des villes, et ravagèrent les campagnes. Comme leur armée étoit composée de Poitevins, Tourangeaux, Toulousains, Bordelois et autres François méridionaux, le duc de Bourgogne réunissoit sous ses drapeaux les François septentrionaux, Picards, Champenois, Lorrains, Artésiens, et surtout Flamands. Il doit être marqué de flétrissure pour avoir le premier

appelé les Anglois dans cette guerre. Henri IV lui promit six mille hommes de trait ; et en attendant il envoya une flotte qui causa beaucoup de dommages sur les côtes de Normandie. Les Orléanois avançaient, déterminés à aller attaquer l'ennemi jusque dans ses foyers ; mais Jean-sans-Peur leur épargna la moitié du chemin.

Les armées se rencontrèrent près de Montdidier. On s'attendoit à un combat sanglant , lorsque les Picards et les Gantois de l'armée du duc de Bourgogne prirent querelle. Elle fut si violente , que le duc ne put l'apaiser ; et les Flamands signifièrent qu'ils alloient se retirer. En vain le duc les conjura de ne point l'abandonner à ses ennemis , de rester encore quelques jours. Il les appeloit ses frères , ses compagnons , ses fidèles ; flatteries inutiles. Le temps de leur engagement, dirent-ils , étoit expiré ; ils vouloient partir. Alors aux exhortations le duc joignit les menaces. « Si vous nous retenez malgré nous , lui répondirent-ils , la tête du comte de Charolois , votre fils , en répondra ; et , quand nous serons retournés à Gaud , nous vous l'enverrons taillé en pièces. » Tout ce qu'il put obtenir d'eux , c'est qu'ils couvriroient sa retraite et partiroient ensemble. Les Orléanois ne jugèrent pas à propos de les poursuivre. Ils crurent plus expédient de revenir sous les murs de

Paris, espérant que, par l'absence du duc de Bourgogne, ils ne tarderoient pas à s'en rendre maîtres.

Etablis dans les maisons de campagne des bourgeois, les soldats ne se laissoient manquer de rien; ils usaient librement des provisions; et, maîtres des rivières et des grands chemins, ils interceptoient tout ce qu'on vouloit faire entrer dans la ville. La présence de leur armée au dehors ranima le courage des Orléanois au dedans. Leurs espérances les rendirent fiers; leur contenance seule, leurs regards, quand ils ne se permettoient pas les propos, menaçoient leurs ennemis. Ceux-ci ne souffrirent pas d'être bravés impunément. La troupe des bouchers se renforça par une plus féroce encore, sous le commandement d'un chirurgien nommé Jean de Troye, et d'un coutelier nommé Simon, surnommé *Caboche*, d'où ces nouveaux enrôlés ont été appelés *Cabochiens*. Ils se rendirent bientôt plus redoutables que les autres.

Cependant quelques personnes modérées conçurent des projets de conciliation, et en jetèrent des paroles. La reine, qui demeurait à Melun pendant ce tumulte, fut invitée de venir à Paris pour se rendre conciliatrice. Elle se livra à cette espérance avec une confiance imprudente. A peine étoit-elle arrivée qu'elle se trouva investie comme son mari,

son fils et tout le conseil, ne pouvant plus parler ni agir que selon la volonté de la populace, devenue très-insolente. Les princes de l'armée Armagnac et les premiers seigneurs de France, qui étoient avec eux, écrivirent au roi et au dauphin une lettre pour justifier leur conduite. Ils y disoient « qu'ils n'avoient pris les armes que dans le dessein d'ôter le roi de servage, et que ceux qui publioient d'autres causes étoient faux et mauvais. » Le monarque captif répondit par une déclaration qui les traitoit de rebelles, ennemis de l'Etat, abandonnoit leurs biens, leur liberté, leur vie à quiconque voudroit les attaquer, sans que les violences exercées contre eux pussent être assujetties à aucune recherche de justice.

Sur cette autorisation, les vexations de toute espèce recommencèrent dans Paris contre les Orléanistes avec plus de violence. On les entassoit dans les prisons, et, quand elles furent pleines, on convertit les édifices publics et les maisons particulières en lieux de détention. Afin qu'il ne manquât rien à la proscription des Armagnacs, on les déclara excommuniés, en vertu d'une bulle lancée autrefois par Urbain V contre les grandes compagnies, auxquelles on les assimiloit. Les prédicateurs n'osoient plus ouvrir la bouche que pour les charger d'anathèmes. Les curés les excommunioient pendant la messe au son

des cloches ; on faisoit difficulté de baptiser les enfans des personnes soupçonnées d'orléanisme. Il n'étoit permis de paroître qu'avec l'écharpe rouge , semée de croix de Saint-André , armoiries de la maison de Bourgogne. Les prêtres s'en paroient à l'autel , ou en ornoient les images des saints. Hommes , femmes , enfans , personne n'étoit exempt de les porter , et quelques-uns pousoient la démenche jusqu'à ne plus faire le signe de la croix que dans la forme du crucifiement de saint André. Ces folies , ou cruelles , ou bizarres , nous indignent ; et cependant il nous convient d'être indulgens , car ce n'est point à notre siècle qu'il appartient de voir en pitié le délire de nos aïeux.

La troupe cabochienne , se voyant sous les armes , et en si grand nombre , s'imagina que rien ne pouvoit lui résister. Elle demanda à être menée contre l'ennemi. Elle sortit , fut battue , et rentra honteusement ; plus heureuse un autre jour qu'elle se porta sur le châteaude Bicêtre , qui appartenoit au duc de Berri , elle ne rencontra pas d'ennemis. Elle y fit un grand butin , y mit le feu , et détruisit une galerie des portraits originaux des rois de France de la troisième race. L'appât du pillage , présenté à propos tant dans la ville que dans la campagne , soutenoit la faction ; mais les émissaires du duc de Bourgogne lui man-

doient que la constance d'une populace légère pouvoit se lasser, et qu'il étoit temps qu'il parût lui-même. Il avoit reçu les six mille archers anglois. Il se mit en route avec eux, prit des détours, et arriva par le côté opposé à celui où les ennemis l'attendoient. Les Parisiens sortirent en foule au-devant de lui. Il entra en triomphe. Cependant plusieurs ne virent pas sans quelques marques de répugnance les drapeaux anglois promenés dans leurs rues, se fixer sur les places publiques et autres lieux importants. Une déclaration plus expresse et plus précise que les précédentes fut rendue alors contre les princes ligués et contre leurs adhérens. Il fut ordonné de les poursuivre comme ennemis publics et criminels de lèse-majesté, et la plupart des prisonniers de marque faits sur eux furent envoyés au supplice; enfin le comte de Saint-Paul reçut l'épée de connétable à la place du sire d'Albret, destitué comme rebelle.

L'arrivée du duc de Bourgogne ôta aux princes toute espérance des'emparer de Paris. Les pluies d'automne, les premiers froids de l'hiver, fatiguèrent leur armée. La désertion s'y mit. Il tarδοit aux soldats, presque tous villageois, de porter dans leurs chaumières les dépouilles des Parisiens. Les chefs se partagèrent les trésors de la reine, qu'elle avoit mis dans l'abbaye de Saint-Denis comme



dans un asilo sacré; et c'est de cette époque que date la haine qu'Isabelle voua au parti orléanois. Leur armée décampa la nuit, et ne fut pas poursuivie; ce qu'on attribua aux liaisons secrètes du prévôt des Essarts.

Le duc de Bourgogne s'arrangea dans Paris pour des projets ultérieurs; il ne prit pas, comme les Armagnacs; il emprunta. Maître du conseil, du roi, de la reine, et encore plus du dauphin régent, son gendre, il fit ordonner une taille personnelle, dont personne, magistrats, clergé, noblesse, n'étoit exempt; mais chacun pouvoit se taxer soi-même, et il promettoit de rendre dans des temps plus heureux. Il lui fut aussi permis de prendre les dépôts judiciaires consignés chez les bourgeois les plus propres à en répondre. Plusieurs personnes s'étoient mal conduites dans les troubles. Sansdoute elles étoient orléanistes. On établit des tribunaux pour les juger; mais point de cruauté: Jean-sans-Peur avoit horreur du sang; la peine corporelle se changea en amendes. Enfin les principales villes, Paris compris, reçurent ordre de lever et d'entretenir des corps de troupes à proportion de leur population et de leur opulence présumée.

[1412] Cependant il falloit excuser aux yeux des François le crime de lèse-nation que le duc de Bourgogne avoit commis en appelant les Anglois en France. S'il ne put en

effacer la tache, il tâcha d'en diminuer la souillure en publiant que les Orléanois étoient bien plus coupables que lui en ce genre ; qu'ils avoient offert au roi d'Angleterre les conditions les plus exorbitantes, comme de lui rendre toutes les places prises depuis le traité de Bretigny, de les conquérir pour lui et de lui faire hommage de celles qu'ils conserveroient dans les provinces cédées. Le duc de Berri devoit se reconnoître vassal de Henri IV pour le comté de Poitiers, dont la propriété, après sa mort, passeroit à l'Anglois. Le duc d'Orléans proposoit les mêmes engagements pour les comtés d'Angoulême et de Périgord. Ces sacrifices devoient être payés par mille hommes d'armes et trois mille archers qu'ils devoient entretenir à leurs propres frais. Un moine augustin, nommé Jacques Legrand, chargé d'aller négocier cette affaire en Angleterre, et s'embarquant précipitamment à Boulogne, oublia, dit-on, ses instructions, qui furent portées au duc de Bourgogne. Ces preuves de conviction, laissées par un oubli si singulier, et trouvées si à propos, ont quelque chose de suspect. Cependant elles étoient réelles, et cet oubli de toutes les convenances de la part des princes témoignoit ou leur extrême détresse, ou le dessein de ne pas accomplir les conditions du traité.

Cette prochaine descente des Anglois an-

noncée servit de moyen au duc de Bourgogne pour assembler une des plus grandes armées que la France ait eues. Comme il s'agissoit de combattre nos ennemis naturels, il n'y eut pas de seigneurs, plusieurs même de ceux qui inclinoient pour les princes, qui ne se crussent obligés de prendre les armes. Cette armée étoit composée de cent mille chevaux, et d'une infanterie qu'on ne compte pas. Mais, avant que d'aller combattre les étrangers, il convenoit, disoit le Bourguignon, de soumettre les rebelles de France; il entraîna le roi à l'armée, quoiqu'il fût menacé d'une rechute prochaine. Le dauphin régent paroissoit la commander, mais tout s'y passoit sous les ordres du duc de Bourgogne, qui la mena devant Bourges, où le duc de Berri s'étoit renfermé, bien muni et appuyé par une garnison en état de faire une longue défense.

François contre François, presque tous parens et amis, se trouvant en présence, il étoit presque impossible qu'ils ne désirassent pas de s'entretenir, et difficile que les chefs ne souffrissent pas des entrevues. Le duc de Bourgogne les craignoit, parce qu'elles pouvoient amener des conférences de paix. Les premières qu'on proposa furent rejetées avec hauteur, comme un obstacle posé aux succès brillans qu'il se promettoit contre une faction ennemie qu'il alloit anéantir, ou du moins

réduire à un état de foiblesse dont elle ne se releveroit de long-temps ; mais des seigneurs bien intentionnés représentèrent au jeune régent qu'il y auroit de l'inhumanité à réduire aux dernières extrémités son grand-oncle , respectable par son âge , et que ce n'étoit au fond que pour satisfaire son ambition de gouverner que le duc exposoit les plus belles provinces de la France à l'invasion et au ravage des Anglois. Quoique le dauphin fût gendre du duc de Bourgogne , il se laissa toucher par ces raisons , son beau-père , le voyant persuadé , et étant instruit qu'il donnoit même des ordres secrets pour adoucir les fureurs de la guerre et ménager la ville , prit le parti de se procurer du moins les honneurs de l'accommodement , et d'en traiter lui-même avec son oncle. Leur entrevue eut lieu entre des barricades , avec les précautions usitées entre ennemis. Le vieux duc , touché de ces apprêts , dit au Bourguignon : « Beau neveu et beau filleul , quand votre père vivoit , il ne falloit pas de barrière entre nous. » Le Bourguignon balbutia quelques mots d'excuse. Ils se mirent à conférer , et s'embrassèrent en se quittant.

Il y a lieu de présumer qu'ils convinrent des principaux articles. D'autres de moindre importance , ainsi que la rédaction , furent renvoyés à des commissaires qui s'assemblèrent

près de Bourges, dont cette paix a pris le nom. Ce fut cependant plutôt un accommodement de famille qu'une paix solennelle. Il paroît qu'on s'y appliqua principalement à assoupir les haines et à écarter ce qui pouvoit renouveler les querelles. On convint de supprimer, l'un à l'égard de l'autre, les noms de Bourguignons, d'Orléanois et d'Armagnacs, devenus injurieux, et de se rassembler en plus grand nombre à Auxerre, pour terminer tous les différends. Le duc de Berri fit une visite solennelle au roi dans son camp, lui présenta les clefs de la ville. En embrassant le dauphin son petit-neveu, des larmes d'attendrissement mouillèrent ses yeux. C'étoit en effet à ce jeune prince qu'il devoit le soulagement d'être sorti de ces embarras auxquels il auroit désiré ne se jamais livrer.

Les princes d'Orléans, et les autres qui n'avoient pas assisté à la paix de Bourges, se rendirent à Auxerre, où se trouvèrent le dauphin et le duc de Bourgogne. On y appela des députés du parlement, des autres cours souveraines, de l'université, des notables bourgeois de Paris et des principales villes, le prévôt des marchands, et des Essarts, prévôt de Paris. Celui-ci faisoit toujours, à ce qu'on croit, un double personnage : il paroissoit attaché au Bourguignon, et révéloit ses secrets aux Orléanois. On dit qu'il fit passer

aux princes d'Orléans l'avis que Jean-sans-Peur ne méditoit rien moins que de les faire assassiner dans le même jour, ainsi que les ducs de Berri et de Bourbon; et que c'est pour cela qu'ils se firent escorter à Auxerre de deux mille gendarmes. Cependant tout s'y passa avec les apparences de la plus parfaite réconciliation. On vit même le duc d'Orléans, revêtu de son habit de deuil, se promener sur le même cheval en croupe, derrière le duc de Bourgogne. Il quitta enfin, à la prière du dauphin, ce deuil, espèce de signal de vengeance.

Après avoir éclairci et ratifié les articles de Bourges, on entendit les plaintes que firent les députés sur le gouvernement. Elles causèrent de l'inquiétude. On prit l'expédient commode, qui vient toujours à l'esprit dans les circonstances embarrassantes, de renvoyer ces discussions à une assemblée plus nombreuse, plus solennelle, qui se tiendrait incessamment à Paris. Mais il y avoit une affaire qui ne souffroit pas de retardement, c'étoit la conduite qu'on avoit à tenir avec les Anglois. Ils étoient descendus en Normandie, avançaient sous la conduite du duc de Clarence, second fils du roi d'Angleterre, et n'étoient pas loin du Berri, dont ils venoient secourir le duc, lorsqu'ils apprirent la paix de Bourges. Se regardant alors comme en pays

ennemi, ils se mirent à tout ravager. Cependant, enclavés comme ils étoient dans le royaume, il auroit été aisé, avec ce qui restoit de l'armée royale, de les forcer de se rendre tous prisonniers, ou de les écraser; mais la politique des deux factions militoit pour eux. Les Orléanois songèrent qu'ils venoient d'en être aidés, et qu'ils pouvoient l'être encore; et le duc de Bourgogne, qu'il pouvoit arriver telle circonstance où leur secours lui seroit nécessaire. Ces considérations déterminèrent à accorder au duc de Clarence, en dédommagement des frais de cette expédition, d'abord une somme considérable, pour sûreté de laquelle le duc d'Orléans livra Jean, comte d'Angoulême, son frère, et ensuite à lui laisser encore le passage libre pour se rendre en Guienne. Le duc, arrivé dans cette province, y fut joint par le comte d'Armagnac et le sire d'Albret, mécontents tous deux de la pacification, et avec leur aide il se mit en possession de plusieurs villes accordées à Edouard III par le traité de Bretigny, et qui s'étoient depuis réunies à la France.

Les princes d'Orléans ne vinrent pas à l'assemblée de Paris, qu'on qualifia d'états généraux. Encore ici une confidence de des Essarts, qui les avertit, dit-on, d'une nouvelle trahison que le duc de Bourgogne méditoit contre eux. Du reste, aucune décision

dans cette assemblée; elle se passa en harangues véhémentes contre les désordres, surtout ceux des finances, et leurs déprédateurs. On mettoit à la tête des Essarts, surintendant des finances, trésorier de l'épargne, grand-fauconnier, grand-maître des eaux et forêts, l'idole du peuple pendant le blocus de Paris, et devenu par ses richesses l'objet de sa jalousie et de sa fureur. Quand on s'aperçut qu'il n'étoit plus que foiblement protégé par le duc de Bourgogne, la haine populaire se déchaîna contre lui. Il fut trop heureux de pouvoir échapper, et il alla se renfermer dans Cherbourg, qui lui appartenoit.

Depuis qu'au siège de Bourges on avoit fait ouvrir les yeux au dauphin sur l'ambition du duc, le beau-père et le gendre vivoient dans une défiance réciproque. Comme régent, le jeune prince jouissoit de la prérogative de l'autorité et le faisoit sentir au Bourguignon. Il affectoit de le contrarier dans le conseil, de mortifier ses créatures et de les éloigner, comme s'il eût voulu le dégoûter et le déterminer à abandonner de lui-même les affaires et à se retirer dans ses états. Il étoit notoire que le malheureux Montaignu n'avoit péri que victime de la haine du duc de Bourgogne; le dauphin fit réhabiliter sa mémoire, ainsi que celle d'un gentilhomme, nommé Monsart du Bos, exécuté pendant les derniers troubles



par ordre du duc. Pour un sujet assez léger , le gendre chassa de sa présence Jean de Nesle, chancelier et favori de son beau-père, rappela de Cherbourg des Essarts et lui donna le gouvernement de la Bastille. Cette confiance fit croire, avec assez de vraisemblance, que le surintendant avoit rendu des services secrets au régent, au préjudice du Bourguignon.

[1413] Jean-sans-Peur ne disoit mot, souffroit tout ; mais sa patience étoit le silence d'un volcan bouillonnant dans l'intérieur. L'éruption fut aussi subite qu'inattendue. Le bruit se répand tout à coup dans Paris que les Armagnacs veulent enlever le dauphin, que le prince se prête à cette violence, dont des Essarts doit être l'exécuteur. Le peuple s'émeut ; Héliou de Jacquville, que le duc de Bourgogne avoit fait prévôt de Paris, le chirurgien Jean de Troye, les Saint-Yon, Le Gois et Tibert, bouchers, l'écorcheur Caboché, rassemblent leurs satellites. Ils se présentent devant la Bastille : des Essarts étoit en état de la défendre. Le Bourguignon l'engage à la rendre, promettant sur son honneur qu'il ne lui sera fait aucun mal. L'honneur d'un assassin, quelle garantie ! Des Essarts a l'imbécillité de s'y confier. Il se livre ; on le met en prison pour sa sûreté. Les factieux se présentent ensuite à l'hôtel Saint-Paul, où de-

meuroit le dauphin, parcourent les appartemens, demandent à grands cris qu'il leur livre les traîtres dont il est environné; que, s'il hésite, ils les prendront eux-mêmes et les massacreront sous ses yeux.

Le duc de Bourgogne se mêloit dans la foule comme pour l'apaiser. Le dauphin lui dit : « Beau-père ! cet outrage m'est fait par votre conseil, et ne vous en pouvez excuser, car gens de votre hôtel sont les principaux. Si sachez sûrement qu'une fois vous en repentirez, et il n'ira pas toujours ainsi la besogne, à votre plaisir. — Monseigneur, répond froidement le duc, vous vous informerez quand serez refroidi de votre ire. » Sous les yeux du jeune prince, frémissant d'indignation, on enlève les seigneurs ses plus affidés, son chancelier, les officiers de sa maison. Ils sont conduits à l'hôtel de Bourgogne, et plusieurs sont massacrés en chemin. Le régent se trouve prisonnier dans son hôtel. Le duc avoit mené avec lui d'anciens rebelles de Gand, qui portoient le chaperon blanc. Ceux de Paris l'adoptèrent. Le chirurgien Jean de Troye en coiffa Charles VI, qui alloit à la cathédrale rendre grâces à Dieu de sa convalescence. Il s'établit des boutiques de ces chaperons; on se pressoit pour en acheter; n'en avoit pas qui vouloit. On en refusoit aux suspects d'orléanisme, et on l'arrachoit avec

injures et violence à ceux qu'on soupçonnoit ne le porter qu'à contre-cœur.

Voilà le régent châtié; mais il s'agissoit de punir encore ceux qui, abusant de la confiance du jeune prince, l'avoient aliéné de son beau-père. Après deux jours d'une tranquillité apparente, les chefs des séditeux paroissent de nouveau à l'hôtel Saint-Paul, tenant en main une liste de proscription, et forcent le prince d'en écouter la lecture. Elle contenoit soixante personnes, dont vingt présentes sont arrêtées sur-le-champ et conduites en prison; les autres furent citées à son de trompe. Quelques-unes s'évadèrent, quoique les mutins eussent mis des gardes aux portes de la ville. Le lendemain ils revinrent en plus grand nombre, forcèrent le régent d'entendre une invective contre son gouvernement, prononcée par un carme nommé frère Eustache, pénétrèrent jusqu'au roi, lui présentèrent une nouvelle liste de proscription plus forte que la première, et déclarèrent qu'ils ne se retireroient pas sans emmener avec eux les personnes qu'ils désignoient. Il y en avoit des deux sexes et de tout état. L'archevêque de Bordeaux, la chancelier, le confesseur de la reine, des seigneurs et officiers du palais, environ vingt dames et demoiselles du service de la reine et de la dauphine; tous furent liés deux à deux sur des chevaux, et transportés en prison à

travers les huées et les outrages de la populace. Le duc de Bourgogne faisoit encore semblant de vouloir arrêter ces violences. Les mutins lui répondirent : « C'est pour le bien du roi et l'avantage du royaume. »

Ils contraignirent le monarque de nommer des commissaires pour faire le procès aux prisonniers, et firent approuver leurs attentats par cette espèce de tribunal. Plusieurs d'entre eux, jugés les plus capables, s'occupèrent par leur ordre d'un règlement de l'état. On appela ce nouveau code, *Ordonnances cabochiennes*. Le roi, accompagné des princes et du conseil, coiffés du chaperon blanc, alla le faire enregistrer au parlement. Les assemblées du peuple étoient fréquentes : c'est là que s'échauffoit la populace ; il étoit important aux chefs de lui donner moyen de s'y rendre assidue, sans que sa subsistance, qu'elle tiroit de ses travaux ordinaires, en souffrît. Sous prétexte d'une guerre imminente avec l'Angleterre, le conseil de la commune établit un impôt forcé qu'il fit tomber sur les suspects. L'argent qui en provenoit étoit distribué aux habitués de ces deux assemblées, hommes et femmes, qui trouvoient très-doux de vivre à leur aise dans le désœuvrement.

Plusieurs meurtres furent commis, sans forme de procès, par Jacqueville et ses adhérens. Il tua, d'un coup de hache, dans la pri-

son, le jeune La Rivière, qui avoit pour tout crime d'être fils du ministre La Rivière, disgracié au commencement du règne, et ami de Montaignu, cette victime de la haine de duc de Bourgogne. On remarquera que Montaignu fut condamné et conduit au supplice par des Essarts, alors prévôt de Paris. Dès ce temps le duc de Bourgogne, dont il étoit l'agent et le ministre, lui avoit dit : « Prévôt de Paris, Jean de Montaignu a mis vingt-deux ans à soi faire couper la tête ; mais vraiment vous n'y en mettez pas trois. » Ses tergiversations le conduisirent à l'échafaud presque dans le temps prédit. Il vivoit assez tranquille à la Conciergerie, dans la confiance de la promesse que lui avoit faite le duc de Bourgogne, quand il se rendit à lui. La populace vint l'en arracher, le traîna d'abord sur une claie, puis dans une charrette au lieu du supplice. Il espéroit toujours pendant le chemin d'être délivré, et sourioit au peuple ; mais si son ancien protecteur ne poursuivit pas sa mort, il ne fit du moins aucune démarche en sa faveur. Des Essarts eut la tête tranchée ; elle fut portée au bout d'une pique, et ensuite attachée avec son corps aux fourches patibulaires de Montfaucon.

Le dauphin tâcha de se sauver, mais il étoit trop bien gardé pour y réussir. Il ne savoit pas s'ennuyer, art plus utile qu'on ne pense.

Pendant sa prison il se donnoit dans son appartement des concerts ; on y dansoit même quelquefois. Le capitaine Jacqueville, passant auprès du palais , entend la symphonie , entre brusquement , reproche au jeune prince ce qu'il appelle des dissolutions , et accable d'invectives Georges , sire de la Trémouille , comme instigateur et complice de ces plaisirs indécens. Le dauphin indigné porte un coup de dague à Jacqueville. Il l'auroit percé , s'il n'avoit pas eu sous son pourpoint une chemise de mailles. Les satellites du capitaine auroient massacré la Trémouille , sans le duc de Bourgogne qui survint.

Si le dauphin ne pouvoit sortir , il avoit des émissaires secrets qui lièrent des intelligences avec les Orléanois. Ces princes ajoutèrent le roi de Sicile et le duc de Bretagne à leur ancienne confédération. Cette nouvelle ligue parut au duc de Bourgogne assez formidable pour qu'il crût devoir se prêter à une négociation. D'ailleurs il commençoit à être embarrassé lui-même des séditeux , qu'il ne conduisoit pas toujours comme il vouloit. Les conférences se tinrent à Pontoise. On y convint , comme à Bourges et comme à Auxerre , « qu'on vivroit désormais en bon amour , en union , comme vrais amis et parens. » Les princes donnèrent toutes les sûretés qu'on exigea pour dissiper le soupçon qu'en faisant la

paix ils eussent dessein de s'emparer du roi , de la reine , du dauphin , ni « de les porter à la vengeance contre la ville de Paris. » Cet article fut mis pour empêcher les coupables de se livrer à quelque acte de désespoir.

Sitôt que la paix fut signée , on la porta au parlement , qui la signa aussi. Les bons bourgeois , magistrats et officiers municipaux se répandirent dans les assemblées populaires , dont la confusion qui y régnoit les éloignoit auparavant. Ils s'appliquèrent à détromper le peuple , et à le prémunir contre les terreurs que les orateurs des séditieux tâchoient de lui inspirer , disant que « les princes ne faisoient la paix que pour détruire la ville , massacrer les principaux habitans , et ceux mêmes qui venoient actuellement dans leurs assemblées prêcher la soumission , et que ces zélés prédicateurs d'une prétendue paix ne tarderoient pas à voir ces princes prendre leurs femmes et les faire épouser à leurs valets. » Ces boute-feux demandoient que les articles leur fussent communiqués , et discutés dans une assemblée générale qui seroit convoquée à l'hôtel-de-ville , où ils étoient sûrs de faire rejeter le traité. On para ce coup en allant recevoir les suffrages dans les assemblées de quartier ; là , les mutins , confondus avec les gens sages , dénués alors de l'audace que donnent les grands rassemblemens , n'osèrent résister au vœu de

la paix. Elle fut publiée avec une allégresse générale. Le dauphin monta à cheval avec le duc de Berri. La troupe qui les accompagnoit, grossie à tous momens par une foule de bourgeois en armes , se trouva en peu de momens de trente mille hommes. Un reste de séditieux , qui cependant s'élevoit encore à près de trois mille , sembloit se préparer à une attaque de l'hôtel Saint-Paul : le duc de Bourgogne les fit retirer. Il se joignit lui-même à la troupe de son gendre , et alla avec lui dans toutes les prisons pour en faire sortir les personnes que les séditieux y avoient renfermées.

Se trouvant au milieu de ses ennemis et à leur discrétion , Jean-sans-Peur eut quelque crainte. En effet, l'occasion se présentoit belle pour s'assurer de cet homme dangereux , et le mettre hors d'état de nuire. Il étoit si peu sincère dans ses démonstrations d'union et de paix , que quelques jours après il tenta d'enlever le dauphin dans une partie de plaisir au bois de Vincennes. N'ayant pas réussi, il se retira en Flandre , abandonnant à la justice des lois ceux de ses complices qui n'avoient pas eu la prudence de se mettre en sûreté. Le peuple les vit exécuter sans regret et avec l'empressement qu'il montre toujours pour ces sortes de spectacles. Dans la maison du frère de Jean de Troye , qui fut puni du dernier supplice , on trouva une liste de quatre cents



personnes dévouées à la mort avec leurs familles. Cette révolution arriva à temps pour plusieurs prisonniers dont la vie devoit être tranchée le lendemain.

Les personnages changèrent ; mais la scène, à quelques horreurs près , resta la même. Sitôt que le duc de Bourgogne se fut retiré , les princes orléanois revinrent et se rendirent à leur tour maîtres du roi , du dauphin et du conseil. Les ministres du choix du duc furent congédiés. La nouvelle faction dominante leur substitua ses affidés. Le sire d'Albret et le comte d'Armagnac , qui , alliés aux Anglois , sortoient de faire la guerre au roi , rentrèrent dans toute leur ancienne faveur. Le premier recouvra l'épée de connétable , et le second tout l'ascendant d'un chef de parti. Le roi enjoignit aux curés et prédicateurs d'annoncer dans leurs prônes et sermons qu'il avoit été *déçu , séduit et mal informé*. Il fallut alors tourner contre les Bourguignons les anathèmes lancés contre les Orléanois. Les poètes et les libellistes chantèrent la palinodie ; et Jean-sans-Peur , si loué , si fêté , devint du jour au lendemain l'objet de la satire et des railleries publiques. On envoya , de la part du roi , lui demander la restitution de quelques villes promises par les derniers traités , et lui défendre de conclure aucune alliance avec le roi d'Angleterre , qui lui faisoit demander une de ses

filles en mariage pour le prince de Galles. Le roi de Sicile lui renvoya Catherine de Bourgogne sa fille, qu'il avoit reçue chez lui pour la marier avec son fils aîné; mais il retint ses bagues et bijoux, et une somme considérable donnée en avancement de dot. Le duc essuya ces affronts avec une indifférence méprisante, comme venant de gens qui avoient plus de désir de l'insulter que de pouvoir de lui nuire.

Cependant la reine et le dauphin, qui auroient dû sentir que le parti d'Orléans, qu'ils venoient d'embrasser, ne pouvoit en imposer à leur ennemi que par beaucoup d'union entre eux, se permirent des actions qui marquoient de la mésintelligence. Isabelle, accompagnée du roi de Sicile, alla enlever d'auprès du dauphin son fils quatre jeunes seigneurs ses favoris. Le prince fit des efforts pour les retenir, et menaça même d'appeler le peuple à son secours, mais ce fut en vain. On présume que la reine les soupçonnoit d'être des agens secrets du duc de Bourgogne pour regagner son gendre. Cette conduite mortifia beaucoup le jeune prince. Il se plaignit de n'être soustrait à la fêrule du duc de Bourgogne que pour être mis sous celle des Orléanois; et il paroît qu'il écrivit à son beau-père de venir le délivrer.

Le duc de Bourgogne ne pouvoit recevoir une prière plus conforme à ses désirs. Il ar-

moit déjà. Fort de la demande de son gendre, il redoubla et hâta ses préparatifs. Il publioit que c'étoit sur les instances expresses du dauphin qu'il venoit à son secours. Il partit en effet et s'avança vers Paris, à la tête d'un corps de troupes assez fort pour un coup de main, trop foible pour un siège. Les Armagnacs levèrent dans la capitale onze mille hommes bien armés, en firent une revue pompeuse en présence du peuple pour le rassurer. Ils firent publier à son de trompe, dans les principales places, que le duc de Bourgogne parloit contre la vérité lorsqu'il disoit que le dauphin l'avoit mandé. Cette proclamation se faisoit au nom du prince lui-même, qui étoit présent, et qui ne la désavouoit pas.

Ensuite les chefs se partagèrent les quartiers, s'y logèrent pour contenir le peuple, fermèrent et terrassèrent les portes de la ville, à deux près, qu'ils laissèrent ouvertes, mais bien gardées; et, ces précautions prises, ils attendirent tranquillement l'ennemi. Il se présenta de plusieurs côtés, offrit la bataille, pilla et brûla des villages pour attirer les Parisiens hors de leurs murs : il ne réussit pas; et, voyant apparemment les mesures trop bien prises, et ne jugeant pas sa cabale assez puissante pour risquer une attaque, il se retira.

Il fut poursuivi par des manifestes pleins de qualifications injurieuses, telles que celles de *traître*, de *rebelle*, d'*assassin*, d'*ennemi de l'État*. Pour le couvrir de l'ignominie qu'à la vérité il méritoit bien pour le meurtre du duc d'Orléans, on remit sous les yeux du public cette infâme action, en soumettant à un examen juridique la fameuse harangue de Jean-Petit son défenseur. Avant que d'en laisser prononcer la condamnation par l'évêque de Paris, on envoya demander au prince, par une déférence insultante, s'il prétendoit soutenir les principes de son orateur. Il répondit adroitement « que ledit maître Jean-Petit il ne prétendoit avouer ni porter, sinon en son bon droit. » La sentence tomba donc sur les propositions homicides qui furent condamnées, sans parler du duc de Bourgogne. Un cahier contenant ces propositions fut lacéré et brûlé en présence d'une assemblée de prélats et de docteurs. Avant l'exécution, un orateur, nommé Benoît Gentien, les réfuta avec tant de véhémence et de si bonnes preuves, que le peuple, dont la plus grande partie avoit été jusque là dans les intérêts du duc de Bourgogne, parut avoir changé à son égard.

Mais les Orléanois ne se fièrent pas à ces favorables dispositions d'un peuple inconstant. Sous prétexte de précautions que diverses circonstances rendoient successivement néces-

saires , on remplit la ville de soldats qui marchoient dans les rues en ordre de bataille. On exigea des contributions excessives pour la paie de ces troupes ; et comme les Bourguignons , dans le temps , avoient fait tomber les taxes sur les suspects d'orléanisme , les Orléanois les jetèrent sur les soupçonnés Bourguignons. Les chaînes des coins des rues , dont les bourgeois se barricadoient dans les émeutes contre les troupes réglées , furent enlevées et portées à la Bastille. Tous les bourgeois , sans distinction , eurent ordre de remettre leurs armes et tout instrument meurtrier dans des dépôts indiqués.

Ceux qui s'étoient montrés attachés aux princes commencèrent à se repentir de n'avoir affranchi leur concitoyens de la tyrannie du duc de Bourgogne que pour les livrer à la tyrannie du comte d'Armagnac. On savoit que c'étoit lui qui jouissoit de la principale autorité dans le parti ; c'étoit par conséquent sur lui que les Parisiens rejetoient les traitemens rigoureux qu'ils éprouvoient , et ils en conçurent une haine qui eut pour le comte de funestes suites. Dans l'intention de compléter les desseins pris en particulier contre le duc de Bourgogne , il y eut à l'hôtel Saint-Paul une assemblée composée de la reine , du dauphin , des princes du sang , des seigneurs , des prélats et des gens du conseil ,

dans laquelle, sur l'avis pris de chacun d'eux, il fut décidé, au nom du roi, pour lors malade, « que le monarque pouvoit et devoit faire la guerre au duc de Bourgogne, jusqu'à ce que lui et ses partisans fussent du tout détruits, déshérités, ou du moins humiliés. »

[1414] Humilier Jean-sans-Peur étoit peut-être une entreprise plus difficile que de le *détruire*. Toutes les forces de la France y furent employées. Le roi, revenu en santé, marcha contre lui en personne, accompagné de tous les princes qu'il avoit poursuivis devant Bourges lorsqu'il accompagnoit le Bourguignon. On trouva mauvais que les troupes portassent l'écharpe d'Armagnac, ce qui donnoit à cette guerre un air de faction. Le gouvernement de Paris fut confié, en l'absence du dauphin, au duc de Berri. Compiègne, où le duc de Bourgogne avoit une garnison, se rendit par composition. Le comte d'Armagnac s'opposoit à la capitulation, parce qu'il en avoit destiné le pillage à la récompense des soldats. La malheureuse ville de Soissons paya pour Compiègne. Inutilement elle tâcha d'obtenir des conditions justes qu'elle proposoit. Le comte d'Armagnac les fit refuser, soutenant que ce seroit décourager le soldat que de le priver une seconde fois du butin qu'il attendoit ; que d'ailleurs il falloit donner un exemple capable d'effrayer les autres villes. Soissons fut donc

prise d'assaut et pillée avec toutes les horreurs qu'on pouvoit attendre d'une soldatesque avide et sans pitié. La marche de l'armée ne fut plus ensuite qu'une course jusqu'à Arras, que le duc de Bourgogne avoit eu soin de rendre capable d'une longue résistance. Aussi donna-t-elle le temps à la comtesse de Hainaut sa sœur, et au duc de Brabant son frère, de se porter pour médiateurs.

Ils réussirent, malgré les obstacles qu'élevèrent les Armagnacs qui entouroient le roi. Le retour de sa raison lui faisoit connoître que la paix étoit préférable à des triomphes sur ses propres sujets; et, quand il retomba dans sa maladie, le dauphin, également mécontent et de l'ascendant que prenoit le duc d'Orléans et de la hauteur impérieuse du comte d'Armagnac, fit la paix avec leur ennemi. Il n'y eut dans la discussion aucune difficulté de la part du duc de Bourgogne. Il accepta toutes les propositions qu'on lui fit, satisfait d'échapper à une irruption si formidable, et sûr que les circonstances futures l'autoriseroient assez à ne pas remplir les conditions qui lui déplairoient. Il fut convenu que les clefs d'Arras seroient livrées au roi; que quand les étendards de France auroient flotté sur les remparts de la ville, on la rendroit au duc; que lui, de son côté, remettrait les villes qu'on lui avoit demandées;

qu'il éloigneroit de sa personne de mauvais conseillers qu'on lui indiqueroit ; que les biens saisis seroient restitués , et les prisonniers mis de part et d'autre en liberté , les déclarations portées contre lui annulées , et des lettres de réhabilitation expédiées , les plus favorables possibles ; mais que le duc ne pourroit venir à Paris sans une permission expresse , et qu'il renonceroit à toute alliance avec l'Angleterre.

Les princes d'Orléans montrèrent beaucoup de répugnance à accepter cette paix , et à la garantir par leur signature. Ils la refusèrent jusqu'à trois fois , et ne cédèrent qu'auton d'autorité que prit le dauphin. Les Parisiens , accoutumés à se croire importants , demandèrent au duc de Berri , leur gouverneur , que les articles leur fussent communiqués ; il leur répondit : « Ce ne vous touche en rien , ne entremettre ne vous devez de notre sire le roi ne de nous , qui sommes de son sang et lignage ; car nous nous courrouçons l'un l'autre quand il nous plaît ; et quand il nous plaît , la paix est faite et accordée. » Le peuple avoit donc grand tort de se mêler de leurs querelles.

Pendant l'expédition d'Arras , le duc de Berri reçut à Paris les ambassadeurs de Henri V , roi d'Angleterre , envoyés pour demander en mariage la princesse Catherine ,



dernière fille de Charles VI. Ils venoient aussi, disoient-ils , pour faire *une grande paix* avec la France ; mais ils mettoient pour base la restitution de la Guienne en toute souveraineté, conformément au traité de Bretigny. La négociation, sans être absolument rompue, se trouva suspendue par la paix d'Arras, qui enleva aux négociateurs anglois les facilités qu'ils espéroient de la guerre de Flandre.

On ne parloit plus guère du schisme : les troubles intérieurs avoient fait diversion à cette contestation, si animée dans son principe. Cependant on ne perdoit pas absolument de vue cette affaire. La France envoya dans cette vue des agens au concile de Constance, qui, à la fin de terminer le schisme, avoit été indiqué pour cette année par Jean XXIII (Balthazar Cossa), successeur d'Alexandre V, et bien éloigné de ressembler à ce pontife estimable. Entre les docteurs députés par l'université de Paris brilloit Jean Gerson. Il fit condamner les propositions de Jean-Petit, qu'un évêque d'Arras, dominicain, confesseur du duc de Bourgogne, s'efforçoit de défendre. Gerson contribua aussi à la déposition forcée de Jean XXIII, à la démission volontaire de Grégoire, et par conséquent à rendre vacant le siège pontifical. Il fut rempli, en 1417, par Othon Colonne, qui prit le nom de Martin V, et fut généra-

lement reconnu, excepté dans le petit château de Peniscola, au royaume de Valence, où l'inflexible Pierre de Lune, connu sous le nom de Benoît XIII, ne cessa de se parer de la tiare. Tous les jours, jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans, d'une fenêtre de son château, il excommunioit ses compétiteurs et les potentats soustraits à son obéissance. Deux seuls cardinaux qui l'accompagnoient lui donnèrent pour successeur, en 1424, Gilles de Mugnoz, chanoine de Barcelone, qui prit le nom de Clément XIII, et qui se démit cinq ans après son élection. En lui finit le grand schisme, qui avoit duré plus de cinquante ans.

En précipitant la paix d'Arras, qu'une armée si formidable, quoique affoiblie par les maladies et la désertion, auroit pu rendre plus décisive, le dauphin avoit un dessein secret. Il projetoit de se rendre maître de Paris, d'en expulser Bourguignons et Armagnacs, et même sa mère, et tout ce qui gênoit son autorité. Les mesures étoient assez bien prises. A une heure indiquée, la cloche de Saint-Eustache devoit sonner, le quartier des Halles se soulever, les conjurés aller au Louvre, mettre le dauphin à leur tête, se saisir des postes les plus importans, chasser les Orléanois, et massacrer ceux qui feroient résistance. Le complot fut découvert, la clo-

che ne sonna pas. Les ducs d'Orléans et de Bourbon, avertis à temps, s'emparèrent du Louvre, et y renfermèrent le dauphin lui-même. Les inventeurs du projet, la plupart jeunes courtisans, furent surpris dans leurs lits. Quelques jours après, le prince, trouvant un moment favorable, s'échappe du Louvre, quitte Paris, se retire à Bourges, et de là à Mehun-sur-Yèvre.

Comme il n'avoit de préparatifs que pour une surprise, sans troupes, sans argent, sans moyens d'attaque, il ne fut pas difficile de le rappeler. Il se prêta aux instances de la reine, des ducs de Berri et d'Orléans, et promit de se rendre à Corbeil, où il les pria de se trouver. Sûr que toute la cour l'attendra dans ce bourg, il sauve une marche, entre dans Paris, fait fermer les portes, et envoie aux *expectans* de Corbeil ordre de se retirer chacun dans leurs châteaux, excepté le duc de Berri, qui pouvoit revenir.

La première opération du jeune prince fut de s'emparer des finances de sa mère. Isabelle aimoit à thésauriser. Cette violence l'aigrit contre son fils, et ne la corrigea pas. Il fit de magnifiques promesses au peuple qu'il le soulageroit quand il se seroit procuré une connoissance plus exacte de l'état du royaume. Il prit cet engagement solennel dans une assemblée où se trouvèrent le prévôt de Paris,

celui des marchands , le conseil municipal et les principaux bourgeois convoqués exprès. Dans son discours , le chancelier du dauphin signala , sinon nominément , du moins de manière à n'être pas méconnus , la reine , les ducs de Berri , de Bourgogne et d'Orléans , comme auteurs des désordres et participant aux déprédations. Malheureusement le jeune prince n'étoit pas lui-même à l'abri des reproches. Mal entouré , ardent pour les plaisirs , il menoit une vie peu régulière , professoit une passion ouverte pour une des filles de la dauphine , et portoit publiquement son chiffre et ses couleurs. Quoique la princesse de Bourgogne son épouse fût jeune et belle , il l'avoit reléguée dans le château de Saint-Germain-en-Laye. Son beau-père lui envoya des ambassadeurs pour l'engager à la rappeler et à vivre avec elle. Le gendre n'en tint compte. En vain aussi le duc refusa de ratifier la paix d'Arras , et signifia qu'en cas d'une guerre avec l'Angleterre , qui paroissoit prochaine , ni lui ni ses sujets ne prendroient les armes pour la France ; cette menace piqua le gendre sans le changer , et le beau-père , crainte de pire , envoya sa ratification.

[1415] Cette paix suspendit les projets de Henri V , roi d'Angleterre , ou plutôt lui donna le temps de les mûrir pendant la sécurité qu'elle inspira à la cour de France. On a

vu que lui et Henri IV son père, connoissant les dissensions qui la divisoient, avoient endormi sa prévoyance par des propositions de trêves prolongées et des espérances de paix définitive, toujours sous les conditions du traité de Bretigny. Cette fois le monarque anglois, bien muni, bien préparé, n'usa plus de ménagemens, et envoya demander non des villes et des provinces, mais la couronne de France, fondé sur le droit signifié par Edouard III à Philippe de Valois. Après cette première et brusque proposition, les ambassadeurs se rabattirent dans la négociation à ce qu'on ajoutât aux concessions de Bretigny la Normandie, l'Anjou, le Maine, en toute souveraineté, et l'hommage de la Bretagne et de la Flandre. Enfin ils dirent qu'ils se contenteroient, toujours avec les concessions de Bretigny, de deux comtés à leur bienséance, de la main de la princesse Catherine, avec une dot de deux millions d'or. Refus. Alors proposition, en accordant la princesse, d'abandonner pour sa dot les parties de la province de Guienne revenues à la France depuis le traité de Bretigny. Les ambassadeurs anglois se retirèrent, et emmenèrent en leur compagnie des agens françois pour terminer la négociation. Ce n'étoit qu'une feinte, et, pendant qu'on amusoit la cour de France par des négociations, Henri jetoit sur les côtes

de Normandie six mille hommes d'armes et vingt-quatre mille archers qui investissoient Harfleur.

Grand étonnement à la cour. On s'y étoit flatté que certain empressement, remarqué dans Henri quand on lui parloit des charmes de la princesse, suspendroit les hostilités, comme si c'étoit là de ces passions qui font taire l'ambition. Harfleur fut attaquée avec vigueur. Cette ville étoit si mal pourvue que les munitions manquèrent quinze jours après le commencement du siège. La garnison capitula, à condition de se rendre si elle n'étoit pas secourue dans un temps limité assez court. Quand elle envoya porter les articles à la cour, on répondit « que la puissance du roi n'étoit pas assemblée, ni prête pour donner secours hâtivement; » elle sortit avec ses bagages. Mais elle n'avoit pas capitulé pour les habitans; les Anglois, comme ils avoient fait à Calais, les mirent dehors, hommes, femmes, enfans, vieillards, avec un seul habit, et chacun cinq sous qu'on leur donna aux portes.

Il paroît que Henri, après cette conquête, fut embarrassé sur ce qu'il devoit faire. Il montra d'abord l'intention de porter ses armes dans la Guienne; mais il sut que la puissance du roi s'assembloit, et craignant d'être assailli pendant un si long trajet par une armée fraîche et nombreuse, tandis que la sienne diminuoit

par la mortalité qui s'y étoit introduite , il résolut de ne pas trop s'éloigner des côtes , et de gagner Calais , où il pourroit prendre le parti , ou d'avancer en France , sûr de ses derrières, ou de retourner dans son royaume ; mais cette marche n'étoit pas facile à exécuter. A peine avoit-il levé le camp d'Harfleur, que de petits corps , avant-coureurs de la grande armée , se mirent à l'inquiéter. Il traversa cependant heureusement la Normandie , une partie de la Picardie , et arriva sur le bord de la Somme. Là , il se trouva dans la même perplexité qu'avoit éprouvée Edouard III son bisaïeul , avant la bataille de Créci. Comme à Edouard, un heureux hasard fournit à Henri V le moyen de passer cette rivière ; non plus au gué de Blanquetaque qu'il trouva défendu et hérissé de pieux , mais entre Péronne et Saint-Quentin , où il trompa la vigilance des François. Enfin , comme ce prince , il se vit près d'être enveloppé par une armée infiniment plus nombreuse que la sienne. On fait monter celle des François à cent cinquante mille hommes , et on rabat celle des Anglois à neuf mille. Exagération des deux côtés ; mais du moins est-il certain que nos troupes étoient quatre fois plus nombreuses que celles des Anglois.

On dit qu'à l'exemple d'Edouard , Henri proposa des conditions très-avantageuses ,

savoir : la restitution d'Harfleur , une somme en dédommagement du butin , et la liberté des prisonniers qu'il traînoit après lui : mais , après être descendu à ces offres qu'on rejeta , il répondit fièrement , lorsqu'on envoya lui assigner le lieu et le jour de la bataille : « Je ne prends ni la loi ni le conseil de mon ennemi , » et il ne songea qu'à vendre chèrement la victoire , s'il devoit y renoncer. L'endroit où il fut attaqué est près d'un village du comté de Saint-Paul en Artois , nommé Azincourt , dont la bataille a pris le nom. Elle ressembla tellement à celle de Poitiers et de Créci , qu'on peut en faire un exact parallèle. L'impatience , le bruit , le désordre étoient au comble dans l'armée françoise. Les Anglois au contraire se préparoient au combat dans le plus profond silence. Mais ce calme terrible étoit moins en eux l'effet du découragement et de la consternation , que de la résolution bien arrêtée de triompher ou de mourir. La veille , la plupart se confessèrent , considérant le lendemain comme le dernier jour de leur vie ; et c'est dans l'acquiescement à un tel sacrifice qu'ils attendirent le retour du soleil. A peine il parut , que les François de l'avant-garde , comme à la journée de Créci , se hâtèrent encore de combattre , de peur que l'ennemi ne leur échappât ; ils fondirent sur lui avec une impétuosité aveugle , sans aucune discipline ,



se culbutant les uns les autres , et rompant leurs propres bataillons pour arriver les premiers à l'ennemi. Comme à Poitiers , et par les mauvaises dispositions du connétable , ils avoient été resserrés dans un terrain étroit , où les archers anglois , placés avantageusement , les choisissoient à leur aise et les perçoient à leur gré ; et comme à Courtrai , ils s'entassèrent dans une vallée fangeuse , si près les uns des autres , qu'ils ne pouvoient se remuer. Le désordre commença par eux-mêmes et par l'inexécution des divers ordres du connétable , que les officiers subalternes se permirent de juger et de ne pas suivre ; et surtout par l'insubordination de ces guerriers indociles qui abandonnoient leurs postes pour chercher au premier rang et auprès des princes des dangers qu'ils croyoient plus honorables , et qui n'y portoient que la gêne et la confusion. Une charge faite à propos par les Anglois augmenta le désordre et décida la victoire en leur faveur. Elle ne leur demeura pas cependant sans avoir été disputée dans le centre même des forces angloises. Dix-huit François , réunis par le serment de vaincre ou de mourir , se font jour , à travers les escadrons anglois , jusqu'à leur roi. Le duc d'Yorck son frère est tué à ses côtés par le duc d'Alençon , prince du sang de France , qui commandoit le corps de bataille , et qui s'étoit flatté de ré-

tablir le combat. Henri lui-même tombe sur ses genoux en voulant secourir son frère. Le prince françois l'approche, se nomme, le défie, et d'un coup de hache abat la moitié de la couronne qui surmontoit son casque. Un second coup alloit sauver la France; mais d'un revers Henri l'étend à ses pieds, et malgré les efforts du roi, ses soldats l'achèvent. Les dix-huit dévoués périrent sur le champ de bataille. La réserve prit la fuite sans combattre. Au moment où le monarque anglois commençoit à jouir de son triomphe, des cris d'épouvante se mêlent aux chants de victoire. Il regarde d'où partent ces clameurs, et voit son camp tout en feu. Les goujats et les valets de l'armée françoise l'avoient surpris et pillé pendant que leurs maîtres se battoient. Henri, ou par un mouvement subit de colère, ou par la crainte de quelque tentative de la part des prisonniers, presque égaux en nombre à ses soldats, ordonna cruellement qu'ils fussent tous massacrés.

On compta dix mille morts sur le champ de bataille, entre lesquels quatre princes de sang, le duc d'Alençon, le duc de Brabant et le comte de Nevers, tous deux frères du duc de Bourgogne, et le prince de Bourbon-Préaux; le connétable d'Albret, beaucoup de ducs, comtes et seigneurs titrés, cent vingt seigneurs bannerets et neuf mille chevaliers ou gentils-

hommes. Il y a peu de familles illustres de France qui ne trouvent dans la liste funéraire de l'historien Daniel les noms de leurs ancêtres. Il y eut seize cents chevaliers ou écuyers prisonniers. Les plus remarquables étoient Charles, duc d'Orléans, Jean, duc de Bourbon, Louis de Bourbon, comte de Vendôme, Charles d'Artois, comte d'Eu, et le comte de Richemont, frère du duc de Bretagne. Le roi ni le dauphin ne se trouvèrent à cette bataille, par la raison qu'apporta le duc de Berri. « J'ai vu, dit-il, celle de Poitiers où mon père le roi Jean fut prins, et vaut mieux perdre la bataille sans le roi, que le roi et la bataille. » Mais il auroit mieux valu ne pas la laisser livrer. Le même duc de Berri, qui avoit été témoin des heureux effets de la circonspection de Charles V son frère, s'étoit efforcé en vain de la faire prévaloir dans le conseil, et la bataille y avoit été résolue.

Le duc de Bourgogne, pendant qu'on formoit l'armée contre les Anglois, avoit offert de joindre ses troupes à celles des autres seigneurs qui accouroient sous la bannière royale; on délibéra au lieu d'accepter ses offres. Satisfait alors d'avoir sauvé les apparences, il donna des ordres pour empêcher le comte de Charolois son fils, jeune prince rempli d'honneur et de bonne volonté, d'aller joindre l'armée royale. Cependant, après la

défaite qui avoit coûté la vie à ses frères , il renouvela ses offres ; mais le dauphin sonendre , auquel on avoit donné le titre de lieutenant général du royaume , non-seulement le refusa encore , mais lui envoya défense d'approcher de Paris. Peut-être eut-on même raison dans les deux circonstances, voir , la crainte que l'Anglois et le Bourignon , au lieu de se combattre , ne s'enlissent pour appuyer réciproquement ; projets ambitieux.

Le parti du duc d'Orléans , quoique pri-er , dominoit dans le gouvernement , les principaux membres étoient de son

Sa faction , pour soutenir sa prépon-  
e , fit appeler le comte d'Armagnac à  
ité de connétable , à la place de Charles  
t , tué à la bataille d'Azincourt. Pres-  
sionement qu'il saisit la puissance , il  
ut l'unique dépositaire par la mort  
hin Louis , lieutenant général du  
Ce prince ne pouvoit descendre au  
entre deux factions , sans qu'on ne  
ût que ce fût l'effet du poison ;  
uits vagues ne furent accompagnés  
herches ni de preuves. Jean son  
toit marié à Jacqueline de Bavière ,  
te de Hainaut , et nièce du duc de  
si fameuse par ses aventures et  
es , reçut la dénomination de  
ses hyménas

dauphin : mais dans la crainte de ne jouir de son titre que sous la condition d'entrer en la tutelle du comte d'Armagnac , il demeura à la cour de son beau-père.

Le nouveau connétable se fit donner la surintendance des finances , le gouvernement de toutes les forteresses du royaume , en un mot le pouvoir souverain le plus étendu. Cet excès d'autorité excita le murmure des grands , et provoqua d'autant plus la haine du peuple , qu'il en usoit sans ménagement. Il confirma les anciens impôts , et en établit de nouveaux , auxquels il assujettit le clergé et l'université , dont il repoussa durement les remontrances. Le comte d'Armagnac exclut du conseil ceux qu'il croyoit ne lui être pas assez dévoués. Les prisons se remplirent de Bourguignons , ou prétendus tels. Le connétable en faisoit une perquisition sévère. Deux hommes furent pendus pour avoir dit seulement , apparemment en forme de menaces , qu'il y avoit bien à Paris cinq mille hommes prêts à ouvrir les portes au duc de Bourgogne. Beaucoup de personnes modérées, craignant que leur conduite politique n'inspirât des soupçons qui les exposeroient à des vexations , s'exilèrent d'elles-mêmes.

[1416] La circonstance de la prison du duc d'Orléans , et de beaucoup de seigneurs ses partisans , donnoit à Jean-sans-Peur un grand

désir de revivifier sa propre faction. Comme il ne vouloit pas désobéir trop ouvertement aux défenses qui lui venoient de la part du roi d'approcher de Paris, il s'en tenoit à distance, à portée cependant de s'y rendre promptement quand l'occasion se présenteroit. Il ne prenoit pas de demeure fixe, mais parcouroit les villes circonvoisines, où il laissoit des soldats sous différens prétextes, recevoit amicalement les exilés de Paris, se familiarisoit avec tout le monde, paroissoit toujours prêt à partir et à obéir aux ordres qui lui venoient de s'éloigner, et ne s'éloignoit pas. Il fit surtout cette manœuvre à Lagny. Sa conduite devint un proverbe ; et il fit dire de quelqu'un lent dans ses opérations : *C'est un Jean de Lagny qui n'a point de hâte*. Ces délais affectés cachotent un complot pour se rendre maître de Paris. Quand il eut dressé ses batteries, pour écarter les soupçons, il se retira en Artois, d'après un ordre du dauphin son neveu, qu'il avoit probablement sollicité. En effet, son absence donna au connétable l'assurance de quitter Paris pour aller en Normandie réprimer les courses de la garnison angloise d'Harfleur. Pendant son absence, la vigilance de son parti devint moins active. Les Bourguignons, qui se trouvoient encore en grand nombre, s'assemblèrent secrètement. Voici le plan de révolution qu'ils formèrent ; nous

le croirions exagéré, si nous n'avions une malheureuse expérience de la fureur des factions. Ils devoient, sans distinction, égorger tous les orléanistes, renfermer le roi, la reine et le chancelier, charger de chaînes le duc de Berri et le roi de Sicile, les promener en cet état par la ville, montés sur des bœufs; les massacrer ensuite, ainsi que tous les princes, princesses et seigneurs qu'on pourroit arrêter, et le malheureux monarque lui-même, en cas de résistance. L'entreprise étoit avouée par le duc de Bourgogne, qui avoit envoyé aux chefs des lettres signées de sa main. Cependant on peut croire qu'un projet si horrible souffroit des exceptions dans l'approbation qu'il donna.

Tout étoit prêt; encore une heure, et le massacre commençoit. La femme de Lallier, changeur, demeurant sur le pont au Change, surprend le secret des conjurés, et, frémissant à l'idée du sang qui alloit couler, elle va le révéler à Bureau de Dammartin, membre du conseil. Celui-ci avertit la reine, les princes, le chancelier. Tous se réfugient avec le roi et leur suite dans le Louvre, le seul lieu de défense. Tannegui du Châtel, alors prévôt de Paris, rassemble en hâte ce qu'il peut de gens de guerre, s'empare des halles, d'où devoient partir les premiers coups des séditieux, enfonce les portes des maisons où des chefs

armés attendoient le signal. Il s'en assure , parcourt la ville , se fait ouvrir les lieux suspects. Pendant qu'on traîne les plus coupables en prison , les autres prennent la fuite. La punition suivit de près l'attentat. Des prisonniers , les uns furent expédiés publiquement , les autres noyés pendant la nuit. On ne doit pas oublier un Guillaume d'Orge-mont , neveu du chancelier de ce nom , chanoine de Paris , chargé de bénéfices lucratifs , qu'il tenoit de la munificence de la cour , et qui , pour la dignité de chancelier de Bourgogne que le duc lui promit , se chargea de diriger l'entreprise : le plus coupable de tous , il fut le moins puni. Réclamé par l'évêque et le chapitre de Paris , on le condamna seulement à assister au supplice de ses complices , et , après avoir été *mitré* et *prêché* publiquement , il fut renfermé et condamné au pain et à l'eau pour le reste de ses jours. Combien les temps de troubles révèlent d'ingrats et de traîtres ! Il est à remarquer que , dans les sentences portées contre les criminels , le duc de Bourgogne ne fut pas noté personnellement , par ménagement ou par crainte. On se contenta de donner un arrêt qui défendoit sous peine de mort d'enseigner les propositions homicides de Jean-Petit. C'étoit un reproche indirect du crime de Jean-sans-Peur , dont on renouveloit le souvenir chaque fois



qu'on vouloit le mortifier; sorte de vengeance qui satisfait sans fruit, et ne fait, au contraire, qu'augmenter l'animosité.

La nouvelle du complot de Paris força le connétable de faire une trêve avec la garnison d'Harfleur. Il revint bousillé de menaces et respirant la vengeance. Les Parisiens tremblèrent à son approche. Il fit enlever ce qui restoit de chaînes, et désarmer les bourgeois, défendit les assemblées sous les peines les plus sévères, et fit abattre la grande boucherie, le repaire des cabochiens. Les taxes furent augmentées; on multiplia les proscriptions, les emprisonnemens et les supplices. Alors, sans guerre déclarée, Armagnacs et Bourguignons se la firent cruellement dans la campagne. Ils se combattoient avec acharnement, et chaque parti, après l'action, attachoit ses prisonniers au gibet.

Se croyant assuré de Paris par ses exécutions, le connétable repartit pour faire le siège d'Harfleur; mais deux victoires navales remportées par les Anglois permirent de ravitailler la place, et forcèrent le connétable à lever le siège. Vers ce temps mourut Jean, duc de Berri, prince insouciant, personnel, s'impatientant des troubles, non parce qu'ils déchiroient la France, mais parce qu'ils nuisoient à sa tranquillité et à ses plaisirs. Quoiqu'il ne jouît pas d'une grande estime, son

rang et son âge étoient encore un frein aux passions haineuses , qui désormais , libres de toute contrainte , vont précipiter la France dans un gouffre de malheurs dont ceux qui ont précédé ne sont que l'ombre.

On cherche toujours quels étoient le motif et le but du duc de Bourgogne en fatiguant sans cesse la cour par des intrigues , en entretenant dans Paris , et tant qu'il pouvoit dans le royaume , une faction turbulente qu'il ne faisoit subsister que par des crimes , au lieu de vivre tranquille dans les belles provinces cédées à son père au détriment de la France. Son motif et son but étoient ambition , désir effréné de gouverner , de dominer , d'écraser ses rivaux , d'anéantir tous ceux dont l'existence étoit un continuel reproche de son premier forfait. Il faut que ces terribles passions aient prodigieusement troublé l'esprit et corrompu le cœur de l'arrière-petit-fils de Philippe de Valois , pour qu'il ait fait avec Henri V , l'arrière-petit-fils d'Edouard III , un traité qu'on ne croiroit pas si les historiens les plus éclairés et les moins partiaux ne le reconnoissoient pour authentique.

Il y dit « qu'ayant jusqu'alors méconnu la justice des droits du roi d'Angleterre et de ses nobles progéniteurs aux royaume et couronne de France , il a tenu le parti de son adversaire , en croyant bien faire ; mais que , mieux in-

formé, il tiendra dorénavant le parti dudit roi d'Angleterre et de ses hoirs, qui, de droit, sont et seront légitimes rois de France; qu'il reconnoît qu'il est tenu de lui faire, en cette qualité, hommage comme à son légitime souverain; qu'aussitôt qu'à l'aide de Dieu, de Notre-Dame et de monsieur saint Georges, ledit roi d'Angleterre aura fait la conquête d'une partie notable du royaume de France, il s'acquittera des devoirs qu'un vassal est obligé de rendre à son seigneur; qu'il emploiera toutes les voies et manières *secrètes* qu'il pourra imaginer pour que le roi d'Angleterre soit mis en possession réelle du royaume de France; que tout le temps que le roi d'Angleterre fera la guerre pour s'en emparer, lui, de son côté, combattra de toute sa puissance les ennemis désignés par A, B, C, D, et tous ceux de leurs sujets et adhérens qui sont désobéissans au roi d'Angleterre; qu'il proteste d'avance contre tous traités qu'il pourroit signer par la suite, dans lesquels il pourroit paroître favorable au roi Charles et au dauphin, déclarant que desemblables conventions sont de nulle valeur, et dressées uniquement pour les mieux tromper l'un et l'autre. » Il finit en promettant d'accomplir toutes ces stipulations *par la foi de son corps et en parole de prince*. Quelle foi! quel prince!

[1417] On a vu que , lorsque le dauphin Louis mourut , Jean son frère étoit chez le comte de Hainaut son beau-père. Le duc de Bourgogne et le parti d'Orléans lui envoyèrent des ambassadeurs pour l'attirer chacun de leur côté. Le jeune prince étoit peu capable de se décider par lui-même ; mais il avoit dans le comte un homme en état de le guider. Sans se montrer trop enclin pour le Bourguignon , le comte fit sentir aux Orléanois que son avis ne seroit pas que son gendre fléchît sous le comte d'Armagnac , comme avoit fait Louis son frère. Cependant il ne se refusa pas à une conférence dans laquelle on pourroit trouver des moyens de conciliation. Il mena Jean à Compiègne , et avança jusqu'à Senlis où s'étoient rendus la reine avec Charles son dernier fils , plusieurs seigneurs et quelques conseillers d'état , et se rendit avec eux à Paris.

Le comte de Hainaut , après des conférences qui durèrent trois jours , déclara positivement que tout examiné , il ne souffriroit pas que son gendrevînt à la cour sous le comte d'Armagnac , et qu'en conséquence il retourneroit en Hainaut , ou ne se rendroit à la cour qu'accompagné du duc de Bourgogne. Cette déclaration lui auroit coûté la liberté , s'il ne s'étoit promptement évadé. Mais en arrivant à Compiègne , il trouva le dauphin expirant. On publia qu'il étoit mort d'un abcès dans la

tête. Ce ne fut qu'un an après que le duc de Bourgogne décrivit dans un manifeste les marques d'une lividité suspecte aperçues sur son visage. « C'étoit, dit-il, grand'pitié à voir, vu que cette forme de meurtrissure est une manière dont gens empoisonnés ont coutume de mourir. » Jean ne laissa point d'enfans, non plus que Louis son prédécesseur. Charles, le cinquième et dernier fils du roi, prit le titre de dauphin à l'âge de quinze ans.

Les espérances qu'avoit conçues le duc de Bourgogne de rentrer dans le gouvernement sous l'égide du dauphin Jean, détruites par la mort trop prompte du jeune prince, renaquirent à l'occasion d'une brouillerie entre les deux personnages dominans à la cour de France, la reine et le comte d'Armagnac. On ignore le motif actuel de leur dissension; mais on sait qu'ils étoient jaloux l'un de l'autre. Souvent leurs inclinations et leurs ordres se contrarioient; il sembloit que ce fût perpétuellement entre eux une lutte de puissance; celle-ci resta au comte par la faute d'Isabelle.

Cette princesse vivoit le plus ordinairement éloignée de son époux dans le château de Vincennes, sans gêne et sans discrétion. Un chevalier nommé Bois-Bourdon lui rendoit des soins qu'on jugeoit trop assidus. Isabeau paroissoit n'avoir rien à craindre d'un mari dont l'esprit étoit ou aliéné, ou si affoibli quand

la raison lui revenoit, qu'il étoit presque incapable d'agir. Tout à coup Charles VI paroît à Vincennes, au moment où sa femme l'attendoit le moins. On ne sait ce qui se passa entre les deux époux; mais la reine partit avec un mince équipage pour Tours, où elle fut gardée à vue. Le favori, arrêté et appliqué à la question, avoua, dit-on, des crimes qui méritoient la punition qu'on lui fit subir. Il fut précipité dans la rivière, renfermé dans un sac, sur lequel étoit cette inscription : *Laissez passer la justice du roi.*

Il seroit difficile de ne pas s'imaginer que les soupçons du mari, inaccessible à tout autre qu'aux affidés du connétable, n'aient été éveillés par lui, et que ce ne soit lui qui ait dirigé la conduite de l'époux en cette occasion. On pense aussi que le complot contre la reine fut concerté avec le dauphin Charles son fils, ou du moins que la mère le crut, et que ce fut le motif de la haine qu'elle lui jura, et que les soumissions du prince dans les plus effrayantes détresses n'ont jamais pu fléchir. On a encore attribué cette aversion, au chagrin qu'elle eut de ce que son argent, qu'elle avoit déposé chez différens particuliers, fut porté au trésor royal, par ordre de ce même fils, pour la guerre contre l'Angleterre. Mais, sans nier que cet enlèvement ait pu exciter le ressentiment d'Isabelle, on conviendra que

l'attentat aux affections les plus chères d'une femme galante a été plus capable que toute autre cause d'ouvrir le cœur même d'une mère aux noires suggestions des furies vengeresses.

L'éloignement de la reine rendit le connétable maître absolu des affaires , mais ce fut pour sa perte. Du moins, quand la reine gouvernoit , elle présentait un titre , celui de régente , qui lui avait été conféré à plusieurs reprises, et le comte d'Armagnac, gouvernant avec elle , participait à son droit ; mais, cette princesse exclue , il ne restait au comte d'Armagnac que sa charge de connétable , et les autres dignités profitables qu'il avait entassées sur sa tête, titres plus capables d'inspirer de la prévention contre son gouvernement que de le faire respecter. Aussi le duc de Bourgogne ne manqua pas de crier à la tyrannie , et beaucoup de personnes , qui lui avaient été autrefois très-contraires, jugèrent que l'autorité , puisqu'elle ne pouvait recevoir son action d'un roi imbécile et d'un enfant de quinze ans , devait être plutôt confiée au premier prince du sang qu'à un simple allié de la maison royale. La conduite politique des deux rivaux décida la querelle.

Le connétable n'avait sur pied que les troupes qu'il venait de ramener du siège honteux d'Harsleur. Elles lui suffisaient à peine

pour tenir en bride les Parisiens , l'Ile-de-France et quelques villes à l'entour. Jean-sans-Peur voyoit vingt-cinq mille Anglois qui venoient de débarquer en Normandie ; lui-même avoit fait dans ses provinces des levées considérables qu'il répandoit dans la Picardie , s'approchant insensiblement de Paris , malgré les ordres de s'éloigner que lui envoyoit le dauphin de la part du roi. Le comte d'Armagnac , pour subvenir à ses besoins , rendus à chaque moment plus pressans , doubloit , triploit les impôts , les exigeoit avec une extrême rigueur , et y suppléoit encore par des emprunts forcés. Le duc de Bourgogne faisoit publier que les villes qui lui ouvriroient leurs portes seroient exemptes de toute imposition. Enfin le connétable s'étoit privé d'un titre apparent , en connivant du moins à l'éloignement de la reine , s'il ne l'avoit pas provoqué. Le duc , au contraire , sentant le prix de cet appui , ne tarda pas à se le procurer.

Isabelle , instruite , dans son exil de Tours , de l'ascendant que prenoit l'assassin du duc d'Orléans , fit céder les sentimens d'une ancienne vengeance au désir d'une nouvelle. Elle s'offrit au duc pour l'appuyer contre la faction qu'elle croyoit cause de sa disgrâce , et lui écrivit de venir la délivrer. Quoique occupé au siège de Corbeil , très-important



pour lui, il part, la tire de sa captivité, et la ramène triomphante à Chartres. Là se tint une assemblée solennelle des partisans du duc de Bourgogne, qui se dirent seuls dépositaires du pouvoir légitime, sous l'autorité de la reine, qui prit désormais ces qualités : « Isabelle, par la grâce de Dieu, reine de France, ayant, par l'occupation de monseigneur le roi, le gouvernement et l'administration de ce royaume, par l'octroi irrévocable à nous sur ce fait par mondit seigneur et son conseil. » Son sceau portoit sur la face sa figure, et sur le revers les armes de France et de Bavière. Elle créa un parlement pour l'opposer à celui de Paris, et le fixa à Amiens.

La faction bourguignonne, existante dans la capitale, voyant l'état brillant des affaires du duc, crut pouvoir faire un mouvement en sa faveur. Le duc fut instruit du projet, et promit de le seconder. Les conjurés devoient s'emparer d'une porte, et la livrer à un corps de troupes qui se présenta; mais la conspiration avoit été découverte. Les assaillans furent reçus du haut des remparts à coups de flèches et de traits, et se retirèrent en hâte, laissant beaucoup des leurs sur la place. Jean-sans-Peur attendoit, à une lieue de Paris, l'issue de l'entreprise. La voyant manquée, il met ses troupes en quartiers d'hiver dans

les villes qu'il vouloit conserver, et prend avec la reine le chemin de Troyes, où elle transfère le parlement qu'elle avoit créé pour Amiens.

La conspiration, quoique avortée, avoit fait connoître au connétable combien il avoit d'ennemis dans le centre de sa puissance. Il crut ne pouvoir désormais la conserver que par la terreur qu'il imprimeroit. Il exila donc, emprisonna, et fit exécuter secrètement et en public tous ceux qui étoient soupçonnés ou convaincus d'attachement au duc de Bourgogne. Une commission fut chargée de distinguer ceux qui méritoient d'être livrés à la mort, absous, bannis ou retenus. Cette inquisition répandit la consternation. Chacun frémissait à la vue de ce tribunal de sang. L'hiver se passa dans ces alarmes.

Ses frimas n'arrêtèrent pas le roi d'Angleterre. Henri V étoit entré en France comme assuré de son triomphe : « Vous allez voir, disoit-il en parlant à ses capitaines, vous allez voir la plus haute, la geigneur (la meilleure) et la plus profitable conquête, que oncques fut faite en ce monde. » Le succès répondit à ses espérances. Les remparts tomboient devant lui, les villes ouvroient leurs portes, tout fuyoit. Quand les Anglois s'emparèrent de Lisieux, ce qu'on aura peine à croire, ils n'y trouvèrent pour tous habi-

tans qu'un vieillard et une femme, qui n'avoient pas pu accompagner les fuyards. Le duc d'Anjou, le comte du Maine, les seigneurs et les villes auprès desquels passoit l'armée angloise, faisoient des traités avec Henri, pour se garantir du pillage. Le royaume alloit en dissolution; il n'y avoit d'autre moyen d'empêcher la ruine totale que de recourir au duc de Bourgogne, qui, par ses liaisons avec l'Angleterre, pouvoit arrêter les progrès de Henri V, ou s'y opposer à force ouverte si son allié refusoit de se modérer.

[1418] Une négociation s'engagea entre la reine et le duc de Bourgogne d'une part, et des députés du conseil, au nom du dauphin, de l'autre. Ceci se passoit contre le gré du comte d'Armagnac. Plus il voyoit son autorité décliner, plus il affectoit, pour la soutenir, de n'agir que par les ordres du roi. Il mettoit le nom du monarque à la tête de toutes ses ordonnances. Les partisans du duc de Bourgogne possédoient la ville de Senlis. Le comte d'Armagnac l'attaqua, et mena le malheureux Charles à ce siège, afin de faire croire qu'il ne l'entreprenoit que de l'aveu du roi. La ville promit de se rendre si elle n'étoit pas secourue dans un temps déterminé, et donna des otages. Le secours arriva avant l'époque fixée; ainsi la ville ne se rendit pas.

Le comte d'Armagnac fit écarteler les otages comme rebelles, acte de rigueur aussi injuste qu'inutile, et qui coûta la vie à quarante-six prisonniers de guerre, dont les assiégés firent voler les têtes par-dessus leurs murailles. Une espèce de rage s'étoit emparée de lui, parce que ses propres négociateurs croyoient que ce ne seroit pas trop acheter une paix si nécessaire, que d'accorder, à cette fin, l'entrée au conseil à la reine et au duc de Bourgogne.

Il se refusa absolument à cette condition. Le peuple, qui attendoit la paix, qui la désiroit, qui la demandoit à grands cris, se courrouça. Les vexations du connétable, l'espionnage, les emprisonnemens, les défenses de s'assembler se renouvelèrent; les emprunts forcés, l'enlèvement des sommes consignées recommencèrent, sous la promesse illusoire de les remplacer par des rentes sur l'Etat.

Ceux qui opposoient de la résistance à ces demandes étoient traités avec une dureté insultante. Quand ils venoient se plaindre, Tanneui du Châtel, prévôt de Paris, ennemi déclaré du duc de Bourgogne, leur répondoit : « Si ce fussent Anglois ou Bourguignons qui vous demandassent, vous n'en parleriez pas. » Mais ces précautions de bannissemens, d'exils, d'incarcérations ne suffisoient pas encore pour rassurer le connétable. On dit qu'il fit fabriquer des médailles de plomb, qui

seroient distribuées à ceux qu'on devoit épargner dans un massacre général qu'il méditoit.

Cette atroce prévoyance justifie en quelque façon les barbaries exercées contre lui, mais non celles qu'éprouvèrent beaucoup de ses partisans, qui, loind'être ses complices, ignorent sans doute ses projets sanguinaires. Après des incendies, une seule étincelle qui resteroit n'est pas à négliger. Le fait suivant le prouve : Un nommé Périnet-le-Clerc, fils d'un marchand de fer, *quartinier*, c'est-à-dire magistrat de son quartier, avoit été insulté par le domestique d'un Armagnac. Il demanda justice, on méprisa sa plainte. Il réunit plusieurs Bourguignons de ses amis, et dressa le plan d'une révolte. Ses complices font part de leur dessein à l'Isle-Adam, commandant à Pontoise, et en concertent avec lui l'exécution. Toutes les mesures étant prises Périnet dérobe sous le chevet du lit de son père, pendant son sommeil, les clefs d'une porte de la ville, dont le dormeur avoit la garde, introduit un corps de troupes conduit par l'Isle-Adam lui-même, referme la porte après eux, et jette les clefs par-dessus les murailles, pour leur faire entendre qu'il n'y a point à reculer. Les soldats se glissent le long des rues en silence, jusqu'au petit Châtelet, où ils trouvent les amis de Périnet. Tous réunis, ils s'avancent en criant : « La

paix ! la paix ! vive Bourgogne ! » Les bourgeois éveillés, prévenus et non prévenus, crient également : « La paix ! vive Bourgogne ! » La troupe grossit en un instant ; une partie s'en détache, et va à l'hôtel Saint-Paul , enfonce les portes, et contraint le roi , tout malade qu'il étoit , de monter à cheval , pour s'autoriser de sa présence. D'autres détachemens forcent la maison du chancelier et des autres ministres, et les traînent en prison.

Au premier cri d'alarme , Tannegui du Châtel vole à l'hôtel du dauphin, le prend dans ses bras, presque nu , à peine éveillé , et le transporte à la Bastille, dont il étoit gouverneur. On cherchoit le connétable. Il auroit été difficile de le trouver dans la petite maison d'un maçon , où il se réfugia , si le propriétaire , intimidé par une proclamation contre ceux qui le receleroient, ne l'avoit déclaré. Il fut traîné à la Conciergerie avec des seigneurs, des prélats, des présidens et conseillers de cours souveraines, en si grand nombre, que les prisons ne suffisoient pas ; on fut obligé une seconde fois d'approprier à cet usage plusieurs édifices publics et maisons particulières. Il n'y eut d'opposant à ces violences que Tannegui du Châtel, qui, après avoir mené le dauphin en sûreté à Melun , revint, et, croyant surprendre les Parisiens encore dans le désordre du tumulte, pénétra

dans la rue Saint-Antoine , y livra un rude combat et fut repoussé. La Bastille fut obligée de se rendre à composition.

Cette attaque de Tannegui devint très-funeste aux prisonniers, contre lesquels elle alluma la fureur du peuple, moins cependant qu'une lettre de la reine, qui écrivit qu'elle ni le duc de Bourgogne ne reviendroient à Paris qu'il ne fût purgé des Armagnacs. Une pareille lettre étoit véritablement un arrêt de mort. Il fut sans délai exécuté par les cabochiens, qui reparurent plus féroces que jamais. Leur troupe se porte aux prisons, égorge les gardes et les geôliers qui veulent résister, fait sortir un à un les détenus. A mesure qu'ils paroissent, ils sont assommés. Ceux du Châtelet font mine de vouloir se défendre. Les barbares l'entourent de bois; y mettent le feu, et repoussent dans les portes, à coups de piques, ceux que la flamme et la fumée forçoient de sortir. On a horreur de raconter les cruautés exercées sur des femmes, des enfans, des vieillards de tout état, poursuivis jusque dans les profondeurs des cachots. Le connétable, le chancelier, l'évêque de Coutances son fils, furent tirés de ceux de la Conciergerie. La populace se fit un jeu de leur supplice. Pendant trois jours elle traîna dans les places les restes sanglans du malheureux comte d'Armagnac, et se permit des

atrocités que ceux-là seuls peuvent croire , qui , comme nous , en ont vu de pareilles.

La reine, enhardie par la mort d'un si grand nombre des plus importants Orléanois , par la fuite et la stupeur des autres, vint à Paris avec le duc de Bourgogne. Ils y firent une entrée triomphante. La ville retentit d'acclamations. On joncha de fleurs le pavé encore teint de sang. Isabelle alla descendre à l'hôtel Saint-Paul. Son mari la reçut comme s'il en étoit content. Aux premiers transports d'allégresse succédèrent des fêtes publiques, et aux fêtes de nouvelles atrocités, que le duc de Bourgogne dirigea lui-même. Ses troupes, répandues autour de Paris, interceptoient les vivres par ses ordres. La famine commença à se faire sentir. Le duc persuada au peuple que ce fléau étoit causé par les Orléanois : nouveau moyen pour se défaire de ceux qui avoient échappé à la première fureur. Il y en avoit encore quelques-uns, personnages marquans, renfermés dans les prisons de Vincennes. Un tribunal établi par le duc de Bourgogne, et par lequel d'autres avoient déjà été condamnés, demande qu'ils soient amenés à Paris pour être jugés. C'étoit un piège pour les tirer de cet asile. Les cabochiens apostés sur la route les massacrèrent. Le chef apparent de ces assassins étoit Capeluche, le bourreau de Paris. Il ordonnoit les



exécutions et les faisoit lui-même. On vit le duc de Bourgogne s'entretenir avec lui familièrement, et lui frapper dans la main. Les capitaines du duc, seigneurs du plus haut rang, assistoient avec lui à ces spectacles, et encourageoient les massacres.

Jean-sans-Peur, débarrassé de ses principaux ennemis, se lassa de ces satellites, qui n'étoient pas toujours dociles. Ces scélérats, rebut de la plus vile populace, se croyoient soldats parce qu'ils avoient des armes. «Qu'on nous envoie, disoient-ils, contre les détachemens d'Orléanois qui rôdent autour de Paris, et nous en rendrons bon compte.» Le duc profita de leur bonne volonté. Il détacha un corps considérable de ces fanfarons contre un parti ennemi. Ils furent battus. En rentrant, ils accusèrent leurs chefs d'impéritie ou de trahison, et les tuèrent. Ce massacre débarrassa le duc des plus dangereux. Sous le même prétexte d'aller affronter les Orléanois, il en fit sortir encore six mille. Ils furent aussi battus, et s'enfuirent; mais, quand ils voulurent rentrer dans Paris, ils trouvèrent les portes fermées. Alors ils se dispersèrent dans la campagne; les troupes bourguignonnes, qui avoient des ordres, les poursuivirent comme des bêtes féroces, et en tuèrent un grand nombre. Capeluche lui-même fut jugé par le duc propre à servir

d'exemple avec plusieurs de ses principaux complices. L'exécution eut lieu aux halles, en présence d'un peuple nombreux, qui ne fit pas même entendre un murmure. Il s'y passa une chose que l'histoire ne doit pas omettre, quoiqu'elle regarde un personnage avili. Le valet de Capeluche, devenu son successeur, devoit lui trancher la tête. Comme il n'avoit pas encore fait d'exécution, son maître lui fit sa leçon sur l'échafaud, lui enseigna les mesures à prendre pour ne pas le manquer, se mit à genoux, et reçut le coup sans avoir laissé échapper le moindre indice d'émotion. Ce fut le dernier acte de la tragédie, auquel on peut cependant ajouter la peste. En trois mois de temps, de la Nativité de la Vierge à la Conception, la contagion enleva dans Paris cent mille personnes des deux sexes, dans toute la vigueur de l'âge ; et ses ravages comblèrent les malheurs du peuple, toujours victime de la séduction, et puni de sa crédulité.

La plupart des magistrats étoient morts ou en fuite. Une ordonnance du conseil d'état cassa toutes les juridictions, et mit les offices *ès mains du roi*. La reine et le duc s'attachèrent à ne mettre en place aucun partisan de la faction proscrite. Ils composèrent le parlement et les tribunaux de leurs créatures. Le duc de Bourgogne se réserva le gouver-

nement de Paris, qu'il avoit si bien mérité. Il gagna les Parisiens en leur rendant leurs privilèges, les chaînes des rues et leurs armes. Il créa des maréchaux de France et un amiral, mais la charge de connétable ne fut pas remplie. On changea la maison du roi. Il n'y resta pas un officier qui ne fût bien pur du soupçon d'orléanisme, et on exigea de tous un nouveau serment.

Deux choses occupèrent alors le conseil, le retour du dauphin et le moyen d'arrêter les progrès du roi d'Angleterre. De Melun, où Tannegui du Châtel l'avoit transporté en le tirant de la Bastille, le prince s'étoit retiré à Bourges, ensuite à Poitiers. Auprès de lui s'étoient rassemblés les magistrats échappés au massacre de Paris. Ils y formèrent un parlement, et le dauphin créa un chancelier. Sa mère et le duc de Bourgogne l'invitèrent à revenir. De tous ceux qu'il environnoient, hommes, femmes, magistrats, guerriers, il n'y en avoit pas un qui n'eût à reprocher à la reine et au duc la mort sanglante d'un parent ou d'un ami. Tous engagèrent Charles à rejeter des propositions qui n'étoient peut-être que des pièges pour l'attirer ou dans les chaînes qu'on lui préparoit, ou dans le tombeau. A ce sujet on lui citoit la mort prématurée des dauphins, Louis et Jean ses deux frères. C'en étoit assez pour tenir du moins dans l'incer-

titude un jeune prince de dix-huit ans ; il hésita. La cour redoubla ses instances , lui envoya Marie d'Anjou , fille du roi de Sicile , son épouse , pour tâcher de le gagner. Elle avança la négociation au point qu'on crut un moment l'accommodement conclu. Le peuple en fit des réjouissances ; mais le conseil du prince l'emporta , et il déclara qu'il ne se prêteroit à aucune composition tant que le gouvernement resteroit entre les mains de l'assassin de son oncle.

Il se détermina à cette résolution en grande partie par les espérances qu'il concevoit du côté du roi d'Angleterre. Il lui avoit envoyé des négociateurs. On entama des conférences à Alençon. Les Anglois se montrèrent d'abord assez modérés. Toujours en prenant pour base de la paix celle de Bretigny , ils n'ajoutoient aux concessions faites par ce traité , dont ils exigeoient l'entière exécution , que l'abandon de quelques villes qu'on auroit pu leur accorder ; mais , à mesure que les agens du dauphin se rendoient faciles , les Anglois demandoient davantage ; un jour le Poitou , le lendemain la Touraine , et enfin ils promettoient leurs prétentions sur tout le royaume. C'étoit en effet le but de Henri V. Il s'en expliqua clairement au cardinal des Ursins , légat du pape , qui le pressoit de conclure à des conditions moins dures : « Ne voyez-vous

pas, lui dit-il, que Dieu m'a amené ici comme par la main? Il n'y a plus de roi en France; j'ai des droits légitimes sur ce royaume, tout y est en confusion, on ne songe pas à s'y défendre contre moi; puis-je avoir une marque plus sensible que le Dieu qui dispose des couronnes a résolu de me mettre celle de France sur la tête? » Lorsqu'il parloit ainsi, il étoit en possession de toute la Normandie, et assiégeoit Rouen. On dit cependant que, malgré ses succès, il fit au dauphin une proposition insidieuse par la perspective qu'elle lui montrait : c'étoit que ce prince lui cédât la Normandie, la Guienne et le comté de Ponthieu en toute souveraineté. A cette condition ils auroient joint leurs armes et subjugué la Flandre, qui, après la conquête, seroit restée à l'Anglois. Porter la guerre chez leur ennemi, le dépouiller de ses états, rien qui pût davantage flatter les partisans du dauphin. Ces plans d'associations, revêtus de formes également séduisantes, furent aussi présentés par l'Anglois au Bourguignon. Mais la vengeance des premiers et l'ambition du second ne les aveugloient pas encore assez pour les faire consentir à démembrer le royaume. Ils refusèrent. Ces pourparlers suspendirent le secours de Rouen. Les habitans se rendirent après avoir supporté le long tourment d'une horrible famine, et trahis

par le gouverneur, qui leur avoit été donné avec intention par le duc de Bourgogne, et qui, après la reddition de la place, fut confirmé dans son poste par le roi d'Angleterre.

[1419] La prise de Rouen consterna Paris, d'autant plus que la cour en étoit sortie, et s'étoit retirée à Troyes. Elle avoit prétexté la crainte d'une épidémie; mais cette désertion paroissoit plutôt causée par le danger extrême où se trouvoit la capitale, bloquée au haut de la rivière par les troupes du dauphin qui tenoit Melun, et au bas par les Anglois qui s'avançoient jusqu'à Mantes. Les Parisiens demandèrent à grands cris le retour du roi, ne vînt-il que jusqu'à Saint-Denis, si la crainte de la peste l'empêchoit d'aller plus loin. Le duc de Bourgogne répondit que le monarque reviendrait « quand la ville seroit suffisamment ravitaillée. » Lorsqu'on lui reprochoit d'avoir laissé prendre Rouen, il disoit : « On a publié l'arrière-ban, auquel le peuple a petitement obéi. La plus grande partie des peuples du royaume ont délaissé à faire aide et secours au roi en cette besogne. »

Jean-sans-Peur étoit très-embarrassé; il n'osoit se déclarer ouvertement contre le roi d'Angleterre, de peur que Henri ne rendît public l'infâme traité qu'il avoit fait avec lui.

Le dauphin, malgré les tentatives d'accommodement que la cour faisoit auprès de lui, investi par les ennemis du Bourguignon, restoit inflexible. Le duc et la reine, ne pouvant l'abattre, résolurent d'essayer si l'étranger ne seroit pas plus traitable que lui. Ils convinrent d'une entrevue avec l'Anglois entre Meulan et Pontoise. Le dauphin y fut invité, et y envoya Tannegui du Châtel et quelques autres des plus fervens du parti. Isabelle y conduisit Catherine sa fille, déjà demandée en mariage par Henri. Ce prince parut d'abord très-épris des charmes de la princesse; mais, quand il s'aperçut que la surprise de la passion faisoit espérer des conditions avantageuses, il fit voir, dit un historien, *qu'il aimoit en conquérant*. « Beau cousin, dit-il au duc de Bourgogne, nous voulons que vous sachiez qu'aurons la fille et ce qu'avons demandé avec elle, ou nous débouterons votre roi et vous aussi hors du royaume. » Le duc répondit avec un sourire amer : « Sire, vous dites votre plaisir; mais devant qu'ayez débouté monseigneur et nous hors du royaume, vous serez bien lassé. » Cette bravade fit peut-être plus en faveur d'une réunion avec le dauphin, pour repousser l'ennemi commun, que les insinuations et les raisons dont on se servit pour amener le duc, tant à se repentir de ses alliances criminelles, qu'à l'empêcher

d'en contracter en ce moment de nouvelles.

On fait aussi honneur de cette résolution à un accord entre la dame de Giac, maîtresse du duc, et Tannegui du Châtel, confident du dauphin. Celui-ci, soupçonnant que le Bourguignon, malgré la hauteur insultante de l'Anglois, pourroit bien, par besoin, s'accommoder avec lui, détermina la dame, par argent ou autrement, à faire résoudre le duc de rompre la conférenc. Cependant, avant que de partir, le duc de Bourgogne eut un entretien secret avec le monarque anglois. On croit qu'il y conclut un traité de neutralité pour sa Flandre, et qu'il tâcha, à ce qu'a rapporté depuis le scrupuleux Henri, d'obtenir de lui « certaines conditions qu'il n'auroit pu accorder sans offenser Dieu. » Ces confidences mystérieuses donnent lieu de révoquer en doute la sincérité de la résipiscence du duc. *Mais, dit Villaret, les plus grands crimes de ce malheureux siècle, ajoutons de quelques autres, sont impénétrables.* Bornons-nous au simple récit des faits. Les voici.

A l'effet de prendre des mesures contre l'ennemi commun, le dauphin et le duc de Bourgogne se donnent rendez-vous à Pouilly-le-Fort, château entre Meulun et Corbeil. Ils s'entretiennent avec tous les dehors



d'une parfaite réconciliation , la consacrent par un serment solennel sur les livres sacrés , et s'embrassent affectueusement. En se quittant , le duc conduit le prince jusqu'à son escorte , sans crainte ni défiance. Leur traité , porté au parlement de Paris , est ratifié ; les Parisiens en marquent leur joie par des feux , des fêtes , et des actions de grâces à Dieu. Ce traité portoit , entre autres clauses , amnistie générale , promesse de gouverner ensemble , et engagement de réunir leurs forces pour chasser les Anglois.

Après cette réconciliation le duc se retira à Troyes , où étoient le roi , la reine et toute la cour. Il fit de là plusieurs voyages vers le roi d'Angleterre. On ne sait ce qui se passa dans leurs entrevues ; mais Jean-sans-Peur ne se hâtoit pas d'accomplir le dernier article du traité de Pouilly , qui étoit de se joindre au dauphin pour attaquer Henri ; au contraire , il avoit fait avec lui une trêve qui lioit les mains au dauphin. Celui-ci insistoit fortement pour commencer les hostilité. En effet , les deux partis réunis et actuellement sous les armes auroient pu donner beaucoup d'embarras à l'envahisseur de la France. Pour lever les difficultés , le dauphin demandoit une nouvelle entrevue dont ils étoient convenus à Pouilly.

Elle devoit avoir lieu à Montereau , dont le

dauphin tenoit la ville , et le duc le château. Elle étoit indiquée pour le 18 août. Le Bourguignon la remit au 26 , ensuite au 12 septembre. Cet intervalle est marqué par des incertitudes et des variations qui font voir dans quelles transes il vivoit : il avançoit , reculoit , consultoit jusqu'à des devins , demandoit avis aux gens de son conseil , dont il s'étoit fait accompagner. Ce fut celui de la dame de Giac qui le détermina. Après l'avoir entendu il dit : « Allons , il faut marcher où il plaira à Dieu nous conduire. Je ne veux pas qu'on me reproche que la paix ait été rompue par ma lâcheté. » Il part du château, descend sur le pont , où on avoit construit un salon précédé de deux barrières. Il paroît qu'elles n'étoient gardées que par les gens du dauphin : défaut de précaution bien singulier de la part d'un homme auquel sa propre expérience recommandoit la plus grande prudence. Ces barrières sont refermées derrière lui. Il parvient au dauphin et met un genou en terre pour le saluer. Un coup de hache lui abat le menton. Il tombe; d'autres l'achèvent. Le jeune prince se trouve mal. On le remporta évanoui dans la ville. Les seigneurs de son escorte , à trois près qu'on soupçonne avoir porté les coups , saisis d'étonnement , restent immobiles. De ceux du duc de Bourgogne , le seul Noailles se met en défense, et

périt avec le duc. Un seul se sauva en franchissant les barrières; les autres, frappés de stupeur, sont pris sans résistance. Le cadavre est laissé sur la place. Tout cela fut l'affaire d'une minute. Dans ce trouble, il n'est pas probable que personne ait conservé assez de sang froid pour examiner les circonstances; aussi chacun les a-t-il racontées selon les intérêts de son parti. Le duc insulta de paroles le dauphin, dirent les amis de celui-ci; il voulut tirer son épée et le frapper. Le duc de Bourgogne y alloit de bonne foi, dirent ses partisans; il ne s'alarma même que foiblement quand il vit les barrières fermées derrière lui. S'appuyant sur l'épaule de du Châtel, qui avoit été le recevoir à la première, il dit : « Voici en qui je me fie. » La prise même du château de Montereau, fait très-public, est encore un problème. Des historiens racontent que la garnison l'abandonna sur-le-champ, que les gens du dauphin y entrèrent aussitôt, pillèrent le bagage du duc, et firent un grand butin; d'autres, que cette garnison se défendit plusieurs jours, et ne fut prise que par famine.

L'escorte qui accompagnoit le dauphin venant à Montereau étoit une véritable armée qu'on fait monter à vingt mille hommes. Si avec ces forces il étoit allé droit à Troyes, où l'événement ne fut connu que quatre jours

après, il auroit pu surprendre ou disperser le conseil et le parlement bourguignons, s'emparer du roi et combattre sous son nom. Au lieu de prendre ce parti, il perdit le temps en délibérations, ce qui feroit croire, ce qui prouve même qu'il fut surpris du forfait, et que ni lui ni son conseil n'en eurent de connaissance antérieure, puisque aucune des mesures à prendre en cette circonstance n'avoit été arrêtée. Le temps employé à se concerter donna à la faction bourguignonne celui d'agir. Comme ceux qui occupoient les places principales à Paris et dans les autres villes étoient du choix du duc, la crainte de la destitution leur fit soutenir la faction à laquelle ils devoient leurs dignités et leur pouvoir. Ce fut le parti auquel s'arrêtèrent la magistrature et tout le conseil. Isabelle même, l'ennemie passionnée de l'assassin du duc d'Orléans, qu'elle avoit plus regretté qu'on croyoit que ne devoit l'être un beau-frère, Isabelle oublia qu'elle étoit mère, se livra en marâtre à la vengeance de l'assassinat du duc de Bourgogne, qu'elle avoit tant haï, et fortifia de son nom et du nom de son mari les manifestes injurieux répandus contre son fils. « Nous voulons, faisoit-on dire à l'insensé Charles VI en parlant du dauphin, nous voulons que chacun sache la mauvaiseté dudit Charles, et que ces présentes soient publiées toutes les semaines. »

En vain prétendoit-il n'avoir pas été averti, que le coup n'étoit point prémédité, mais l'effet d'une rixe subite; on le jugeoit au moins complice, puisqu'il gardoit auprès de lui les trois seigneurs qu'on croyoit les meurtriers, Tannegui, Loire et Louvet. La dame de Giac et son mari se retirèrent aussi sous sa protection, ce qui fit soupçonner de la connivence.

Le peuple ne manqua pas de suivre le mouvement que les grands lui imprimoient. Il y eut partout des services solennels, des oraisons funèbres, des larmes mêmes, comme si on eût perdu l'homme le plus vertueux et le plus estimable du royaume, le sauveur de la patrie. Sous ce dernier point de vue, il pouvoit mériter quelques regrets, s'il étoit venu à Montereau avec une véritable disposition à la paix : en effet, sa jonction avec le dauphin auroit pu détourner les fléaux dont la France fut ensuite accablée, au lieu que la nouvelle de sa mort fut comme un tocsin qui sonna la guerre.

A Jean-sans-Peur succéda Philippe son fils, depuis surnommé *le Bon*, qui aux premiers transports de la douleur fit succéder toutes les fureurs de la vengeance. La reine s'adressa à lui pour se mettre à l'abri des premiers efforts que le dauphin pouvoit tenter. Le nouveau duc de Bourgogne lui envoya un corps de troupes destiné à défendre Troyes,

en cas d'attaque. C'étoit à Troyes en effet que le dauphin eût dû marcher pour s'assurer de la personne du roi , et se donner l'appréciable avantage de combattre sous la bannière royale. Mais , étourdi par la nature même de l'événement, le dauphin et son conseil manquèrent l'occasion. Le prince se retira au-delà de la Loire , et ce fleuve fut désormais le point de séparation entre les deux partis : *dauphinois*, du côté de la rive gauche, mais avec plusieurs places éparses dans le nord ; *royalistes*, du côté de la rive droite, mais beaucoup plus de villes et de forteresses dans le midi , surtout quand Henri V eut joint les forces de la Guienne et des autres possessions angloises à la ligue qui se forma contre le dauphin.

Quoiqu'on sache à quelles extrémités la haine et la vengeance peuvent porter une femme furieuse, on a cependant peine à croire que ce soit uniquement le ressentiment contre son fils qui ait déterminé Isabelle à lui fermer le chemin du trône. Elle se sera flattée qu'en livrant la couronne de France au roi d'Angleterre , qui , de son côté , augmenteroit de beaucoup les états du duc de Bourgogne aux dépens de la France, ces deux princes auroient pour elle des condescendances, et lui accorderoient dans le gouvernement une part qu'elle n'osoit espérer de la faction ennemie qui dis-

posoit de son fils. Les bases du plan qui devoit amener la paix par la consommation de cet inique projet furent posées dans un congrès tenu à Arras, où se rendirent des plénipotentiaires anglois , des députés de Paris et des principales villes du royaume , et le duc de Bourgogne, chargé de la procuration du roi et de la reine. Tout étoit préparé. Les grands intérêts qui devoient occuper cette assemblée ne demandèrent que quelques jours d'une très-légère discussion. Il y fut convenu que Henri V épouserait la princesse Catherine ; que son beau-père continueroit de régner jusqu'à sa mort , après laquelle le propriété du royaume seroit dévolue au gendre et à tous ses hoirs à perpétuité ; qu'attendu l'incapacité de Charles, Henri présideroit au gouvernement en qualité de régent , et que tous les ordres de l'Etat s'engageroient par serment de le reconnoître en cette qualité. Tels furent les articles arrêtés à ce premier congrès d'Arras, qu'il faut se garder de confondre avec un autre tenu au même lieu seize ans après ; congrès dont les résultats furent la contre-partie de ceux du premier, et où le duc de Bourgogne , revenu à des sentimens plus généreux , abjura, pour le salut de la France, les engagements coupables qu'il avoit contractés à celui-ci pour sa ruine.

En conséquence des décisions qui y furent

prises, les députés des villes qui y étoient présents s'empressèrent de faire des traités particuliers avec le roi futur pour la conservation de leurs privilèges; ce qui forma une ligue formidable contre le dauphin. Le duc de Bourgogne ne s'oublia pas pour les avantages qu'il devoit obtenir de Henri quand il seroit sur le trône. Le roi d'Angleterre publia une suspension de toute hostilité, mais qui n'étoit pas pour les pays attachés au dauphin. Au contraire, les parties contractantes devoient s'aider de toutes leurs forces pour porter les fléaux de la guerre dans les contrées rebelles. Le dauphin avoit aussi fait quelques tentatives de traités avec le roi d'Angleterre; mais il étoit si peu en état de faire des offres approchantes seulement de celles de ses ennemis, qu'on ne l'écouta pas.

[1420] Henri V, dont les conquêtes du côté de la Normandie s'avançoient jusqu'à Pontoise, et entouroient déjà la Champagne, se rendit le 21 mars à Troyes, où il avoit été précédé par le duc de Bourgogne. Il trouva le traité définitif tout dressé en trente et un articles, qui ne sont que le développement de ceux d'Arras. On y remarqua cette addition importante : que la couronne de France seroit *indivisément* unie à celle d'Angleterre. La reine et le duc de Bourgogne le signèrent, tant en leur nom que comme fondés de pro-



curation du roi, qui étoit alors absorbé par sa maladie. Le lendemain, Henri épousa Catherine, et, sans s'arrêter, alla prendre Sens et Montereau, où Philippe-le-Bon rendit les derniers devoirs à son père. De Melun, où le roi et la reine le joignirent, ils allèrent ensemble à Paris. Partout où le nouveau régent avoit passé, il s'étoit fait prêter serment de fidélité par le peuple et les seigneurs qui venoient lui faire la cour. Le prince d'Orange, un d'entre eux, attaché, de tout temps, à la maison de Bourgogne, pressé alors de suivre l'exemple des autres, répondit : « Je suis prêt de servir le duc de Bourgogne ; mais que je fasse le serment de mettre le royaume ès mains de l'ennemi ancien et capital du royaume, jamais ne le ferai. »

Les Parisiens donnèrent au roi d'Angleterre des fêtes et des présens d'honneur, qu'il reçut assez dédaigneusement. Il indiqua à l'hôtel Saint-Paul une assemblée, à laquelle on donna le nom d'états-généraux. Les princes du sang d'Angleterre y siégèrent au-dessus du duc de Bourgogne, le seul des princes du sang de France qui s'y trouva. Il y fut résolu d'établir un impôt sous le nom d'emprunt forcé. Henri en avoit déjà mis un en Normandie, dès avant sa conquête, en promettant de les retrancher tous. On décida aussi une refonte des monnoies, qui, prises sur le

pied de sept livres le marc, et remises en circulation sur le pied de huit, devoit faire passer dans le trésor royal un huitième de l'argent du royaume.

A cette décision fiscale en succéda une politique très-désirée du roi d'Angleterre. Dans ce même hôtel Saint-Paul furent convoqués le conseil et le parlement, pour recevoir les plaintes du duc de Bourgogne, et juger le délit commis à Montereau. C'étoit par le parlement et le conseil, dans ce même lieu, qu'avoient été écoutées et approuvées, du moins par le silence, les maximes homicides de Jean-Petit sur le crime commis dans la rue Barbette. Ici on se souleva contre le meurtre de Montereau, et l'arrêt qui intervint déclara « Charles de Valois, jadis dauphin, et ses complices, criminels de lèse-majesté au premier chef, comme tels privés de toutes successions, honneurs et dignités, leurs sujets et vassaux déliés de tout serment de fidélité. » De cet arrêt le dauphin appela à Dieu et à son épée.

Ainsi Henri s'appliquoit à écarter jusqu'à l'apparence des obstacles qui pouvoient lui fermer le chemin du trône de France. Il se l'étoit tracé dès le commencement de ses succès en Normandie. Ecrivant à son chancelier à Londres, il lui mandoit de surveiller très-assidument les prisonniers d'Azincourt,

entre lesquels étoient le duc d'Orléans et d'autres princes du sang : « Car , si quelqu'un d'eux s'échappoit , disoit-il , principalement le duc d'Orléans , il ne pourroit ni'arriver rien de plus malheureux. » Tous ces seigneurs auroient été fort utiles au dauphin , qui se vit encore privé du comte de Vertus , frère du duc d'Orléans et de Louis III d'Anjou son beau-frère. Le premier mourut cette année , et le second l'abandonna pour aller tenter de conquérir le royaume de Naples , enlevé à Louis II son père. Sa cour cependant ne fut pas déserte : elle étoit ornée des vertus de Marie d'Anjou son épouse , princesse remplie de grâces ; et de la bravoure héroïque d'une multitude de braves attachés à son service , et parmi lesquels brilloient le comte de Clermont , fils du duc de Bourbon , prisonnier en Angleterre ; le maréchal de La Fayette ; Jean d'Harcourt , comte d'Aumale ; Culant , depuis grand-amiral ; Guillaume , vicomte de Narbonne ; Pothon de Xaintrailles ; Etienne La Hire , autrement nommé Vignoles , et enfin le bâtard d'Orléans , le jeune comte de Dunois , qui commençoit à faire présager ses talens et ses exploits. Isabelle , au contraire , cette reine autrefois si superbe , l'objet des adorations des chevaliers françois , réduite alors aux hommages froids , et quelquefois ironiques , des capitaines anglois , ne brilloit

plus que par l'éclat de Catherine sa fille, reine d'Angleterre.

[1421] Henri alla montrer sa jeune épouse à ses sujets insulaires, et se parer à leurs yeux de la couronne rivale qu'il soumettoit à leur empire. Pendant son absence ses généraux firent la guerre avec des succès mêlés de revers. Du côté du dauphin, les Laval, Gaucourt, Graville, La Hire, Xaintrailles, et d'autres chevaliers que leurs exploits ont rendus célèbres, suppléèrent au nombre par leur valeur. Le régent consolida à Poitiers son parlement, créa un conseil, des maréchaux de France, des officiers pour tous les grades de sa maison, parcourut les provinces qui lui étoient attachées, s'y fit de nouveaux partisans par son affabilité et sa constance dans l'adversité. Le régent d'Ecosse, pendant la détention en Angleterre du roi Jacques I son cousin germain, lui envoya six mille hommes, commandés par Jean Stuart, comte de Buchan, son frère, que Charles éleva à la dignité de connétable après la bataille de Baugé. Ce fut la première consolation qu'il eut dans sa détresse.

Henri, pendant son absence, avoit confié le commandement de ses troupes au jeune duc de Clarence son frère. Celui-ci, après avoir traversé le Maine et l'Anjou, se disposoit à assiéger Angers, pour s'ouvrir un passage par

la Loire. Le maréchal de La Fayette et le vicomte de Narbonne , unis aux Écossois, s'avancent rapidement pour faire échouer cette entreprise. Ils s'établissent à Baugé, entre le Loir et la Loire, et envoient défier le prince anglois. Celui-ci n'avoit des qualités guerrières de son frère que la bravoure. Il accepte avec empressement le défi, quitte sa position, pour enlever aux François la gloire de le prévenir, les attaque sans attendre sa réserve, sans se donner le temps de disposer ses troupes, et, moins général enfin que soldat, se fait un faux point d'honneur de combattre au premier rang. Dès le commencement de l'action, il est blessé. L'acharnement des François à s'emparer de sa personne, et celui des Anglois à le retirer de leurs mains, établit autour de lui un combat opiniâtre, dont il devient la victime. Il périt de la main du comte de Buchan, et sa mort entraîna la perte de la bataille, la levée du siège, et la ruine des espérances que le prince s'étoit formées.

Le retour du roi d'Angleterre suspendit celles que le dauphin commençoit à concevoir de divers autres petits succès, et surtout d'une alliance contractée avec le duc de Bretagne. Henri redonna par sa présence une nouvelle ardeur à ses soldats, chassa les troupes du dauphin de l'Ile-de-France et des pays adjacens, s'empara des villes de cette contrée,

et porta l'alarme jusqu'au-delà de la Loire , dans la Saintonge et le Limousin , où il envoyoit des partis , pendant que le duc de Bourgogne se rendoit maître de la Picardie et de la Champagne.

[1422] Ce fut pendant le cours de ces triomphes que Catherine lui donna à Windsor un fils , qui fut Henri VI son successeur. Brillant d'une gloire qui ne paroissoit encore que l'aurore des plus beaux jours , Henri entra dans Paris , où il tint une cour plénière. « Au temps passé , dit un historien contemporain , quand les François alloient à la cour de leur seigneur roi en de si grandes solennités , il y avoit des tables servies par ses officiers , et là ceux qui vouloient seoir étoient servis très-largement des vins et viandes dudit seigneur. » Il paroît qu'ici , à travers les démonstrations d'une familiarité contrainte , les Parisiens remarquèrent la morgue des vainqueurs. Il y eut plus de faste et de magnificence que de gaieté et de plaisir. Le voisinage du malheureux Charles VI , malade et délaissé , ajoutoit encore , par le contraste , au sentiment pénible que les bons François éprouvoient.

C'est au milieu de cette pompe triomphante que le roi d'Angleterre fut attaqué d'une maladie qui s'annonça tout d'un coup d'une manière alarmante. On dit que c'étoit un

abcès ou fistule , qu'on nommoit dans ce temps le mal Saint-Fiacre , parce que ce saint avoit le renom d'en guérir. Les douleurs étoient des plus cuisantes , et leur continuité le réduisit bientôt à l'extrémité. Il vit approcher la mort sans foiblesse , recommanda aux princes ses frères son fils au berceau , son épouse désolée , leur enjoignit d'éviter surtout de donner au duc de Bourgogne sujet de se repentir du parti qu'il avoit pris , de lui offrir le gouvernement du royaume , et , à son refus , de le conférer au duc de Bedford , et la régence d'Angleterre au duc de Gloucester son autre frère. Sur toutes choses , il défendit d'accorder la liberté aux prisonniers d'Azincourt avant la majorité de son fils , et de ne jamais faire de paix avec le dauphin , ou , si les circonstances l'exigeoient , de ne la faire qu'à condition que la Normandie resteroit en toute propriété au pouvoir des Anglois. La mort le frappa à l'âge de trente-trois ans , et au commencement d'une carrière que la fortune lui promettoit si brillante. Son corps fut porté en Angleterre.

Le duc de Bourgogne , auquel on offroit le gouvernement de la France , selon l'intention du défunt , le refusa. La reine Isabelle fit des tentatives pour se le procurer , mais elle n'obtint même pas les petites parts d'autorité que lui accordoient autrefois les factions en

se accommodant ; on la laissa inutile. Le duc de Bedford se mit en possession de la régence. Les mesures étoient si bien prises que la mort du monarque anglois n'apporta aucun changement aux affaires. Encore moins en éprouva-t-on à la mort de l'infortuné Charles VI, qui suivit de près celle de son gendre. Il ne se trouva aucun prince du sang à ses funérailles, ni dans le trésor de quoi fournir à sa pompe funèbre. Le parlement fut obligé d'ordonner que, « par provision, on vendroit, le plus promptement que faire se pourroit, les bons meubles du feu roi, jusqu'à la somme qui seroit nécessaire pour accomplir ses funérailles. » Moyennant cette précaution, la cérémonie fut très-somptueuse. Quand on eut enfermé le corps dans le tombeau, les serviteurs et officiers tournèrent vers la terre leurs verges, masses et épées, pour marque de la cessation de leurs fonctions et autorité, et le héraut cria : « Vive Henri de Lancastre, roi de France et d'Angleterre ! »

Charles VI régna quarante-deux ans et en vécut cinquante-quatre. Il eut d'Isabeau de Bavière douze enfans, dont il ne restoit que quatre à sa mort, trois filles, et Charles VII son successeur. Odette de Champdivers, nommée la petite reine, lui donna une fille. C'est tout ce qu'on peut dire de la personne



de Charles VI ; mais son règne abonde en traits remarquables déjà connus , dont quelques-uns méritent d'être rappelés à la mémoire , pour servir de leçon.

Desmarets , pacificateur de bonne foi , livré par un parti , ignominieusement traîné à l'échafaud par l'autre , montre le danger de se rendre conciliateur dans les temps de troubles. La manie de figurer dans toutes les factions conduisit l'intrigant des Essarts à l'échafaud. Aubriot et Savoisi , sacrifiés à la vengeance de l'université , doivent prémunir contre la tentation d'opposer morgue à morgue , surtout quand on a un corps pour adversaire. Le châtiment de Bétisac et des autres administrateurs des deniers publics , recherchés sous ce règne , avertit que les ordres d'un prince avide n'exemptent pas toujours ses ministres de la peine méritée par leur complaisance intéressée. Le duc d'Orléans , bravant l'opinion et le respect dû aux mœurs , tombe sous les coups de son parent offensé. Jean-sans-Peur , coupable de meurtre , périt par l'assassinat. Le comte d'Armagnac , ambitieux , cause de tumultes et de massacres , déchiré par la populace , entraîne ses partisans dans sa ruine. Charles-le-Mauvais , roi de Navarre , habile à éluder la justice des hommes , n'évite pas celle de Dieu , et éprouve , dès cette vie , les tourmens de l'enfer. Enfin ,

les factieux tournant les uns contre les autres leurs armes ensanglantées , et les chefs immolés par leurs complices , avertissent les peuples que la rébellion ne creuse que des abîmes où s'engloutissent à la fois l'innocent et le coupable , et autour desquels ne surnagent après la tempête que des débris et des regrets.

FIN DU TOME QUATRIÈME.

# TABLE CHRONOLOGIQUE

## DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

---

### BRANCHE DES VALOIS.

ANNÉES.	Pages.
1328 PHILIPPE VI de Valois, cinquante-deuxième roi de France. Tableau de la France.	1
Régence de Philippe.	2
Philippe est reconnu roi.	5
La Navarre séparée de la France.	7
Guerre de Flandre.	<i>ib.</i>
Surprise de Cassel.	10
Punition des Flamands.	12
1329 Hommage de la Guienne.	13
1330 Conduite intérieure du roi.	16
Gouvernement.	<i>ib.</i>
Prétentions du clergé.	17
1331 Procès du comte d'Artois.	19
1331-32 Il produit de faux titres.	22
1334 Préparatifs de guerre entre la France et l'Angleterre.	27
1335-37 Commencement d'Artevelle.	30

## ANNÉES.

## Pages.

1338	Projet de descente en Angleterre.	31
1339	Entrée d'Edouard en France.	32
	Rencontre de Vironfosse.	33
1340	Défection des Flamands.	35
	Bataille navale de l'Ecluse.	<i>ib.</i>
	Trêve.	38
1341	Affaire de Bretagne.	<i>ib.</i>
1343	Mort du comte d'Artois.	44
	Trêve en Bretagne.	45
1344	Acquisition du Dauphiné et du comté de Montpellier.	<i>ib.</i>
	Etablissement de la gabelle.	46
	Piège tendu aux seigneurs partisans de Montfort.	47
1345	Rupture de la trêve.	48
	Mort d'Artevelle.	51
	Renouvellement de la guerre avec l'Angleterre.	<i>ib.</i>
	Ruse de Norwich.	52
1346	Ravages des Anglois.	53
	Passage de la Seine.	55
	Passage de la Somme.	56
	Bataille de Créci.	57
1347	Siège de Calais.	62
	Evénemens de Guienne et de Bretagne.	63
	Capitulation de Calais.	<i>ib.</i>
	Destination de Calais.	68
1348-49	Etat fâcheux de la France.	<i>ib.</i>
	Flagellans.	69
	Tentative sur Calais.	<i>ib.</i>
1349	Mariage du roi, de son fils et de son petit-fils.	72
1350	Mort de Philippe de Valois.	73
	Son caractère.	<i>ib.</i>

## ANNÉES.

## Pages.

	Jean II, cinquante-troisième roi de France.	76
	Guerre de Bretagne.	77
	Supplice du connétable.	78
1351	Ordre de l'Etoile.	81
1352-53	Le roi de Navarre à la cour.	<i>ib.</i>
1354	Assassinat du connétable.	84
	Pardon accordé au roi de Navarre.	86
1355	Intrigues du Navarrois.	87
	Nouvelle noirceur du roi de Navarre.	88
	États-généraux.	89
	Impôts.	91
	Lois de police.	92
1256	Supplément d'impôts.	94
	Le roi de Navarre arrêté.	96
	Guerre avec l'Angleterre.	97
	Bataille de Poitiers.	99
	Le roi est fait prisonnier.	101
	Convocation des états, et commencement des troubles.	103
	Manœuvres de Marcel.	104
	Adresse du dauphin.	108
	Émeute pour les monnoies.	110
1357	Premiers états de 1357.	111
	Les factieux s'emparent des fonds pour la rançon du roi.	113
	Le dauphin quitte Paris.	115
	Il revient, et convoque les états qui s'étoient dissous.	<i>ib.</i>
	Seconds états-généraux.	116
	Le roi Jean est transféré en Angleterre.	<i>ib.</i>
	Liberté du roi de Navarre.	117
	Sa conduite.	118
	Il fait ouvrir les prisons.	<i>ib.</i>

	Son discours dans le Pré-aux-Clercs.	120
	Il fait réhabiliter les seigneurs exécutés à Rouen.	121
1358	Massacres à Paris.	124
	Le dauphin quitte Paris pour la seconde fois.	125
	Troisième évasion du dauphin, et rentrée du roi de Navarre à Paris.	126
	Siège de Paris par le dauphin. Ruse du Navarrois.	128
	Mécontentement dans Paris.	<i>ib.</i>
	Trahison de Marcel.	129
	Complot de Marcel.	130
	Il est tué.	132
	La Jacquerie.	134
1359	Négociations avec l'Angleterre.	136
	Etat du royaume.	137
	Conditions de paix avec l'Angleterre, refusées.	139
	Edouard en France.	141
	Conspiration contre le régent.	142
1360	Irrésolution d'Edouard.	144
	Affreux orage.	147
	Traité de Bretigny.	148
	Discussion sur quelques articles du traité.	149
	Rentrée du roi en France.	151
1361	Difficultés pour l'exécution du traité surmontées par la bonne foi du roi.	154
	Les grandes compagnies.	155
	Du Guesclin.	157
	Etablissement des fils du roi.	158
1362	Négociation à Avignon.	160
	Projet de croisade.	161

	Murmures des otages , et traité à leur sujet.	162
1364	Le roi en Angleterre. Sa mort.	164
	Charles V , cinquante-quatrième roi de France.	166
	Bataille de Cocherel.	167
	Le roi de Navarre se croit maltraité.	168
	Traité des Landes.	169
	Bataille d'Aurai.	170
	Le comte de Blois est tué.	171
1365	Traité de Guérande.	174
	Fin de la guerre de Bretagne.	<i>ib.</i>
	Paix avec le roi de Navarre.	175
	Règlemens administratifs.	176
	Valeur du marc d'argent sous les rois de la troisième race.	177
1366	Eloignement des grandes compagnies.	179
1367-68	Succès variés des compagnies en Cas- tille.	182
1368	Mécontentement en Guienne.	184
	Dernière guerre de Castille.	185
	Délivrance de du Guesclin.	187
	Sort des grandes compagnies.	188
	Sommation faite au prince de Galles.	189
1369	Guerre déclarée à l'Angleterre.	190
	États-généraux.	193
	Vraies causes de la guerre.	<i>ib.</i>
	Conduite du roi de Navarre.	194
	Limoges saccagée et brûlée.	196
	Les Anglois en France. Conduite pru- dente de Charles V.	<i>ib.</i>
1370	Les Anglois battus et dispersés par du Guesclin , fait connétable.	197
1371	Défaite des Anglois sur mer par les Castillans.	199

	Réconciliation avec le roi de Navarre.	200
	Nouvelle méchanceté du roi de Navarre.	201
1372	Le captal de Buch fait prisonnier.	<i>ib.</i>
	La Rochelle délivrée des Anglois.	202
	Cruautés à ce sujet.	203
	Siège de Thouars.	<i>ib.</i>
	Tentative d'Edouard auprès du roi de Castille, par le roi de Navarre.	206
1373	Rupture avec le duc de Bretagne.	<i>ib.</i>
	Procédures contre le duc.	207
	Du Guesclin devant Hennebond.	208
	Cruautés de cette guerre.	209
	Le duc de Bretagne passe en Angleterre.	210
	Les Anglois parcourent la France.	<i>ib.</i>
1374	Guerre de Bretagne.	212
1375	Trêve.	213
1375-76	Réglemens.	214
	Etat de la cour d'Angleterre.	217
	Nouveaux crimes du roi de Navarre.	218
1377	La guerre recommence.	219
1378	L'empereur Charles IV en France.	220
	Mort de la reine.	221
	Conspiration du roi de Navarre.	<i>ib.</i>
	Grand schisme d'Occident.	226
	La France entre dans l'obédience de Clément VII.	230
	Guerre de Navarre et de Bretagne.	<i>ib.</i>
	Procès fait au duc de Bretagne.	231
1379	Mécontentement des seigneurs bretons et des pairs de France.	232
	Montfort rappelé par les Bretons.	234
	Trêve avec Montfort.	235



ANNÉES.

Pages.

	Conduite de du Guesclin.	236
1380	Sa disgrâce et son rappel.	237
	Sa mort.	238
	La guerre continue.	239
	Mort du roi et ses dispositions.	242
	Ses qualités.	243
	Charles VI, cinquante-cinquième roi de France. Contestations pour le gouvernement.	245
	Rapines du duc d'Anjou.	246
	Couronnement du roi.	247
	Plan de gouvernement.	248
	Premiers troubles de Paris.	249
	Etats-généraux.	252
1381	Paix de Bretagne.	253
1381-82	Préparatifs pour l'expédition de Na- ples.	254
	Etat de la cour d'Avignon.	256
	Abus qui y régnoient.	257
	Querelle del'université avec le prévôt de Paris.	258
	Aubriot est condamné.	261
1382	Révolte à Paris et à Londres.	263
	Les mailloins.	264
	Services rendus par Desmarets.	265
	Révolte en Flandre.	267
	Les Gantois élisent Philippe d'Arte- velle pour leur chef.	268
	Prise de Bruges.	270
	Les François en Flandre.	271
	Bataille de Rosbec.	272
1383	Entrée du roi à Paris.	275
	Punition des séditeux.	276
	Supplice de Desmarets.	277
	Amnistie.	278

	Excursion des Anglois.	279
	Commencement des guerres d'Italie.	282
	Départ de Louis, duc d'Anjou.	<i>ib.</i>
1384	Déroute et mort du duc d'Anjou.	284
1385	Mariage du roi.	285
	Exploits des Gantois.	<i>ib.</i>
	Préparatifs contre les Anglois.	286
	Ils sont tournés contre la Flandre.	287
	Fermeté des Flamands.	288
	Ils cèdent.	<i>ib.</i>
1386	Motifs d'une seconde expédition contre l'Angleterre.	289
	Préparatifs d'une seconde expédition.	<i>ib.</i>
	L'entreprise manquée.	292
	Pourquoi.	<i>ib.</i>
1387	Mort du roi de Navarre.	296
	Procédure singulière.	<i>ib.</i>
	Perfidie du duc de Bretagne contre Clisson.	297
1388	Le roi prend en main les rênes du gouvernement.	301
	Changemens dans le gouvernement.	302
	Réglemens.	303
1389	Fêtes et divertissemens.	304
	Entrée et couronnement de la reine.	306
	Service funèbre de du Guesclin.	307
	Trêve avec l'Angleterre.	308
	Vexations du duc de Berri.	<i>ib.</i>
	Punition de Bétisac, secrétaire du duc.	309
	Disgrâce du duc de Berri.	310
	Caractère de Charles VI.	312
1390	Expédition d'Afrique.	<i>ib.</i>
1391	Projet de croisade,	313
	Et d'une expédition en Italie.	<i>ib.</i>
	Mauvais succès.	314

	Desseins sur la Bretagne.	315
1392	Prolongation de la trêve avec l'Angleterre.	317
	Disgrâce du baron de Craon.	<i>ib.</i>
	Plaisirs de la cour. Cour d'amour.	318
	Maladie du roi.	319
	Assassinat du connétable par Pierre de Craon	<i>ib.</i>
	Le roi veut que le duc de Bretagne lui livre l'assassin.	322
	Le roi veut forcer le duc de Bretagne, et se met à la tête de son armée.	323
	Le fantôme de la forêt.	<i>ib.</i>
	Frénésie du roi.	324
	Opinion à ce sujet.	325
	Changemens dans le gouvernement.	326
	Disgrâce du connétable.	<i>ib.</i>
	Disgrâce des ministres.	<i>ib.</i>
	Condamnation du connétable.	328
	Précautions prises pour le gouvernement.	<i>ib.</i>
1393	Funeste aventure des sauvages.	329
	Triste état du roi.	330
1394	Etat du schisme.	331
	Réconciliation de Monfort et de Clisson.	335
	Concile de Paris.	336
	Bannissement des juifs.	337
1395	Trêve et alliance entre la France et l'Angleterre.	338
1396	Intrigues de cour. Les Génois se donnent à la France.	340
	Disgrâce de la duchesse d'Orléans.	<i>ib.</i>
	Expédition de Hongrie.	342
	Bataille de Nicopolis.	343

ANNÉES.		Pages.
	Obstination des deux papes.	344
1397	Etat du roi.	<i>ib.</i>
1398	Assemblée sur le schisme à Paris.	346
	Commencement des brouilleries de la cour.	348
1399	Affaires d'Angleterre.	<i>ib.</i>
	Conduite des deux papes à l'égard de Naples.	352
	Mort du duc de Bretagne.	<i>ib.</i>
1400	Conduite du duc d'Orléans.	353
1401	Le duc de Bourgogne obtient la direction du gouvernement.	354
	Soumission de Gênes.	356
1402	Benoît se soutient.	<i>ib.</i>
	Charles VI surnommé le Bien-Aimé.	358
1403	Le gouvernement fixé.	<i>ib.</i>
	Préparatifs de guerre arrêtés.	359
1404	Violence du duc d'Orléans, et mort du duc de Bourgogne.	360
	Continuation du schisme.	361
	Affaire de Savoisi avec l'université.	362
1405	Liaison de la reine et du duc d'Orléans.	<i>ib.</i>
	Défauts du prince.	363
	Haine des ducs d'Orléans et de Bourgogne.	364
	Première entreprise du duc de Bourgogne.	
	Triomphe du duc de Bourgogne.	366
1406	Schisme.	367
	Entreprises guerrières des deux ducs.	368
1407	Réconciliation des ducs de Bourgogne et d'Orléans.	370
	Assassinat du duc d'Orléans.	371
	Le roi promet de punir le coupable.	374

	Conduite hardie du duc de Bourgogne.	374
	Il se rend maître de Paris.	375
	Harangue de Jean-Petit.	376
1408	Lettres d'abolition au duc de Bourgogne.	378
	Humiliation du prévôt de Paris.	380
	Schisme.	381
	Le duc de Bourgogne quitte Paris ; la cour y rentre.	382
	Procédures contre le duc de Bourgogne.	383
	Il revient à Paris.	385
	Mort de la duchesse d'Orléans.	386
1409	Nouveau pardon accordé au duc à Chartres.	<i>ib.</i>
	Supplice de Montaigu.	388
1410	Gouvernement du duc de Bourgogne.	390
	Ligue contre lui.	392
	Efforts des deux partis.	393
	Traité de Bicêtre.	394
	Demande d'une décime.	395
1411	Rupture entre les ducs de Bourgogne et d'Orléans.	396
	Cartels.	<i>ib.</i>
	Le duc de Bourgogne s'empare de Paris.	397
	Etat de Paris.	599
	Efforts des deux factions.	<i>ib.</i>
	Les Flamands abandonnent le duc de Bourgogne.	400
	Excès des Orléanois au dehors , et de la faction bourguignonne au dedans.	401
	Celle-ci triomphe.	402
	Ses excès.	403

	Le duc de Bourgogne à Paris.	404
	Les princes se retirent.	405
	Opérations financières du duc de Bourgogne.	<i>ib.</i>
1412	Traité des princes avec l'Angleterre.	406
	Guerre civile et négociations.	407
	Paix de Bourges et d'Auxerre.	408
	Bon traitement fait aux Anglois.	411
	Etats-généraux.	412
	Mésintelligence entre le dauphin et le duc de Bourgogne.	413
1413	Vengeance du duc de Bourgogne.	414
	Violences.	<i>ib.</i>
	Proscriptions.	415
	Ordonnances cabochiennes.	416
	Supplice de des Essarts.	417
	Insulte personnelle faite au dauphin.	418
	Conférences de Pontoise.	<i>ib.</i>
	La paix publiée.	419
	Retraite du Bourguignon.	420
	Les Orléanois deviennent les maîtres.	421
	Mésintelligence dans le parti orléanois.	422
	Le duc de Bourgogne revient.	423
	Précautions des Orléanois.	<i>ib.</i>
	Le duc de Bourgogne se retire. Condamnation de Jean-Petit.	424
	Paris désarmé.	425
	La guerre déclarée au duc de Bourgogne.	426
1414	Expédition contre le duc de Bourgogne.	<i>ib.</i>
	Accommodement.	427
	Prétentions des Parisiens.	428

	L'Angleterre propose la paix définitive.	429
	Fin du schisme.	430
	Le dauphin projette de se rendre maître de Paris ; il échoue et se retire.	431
	Il revient et s'en empare.	<i>ib.</i>
1415	Guerre avec l'Angleterre.	433
	Prise de Harfleur par les Anglois.	434
	Embarras de Henri.	<i>ib.</i>
	Bataille d'Azincourt.	436
	Nouveaux mécontentemens donnés au duc de Bourgogne.	440
	Mort du dauphin Louis.	<i>ib.</i>
	Gouvernement du duc d'Armagnac.	441
1416	Complot de la faction bourguignonne pour se rendre maîtresse de Paris.	442
	Il est découvert.	443
	Les Parisiens maltraités.	445
	Mort du duc de Berri.	<i>ib.</i>
	Motif de la conduite du duc de Bourgogne.	446
	Son traité avec le roi d'Angleterre.	<i>ib.</i>
1417	Mort du dauphin Jean.	448
	Disgrâce et exil de la reine.	450
	Lutte entre le duc de Bourgogne et le connétable d'Armagnac.	451
	Moyens des deux rivaux.	452
	La reine , tirée de Tours , se joint au duc de Bourgogne.	553
	Tentative de la faction bourguignonne contre Paris.	<i>ib.</i>
	Vengeance du connétable.	454
	Succès du roi d'Angleterre.	<i>ib.</i>
1418	Proposition d'accommodement.	455
	Le connétable s'y refuse.	456

# 500 TABLE CHRONOLOGIQUE DES MATIÈRES.

ANNÉES.		Pages.
	Soulèvement dans Paris.	457
	Massacres.	459
	Vengeance du duc de Bourgogne.	460
	Il punit ses complices.	462
	Renouvellement du gouvernement.	463
	Démarches auprès du dauphin.	<i>ib.</i>
	Intention du roi d'Angleterre.	464
	Prise de Rouen.	465
1419	Danger de Paris.	466
	Embarras du duc de Bourgogne.	<i>ib.</i>
	Ses incertitudes.	468
	Entrevue du dauphin et du duc de Bourgogne.	469
	Assassinat du duc de Bourgogne.	470
	Déchaînement contre le dauphin.	472
	Théâtre de la guerre.	474
	Premier congrès d'Arras. Préliminaires de paix.	475
	Ligue contre le dauphin.	476
1420	Traité de Troyes. Mariage du roi d'Angleterre.	<i>ib.</i>
	Mesures fiscales et politiques du roi d'Angleterre.	478
1421	Voyage de Henri en Angleterre.	480
	Victoire des François à Beaugé.	481
	Retour du roi d'Angleterre en France.	
	Ses conquêtes.	482
1422	Naissance de Henri VI. Cour du roi d'Angleterre à Paris.	<i>ib.</i>
	Sa maladie et sa mort.	483
	Mort de Charles VI.	484
	Résultat de son règne.	485

FIN DE LA TABLE.

*huoc*













